

L'Assommoir

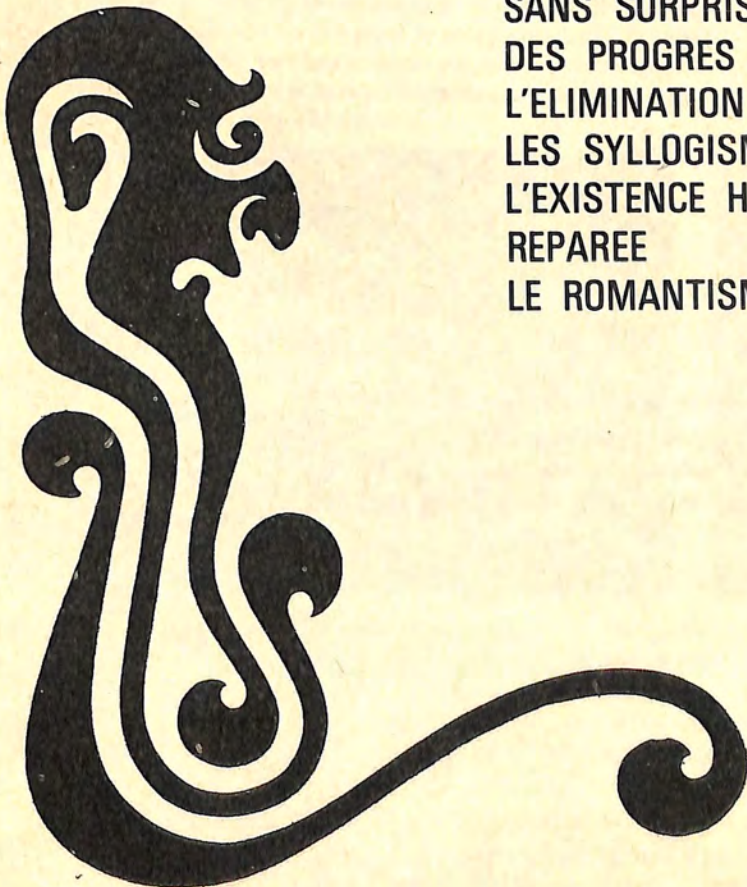
DES PROGRES
DE L'ACTION DIRECTE

3

ASSOMMOIR n.m. 1. Instrument
propre à assommer. / Piège pour assommer
les bêtes puantes.
Larousse trois volumes.

L'Assommoir

OUI, L'HEURE NOUVELLE EST AU MOINS TRES SEVERE	3
LE TRIOMPHE DE LA DOMESTICITE	6
LES CARACTERES DE L'ACTION DIRECTE	10
LE ROMAN DES BANDITS TRAGIQUES	14
POUR LA DEFENSE DE L'ANARCHISME HEROIQUE ET EXPROPRIATEUR	20
CORRESPONDANCE	26
MANUSCRIT TROUVE A VITORIA	34
LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL GARANTIT DES PRIX SANS SURPRISE POUR CET ETE	46
DES PROGRES DE L'ACTION DIRECTE ET DE L'ELIMINATION DE QUELQUES NUISANCES	53
LES SYLLOGISMES DEMORALISATEURS	64
L'EXISTENCE HUMAINE, UNE ERREUR QUI SERA REPARÉE	74
LE ROMANTISME RADIEUX DE L'AN 2000	82



L'Assommoir n'est plus publié par les Editions Plasma,
41, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, auprès desquelles on
peut cependant se procurer les deux premiers numéros
de la revue.

Oui, l'heure nouvelle est au moins très sévère



« "1984 ne passera pas" : tel sera bientôt le slogan des organisateurs de la survie », écrivions-nous dans le deuxième numéro de cette revue. « 1984 n'existera jamais », affirme trois mois plus tard l'écrivain américain Ray Bradbury. « Certes, ajoute-t-il, cette année-là va arriver, mais non sous l'aspect d'une gargouille kremlinienne ou d'une bête orwellienne. Nous avons, du moins pour le temps présent, renvoyé Big Brother au siècle prochain. Avec un peu de chance, et en surveillant nos élections et nos politicards caméléons, il pourrait bien ne jamais s'en remettre. »

« La science et la technique sont-elles en train d'empoisonner le monde ? », ironisait il y a encore quelques semaines la revue *Science et Vie*, pour laquelle le « frisson de terreur déclenché par Orwell » ne relèverait que « de la secousse épileptique et de l'obsession paranoïaque » : « Nous nous approchons inéluctablement de 1984, non plus de manière romanesque, mais atrocement réelle. Orwell, soutiennent encore les mauvais augures, n'a fait que deviner comment la science et la technique, que les Etats se sont appropriées, nous mènent droit au désastre. C'est ainsi qu'Orwell a une clientèle vaste et



diffuse en France : on la retrouve jusque dans les revues de bandes dessinées, dont l'une des plus célèbres a consacré récemment un numéro entier à des scénarios orwelliens de fin du monde. » (Gérald Messadié, « 1984, prophétie lucide ou mauvais rêve ? », *Science et Vie*, mars 1979.) Et l'auteur de cette rassurante tirade, relevant que 80 prédictions *seulement* sur les 137 inventoriées dans 1984 par le chercheur américain David Goodman se sont réalisées depuis la parution du livre, de conclure : « Rangeons donc le cauchemar orwellien à côté de *la Guerre des mondes* et du vampire Nosferatu. » Il est vrai

que la Grande Crise de l'Énergie, qui demeure pourtant l'un des thèmes majeurs de 1984, ne figure même pas, pour ces esprits éminemment scientifiques, parmi les 43 « prédictions principales » d'Orwell...

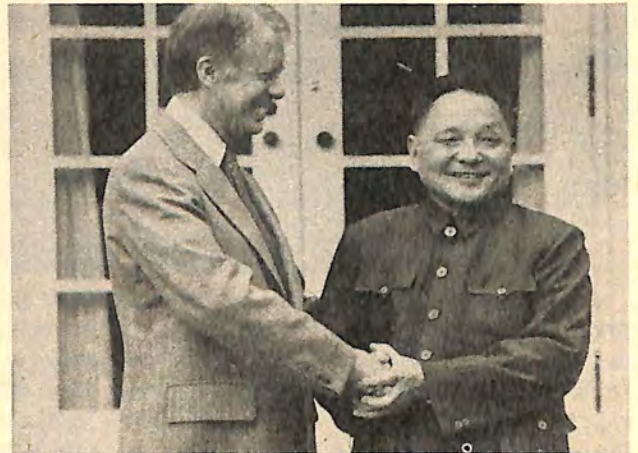
Comment s'étonner d'une assurance si placide, tant il est remarquable que dans une société dont les dirigeants ne dominent plus que sa décomposition – si avancée qu'en plusieurs secteurs déjà elle apparaît comme irréversible –, les gestionnaires en chef, leurs idéologues et les employés chargés de diffuser leurs mensonges demeurent, du moins officiel-



lement, résolument optimistes ? Mais ils rappellent tous irrésistiblement l'histoire de cet éditorialiste du quotidien libanais de langue anglaise *Ike* : au début de 1978, la censure n'ayant pas autorisé le journal à publier son commentaire, il a répété inlassablement, sur une colonne entière, cent quarante-cinq fois la phrase : « Tout va bien » (« All is well »).

Pourtant, il ne s'agit plus maintenant pour cette société que

de rendre acceptables, coûte que coûte, les conséquences des catastrophes présentes et à venir : des armées d'experts flanqués de leurs scanners et de leurs ordinateurs s'y emploient, comme on l'a vu tout récemment aux Etats-Unis, dans la centrale de Three Mile Island, avec les premiers tours de manivelle d'une « série » américaine dont les prochains épisodes illustreront à merveille le rôle bienfaisant du terrorisme nu-



cléaire, au demeurant largement sous-estimé par Orwell. Ainsi, chercher dans quelles proportions ce dernier, dans un seul livre, se serait trompé dans ses « prédictions », voilà une entreprise qui relève d'une telle imbécillité qu'elle décourage assurément tout commentaire. En réalité, lorsque des agents du système de mensonge spectaculaire occidental – fonction « orwellienne » s'il en fut – veulent bien admettre qu'Orwell a

peut-être raison *partiellement* aujourd'hui, c'est toujours pour voir en lui le dénonciateur « prophétique » des méfaits du seul capitalisme bureaucratique et de la « mise au point de techniques militaires et policières raffinées » là où *ce* capitalisme sévit.

Ne suffit-il pas pourtant de voir qu'à l'heure actuelle ce n'est plus dans un roman, mais *dans tous les Etats du monde,*



qu'on a recours à des structures technologiques plus ou moins développées de contrôle, de surveillance et de répression ? Et que ce qui impose d'en arriver là, c'est la crise internationale de l'économie, qui dépasse en profondeur toutes les crises économiques des dernières décennies, l'incapacité où se trouve cette économie de créer des emplois et d'assurer la production de marchandises pour des gens qui veulent de

moins en moins travailler et de moins en moins acheter ces marchandises ? Comment imaginer que la société de classes puisse désormais fonder, sans un renforcement de tous les contrôles, quelque pouvoir que ce soit sur la dissidence de tous ceux qui ne veulent plus subir la dégradation accélérée de toutes leurs conditions de vie, dont l'insuffisance traditionnelle du repos ou des salaires est bien loin de rendre compte ?

Comment les piètres dialecticiens qui ne peuvent ou ne veulent comprendre tout cela sauraient-ils lire Orwell – sans parler de ceux qui, tel ce journaliste du *Monde*, ne prennent même plus la peine de se reporter au texte lorsque l'envie les prend de le mentionner, mais se contentent d'utiliser des citations faites par d'autres, à de tout autres fins que l'expression indéfiniment ressassée de leur « déception historique » ? Car enfin, Orwell ne se réduit pas à 1984 ! Bien avant l'extension généralisée de toutes les falsifications marchandes, et les gémissements de consommateurs historiquement déçus qui les accompagnent, il avait dénoncé, il y a plus de trente ans, avec une lucidité impitoyable autant que désabusée, les signes avant-coureurs de cette évolution perceptibles dans une *démocratie occidentale* : du faux bois à la nourriture artificielle, de l'extension sans limite de villes parodiques à la reconstitution désolante d'une simili-campagne déjà agrémentée d'imposants amas d'ordures, cimetières de la marchandise dont l'hypertrophie des forces productives n'allait pas tarder à parsemer le monde. Bref, ce « noyau de l'horreur contemporaine » dont *l'Assommoir* avait cru devoir, à des fins *fort peu spéculatives*, montrer le dernier état (numéro 2 : « 1984, le futur accompli »), après s'être consacré aux nuisances non moins redoutables de la bureaucratie passée et présente (nu-



méro 1 : « La France stalinienne »), avait depuis longtemps été désigné à l'attention de ses ennemis naturels, dont ce numéro 3 ne pouvait ignorer les tentatives visant à l'élimination de quelques *sources de pollution majeure*. C'est pourquoi nous observons avec une attention à la fois sévère et amusée l'empressement avec lequel tant de valets de plume, qui ont fait la fine bouche ou gardé un prudent silence devant l'un comme l'autre des premiers numéros de cette revue, affectent de découvrir aujourd'hui une si vieille réalité, ou bien déplorent de ne pas trouver dans 1984 toute la monstruosité de notre époque.

Mais il leur faut faire face. Mentir à ceux qui acceptent de plus en plus mal la double fatalité du contrôle bourgeois ou bureaucratique de leur histoire, et de l'extension illimitée et catastrophique des pollutions, devient aussi difficile que dangereux. Voilà pourquoi le discours de tous ces cafards se confond plus que jamais avec celui de leurs dirigeants : la tâche vitale pour les uns et pour les autres est d'essayer de sauver aujourd'hui ce qu'ils veulent pouvoir encore dominer demain ; et donc d'imposer aux prolétaires, en en minimisant la portée réelle, les nouvelles conditions de leur soumission. La dénonciation brutale de l'horreur de ces conditions – comme de toute soumission –, voilà ce qui a tant déplu dans notre entreprise !

On se souvient que Viansson-Ponté a souhaité l'apparition « de nouveaux Français, adaptés à l'informatisation » (*le Monde*, 28-29 juin 1978). Pour hâter l'apparition de ces mutants, ce journal a décidé, depuis, la création d'un supplément : *le Monde... demain*, car, « si l'homme ne relève pas la tête pour regarder vers l'horizon de l'an 2000, il se trouvera

de plus en plus désemparé » (*le Monde*, 1^{er} décembre 1978). En fait, il s'agit « de mettre le lecteur, le plus rapidement possible, en contact avec une actualité trop dissimulée aujourd'hui dans les laboratoires, les bureaux d'études... Démêler ici ou là l'écheveau de la complexité dans laquelle notre société est prise, n'est-ce pas déjà rendre son évolution moins inquiétante ? » (*ibid.*). De son côté, *le Nouvel Observateur* consacre un numéro à nous apprendre que « l'ère des robots a commencé », tandis que Louis Pauwels annonce pour sa part la fin prochaine de la « voie désuète de la lutte des classes », grâce aux vertus conjuguées de la robotisation, de la télématique et de la bio-industrie, celles-ci se chargeant de « la libération radicale du travailleur » par « la libération du travail », tout en permettant aux hommes de « retrouver à la fois le sens pacifique des élites indispensables, le goût des études désintéressées, la vie naturelle et les joies de l'expression manuelle » (*le Figaro Magazine*, 31 mars 1979).

Ces gens n'en finissent pas d'étonner. Le zèle qu'ils apportent à la défense des nouvelles normes de passivité et d'obéissance requises par les circonstances est admirable. Tant de sollicitude, de franchise et d'enthousiasme ne peut laisser insensible : « La nouvelle révolution à laquelle nous assistons aujourd'hui repose sur une démultiplication du cerveau de



l'homme. (...) L'homme biologique est ainsi transformé de plus en plus en un ensemble biomécanique où toutes ses facultés non seulement sont prolongées à l'extrême mais conditionnent son existence. (...) Car le choc technologique n'est pas seulement extérieur à l'homme, il est aussi dans l'homme, dans la mesure où celui-ci devient sans cesse plus nettement un tout constitué par l'être et les instruments qu'il utilise. » (Michel Poniatowski, « Le défi télématique », *le Figaro Magazine*, 31 mars 1979.)

Après nous avoir tout caché, les planificateurs de la survie vont donc tout nous dire : les nécessités de l'adaptation à « l'environnement artificiel, devenu un gigantesque système (...) de surveillance et de contrôle reposant sur l'informatique et les télécommunications » (*ibid.*), le leur imposent. Mais plus rien ne pourra sauver cette société qu'ils s'acharnent à prolonger, pas même cette ultime monstruosité : la télématique, destinée à engendrer, par sa fusion avec le cerveau humain, cet « homme biomatique » qui remplacera l'« homme biomécanique » d'aujourd'hui. Ils vont tout nous dire parce qu'ils ne peuvent plus rien dissimuler. Et leur franchise de dernière heure est celle de la marchandise dont leur sort est indissociable, et à laquelle ils ont fini par ressembler :

« Après avoir été séchants en 1977, économes en 1978, les lave-linge de cette année sont en veine de confidences. Ils affichent en effet sur un dosseret électronique les différentes parties du programme qu'ils sont en train d'accomplir : pré-lavage, lavage à 90 ou 45 degrés, premier ou second rinçage, eau de javel ou assouplissant qui coule, essorage ou défroissage... on ne peut plus rien ignorer de ce qui se passe à l'intérieur du tambour. » (*France-Soir*, 7 mars 1979.)



LE TRIOMPHE DE LA DOMESTICITE

Le littérateur souvent moins bien inspiré
à fait tort chez Tailhade au pamphlétaire radical,
qui ne renia jamais les formes les plus explosives de la critique
du vieux monde. Pourtant, avant celle
« de ne plus travailler désormais que pour l'Art et pour la Beauté »,
ce qui ne pouvait manquer d'entraîner chez lui
une certaine désaffection à l'égard de son temps,
Tailhade avait eu d'autres ambitions :
ce texte, publié en 1901 dans *le Libertaire*,
en donne assez bien la mesure.
Le journal fut saisi, et Tailhade condamné à douze mois de prison.
Ce rappel à l'hygiène sociale,
assorti d'un sens aigu de la provocation,
frappe de dérision la lamentable cohorte
des idéaux patriotiques
et religieux, qui ont survécu jusqu'à notre époque
sous les déguisements les plus burlesques.



« Les autres parties du monde ont des singes. L'Europe a les Français. Cela fait compensation. » Arthur Schopenhauer

Dans l'éléutherie de Vendémiaire, les classes dirigeantes se donnent un spectacle digne d'elles. Aux soldats, esclaves de l'immonde patrie, le riche impose une corvée supplémentaire. Il constate *de visu* l'entraînement du bétail tricolore et, sous le soleil cuisant, fait subir des épreuves dégradantes à ce troupeau de chiens qu'il nomme son armée. Cela rassure la digestion des satisfaits. Rien ne manque au défilé des égorgeurs, bons à noyer dans le sang de nos espérances et nos révoltes, pas un bouton de guêtre, pas une baïonnette, pas une cartouche. Les fusils de Millerand partent tout seuls. Mammou peut dormir sur les deux oreilles. Ses cambrioleurs sont sous les armes, ses assassins veillent au grand complet. Spectacle généreux ! Cela s'appelle grandes manœuvres et fournit, aux journalistes, un nombre de solécismes pétrifiant.

En général, cette mise en scène guerrière, ce bœuf gras stratégique n'ont d'autres résultats que de brûler aux moineaux une poudre immodérée. Outre les poupons abandonnés, les filles de basse-cour négligemment fécondées par d'irrésistibles housards ou des artilleurs persuasifs, outre l'alcoolisme inhérent aux enfants de Mars, la réjouissance a pour conclusion ces discours où le chef de l'Etat – plein de barbarismes adulateurs – flagorne la peau-traille militaire, silencieuse et rechignée. On toast, on palabre, on sable du vin de Champagne à la glace, tandis que les mornes captifs, les soldats, crèvent de fatigue et de chaleur. On dispense l'« étoile des braves » aux capons les mieux avérés. Le canon tousse, les autorités se comblent de révérences. Puis la harde monte dans le convoi. Tout est fini, jusqu'à l'année suivante.

En 1901, les choses n'iront pas d'un train si uni ; car la domesticité française tient, à présent, ses grands jours. Portecoton, lécheurs de bottes, ceux de l'Académie et ceux des maisons closes, les trigauds de la presse, les pouacres de l'Etat-Major, les pieds-plats de l'Elysée et les bassets du Ministère, dans une épilepsie unanime de domesticité, se ruent à deux genoux vers le tsar Nicolas. Car le revoici, comme aux temps immémoriaux de Félix Faure, l'escroc impérial de tou-

tes les Russies, qui vient pour intimer quelques ordres à la française platitude ou bien pour souricer encore un peu d'argent à la poltronnerie exorbitante de l'« Epargne nationale ». Occasion unique de profuser un large numéraire, de gaspiller en feux d'artifice, en lampions, en boustifailles serviles, autant d'or qu'il en faudrait pour abriter et nourrir, pendant la saison mauvaise, un peuple entier de malheureux, des courtauds de boutiques (garçons de magasins ou notables commerçants), des ronds-de-cuir, des laveurs de vaisselle, des habitués de la comtesse de Martel, toutes sortes d'espèces dont l'intellect racorni, le cœur purulent et les nerfs en bois de chaise percée n'éprouvent d'aucune façon, même la pitié quasi machinale qui fait secourir un pauvre diable dans la rue – des pouilleux vont se ruiner en flammes de Bengale, en stéarine et chandelles romaines, en drapeaux tricolores, en beaucéants noir et jaune dont les être un peu délicats ne voudraient point, si je l'ose dire, pour éponger le carreau des lieux. Les camelots sont aux anges. Les reporters, autres camelots, versent de la copie comme un hareng laisse fuir sa laitance. [Ici devraient figurer, si nous respections l'intégralité du texte, quelques lignes inspirées par l'antisémitisme le plus sottement trivial. De tels dégueulis suscitant toujours chez nous la même nausée, qu'ils soient émis par un Thailhade ou par des spécialistes moins naïfs – nazis, staliniens, etc. –, nous n'avons pas hésité à « éponger » celui-ci, puisque notre propos était ailleurs. Nous signalons gratuitement cette intervention, qui avait toutes chances de passer inaperçue, aux fouille-merde amateurs de brochures chargées de radicalité pure, qui, faute d'en avoir eu connaissance, n'auraient jamais eu l'humble joie de s'en indigner. – N.D.L.R.]

Social-Lucullus et, marchant à sa tête, le vieux monsieur de Montélimar, s'étudie aux salamalecs, aux genuflexions, aux baisemains, aux révérences courtoisanesques – et, nulle bride à veaux ne lui manque, à la désinvolture des cours. Ils voudraient saluer comme Dangeau, écouter comme La Feuillade et répliquer comme Grammont. Issus, la plupart, de pères innommables et de maritornes sans éclat, ils sentent leur néant, s'aplatissent de leur mieux, se pavant de coudoyer



Romanoff, eux qui n'eurent si longtemps pour toute relation que les joueurs de bézigue au Café du Commerce. Chacun s'évertue à manifester la plus rampante bassesse. L'exemple les emporte, ils courent, à l'envi, le steeple de l'abjection. A ce concours de valetaille, Millerand apporte les canardières de Chalon, Monis une botte de paille – souvenir des cachots d'antan – et le jeune Leygues force pots de vaseline indulgenciés par le Saint-Père. C'est agréable et majestueux !

Donc, à Reims, à Dunkerque, à Bétheny, la France va faire la pute, s'aplatir devant le collatéral de Guillaume I^{er} et d'Edouard VII. Les grandes manœuvres, hideuse atellane, parade inhumaine et répugnante, auront cette année un épilogue nidoreux. Les saltimbanques à plumes d'autruche, les colonels de jésuitières, les officiers de tous grades entretenus par la cagnotte, les pierreuses, les jeunes filles avec taches et le denier de Saint-Pierre, les traîneurs de sabre que l'Eglise sustente et qu'abreuve le Lupanar, les Etats-Majors des armées terrestres ou navales, toujours battus (heureusement !) et toujours infâmes, chapeaux à claques et tête à gifles, vont recevoir des honneurs adéquats à leur domesticité. Leurs poitrines reluiront des crachats que méritent leurs visages.

Après nous avoir scarifiés pendant un quart de siècle, après avoir dégoûillé, dans tous les endroits publics, et la revanche et la haine de l'Allemand et « vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine », et autres saloperies que Coppée faisait semblant de mettre en poèmes, voici que les revanchards, nationalistes, boulangistes, sagouins de l'Œillet blanc, proxénètes du Petit chapeau, vermine des cercles catholiques, d'accord avec le gouvernement de cafard qui déshonore le socialisme, s'accroupissent dans la gadoue, se prosternent dans la fange, tandis que passe le meurtrier de la Finlande, le bourreau des étudiants russes, le persécuteur du grand Tolstoï. Ils se vautrent, ils se pâment dans les bras du Moscove ou, pour mieux dire, de l'Allemand. Car c'est un pur Teuton, cet empereur imbécile, ce Nicolas II, ivrogne comme un portefaix, lâche comme un castrat (il n'ose même pas traverser Dunkerque), et plus abruti de mysticisme que les stupides caloyers du mont Athos. C'est un Germain fors la faculté de penser : Holstein-Goltorp par Pierre III, Anhalt-Zerbst par Catherine II, sans compter les princesses allemandes, femmes des Alexandre et des Nicolas. Il n'est pas plus Romanoff que Gammelle n'est Bourbon.

Au moment des premières convulsions de Cronstadt et des officiers russes – « Les matelots sont rigolos ! » – beaucoup de Français crurent que l'alliance était offensive. On allait rendre Strasbourg et purger la place de la Concorde, où brille

en effigie la grande ville rhénane, du fumier dont la ligue des poires encombre cet endroit. Le tsar allait aider la France dans une guerre contre l'Allemagne. On entendait, en 1896, les lecteurs du *Petit Journal* dire : « Il faudrait savoir ce que le tsar a prescrit à M. Hanotaux. »

Mais tout le monde sait, aujourd'hui, que l'alliance est purement défensive. Les deux alliés garantissent leurs positions actuelles. Les Français renoncent, par là même, à reconquérir les provinces annexées en 1871. L'Allemagne ne les attaquera pas plus qu'elle n'eût, au demeurant, attaqué la France toute seule. Présentement, la situation est celle-ci : les puissances *veulent* maintenir la paix en Europe parce que la guerre y serait absolument ruineuse. Les hommes, bien entendu, la chair des forçats en tunique, chair à canon, chair d'hôpital, ne comptent point. En revanche, elles se donnent plein pouvoir quant aux expéditions en Afrique, en Asie, en Amérique. On y massacre impunément et les évangélistes, huguenots, romains ou orthodoxes, les missionnaires de toute robe ont de quoi voler à grinche-que-veux-tu. Voilà manifestement la signification de l'entretien de Guillaume, Edouard et Nicolas, c'est ce que le « petit père » vient d'expliquer au moujik Delcassé.

A moins que, chef d'une agence électorale, Nicolas ne déambule pour forcer la main au « suffrage universel » et donner à cette prostitution publique une direction nationaliste, préparant ainsi la voie de son Bonaparte sous l'égide tutélaire des ministres républicains. Peut-être s'efforce-t-il de réparer les balourdises financières de Monsieur de Witte, en inspectant la flotte et visitant l'armée. Enfin, autre hypothèse également plausible, le « petit père » entame une croisade et fomenté (déjà !) son entrée à Constantinople.

« Mahomet deux, sur les murailles

Lui cria : " Qui es-tu ? " Le géant

Dit : " Je m'appelle Funérailles.

Et toi tu t'appelles Néant ! " »

Quant aux généraux de la troisième République, ils ont un sobriquet tout trouvé. Ils s'appelleront « Coup-de-pied-à-cul ».

Mais pour caracoler dans Byzance et devant l'autel d'*Hagia Sophia*, ceindre le diadème orfévré des Comnène et des Paléologue, il importe d'envahir ces fameux quais de Tubini et Lorando – violon incomparable de chantage national dont cette vieille gouape, Constans, est le Paganini.

L'Angleterre occupée au Transvaal, pourquoi, pendant ce temps, les badauds français ne prendraient-ils pas l'avant-garde périlleuse d'une escadre russe ? Caporalisme et servi-

lité ! Il sera plaisant de reconstituer l'empire byzantin. Copée, aveuglant sa fistule, y tiendra l'emploi de Bélisaire, et Barrès, le chapon, actionnera le fuseau de Narsès. M. Rosstand, que les ratapoils traitent communément de poète, sera le Lycophonon du nouveau Constantin cependant que, sur les marches du cirque, Possien, plus ivre que de coutume et débouillant sa douzième bleue, entonnera pour Cloutier l'hymne de Romanoff : *Bodjé tzara vômî !*

On se demande quelle vésanie a pu mouvoir la France, au nom républicain, vers la déshonorante amitié d'un peuple hébété de despotisme théocratique et militaire. Qui donc infusa cette chorée humiliante, ce prurit simiesque, cette danse de Saint-Gui infectieuse ? Elle poussait naguère les gigolettes parisiennes à baiser de leurs bouches le visage crasseux des marins d'Avellane. Rien, sinon l'humeur ancillaire, sinon l'appétit courtisan d'adorer un maître, sinon le besoin de s'avilir, nature même, ressort intérieur du « bon Français ». La nation qui fit 93 en est au point de déchéance noté par Montesquieu, « quand les Athéniens n'étonnaient plus le monde que par leurs flatteries envers les rois » ?

Le parvenu du Ministère, le grotesque von Millerand ne sent pas de joie à la pensée d'engloutir des perdreaux, des aspics de foie gras, des turbans de homard en compagnie d'un tsar et d'une impératrice véritables. Mœurs de larbins, courage de valets que suit une troupe moutonnaire, une populace de brutes, inclinée aux pires abjections.

Certes, les lois scélérates, d'abord, puis l'humanité (si tant est que les assassins en épaulettes, les égorgeurs professionnels, doivent se réclamer de la pitié humaine) interdisent d'appeler sur Nicolas et sa femelle, sur Loubet et ses ministres, sur les troupes en manœuvre, sur la clique de l'Élysée et sur les mouches de la Préfecture, sur les badauds complimenteurs et forcenés, les catastrophes expiatoires. Qu'elles dorment à jamais les bombes de Hartmann, de Cheliaboff et de Berezovski ! Que se rouille le fer d'Harmodios, de Bresci ou d'Angiolillo, trop pesant aux lâches spectateurs des chie-en-lit patriotiques !

Volez aux misérables, volez cette richesse qui, pendant un long hiver, eût adouci pour eux le froid et la famine ! Brûlez aux souverains des lampions ! Offrez-leur, en larrons que vous êtes, le trésor des biens communs dilapidés ! Faites paraître vos danseuses, vos archevêques, vos officiers, vous-mêmes, tous les saltimbanques, tous les prostitués, afin de divertir quelques instants, par le spectacle de votre hideuse scurrilité, les hôtes qui daignent vous apporter leur couronne, leur mépris et leurs commandements.

Cependant quelle joie et quel rafraîchissant dictame pour nos colères, si quelqu'un des ilotes, comparse révolté de la turpide mômerie, si les corvéables de la fête et les mercenaires du gala, redressaient tout à coup leurs fronts d'hommes ; si devant les pourceaux gorgés de chair et d'or, autocrate russe ou larbins de France, apparaissait, dans une fulguration de tempête, la face redoutable du Pauvre !

Quoi, parmi ces soldats illégalement retenus pour veiller sur la route où se piaffe la couardise impériale, parmi ces garde-barrières qui gagnent neuf francs tous les mois, parmi les chemineaux, les mendiants, les trimardeurs, les outlaws, ceux qui meurent de froid sous les ponts en hiver, d'insolation en été, de faim toute leur vie, il ne s'en trouvera pas un pour prendre son fusil, son tisonnier, pour arracher aux frères des bois le gourdin préhistorique et, montant sur le marche-pied des carrosses, pour frapper jusqu'à la mort, pour frapper au visage et pour frapper au cœur la canaille triomphante, tsar, président, ministres, officiers et les clergés infâmes, tous les exploiters du misérable, tous ceux qui rient de sa détresse, vivent de sa moelle, courbent son échine et payent de vains mots sa tenace crédulité ! La rue de la Ferronnerie est-elle à jamais barrée ? La semence des héros est-elle inféconde pour toujours ?

Le sublime Louvel, Caserio n'ont-ils plus d'héritiers ? Les tueurs de rois sont-ils morts à leur tour, ceux qui disaient, avec Jérôme Olgiati, l'exécuteur de Galéas Sforza, qu'un trépas douloureux fait la renommée éternelle ? Non ! La conscience humaine vit encore. Que Paris acclame le tsar Nicolas II. Que Loubet, couvert encore de leur bave, ramène Déroutède et Guérin, et tant d'autres voyous ! Que Puibaraud emprisonne des enfants comme Almereyda, sous couleur qu'ils ont des mains blanches, avec les yeux jolis. Le soir viendra bientôt, le soir de la justice, irrésistible comme le printemps.

Et vous paierez alors, en une fois, l'arriéré de vos dettes, ô bourgeois capitalistes ! O bétail infâme des honnêtes gens ! Vous rendrez cet or qu'une sordide peur vous fait mettre sous la garde plus ou moins efficace du premier despote venu. Alors, vos prétoriens, vos prêtres, vos juges sinistres et vos soldats bestiaux resteront impuissants, ne pourront plus défendre l'idole rebutante et cruelle que vous servez encore. Vous tomberez au pourrissoir, dispersés par un vent de tempête, qui emportera vos demeures, vos trésors, vos jouissances, comme un tas de fumier qui souillait la pureté du ciel et dont l'orage seul des révoltés en marche peut laver la sournoise, la féroce, la ténébreuse puanteur.

Laurent Tailhade



LES CARACTERES DE L'ACTION DIRECTE

Rédigé après les émeutes ouvrières de Villeneuve-Saint-Georges, l'année précédente, ce texte a paru en 1909 dans l'*Almanach de la Révolution*. Pouget emprisonné, une première génération de bureaucrates venait de prendre le pouvoir au sommet de la C.G.T.

Depuis que les écrits de Pouget ont été mis au jour, il s'est trouvé des journalistes, des idéologues, des militants anarchistes et même des syndicalistes pour prétendre s'y intéresser ! Mais que ces modernes héritiers de ceux qui firent tant pour refouler la contribution du *Père Peinard* au mouvement de son temps prennent garde : ils ont tout à craindre, dans la société qui les emploie, non pas tant des théories révolutionnaires anciennes, que de la négation moderne de toutes leurs raisons d'être, engendrée par cette société elle-même.

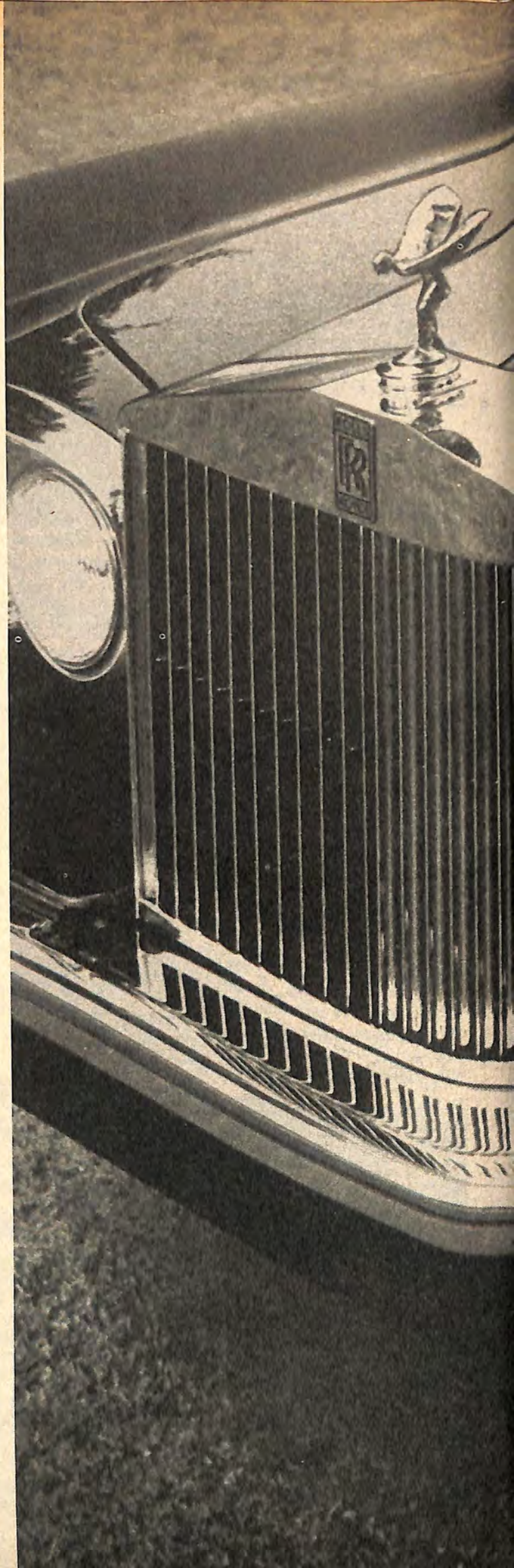
L'action directe, manifestation de la force et de la volonté ouvrières, se matérialise, suivant les circonstances et le milieu, par des actes qui peuvent être très anodins, comme aussi ils peuvent être très violents. C'est une question de nécessité, simplement.

Il n'y a donc pas de forme spécifique de l'action directe. Certains, très superficiellement informés, l'expliquent par un abattage copieux de carreaux. Se satisfaire d'une semblable définition - réjouissante pour les vitriers - serait considérer cet épanouissement de la force prolétarienne sous un angle vraiment étroit ; ce serait ramener l'action directe à un geste plus ou moins impulsif, et ce serait négliger d'elle ce qui fait sa haute valeur : ce serait oublier qu'elle est la symbolisation de la révolte ouvrière.

L'action directe, c'est la force ouvrière en travail créateur : c'est la force accouchant du droit nouveau - faisant le droit social !

La force est l'origine de tout mouvement, de toute action et, nécessairement, elle en est le couronnement. La vie est l'épanouissement de la force, et hors de la force, il n'y a que néant. Hors d'elle, rien ne se manifeste, rien ne se matérialise.

Pour mieux nous leurrer et nous tenir sous leur joug, nos ennemis de classe nous ont seriné que la justice immanente n'a que faire de la force. Billevesées d'exploiteurs du peuple ! Sans la force, la justice n'est que duperie et mensonges. De cela, le douloureux martyrologe des peuples au cours des siècles en est le témoignage : malgré que leurs causes fussent justes, la force au service des puissances religieuses et des maîtres séculiers a écrasé, broyé ces peuples ; et cela au nom d'une prétendue justice, qui n'était qu'une injustice monstrueuse. Et ce martyrologe continue !





Les masses ouvrières sont toujours exploitées et opprimées par une minorité parasitaire qui, si elle ne disposait que de ses forces propres, ne pourrait maintenir sa domination un jour, une heure ! Cette minorité puise sa puissance dans le consentement inconscient de ses victimes : ce sont celles-ci - source de toute force - qui en se sacrifiant pour la classe qui vit d'elles, créent et perpétuent le capital, soutiennent l'Etat.

Or, pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne peut suffire, pour abattre cette minorité, de disséquer les mensonges sociaux qui lui servent de principes, de dévoiler son iniquité, d'étaler ses crimes. Contre la force brutale, l'idée réduite à ses seuls moyens de persuasion est vaincue d'avance. C'est que l'idée, la pensée, tant belle soit-elle, n'est que bulle de savon si elle ne s'étaie pas sur la force, si elle n'est pas fécondée par elle.

Donc, pour que cesse l'inconscient sacrifice des majorités à une minorité jouisseuse et scélérate, que faut-il ?

Qu'il se constitue une force, capable de contrebalancer celle que la classe possédante et dirigeante tire de la veulerie et de l'ignorance populaires. Cette force, il appartient aux travailleurs conscients de la matérialiser : le problème consiste, pour ceux qui ont la volonté de se soustraire au joug que les majorités se créent, à réagir contre tant de passivité et à se rechercher, s'entendre, se mettre d'accord.

Cette nécessaire besogne de cohésion révolutionnaire se réalise au sein de l'organisation syndicale : là, se constitue et se développe une minorité grandissante qui vise à acquérir assez de puissance pour contrebalancer d'abord et annihiler ensuite les forces d'exploitation et d'oppression.

Cette puissance, toute de propagande et d'action, œuvre d'abord pour éclairer les malheureux qui, en se faisant les défenseurs de la classe bourgeoise, continuent l'écœurante épopée des esclaves, armés par leurs maîtres pour combattre les révoltés libérateurs. Sur cette besogne préparatoire on ne saurait concentrer trop d'efforts. En effet, les preuves historiques abondent montrant que tous les soulèvements populaires qui n'ont pas bénéficié soit de la neutralité, soit de l'appui du peuple en capote qu'est l'armée ont échoué. C'est donc à paralyser cette force inconsciente, prêtée aux dirigeants par une partie de la classe ouvrière, qu'il faut tendre continuellement.

Ce résultat obtenu, il restera encore à briser la force propre à la minorité parasitaire - qu'on aurait grand tort de tenir pour négligeable.

Telle est, dans ses grandes lignes, la besogne qui incombe aux travailleurs conscients.

Quant à prévoir dans quelles conditions et à quel moment s'effectuera le choc décisif entre les forces du passé et celles de l'avenir, c'est ce qu'il serait présomptueux de prétendre. Ce qu'on peut dire, c'est que des tiraillements, des heurts, des contacts plus ou moins brusques l'auront précédé et préparé. Et, ce qu'on peut affirmer aussi, c'est que les forces du passé ne se résoudront pas à abdiquer et à se soumettre. Or, c'est justement cette résistance aveugle au progrès inéluctable qui a,

trop souvent dans le passé, marqué de brutalités et de violences la réalisation des progrès sociaux.

Et on ne saurait trop le souligner : la responsabilité de ces violences n'incombe pas aux hommes d'avenir. Pour que le peuple se décide à la révolte catégorique, il faut que la nécessité l'y accule ; il ne s'y résout que lorsque toute une série d'expériences lui ont prouvé l'impossibilité d'évoluer par les voies pacifiques et - même en ces circonstances - sa violence n'est que la réplique, bénigne et humaine, aux violences excessives et barbares de ses maîtres.

Si le peuple avait des instincts violents, il ne subirait pas vingt-quatre heures de plus la vie de misères, de privations, de dur labeur - panachée de scélératesses et de crimes - qui est l'existence à laquelle le courbe la minorité parasitaire et exploiteuse. Pas n'est besoin, à ce pro-



Tout ce qu'il y a de plus humainement humain et de plus divinement divin, personnes, institutions et choses sacrées, trésors inestimables et irremplaçables de foi, de paix chrétienne comme de civilisation et d'art (...) et le silence solennel et sacré des tombeaux lui-même, tout a été assailli, ruiné, détruit de la manière la plus vile et la plus barbare.

pos, de recourir à des explications philosophiques, de démontrer que les hommes naissent « ni bons, ni mauvais » et qu'ils deviennent l'un ou l'autre, suivant le milieu et les circonstances. La question se résout par l'observation quotidienne : il est indubitable que le peuple, sentimental et d'humeur douce, n'a rien de la violence endémique qui caractérise les classes dirigeantes et qui est le ciment de leur domination - la légalité n'étant que la couche légère d'un badigeonnage d'hypocrisie destiné à masquer cette foncière violence.

Le peuple, déprimé par l'éducation qu'on lui inculque, saturé de préjugés, est obligé de faire un considérable effort pour s'élever à la conscience et, même quand il y est parvenu, loin de se laisser emporter par

une légitime colère, il obéit au principe du moindre effort : il cherche et suit la voie qui lui paraît la plus courte et la moins hérissée de difficultés.

Mais de ce que le peuple ne recourt pas à la force par plaisir, il serait dangereux d'espérer suppléer à ce recours en usant de palliatifs d'essence parlementaire et démocratique. Il n'y a pas de mécanisme de rotation - ni le référendum, ni tout autre procédé qui prétendrait dégager la dominante des desiderata populaires - grâce auquel on puisse escompter faire l'économie de mouvements révolutionnaires. Se bercer de semblables illusions, ce serait retomber dans les douloureuses expériences du passé, alors que les vertus miraculeuses attribuées au suffrage universel concentreraient l'espoir général. Certes, il est plus commode de croire à la toute-puissance du suffrage universel ou même du référendum



Et c'est dans un désordre sans frein, qui n'a jamais été vu, de forces si sauvages et cruelles qu'on se demande si elles sont compatibles, Nous ne disons pas avec la dignité humaine, mais avec la nature humaine elle-même, si misérable et tombée si bas qu'on la suppose.

Paroles du pape Pie XI aux réfugiés espagnols, 14 septembre 1935.

que de voir la réalité des choses : cela dispense d'agir - mais par contre, cela ne rapproche pas de la libération économique.

En dernière analyse, il faut toujours en revenir à l'aboutissement inéluctable : le recours à la force !

Cependant, de ce qu'un quelconque procédé de votation, de référendum, etc., est inapte à révéler l'étendue et l'intensité de la conscience révolutionnaire, de même qu'à suppléer au recours à la force, il n'en faut pas conclure contre leur valeur relative. Le référendum, par exemple, peut avoir son utilité. En certaines circonstances, rien de mieux que d'y recourir. Par lui il est commode - pour des cas posés avec précision et netteté - de dégager l'orientation de la pensée ouvrière. D'ailleurs,

les organisations syndicales savent en user, quand besoin est (aussi bien celles qui, ne s'étant pas encore dégagées complètement de l'emprise capitaliste, se réclament de l'interventionnisme étatique, que celles qui sont nettement révolutionnaires). Et ce, depuis longtemps ! Ni les unes ni les autres n'ont attendu pour cela qu'on prétende l'ériger en système et qu'on cherche à faire de lui un dérivatif à l'action directe.

Il est donc absurde d'arguer que le référendum s'oppose à la méthode révolutionnaire - de même le serait-il de prétendre qu'il est son complément inéluctable. Il est un mécanisme du calcul des quantités, insuffisant pour la mesure des qualités. C'est pourquoi il serait imprudent d'escompter qu'il puisse être un levier capable d'ébranler les bases de la société capitaliste. Sa pratique - même si elle s'accroît - ne suppléera pas aux initiatives nécessaires et à la vigueur indispensable, lorsque sonneront les heures psychologiques.

Il est enfantin de parler de référendum, quand il s'agit d'action révolutionnaire - telle la prise de la Bastille... Si, au 14 juillet 1789, les gardes-françaises n'étaient pas passées au peuple, si une minorité consciente n'eût pas donné l'assaut à la vieille forteresse... si on eût voulu, au préalable, préjuger du sort de l'odieuse prison par un référendum, il est probable qu'elle boucherait encore l'entrée du faubourg Antoine.

Non ! Il n'y a pas de panacée suffragiste ou référendiste qui puisse suppléer au recours à la force révolutionnaire. Mais il faut nettement préciser la question : ce recours à la force n'implique pas l'inconscience de la masse. Au contraire ! Et il est d'autant plus efficace que celle-ci est douée d'une conscience plus éclairée.

Pour que la révolution économique que la société capitaliste porte dans ses flancs éclore enfin et aboutisse à des réalisations ; pour que des mouvements de recul et de féroce réaction soient impossibles, il faut que ceux qui besognent à la grande œuvre sachent ce qu'ils veulent et comment ils le veulent. Il faut qu'ils soient des êtres conscients et non des impulsés ! Or, la force numérique, ne nous y méprenons pas, n'est vraiment efficace - au point de vue révolutionnaire - que si elle est fécondée par l'initiative des individus, leur spontanéité. Par elle-même, elle n'est rien autre qu'un amoncellement d'hommes sans volonté, qu'on pourrait comparer à un amas de matière inerte subissant les impulsions qui lui sont transmises du dehors.

Ainsi il s'avère que l'action directe, tout en proclamant inéluctable l'emploi de la force, prépare la ruine des régimes de force et de violence, pour y substituer une société de conscience et de concorde. Et cela parce qu'elle est la vulgarisation, dans la vieille société d'autoritarisme et d'exploitation, des notions créatrices qui libèrent l'être humain : développement de l'individu, culture de la volonté, entraînement à l'action.

De sorte qu'on peut conclure que l'action directe, outre sa valeur de fécondation sociale, porte en soi une valeur de fécondation morale, car elle affine et élève ceux qu'elle imprègne, les dégage de la gangue de passivité et les excite à s'irradier en force et en beauté.

Prison de Corbeil, août-octobre 1908

Emile Pouget

LE ROMAN DES BANDITS TRAGIQUES

Dans une histoire de l'émancipation humaine, les passions rendraient compte de bien des comportements. Ainsi en va-t-il de Libertad et des « bandits tragiques » : leurs passions – du jeu, de l'amour, de la création – sont indissociables de leurs luttes, de leur commun désir d'une vie enfin dégagée de tout cadre hiérarchique. Il ne s'agit nullement d'exhumer ici un passé malheureux : les faits, si loin qu'ils se situent, n'ont jamais dit leur dernier mot. C'est de la seule réalisation collective de ce désir que naîtra la liberté totale, celle des maîtres sans esclaves. Vers 1925, André Colomer, qui n'avait pas alors rallié le troupeau bolcheviste, s'attacha à défendre leur souvenir dans un chapitre de son livre *A nous deux, patrie !*

Ils s'étaient trouvés sur une colline, la plus haute de celles qui dominent Paris, sur Montmartre et rue du Chevalier-de-la-Barre. Là, ils étaient venus en quelque soir d'hiver se réchauffer le cœur aux paroles d'un sage. Ils étaient harassés par les labeurs de la journée. Ils sortaient, broyés, des milliers de mâchoires métalliques qui, tout le jour, n'avaient cessé de moudre leur jeune vie au rythme de leur brutal fonctionnement. Mais Libertad parlait. C'était un étrange cynique. Il venait on ne savait d'où, avec ses pieds nus dans des sandales, et ses pauvres jambes brisées qu'il lançait en avant d'un superbe élan de ses béquilles de pauvre. Il portait une longue blouse noire aux larges manches, et, tout en haut de ce corps misérable, la tête flambait orgueilleusement. Il allait toujours tête nue, avec un front comme Socrate, crâne chauve et cabossé de la sagesse autour duquel pendaient quelques longs cheveux rétifs comme des épines. Mais ses yeux brûlaient de révolte, féroce, et sa bouche se tordait en sarcasmes d'amertume.

Libertad parlait. Sa voix âpre et chantante tour à tour contait, en ses inflexions précipitées comme un débordement du cœur, la joie de vivre au rythme des libres sensations en la simplicité des gestes sans morale, l'horreur

« Certains prisonniers trouvent agréable de pouvoir regarder au-dehors sans barreaux. Mais d'autres se sont plaints que c'était un peu humiliant. Ils voient tout ce qui se passe de l'autre côté des murs de la prison, mais ils ne peuvent pas y participer. »
Ben Van der Goorbergh,
directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice néerlandais,
à propos d'une prison géante et ultra-moderne édifée dans la banlieue d'Amsterdam, mars 1978.



d'agoniser au mécanisme des tâches serviles en la complexité monotone des mouvements convenus, la bêtise des politiques, la complicité des maîtres et des esclaves, l'autoritarisme de toute force collective, la lâcheté des hommes qui ne savent agir qu'en troupeau, et la jouissance de se découvrir et de se créer et de se sentir en toute sa sève, comme une tige droite et souple vers le soleil, et de s'affirmer soi-même vivant et libre dans la lumière. Libertad chantait l'anarchie comme une force de libération que chacun portait en soi. Et, tandis qu'il parlait, les yeux de ces jeunes gens brillaient d'une lumière intérieure. Au rythme de cette voix, ils écoutaient en eux s'éveiller l'âme de leur jeunesse.

Parfois aussi ils accompagnaient leur « père » à travers la ville. Libertad allait dans les bars et dans les restaurants où le peuple mange et boit. Il s'y arrêta debout parmi les tables maculées de graisse et de vin et il disait aux ouvriers : « Esclaves, qui bercez votre douleur sale du mot de Liberté, comme les moines en leurs froides cellules s'endorment aux paradisiaques cantiques, apprenez à être libres quotidiennement.

» Ne mangez pas l'impur aliment de la chair qui fut vivante. Le gras qu'elle vous fournit est pour vos muscles comme l'huile aux engrenages des machines. Elle en facilite le bon fonctionnement afin que leur usure puisse servir plus longtemps à des fins qui leur sont étrangères. En mangeant la chair animale vous vous rendez complices d'innombrables meurtres qui ne vous profitent pas. Vous êtes des victimes qui se

laissent nourrir du sang d'autres victimes.

» Ne buvez pas l'alcool, ne fumez pas le tabac. Tuez en vous ces gestes héréditaires qui ont créé en vous, malgré vous, un besoin *contre vous*. L'alcool ne fait pas que tuer : ce serait encore peu de chose. Comme le tabac, *il fait oublier*, et il ne faut pas oublier, il ne faut rien oublier de soi, de tout ce que l'on a souffert comme de tout ce que l'on a joui, de tout ce que l'on a senti, pensé, voulu en toute sa vie, afin de pouvoir, se tenant tout entier sous la lumière de sa conscience, se dire vraiment un être libre, *un individu*. »

Parmi les hommes qui, le soir venu, mangeaient et buvaient et fumaient - vautés en tas dans leurs jouissances comme ils l'avaient été pendant tout le jour dans leur travail - parmi les bêtes humaines accroupies sur leurs tables, Libertad, debout sur ses béquilles, le front haut, lançait sa parole, fièrement, comme un grain dans le sillon.

D'abord il étonnait. Ces esclaves, à la flamme de ses yeux, avaient un instant de respect. Ils sentaient de la force jaillir de lui. Bouche bée, ils faisaient semblant de l'écouter. Puis, quand les paroles venaient à eux dans leur réalité et qu'ils comprenaient le sacrilège de cet iconoclaste, tout leur amour pour ce qu'ils entendaient ainsi blasphémer montait à leur gueules multiples uniformes en rictus de grosses risées qui gargouillaient horriblement.

Libertad, debout, ne reculait pas devant cette marée ascendante de la prolétarienne merde. A ses côtés, ses « compagnons », frémissant d'un immense dégoût, se serraient d'un peu plus près vers lui.

Cependant, au-dessus du moutonnement fécal de la Bêtise, parfois, une jeune tête se dressait avec l'incertaine clarté un peu hagarde des yeux qui voient soudain grand jour après tant de nuit... Et Libertad lui disait : « Viens, camarade, laisse ces brutes. Viens avec nous vivre ta vie hors du troupeau. » Et, d'un élan de toute l'âme, un compagnon nouveau, héroïquement, se détachait de l'armée des esclaves pour se joindre à la petite bande des réfractaires.

Mais où il donnait à ses enfants la plus belle leçon d'héroïsme c'était quand il affrontait le peuple en sa pire ivresse : celle de la politique.



Comme jadis Pythagore allait sur l'Agora le dire aux Crotoniates qui s'assemblaient pour l'élection d'un tyran, Libertad, dans les réunions électorales, aux discours des socialistes, faisait suivre l'explication de cette idée si obscure à l'esprit des savants comme à celui des illettrés : « La fève est mauvaise à celui qui la donne, mauvaise à celui qui la reçoit. » Et comme les yeux des citoyens prolétaires s'arrondissaient dans l'incompréhension, en un mouvement de vigueur il insistait : « Toi qui prétends être libre, pourquoi votes-tu ?... Ecoute... Personne ne peut représenter que soi-même. En votant tu es le pire des esclaves. Car celui qui s'est choisi un maître s'appartient encore moins que celui à qui le maître s'est imposé par la force. Celui-ci peut renier son maître comme une brutalité qu'il ne reconnaît pas. Celui-là ne pourra jamais se révolter contre la chaîne, il se l'est donnée lui-même. Ne sois pas cet esclave volontaire. Sois toi-même ton libérateur. Fuis cette salle empestée où l'on grise de grosse éloquence ces pauvres brutes afin qu'elles acclament leur propre servilité. N'écoute aucun des prometteurs de paradis pour demain. Ils mentent tous. C'est aujourd'hui qu'il te faut vivre. C'est en ta vérité individuelle qu'est ton bonheur. Dehors, il y a le soleil de mai sur les jardins de la terre. Va dehors et, à travers les champs, dans la lumière, que ta propre marche crée ta route. »

Alors la bestialité humaine se déchaînait en lâches violences. Ils avaient compris. Ce monstre bafouait l'autorité souveraine du Peuple. Il brisait les idoles du Temple de la Démocratie. Il niait l'Idéal social. La foule se hérissait de poings tendus. Un grondement la soulevait et, de vague en vague, l'injure et la menace roulaient jusqu'à Libertad. Déjà ses jeunes disciples repoussaient courageusement les premiers assauts de la collective Bête. Mais soudain ce fut comme une ruée de cochons saouls, et le sage eut sur sa face mille grouins bavant de merde à en perdre haleine.

Il reçut un coup de pied dans le ventre. Alors, se couchant sur un mur, tout droit, d'un effort divin de ses pauvres jambes rompues, il se tint sur une seule béquille, et prenant l'autre à plein poing par sa base, il la brandit comme une massue. Ah ! du moins, s'il fallait qu'un sage mourût en ce jour, ce ne serait pas comme Pythagore traqué et s'arrêtant au bord d'un champ pour tendre sa poitrine aux coups de la foule. Il y avait trop longtemps qu'à travers les siècles, les hommes sociaux se répétaient à plaisir que les philosophes se laissaient tuer avec résignation. Pour une fois, il allait faire exception à la règle, celui-là, et on verrait bien ce qu'il en coûte d'assassiner un Libertad.

Sa tête nue contre la pierre, le front très haut dans la clarté, ses yeux semblaient lancer des éclairs, et, au bout de la noire manche flottant en mouvements rythmiques, en son poing de fer dansait la vieille béquille de bois. Elle tournait, tournait sans cesse et retournait d'un seul mouvement pour un moulinet de la mort. Elle frappait à droite, à gauche,

devant elle, partout, sur la bête grouillante autour de son maître. Elle brisait un poing tendu. Elle crevait un œil de haine. Elle faisait sauter des dents prêtes à mordre, aplatissait un ventre, coupait les jambes, tapait, cognait, sautait, rebondissait, faisant le vide autour du poing qui la maniait, comme si elle eût été la roue même de l'infini animée par le bras du destin pour l'éternité.

Et Libertad mourait, qu'elle tournait encore.

Au rythme de cette béquille, par cette mort, un sage enseignait à ses fils inoubliablement la double leçon de la sagesse héroïque. En même temps, il leur donnait l'indomptable force de rester soi-même en rejetant toutes les béquilles du dedans, et l'art de jouer de la béquille du dehors. Cet infirme béquillard, à cette minute suprême, fut immortellement, pour ces beaux jeunes hommes pleins de force, et leur maître à penser et leur maître à danser. Il leur montrait, en un seul geste, comment se pouvaient unir dans l'harmonieuse puissance la philosophie et le sport. Héroïquement, il dressait à leurs yeux d'adolescence la vivante sculpture de l'âme individuelle se jouant en liberté des faiblesses de son corps parmi les matérielles nécessités.



« Nous avons sous nos griffes plus de trois cents Américains et plus de huit cents Belges mis en résidence surveillée et dans des endroits sûrs. Au moindre bombardement de nos régions et de notre capitale révolutionnaire, ils seront tous massacrés. Nous fabriquerons nos fétiches avec les cœurs des Américains et des Belges et nous nous habillerons des peaux des Belges et des Américains. »
Christophe Gbenyé,
chef de l'insurrection congolaise de 1964,
dans son journal le Martyr
(14 novembre 1964).

Ainsi il leur enseignait que le sport n'est qu'un jeu. Il n'a pas d'utilité extérieure. Il ne place sa fin que dans le libre plaisir de l'être qui le joue. Il leur disait aussi, en cette dernière leçon démonstrative, que l'action de l'individualiste ne cesse jamais d'être un sport. Elle est son grand jeu, le plus beau et le plus intense de tous, celui en qui il ne recherche pas seulement, comme dans les petits jeux par lesquels il exerçait son enfance, quelques plaisirs partiels et volages, mais tout le plaisir de tout son être en toute son harmonieuse unité. L'action de l'individualiste est le sport parfait ; un jeu divin où il se retrouve tout entier dans sa joie de vivre au rythme de sa libre intuition.

Tel fut l'enseignement de la mort du sage. Il porta ses fruits superbement. Ceux que l'on appela les « bandits tragiques » furent les dignes fils de Libertad. En vérité, ils devaient être *les bandits individualistes*.

Après l'assassinat du père, ayant compris la vanité de toute propagande collective, ils décidèrent de s'arracher définitivement à la vie sociale, afin de s'épanouir héroïquement au grand jeu de la vie individuelle.

Ils laissèrent la ville et les millions de servitudes mécanisées où s'atrophient les jeunes forces. A la campagne, ils allaient faire du sport selon la méthode de Libertad.

Près de Romainville, ils eurent une petite maison avec beaucoup de terre autour. Il y avait des arbres, un champ. Ils y venaient vivre et jouer. (...)

Rien des contingences objectives ne peut atteindre une âme libre. Elle est inviolable. Alors qu'importe, psychologiquement, ce qu'il advint, par la suite, aux « copains » de *l'Anarchie*. Ils portaient en eux une âme qui pouvait affronter tous les actes sans que rien ne pût jamais en ternir l'éclatante pureté. Pour le public ils devinrent les « bandits tragiques » mais, en eux-mêmes, ils restaient les individualistes de Romainville faisant éclore leurs jeunes personnalités frémissantes de plein-être en des gestes et en des idées dont elles savaient rester les maîtresses.

L'épopée des « bandits » se passa tout entière en leurs âmes. Ce que les journaux de leur temps en ont rapporté doit être bien peu de chose pour ce qu'ils ont dû sentir eux-mêmes, en ces heures de tragédie.

Il faut les avoir aimés, pour pouvoir se l'imaginer et tenter de faire comprendre à des hommes retour de la guerre comment les copains en vinrent à laisser leur petit jardin de Romainville pour aller se livrer à des sports plus périlleux à travers les rues et les routes du domaine national.

Le spectacle de la libre beauté est pour notre société de laideur et d'esclavage une injure insupportable. Dès qu'un être s'épanouit harmonieusement, il nie les lois collectives, il se place en dehors des cadres, il méprise l'opinion publique. Alors immanquablement, la laideur et la bêtise des hommes sociaux s'acharnent sur le créateur jusqu'à ce

qu'elles en aient anéanti toutes les œuvres extérieures. De tout temps les sociétés ont assassiné les grands philosophes et les purs artistes ; elles ont fait brûler les livres du génie, traqué leurs auteurs, jeté dans les prisons ou dans les maisons de fous tous les êtres qui, nés avec un corps d'homme, se permettaient de manifester quelque âme d'individuelle lumière.

Les « individualistes » de Romainville, à leur tour, subirent cette loi de la vie sociale. Sur leurs floraisons de jeunesse les coups du monstre s'acharnèrent sans merci. Ce furent tout d'abord ceux du voisinage. Dans la petite ville de Romainville et en tous ses alentours il y eut, dès les premiers jours, une scandaleuse rumeur. « Des jeunes gens à moitié nus et à longs cheveux se permettaient de vivre avec leurs compagnes sous les arbres, sans rien faire d'autre que de jouer toute la journée dans les rayons du soleil. En sus c'étaient des anarchistes qui ne mangeaient pas de viande comme tout le monde et se permettaient de ne pas boire de vin. Jamais aucun boucher ni aucun « bistrot » de Romainville n'avait reçu de ces monstres la moindre commande. Enfin, le pis de tous, c'était que ces « bons à rien » se permettaient de rédiger et d'imprimer et de répandre un épouvantable petit journal qui s'appelait *l'Anarchie*, et où l'on



« Stan essayait d'écouter. Il parla d'une voix épaisse et sans résonance. - Le monde est un véritable enfer. Au sommet, certains possèdent toute la richesse. Pour avoir ce qui vous est dû, il faut essayer de leur faire lâcher prise. Alors, ils se retournent et vous tapent sur le blair pour avoir osé faire ce qu'eux ne cessent de faire. Le nègre soupira et offrit du tabac à Stan, puis il se roula lui-même une cigarette. - Vous l'avez dit, camarade. Seulement ils ne l'auront pas toujours. Un jour, les gens vont devenir intelligents et furieux tout à la fois. Mais, seuls, vous ne pouvez rien obtenir de ce monde. »
William Lindsay Gresham,
le Charlatan (Nightmare Alley),
Paris, 1948.

pouvait lire des abominations de ce genre : « Mendier est plus sûr que voler, mais voler est plus beau que mendier », sous la signature d'un certain Wilde, qui ne pouvait être qu'un espion de l'Allemagne. Et tout cela se passait dans une propriété de la pacifique commune de Romainville. C'était une honte pour l'arrondissement, un danger national. Il fallait que le maire prît une énergique décision et qu'on débarrassât ces pauvres Romainvillois d'une telle gangrène sociale ! »

Voilà ce qu'on entendait dans tout le voisinage du « jardin de l'Anarchie ». C'était le grognement unanime : il dégoûlait en interminables jérémiades des lèvres de rapacité du paysan crevant de haine pour ces « jean-foutres qui gâchaient en batifoles un bon bout de terre qu'aurait pu rapporter son profit ». Il grasseyait en veules blagues de café conc' sous la langue du petit calicot qui prenait chaque matin à 6 h 46 « son train » et débarquait chaque soir à 8 h 32 à la station de Romainville en un des dégoûtements de ce peuple sale que Paris déverse pour la nuit en ses multiples égouts de banlieue. Et, pour se venger que les individualistes ne soient d'aucun de ces départs et d'aucun de ces retours, ce rogaton de servilité faisait se tordre tout un train de midinettes en narrant, en gaudrioles, leurs « originalités » de « plein air ». Enfin c'était encore le même grognement qui pérorait aux conservatrices oraisons du petit rentier jaloux de son or, aux catégoriques formules du petit fonctionnaire fier de l'ordre qu'il représente et aux socialisantes déclamations de l'ouvrier, jaloux de sa crasse comme d'une noblesse. Pour ceux-là, les individualistes étaient tout simplement des « malfaiteurs » ou des « fous », de « mauvaises bêtes » à abattre ou à enfermer. Et socialement, ces imbeciles avaient raison.

Cependant, l'opinion publique de Romainville se contenta d'exiger leur expulsion d'une commune où l'originalité était interdite et sur les terrains de laquelle les « nomades ne pouvaient séjourner ». Ce double vœu de l'honnête population ne tarda pas à s'exprimer en actes décisifs.

Une visite de la gendarmerie locale fut suivie d'une savante perquisition de la police parisienne. Tout fut bouleversé, ravagé, saccagé au « jardin de l'Anarchie ». Sous prétexte de fouilles, ces messieurs de la Sûreté déracinèrent toutes les plantes du potager et du fruitier. Ils mirent l'imprimerie au pillage, renversant les « formes » sur le marbre, vidant les casses de lettres, lacérant le papier blanc, saisissant journaux, brochures, manuscrits. Après leur départ c'était une vraie ruine. D'un mois au moins le journal ne pourrait paraître. De toute la saison, le jardin ne donnerait rien à manger. Et il fallait payer le terme dans quinze jours.

Par une soirée de juin au jardin de l'Anarchie, en une de ces nuits d'été où la campagne d'Ile de France, parmi de molles vapeurs lunaires, semble se bercer doucement au cœur vacillant des étoiles, les « copains », longtemps, longtemps, entre eux, parlèrent sous ces arbres où si souvent leurs jeunes gestes avaient chanté dans le soleil. Toute la nuit ils parlèrent avidement. C'était une étrange symphonie que celle de ces jeunes voix où se jouaient, parmi les ombres, éclat des cuivres, l'enthousiasme – vibrances sur les violons, l'ardeur de vivre – sanglots graves des violoncelles, le courage dans les souffrances – et chanson des flûtes, leur bel espoir sans espérances, mais surtout, dominant par-dessus tout, jusqu'au sommet des grands arbres et bien plus haut, et bien plus haut, l'unique son du cor, celui du grand Roland, le son prophétique du cor lançant à nouveau parmi les étoiles, en ces voix de jeunes hommes, son appel d'éternité : leur héroïsme.

Ainsi, toute la nuit, ils parlèrent, et, quand le soleil rougit la cime des grands arbres, il n'y avait plus de copains au jardin de l'Anarchie mais des « bandits individualistes » en marche irrésistiblement sur les routes de la Terre socialisée.

Tant pis ! Puisqu'on le voulait, ils allaient changer de lieu, mais rien ne pourrait les contraindre à changer d'âme. Aussi librement que sous les branches de Romainville, ils allaient, à travers le monde, poursuivre leur individuelle joie de vivre au rythme des mêmes jeux. En leur période héroïque, ils

ne cessèrent d'être, comme aux temps de la vie champêtre, les libres musiciens de leur « moi » jouant son harmonie incessamment sur ses deux cordes : le sport et la pensée. Seulement, aujourd'hui, les cordes étaient plus tendues, et la musique se faisait plus intensément vibrante qu'hier.

On les avait chassés de leur « jardin » pour les rejeter dans la vie sociale. Ils y rentraient donc mais sans courber leur tige de bel orgueil. Ils y pénétraient comme dans leur domaine – un terrain nouveau à cultiver en se jouant. Ah ! il était plus grand que celui de Romainville, la terre en était plus dure et les végétations moins riantes. Eh ! que pouvait leur importer cette matière : en eux-mêmes ils regardaient, car *c'est en eux que tout se passait*. Au lieu de la bêche et de la pelle pour remuer le tendre terreau du jardin, leurs mains maniaient le rossignol à faire sauter les serrures, le levier à défoncer les coffres-forts, le « volant » à faire bondir l'auto – mais en des gestes d'indifférente souplesse et de gracieuse force qui *ne prenaient rien de leur âme*. Ils se jouaient. C'était du sport. Aussi, pas plus qu'autrefois en leurs agricoles travaux ils ne s'assimilaient aux paysans, en leur « illégalisme » ils ne prendraient jamais les tares de « l'apache ». Ils avaient l'horreur de tous gestes conventionnels. Ils restaient des artistes. Au lieu du sécateur à tailler les branches hostiles et du rateau à arracher les mauvaises herbes – ils auraient le revolver et même la carabine, et en usant de ceux-ci ils ne tueraient pas plus de vie qu'avec ceux-là. Car ils se sentaient vivants dans toute leur réalité, ils se vivaient en leur individuelle conscience, ils s'écloaient tout entiers en l'unique vie : celle de soi-même. Chacun d'eux vivait pour soi – pour son plein-être, pour son harmonieux plein-être – pour sa liberté. Ces êtres qui avaient nié toute servitude et qui s'étaient refusés au parage humain, ces individualistes qui, ayant appris d'un sage à marcher sans béquilles, n'en voulaient accepter aucune, ces anarchistes qui s'étaient libérés de toute loi sociale et de toute morale collective et

qui sentaient en eux bondir leur joie de vivre irrésistiblement, n'avaient plus rien de commun avec les hommes qui adhèrent au pacte de la société aussi bien par leur obéissance que par leur autorité. Esclaves du ventre ou maîtres de l'or, les individualistes les sentaient également autour de leur éclosion comme une matière hostile, une matière à dominer sans pitié aucune, indifféremment, afin de se jouer en elle pour en tirer quelques fruits – comme ils le faisaient jadis parmi les plantes de la terre.

Aussi furent-ils, dansant dans le soleil aux bords de leur auto, à travers rues, à travers routes, rue Ordener, à Chantilly, à Melun et à Poissy et à Nogent et à Choisy, et partout où ils luttèrent, où ils frappèrent, où ils tombèrent, partout, tels autrefois les jardiniers de Romainville, les hardis joueurs de leur vie, joyeusement, les beaux bandits !

Et parallèlement, jusqu'à la fin, ils ne manquèrent de rester, aux plus tragiques jours de leur lutte, avec la même liberté que jadis, aux douces heures des causeries sous les branches de Romainville, les éternels joueurs de leur pensée. Rien ne put troubler en eux le cours serene de ces idées dont ils aimaient enchanter leur âme tout autant que de la course frénétique de leur actes. Rien – pas même la mort.

Songez donc. Pendant que le monde entier, tremblant de peur, frémissant d'extraordinaire, n'avait de pensée que pour leurs exploits et que la presse n'imprimait de journaux que pour en narrer tous les détails, eux, les bandits, ne s'occupant guère de leurs gestes que juste le temps nécessaire pour les décider et les exécuter, ils pensaient à bien autre chose. Au moment de l'action, certes, ils y allaient de toute leur fougue et de toute leur force comme de bons sportifs qu'ils étaient. Mais le jeu fini, ils ne s'encombraient guère la mémoire à se souvenir de ce qui s'y était passé. Ils avaient bien joué de tout leur corps et, en la lassitude des chairs, ils allaient de tout leur esprit, avec le même élan, aux jeux de l'intelligence.

Tandis que les hommes sociaux se régalaient, dans leurs quotidiennes lectures, aux minuties des « crimes » savamment reconstitués par l'analyse macabre de leurs reporters, Raymond Callemine quittait la table d'étude où son puissant cerveau abstracteur se jouait si souvent

à découvrir sa vérité à la lueur des hypothèses de Darwin ou de Le Dantec – et il allait au Concert Touche rêver silencieusement avec les âmes amies de Beethoven et de Schumann. Le jour où M. Jouin, pour son malheur, le découvrit chez le soldeur Gauzy, Bonnot, traqué, pensait en compagnie de Max Stirner et de M. Anatole France. En un taudis aux volets verts, à la lueur d'une chandelle, avec un revolver pour marquer les pages, le bandit lisait *Crainquebille* et *la Rôtisserie de la Reine Pédauque* et *l'Unique et sa propriété*. René Vallet, en l'historique villa de Nogent-sur-Marne, apprenait à son ami Garnier et à leurs compagnes les profondeurs immenses de Baudelaire et d'Edgar Poe.

En pleine bataille, ils gardaient la complète maîtrise d'eux-mêmes. Agissant à pleins gestes, sentant à pleins sens, ils ne manquaient pas non plus, méditant, lisant, écrivant, de penser à plein cerveau. Intégralement ils vivaient leur vie. Au-dessus de la mêlée – certes ils le furent infiniment, à tel point qu'ils se mirent au-dessus même de leur propre bataille.

Aussi surent-ils mourir immortellement. Leur mort fut leur dernier jeu sur la terre – le plus sublime, en un élan vers l'éternel : le chef-d'œuvre de leur grand art.

J'ai déjà dit Bonnot assailli par toute une armée et ne cessant, percé de balles, agonisant, de toucher amoureuxment, en un dernier accord de son être, les deux cordes de sa lyre. Et ainsi ses

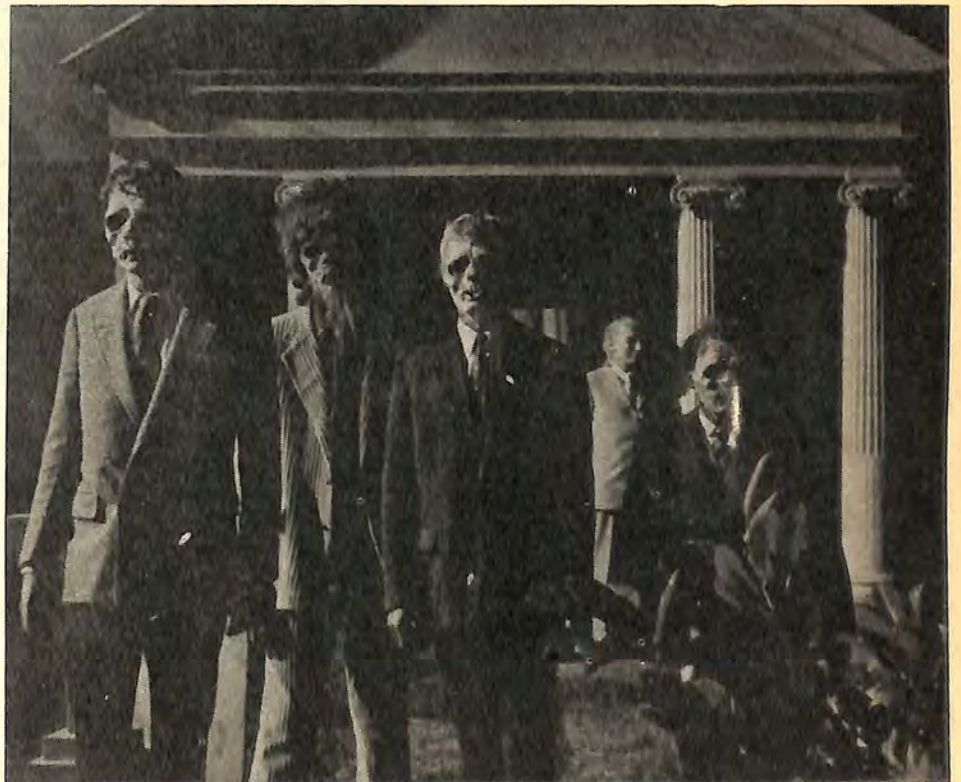
doigts volontaires lançaient tour à tour, en coups de feu son acte parmi la matière et en traits de plume sa pensée vers son souvenir, jusqu'à ce que, les deux bras brisés, il se laissât mourir.

Il y eut Garnier et Vallet sous l'assaut des mitrailleuses, tenant tout un jour et toute une nuit en ce coin de verdure et de rêverie et d'amour que la société leur disputait – et y mourant debout, côte à côte, fraternellement, sans qu'un rictus d'horreur troublât un instant la pureté de leurs masques. Dieux de jeunesse, ils mouraient en pleine beauté, sous l'immonde ruée de ceux qui devaient être quelques mois plus tard les soldats du droit, de la justice et de la civilisation. (...)

Avec du sport et de l'intelligence, pour le seul plaisir de se sentir vivre en soi, chacun pour soi, ces grands joueurs surent faire de leurs vies des œuvres de beauté qui dressent immortellement au rythme de l'épopée le souvenir de leur individualiste héroïsme.

Revenons maintenant aux « jeunes gens de *l'Opinion* » pour voir un peu comment en usant du sport comme ils le faisaient de la pensée – pour la discipline et l'ordre social, chacun pour tous – ce double jeu devait les conduire servilement jusqu'à la Cochonnerie sanglante où pataugea durant quatre ans leur héroïsme national.

André Colomer



Renzo Novatore est « mort tragiquement en défendant sa liberté », nous apprend *la Revue anarchiste*, où ce texte parut en 1923. « "Coupable" doit être pour nous synonyme de meilleur », y déclarait-il. L'affirmation d'une telle revendication, plus actuelle que jamais, compense un lyrisme que d'aucuns jugeront désuet ; et l'on connaît assez le rôle éminent joué par le crime social dans l'histoire pour ne retenir que l'essentiel : cette volonté de faire cesser la longue agonie de la survie – à une époque où l'organisation sociale était partout en posture de se mettre hors d'atteinte de la violence individuelle qu'elle suscitait. Aujourd'hui, c'est la violence qui est partout contre les défenseurs de la société. Les temps s'améliorent.



« A une jeunesse avide de justice,
on tente d'inoculer le poison du pessimisme,
le venin de la violence aveugle.
On laisse des apprentis fascistes
briser des vitrines
et piller des magasins sous prétexte
de lutter contre la hausse des prix.
Pour les héros de notre temps,
tout devient justifiable.
Même l'injustifiable. Même le crime. »
Jack Dion, l'Humanité-Dimanche,
17-23 janvier 1979.

POUR LA DEFENSE DE L'ANARCHISME HEROÏQUE ET EXPROPRIATEUR

Le délit est la vigoureuse manifestation de la vie pleine, complète, exubérante, qui veut librement s'épanouir et trépider au-delà de toute règle et de toute frontière, ne reconnaissant d'obstacles ni dans les personnes, ni dans les choses...

Et c'est justement là le côté esthétique du délit, ce qui le rachète, l'ennoblit et l'élève, jusqu'à la lumière pure et éclatante d'une vraie et authentique œuvre d'art.

E. Brunetti

I

La chronique noire des journaux turinois du 26 septembre dernier a dû et voulu s'occuper de la capture de cinq de nos compagnons qui tombèrent entre les pattes visqueuses de la police, tandis que – selon les « informations précises » parvenues à celle-ci – ils se préparaient, sur une « très élégante automobile », bien armés de bombes, de brownings et de magnifiques pistolets mitrailleurs, à accomplir un... « coup » de plus de deux cent mille francs.

Tel est, en un bref résumé, le substantiel contenu de toutes les longues et interminables colonnes de prose vulgaire pompeusement ornée de broderies policières, que les journaux de Turin publièrent au sujet de son audacieux « coup » manqué.

Le commentaire – notre commentaire – de l'affaire de Turin, prise en soi, est celui-ci. Ce fut la police turinoise elle-même qui organisa le « coup » par le moyen d'un de ses louches agents provocateurs – le chauffeur qui conduisait l'automobile « incriminée » elle-même – dans un but de gloire, de carrière et de gros sous.

Et notre commentaire s'appuie sur des preuves et des faits. Preuves et faits qui ne peuvent, du reste, avoir échappé à aucun de ceux qui, lisant la chronique de ces jours-là, ont vu de quelle façon est advenue la « rocambolesque » (*sic*) capture des cinq anarchistes.

II

Il est entendu que nos cinq camarades, tombés dans le vil et infâme guet-apens qui leur fut tendu par la police, sont réellement les victimes du chauffeur judas, qui les a trahis et vendus, mais parmi les cinq, il y avait, en outre, la belle et mâle figure de De Luisi, tempérament romantique et passionné de rebelle et de héros, dont la vie est tout un poème de luttes audacieuses et de rébellions conscientes ; car ils ne sont pas nombreux les anarchistes qui ont su écrire par le geste dans le livre de leur vie vécue.

Le compagnon Giuseppe De Luisi fut – après toutes les amertumes, les désillusions et les souffrances éprouvées parmi la foule – un terroriste et un expropriateur. Et c'est de lui, aujourd'hui, que nous entendons parler ici. De lui et du principe expropriateur de l'anarchisme héroïque.

De nombreux camarades ne nous approuveront pas, nombreux aussi seront ceux qui ne nous comprendront pas, il est vrai, mais de notre point de vue, ce n'est pas une raison suffisante pour nous persuader à faire taire notre voix d'iconoclaste, à étouffer notre cri d'individu libéré des préjugés, à enchaîner notre pensée rebelle...

Nous ne sommes ni des fous, ni des imbéciles, mais nous sommes des anarchistes et des anarchistes de la bonne race.

III

Quelques-uns - trop nombreux parmi les militants (mot impropre et antianarchiste que ce mot de militant) – et qui jouissent du privilège (pauvre et triste privilège) d'être considérés par le plus grand nombre – le plus grand nombre même dans notre camp, hélas ! est souvent un troupeau – comme

les seuls, les uniques, les vrais gardiens du feu divin qui brûle et crépite sur le mystique autel de la Vestale sacrée, de la Sainte-Anarchie, quelques-uns donc vont braillant depuis longtemps, depuis trop longtemps, que l'époque obscure de l'anarchisme héroïque est désormais, heureusement, dépassée ; que le temps est finalement venu de ne plus se laisser dominer par les ombres troubles et tragiques d'Henry et de Ravachol, que la bande en automobile de Jules Bonnot et de ses compagnons réfractaires ne fut qu'une triste expression de la décadence anarchiste, assimilable à une certaine dégénération intellectuelle de la morale bourgeoise ; que le vol n'est et ne peut être action anarchiste, mais bien plutôt un dérivé de la morale bourgeoise elle-même ; que...

Mais à quoi bon continuer ? Arrêtons-nous donc !

IV

Il y a, pour nous, trois raisons anarchistes qui militent pour la défense de l'acte terroriste et de l'expropriation individuelle.

La première est d'ordre social, sentimental et humain et comprend le vol comme nécessité de conservation matérielle de cet individu qui, tout en ayant toutes les prédispositions de la bête, les sacrifie vite pour se soumettre aux lois sociales et auquel la société nie également les moyens les plus misérables pour une existence encore plus misérable.

Pour cet individu, que la sadique et libidineuse société s'est amusée – à travers les jeux macabres de sa bestiale perversité – à pousser jusqu'aux derniers degrés de la dégradation humaine, Enrico Malatesta lui-même – qui ne peut être accusé d'avoir de l'anarchisme un concept païen, dionysiaque, nietzschéen – admet que le vol, en plus d'un droit, peut être même un devoir.

Mais, en vérité, pour admettre ce genre de vol, il me semble qu'il n'y aurait pas absolument besoin d'être anarchiste.

De Victor Hugo à Zola, de Dostoïevski à Gorki, de Tourgueniev à Korolenko, toute une longue cohorte d'artistes et de poètes romantiques ou véristes, humanistes ou néo-chrétiens, ont admis, expliqué et justifié ce genre de vol, à propos duquel ils ont été jusqu'à créer de vrais chefs-d'œuvre d'art et de beauté dans les pages desquels vibre et palpète la plus lyrique de toutes les piétés humaines.

Non seulement des artistes, des poètes et des romanciers l'expliquèrent et le justifièrent, mais le fameux juriste Cesare Beccario lui-même, après avoir reconnu que « les lois », dans l'état présent, ne sont que des privilèges odieux qui sanctionnent le tribut de tous à la domination de quelques-uns, affirme que « le vol n'est pas un délit congénital à l'homme, mais bien l'expression de la misère et du désespoir, le délit de cette partie la plus misérable des hommes, pour laquelle le droit de propriété ne concède qu'une cruelle existence ».

Sur cette première raison du vol, il n'y a donc, croyons-nous, aucun besoin de s'arrêter trop longtemps pour démontrer ce qui désormais n'a plus aucun besoin d'être démontré.

Nous pouvons ajouter simplement que pour l'homme à qui la société nie le pain, si un *délit* existe, c'est justement celui de ne pas voler et de ne pas pouvoir voler.

Je le sais, il n'y a encore que trop de reptiles malfaisants à apparence humaine, qui exaltent et chantent la « grande vertu » des « pauvres honnêtes ».

Ce furent eux – dit Oscar Wilde – qui traitèrent pour leur compte personnel avec l'ennemi, en vendant leurs droits d'aïnesse pour un ignoble plat d'exécrables lentilles.

Être pauvres – et « pauvres honnêtes » – signifie, pour nous, être les ennemis, et les ennemis les plus répugnants de toute forme de dignité humaine et de toute élévation de sentiment.

Que peut bien symboliser un « pauvre honnête », sinon la forme la plus dégradante de la dégénération humaine ?

V

« Autre chose est la guerre. Je suis par nature batailleur. Assaillir est un de mes instincts. » Ainsi parle Frédéric Nietzsche, le fort et sublime chantre de la volonté et de la beauté héroïque.

Et la seconde raison anarchiste qui milite pour la défense de l'acte terroriste et de l'expropriation est une raison héroïque.

C'est une raison héroïque qui comprend le vol comme arme de puissance et de libération qui peut être employée seulement par cette minorité audacieuse d'êtres ardents qui, tout en appartenant à la classe des « prolétaires » discrédités, ont une nature vigoureuse et vaillante, riche de libre spiritualité et d'indépendance, qui ne peut accepter d'être enchaînée aux fers d'aucun esclavage, ni moral, ni social, ni intellectuel, et d'autant moins à cette servitude économique qui est la forme d'esclavage la plus dégradante, la plus mortifiante et la plus infâme, impossible à supporter quand dans les veines bat un sang sain, généreux et frémissant ; quand dans l'âme gronde le tragique orage aux mille tempêtes ; quand dans l'esprit crépite l'inextinguible feu de la rénovation perpétuelle ; quand dans la fantaisie étincellent les images de mille mondes nouveaux ; quand dans la chair et dans le cœur battent les ailes frémissantes des mille désirs insatisfaits ; quand dans le cerveau brille l'héroïque pensée qui incendie et détruit tous les mensonges humains et les conventionnalismes sociaux.

Et ce sont ces petites minorités exubérantes et audacieuses de nature dionysienne et apollonienne, tantôt sataniques et tantôt divines, toujours aristocratiques et inassimilables, méprisantes et antisociales, qui, embrasées par la flamme anarchiste, constituent les grands bûchers éternels où toute forme d'esclavage tombe en cendre et meurt.

Ce furent de tout temps ces natures mystérieuses et énigmatiques, mais toujours anarchistes qui, volontairement ou involontairement, écrivirent en lettres de sang et de foi, de passion et d'amour, l'hymne glorieuse et triomphale de la révolte et de la désobéissance qui brise règles et lois, morales et formes, poussant la brute et pesante humanité toujours en avant, à travers l'obscur chemin des siècles, vers ce libre communisme humain dans lequel ils ne croient peut-être pas eux-mêmes ; ce furent toujours eux, les torches flambantes, qui jetèrent à travers les sombres ténèbres sociales la lumière phosphorescente d'une vie nouvelle ; ce furent toujours eux les grands annonciateurs des tempêtes révolutionnaires qui bouleversent tout système social au sein duquel toute individualité virile se sent horriblement suffoquer.

VI

Si la philosophie anarchiste – qui proclame l'autocratie de l'individu sur l'oligarchie des fantômes – a des racines phosphorescentes fixées dans la tunique sanglante du plus profond et plus mystérieux sentiment humain et se désaltère aux sources immortelles de la pensée humaine ; elle a aussi ses branches touffues et verdoyantes tout en haut dans la gloire du soleil où chante, parmi les contrastes retentissants des vents, la tragique beauté de ses protagonistes héroïques et échevelés qui ont les pieds dans l'instinct et le cerveau dans le soleil de l'idée.

Et c'est pour cela qu'outre les deux raisons énumérées, une troisième raison d'ordre supérieur milite pour la défense de l'anarchisme héroïque et expropriateur : une raison esthétique !

Car « l'anarchiste de fait » est une figure si merveilleusement suggestive et terriblement fascinante que sa mysté-

rieuse, compliquée et profonde psychologie a servi à un grand nombre de génies de l'art tragique comme matière divinitrice et créatrice de poèmes héroïques débordants de saine beauté immortelle.

Et puisque entre le délit et l'intellectualité, il n'y a aucune incompatibilité – dit Oscar Wilde – il est logique que le « délit anarchiste » ne peut et ne doit être considéré par personne que comme un délit d'ordre supérieur. Matière et propriété de l'art tragique, et non pas « chronique noire » pour rassasier les avides et monstrueux appétits de la foule grossière et bestiale fatalement égarée.

VII

« Si j'avais commis un délit – s'écrie Wolfgang Goethe – ce délit ne mériterait plus ce nom. » Et Conrad Brand, dans *Plus que l'amour* : « Si cela est pour moi un délit, que toutes les vertus du monde s'agenouillent devant mon délit. »

Comme le poète allemand et le héros de d'Annunzio, ainsi s'exclame l'anarchiste. Car l'anarchiste est un fils vigoureux de la vie, qui rachète le délit en exaltant – avec lui – sa Mère.

VIII

Qu'importe si aujourd'hui, hier et demain, la morale – cette Circé maléfique et dominatrice – appelle, appela et appellera « péché », « sacrilège », « délit » et « folie » l'héroïque manifestation de l'audacieux rebelle qui, décidé à s'élever au-dessus de tout ordre social cristallisé et au-dessus de toute frontière préétablie, veut affirmer – par sa propre puissance – l'effrénée liberté de son moi, pour chanter – à travers la tragique beauté du fait – l'anarchique et pleine grandeur de toute son individualité intégralement libérée de tout fantôme dogmatique et de tout faux conventionnalisme social et humain, créé par une plus fausse et répugnante morale devant laquelle seulement la peur et l'ignorance s'inclinent.

Le *Bien* et le *Mal*, comme ils sont aujourd'hui valorisés par la foule et interprétés par le peuple et les dominateurs du peuple, sont de vides fantômes contre lesquels nous retournons, en pleine maturité de conscience, toute notre sacrilège irrévérence fortifiée d'implacable logique stirnérienne ainsi que du rire grondant, supérieur et serein du sage Zarathoustra.

Sur les tables des nouvelles valeurs humaines nous sommes en train d'écrire avec notre sang – qui est sang volcanique d'Antéchrist dionysiens et innovateurs – un autre *Bien* et un autre *Mal*.

Qui ne le sait ?...

Nous sommes comme le vent des hautes montagnes quand il débouche hors du chaos mystérieux de ses profondes cavernes pour féconder la lumière vierge de l'aube par l'embrassement barbare, furibond et bouillonnant de sa gaillarde et tempétueuse nature, pour ensuite s'anéantir dans l'effort titanique de la création et se disperser dans l'infini.

Et la joie et la douleur qui dérivent de ce fécond embrassement créateur célébré en un rite iconoclaste dans le temple sacrilège de la plus ample liberté sont le *Bien* et le *Mal* sur lesquels s'élève l'arc triomphal de notre suprême anarchie, synthèse de Force et de Réalité, de Beauté et de Rêve.

La vie, pour nous, est une fleur sauvage qui doit être cueillie sur le bord effrayant d'incommensurables abîmes.

IX

Dans l'âme helléniquement tragique de notre compagnon Guiseppe De Luisi ces trois raisons anarchistes – éthique, héroïque, esthétique – toutes les trois condensées ensemble devaient tournoyer en tourbillon, formant un seul et unique élément de flamme qui faisait de lui – fils de la nuit – un Démon-dieu d'audace et de volonté, d'impétuosité et de puissance. Le Dieu sorcier des sages paraboles rynériennes qui



hurle : « Je t'aime et te veux, ô *ma nécessité* ! » doit lui avoir parlé dans le silence de cette première nuit terrible et profonde où son âme se trouvait suspendue entre une aurore et un couchant, entre une veillée funèbre et une messe de rédemption.

Cette nuit durant laquelle – persécuté, désillusionné, affamé – il se replia sur lui-même pour une révision solennelle de son mode de sentir et d'œuvrer.

Il vit les foules qu'il aimait, et qu'il voulait racheter avec son propre sang, passer devant sa vision comme une longue théorie de brebis lâches et viles qui ne s'insurgent jamais et qui, lorsqu'elles s'insurgent, s'insurgent seulement pour trouver un nouveau maître devant lequel pouvoir plier la tête.

Et tandis qu'une voix s'élevait de la profondeur de son esprit, hurlant : « *Inutilité* ! », une autre voix encore plus puissante s'élevait des entrailles de son plus obscur instinct, le réclamait sauvagement à la joie de vivre intense. Et il obéit à cette dernière voix et, creusant un sépulcre dans le soir pour ensevelir le cadavre de ses illusions mortes, il se haussa dans l'aurore nouvelle, de tout l'élan d'un défi implacable.

Et ce fut lui ! Ce fut un tourbillon... Un signe ! Un nuage gros de tempête – un éclair qui illuminait le chemin !...

Sa nouvelle vie fut comme un vent de montagne quand il débouche hors du chaos mystérieux de ses profondes cavernes pour féconder la lumière vierge de l'aube par l'embrassement furibond et bouillonnant de sa gaillarde et tempétueuse nature pour s'anéantir dans l'effort titanique de la création et ensuite se disperser sereinement dans l'infini...

Et c'est de l'effort créateur célébré par un rite inconoclaste dans le temple sacrilège de la plus ample et vraie liberté par ces superbes héros de la Non-foi que sourdent, comme du sang fumant, le nouveau *Bien* et le nouveau *Mal* que nous sommes en train d'écrire sur les tables de bronze des nouvelles valeurs humaines.

Et c'est sur les masses granitiques de ces nouvelles valeurs que se hausse, glorieux et triomphant, l'arc phosphorescent de notre instinctive anarchie, tragique synthèse de force et de réalité, de beauté et de songe !

X

« Giuseppe De Luisi – dit la chronique noire des journaux turinois du 26 septembre – n'était pas un des habitués escarpés de faubourg qui, déguenillés et pieds nus, attaquent le premier passant, le dépouillent de cent francs, et se réfugient dans un bistrot louché en compagnie de la première prostituée venue pour les aider à manger vite le pauvre fruit de la rapine et ensuite pour les dénoncer à la police qui, à son tour, s'empresse de les enlever de la circulation et de les envoyer au bain. Non, De Luisi était un nouveau Bonnot, peut-être plus adroit, qui organisait des coups colossaux en plein centre des plus grandes villes, puis se retirait sous le manteau

de l'incognito pour vivre sa propre vie, se riant des vaines recherches de la police qui le recherchait activement pour un vol de plusieurs centaines de mille francs sur la personne d'un employé de l'Etat, depuis plusieurs années, ainsi que pour une révolte à main armée dans un bar de Turin contre les agents de la force publique dont plusieurs restèrent gravement blessés, tandis qu'un compagnon de De Luisi – Milesi – était tué par les agents dans la même bataille. »

Et ici il convient, pour une fois, d'apporter nos sincères hommages à la presse soudoyée qui, dans une manifeste intention de dépendre De Luisi sous les sombres couleurs du criminel dangereux, a réussi à nous donner un portrait presque exact de l'audacieux révolté.

De Luisi, il y avait quelques années, avait eu le tort immense d'être un « honnête » cheminot organisant ses compagnons de travail et leur enseignant le verbe de la rédemption, quand – pour le punir de ce crime – la Société le jeta d'abord en prison, puis lui refusa du travail et le jeta hors de ses cadres comme un rebut. De Luisi accepta le défi et, en marge de la société, il devint un héros.

Un héros au cœur plein de force et d'amour, un héros qui sut supporter la faim et toutes les privations avant d'abaisser sa dignité à la petite et facile proie, un héros qui sut toujours donner – et avec passion – sa solidarité aux compagnons moins audacieux ou moins fortunés que lui ; un héros qui avec cent de ses pareils aurait renversé un régime. Il aimait le danger comme un frère et avait dans l'âme l'élan de mille audaces.

Et maintenant qu'un vil Judas Iscariote l'a vendu à la police de Turin et l'a fait ensevelir – peut-être pour toujours – dans les ténèbres d'une cellule, sans qu'il ait au moins pu – pour la dernière fois – vendre chèrement sa liberté, nous avons le devoir de ne pas l'oublier.

Il faut enlever, une fois pour toutes, les masques hypocrites qu'un trop grand nombre d'entre nous tiennent encore sur leur visage et reconnaître en lui un de nos meilleurs camarades. Finissons-en avec l'ignoble comédie de notre solidarité accordée seulement aux « innocents ». Si les innocents la méritent, il y a des « coupables » qui la méritent encore plus que des innocents !

« Coupable » doit être pour nous synonyme de *meilleur*.

Et l'un des meilleurs d'entre nous était précisément De Luisi.

La vie de ses dernières années est un poème héroïque dont l'Art seul pourrait dire la beauté et chanter la grande – quoique obscure – épopée...

Réfractaires, rappelez-vous De Luisi ! Vous avez perdu en lui un des meilleurs de vos frères : un de ceux qui indiquaient – par l'exemple du fait – les voies de cette radicale et profonde rébellion qui est le propre des anarchistes négateurs.

Renzo Novatore



Il est temps de quitter ces souvenirs glorieux qui ne laissent, après leur suite, que la pâle voie lactée des regrets éternels...

CORRESPONDANCE



M. Wenceslao Carrillo
Londres

Paris, 15 mai 1939

J'ai reçu la lettre que tu m'as envoyée de Londres. Je ne pensais pas te répondre. Mais ensuite j'ai cru utile de t'écrire pour te faire connaître les raisons pour lesquelles j'ai décidé de rompre toute relation avec toi. La trahison de Casado, Besteiro, Miaja, Mera, Wenceslao Carrillo et Cie a créé un fossé tellement profond entre d'une part la masse du peuple, les organisations et les hommes qui lui sont fidèles, et de l'autre les éléments qui, au cours de la guerre, ont préparé la reddition à Franco, qu'il ne pourra plus rien y avoir de commun entre les uns et les autres.

Pendant trente-deux mois le peuple espagnol s'est battu avec un héroïsme et un courage exemplaires. Les noms de Guadalajara, Brunete, Belchite, Teruel, de l'Ebre, la défense de Madrid évoquent pour les antifascistes du monde entier le souvenir des gigantesques combats d'un peuple animé de la ferme volonté de défendre la démocratie et son indépendance nationale.

Tout au long de ces trente-deux mois de résistance, le peuple espagnol a donné au monde l'exemple de ce qu'il est possible de faire les armes à la main face aux agresseurs fascistes. Alors que les éléments capitulards pré-fascistes prêchaient dans le monde : « Plutôt la servitude que la mort », le peuple espagnol a levé le drapeau de la résistance armée contre le fascisme, et son exemple, uni à celui de l'admirable peuple chinois, a mis en mouvement de toutes parts des millions d'êtres décidés



à faire face à la piraterie fasciste.

Mais votre coup contre-révolutionnaire, votre trahison ont livré l'héroïque peuple espagnol pieds et poings liés à Franco et aux représentants de l'OVRA et de la Gestapo. Et tout cela est arrivé précisément au moment où la solidarité internationale envers notre peuple augmentait ; alors que la pression des masses laborieuses, animées par notre exemple, s'intensifiait et obligeait les gouvernements réactionnaires de France et d'Angleterre à pencher toujours davantage vers une politique de résistance aux agressions fascistes, alors que notre lutte éveillait la colère des prolétaires et démocrates de tous les pays et faisait reculer les capitulards.

Votre coup contre-révolutionnaire a été un grand service rendu non seulement à Franco mais aussi à la réaction et au fascisme internationaux. Grâce à vous, un des principaux centres de résistance de la démocratie est tombé entre leurs mains. S'en étant emparé, le fascisme s'est senti aussitôt beaucoup plus fort : il a décidé d'occuper la Bohême, la Moravie, l'Albanie, Mémel et menace de provoquer une

guerre générale dont l'Espagne sera la victime. Pour pouvoir consommer votre trahison, vous avez trompé le peuple en lui promettant la paix ; vous lui avez fait croire que vous mettriez fin à la guerre, qu'il n'y aurait pas de représailles, que l'indépendance nationale et les conquêtes populaires seraient sauvegardées. Au lieu de cela, qu'avez-vous donné au peuple ?

La guerre de positions a pris fin pour donner naissance à une vague de persécutions qui provoquent dans les rangs de la classe ouvrière et des antifascistes, sans distinction de tendances, plus de vides que si la résistance avait continué ; une période de répression est ouverte, qui voit phalangistes, gardes civils, OVRA et Gestapo organiser la chasse aux antifascistes et assassiner des milliers d'entre eux dans tous les pays. Il n'y a pas de foyer antifasciste où l'on ne pleure la perte ou l'emprisonnement d'un fils, d'un frère ou d'un père qui à cette heure-ci vivrait et serait libre si vous n'aviez mené à son terme votre infâme trahison.

Les conquêtes sociales des ouvriers ont disparu sous les mesures draconiennes des autorités fascistes,

fidèles serviteurs du patronat. La terre que le Front populaire avait remise aux paysans, les libérant ainsi, est revenue aux mains des propriétaires terriens.

Italiens, Allemands et Maures occupent notre territoire, que les puissances fascistes essaient de coloniser.

C'est cela que vous, le Conseil de la trahison, avez donné au peuple espagnol. C'est cela qui se cachait derrière vos fausses promesses de paix. Des centaines de milliers d'Espagnols comprennent maintenant, avec

horreur, combien de faussetés et de duplicités se cachent derrière vos promesses et comme nous avons raison de les prévenir contre vous.

Toute votre coterie savait bien que pour livrer à Franco un peuple grand et héroïque comme le peuple espagnol, il était avant tout nécessaire de discréditer et de désarmer les communistes, parce que nous, les communistes, qui avons toujours dit la vérité au peuple, qui sommes enracinés dans la classe ouvrière, n'allions pas permettre que la trahison soit consommée.

Tous, unanimes, Casado, Besteiro, Miaja, Mera et toi, et la presse rédigée par des capitulards peureux et des fascistes, vous avez commencé à jeter de la boue sur mon parti et sur ses chefs les plus aimés, vous avez injurié la Pasionaria, la femme que tous les Espagnols considéraient comme un symbole de la lutte pour la liberté, vous l'avez traquée comme des loups pour l'arrêter et la livrer à Franco ; vous avez injurié Pepe Diaz, chef aimé des communistes et des ouvriers espagnols qui les a dirigés à travers les luttes difficiles de ces dernières années, les dirige aujourd'hui sous la domination étrangère et les mènera finalement à la victoire. Vous avez pourchassé Jesus Hernandez, Modesto, Lister que vous vouliez aussi fusiller.

Vous avez laissé en prison, pour que Franco ne se donne pas la peine de les rechercher, de valeureux révolutionnaires comme Giron, Cazorla et Meson. Vous avez assassiné Conesa et Barcelo et des dizaines de lutteurs et de révolutionnaires confirmés.

Vous tous, ennemis du peuple, vous avez fomenté une conjuration contre mon parti et ses hommes. Officiers de famille fascistes comme Casado, agents de la réaction internationale comme le pro-fasciste Besteiro, militaires ambitieux comme Miaja, aventuriers de la FAI, caballéristes-trotskyistes. Et, parmi eux, toi qui, bien que tu sois un ouvrier, n'a pas hésité à trahir ta classe de la manière la plus vile.

Pourquoi vous êtes-vous tous unis contre mon parti ? Parce que le Parti communiste luttait pour la victoire du peuple et en tout cas pour une paix véritablement honorable qui éviterait la terreur et le massacre





« La noble Espagne se débat entre les griffes du monstre. Elle a connu les horreurs diaboliques des sans-Dieu. Les lieux saints dévastés, les blessés mutilés ou achevés ne suffisent pas, ces égarés s'en sont pris aux cadavres mêmes, violant les sépultures des cloîtres ! Ils ont élevé des barricades avec les statues des saints, les pierres arrachées aux autels, affublés des femmes et des jeunes filles de chasubles et d'autres ornements sacerdotaux, entassés opprobres sur opprobres, sacrilèges sur sacrilèges ! »

Bice Poli, « Les Sans-Dieu »,
la Phalange, 15 octobre 1936.

de milliers et de milliers d'antifascistes et de révolutionnaires. Parce que le Parti communiste faisait des efforts énormes pour maintenir l'unité sans laquelle une telle paix était impossible, comme cela fut démontré.

A travers cette douloureuse expérience, le peuple espagnol a compris mieux que jamais, dans sa propre chair, que derrière le slogan de la « lutte contre le communisme » se cache la préparation de la domination brutale du fascisme. Le peuple espagnol a pu voir qui sont ses amis et défenseurs et ses ennemis déguisés.

Et les ouvriers socialistes qui purent croire un jour en la sincérité du soi-disant gauchisme du groupe Largo Caballero – ton chef et inspirateur principal – ont compris que le gauchisme trotskyste de Largo Caballero, Araquistain, Baraibar, Zancajo et Cie, agents du fascisme, mène au même but que le pré-fascisme de Besteiro. Les uns et les autres jouaient le même triste rôle de la trahison au service d'Hitler et de Mussolini. Les uns et les autres ressentaient la même haine envers le grand pays du socialisme, l'Union soviétique, ainsi qu'envers le chef de la classe ouvrière mondiale, le grand Staline, parce qu'ils sont la sauvegarde et l'ami fidèle de tous les peuples qui luttent pour la liberté ; parce qu'ils ont aidé constamment le peuple espagnol et aussi parce qu'ils ont su balayer avec une main de fer vos frères jumeaux, les traîtres trotskystes, zinovievistes et boukhariens.

Les uns et les autres, les caballéristes-trotskystes et les amis de Besteiro, fascistes et autres complices, êtes les ennemis de l'unité de la classe ouvrière et du Front populaire. Pendant les trente-deux mois de lutte, vous avez fait tous les efforts possibles pour provoquer une scission dans l'UGT et dans la JSU, pour briser l'unité populaire, et à l'étranger vous continuez à vous consacrer à la même tâche et à l'œuvre de discrédit de l'héroïque peuple espagnol et de ses chefs les plus fermes.

Mais vous ne réaliserez pas vos projets. A la lumière des dernières expériences apparaît plus clairement que jamais, pour tous les ouvriers socialistes trahis par vous, la nécessité de l'union avec le Parti communiste ; tous les jeunes, tous les ouvriers comprennent la nécessité de sauvegarder à tout prix l'unité de l'UGT et de la JSU.

Et les masses populaires, qui ont vu qu'il était nécessaire de briser le Front populaire pour réaliser la trahison, se rendent compte, maintenant mieux que jamais, que le Front populaire, libéré du poids des traîtres qui le sabotaient, est l'arme qui nous permettra de mener une résistance de masse, qui empêchera la consolidation du fascisme en Espagne, et qui nous conduira à la victoire.

L'unité populaire, sans traîtres, pour la lutte contre Franco et l'invasion, est absolument nécessaire, et le Parti communiste, comme toujours, lutte pour elle à la tête du peuple.

Quant à moi, je suis un militant fidèle du Parti communiste d'Espagne et de la glorieuse Internationale communiste, que toi et tes comparses haïssez tant et qui a su maintenir dans le monde entier le drapeau de la solidarité avec le peuple espagnol, pendant que tes amis de l'étranger, les dirigeants de la II^e Internationale, faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour nous abattre, œuvraient et continuent d'œuvrer contre l'unité, contre l'URSS, utilisant le même thème que Hitler et Mussolini : « la lutte contre le communisme ».

Chaque jour est plus grand mon amour pour l'Union soviétique et pour le grand Staline, que vous haïssez et calomniez précisément parce qu'ils ont aidé l'Espagne d'une manière constante à travers toute notre lutte.

La haine de votre coterie caballériste-trotskyste envers le Parti communiste d'Espagne, l'Union soviétique et le grand Staline est une preuve de plus du rôle formidable joué par ceux-ci dans la lutte du peuple espagnol pour sa liberté.

Quant tu demandes à te mettre en relation avec moi, tu oublies que je suis un communiste et toi un homme qui a trahi sa classe, qui a vendu son peuple. Entre un communiste et un traître il ne peut y avoir de relations d'aucune sorte. Tu te trouves désormais dans l'autre camp.

Non, Wenceslao Carrillo, entre toi et moi il ne peut plus y avoir de relations, parce que nous n'avons déjà plus rien de commun, et je m'efforcerai toute ma vie, fidèle à mon parti, à ma classe, à la cause du socialisme, de démontrer qu'entre toi et moi, bien que nous portions le même nom, il n'est rien de commun.

A cause de votre trahison, la République espagnole a été battue, mais la lutte n'est pas terminée. Grâce à l'effort du peuple, Franco tombera, les ouvriers et les paysans, unis à tous les démocrates, avec le Parti communiste à leur tête, restaureront de nouveau la République populaire, mais jamais, ni sous la domination fasciste ni après notre victoire, ils n'oublieront votre infâme trahison.

Santiago Carrillo



Londres, le 2 juillet 1939

Monsieur Staline,

En date du 15 mai 1939, j'ai reçu une lettre signée de mon fils, Santiago Carrillo. Pourtant le style et le contenu de cette lettre me permettent d'affirmer qu'elle n'a pas été écrite par mon fils. J'ignore qui l'a effectivement dictée. Peut-être la « Pasionaria » ou Jesus Hernandez. Je tiens ces deux personnes pour capables d'exprimer fidèlement votre pensée... C'est donc à vous que j'adresserai la réponse, à vous qui avez inspiré cette lettre de mon fils.

Selon ma vieille habitude, je vous écris en toute sincérité. Je commencerai par reconnaître qu'en donnant ce coup de poignard vous avez fait preuve d'une immense habileté. Il m'a frappé au cœur. Pourquoi le nier... Déjà tout enfant Santiago Carrillo m'accompagnait aux manifestations publiques que mon parti et mon organisation syndicale tenaient dans les quartiers ouvriers ; il assistait aux discussions avec mes amis ou mes camarades, lisait les livres de ma modeste bibliothèque et tous les jours notre organe le Socialiste, à la rédaction duquel il collaborait à l'âge de 15 ans déjà. Il n'a jamais rien ignoré de ma conduite parmi les miens, dans ma

modeste demeure. Il connaît tous les sacrifices que j'ai consentis pour la défense des idées socialistes ; il en a souffert comme nous. Sans que je l'y invite, il manifesta le désir d'adhérer, dès sa quatorzième année révolue, à l'organisation des Jeunesses socialistes de Madrid. Il fit sa demande d'admission le jour de son anniversaire et fut agréé. A titre de recommandation il pouvait rappeler mon honnête mais modeste passé de militant socialiste. Comprenez-vous toute la fierté d'un père qui voit son premier-né partager ses idées, qui le voit s'engager dans la voie que lui-même a suivie ?...

Il travailla ensuite dans l'organisation des Jeunesses socialistes de Madrid, aimé de tous ceux qui le connaissaient et servaient le parti... Par suite des services rendus, il fut appelé, alors que la guerre durait depuis quelques mois, à la présidence de la Fédération nationale des jeunesses socialistes. J'ajoute qu'avec moi et d'autres camarades très chers il avait subi dix-huit mois de prison à Madrid. Cette épreuve qui dérouta maints jeunes gens dont les idées sont encore peu claires et dont l'idéologie est insuffisamment assise, qui les précipite dans une démagogie sans contrôle qu'ils croient être l'expression d'une âme très révolutionnaire,

cette épreuve n'eût pas cet effet sur mon fils. Il quitta la prison avec le calme qui le caractérisait lorsqu'il y entra, avec les mêmes intentions, avec la même volonté : avec la volonté de continuer de travailler pour le triomphe final du socialisme.

Mais où la prison n'avait pas réussi, vous et les vôtres vous avez réussi à corrompre sa conscience. J'espère que ce ne sera pas définitivement. Lorsqu'on montrait en Espagne Santiago Carrillo comme un « modèle » du socialisme, on entendait par là un modèle de correction, d'honnêteté et d'esprit de sacrifice. Mon fils reviendra, j'en suis certain, au seul parti où ces vertus soient respectées.

Je le répète : vous et les vôtres, vous avez corrompu sa conscience. Parmi les « vôtres » figurent aussi les communistes camouflés du parti socialiste, les Alvarez del Vayo, les gens qui vous ont aidé dans votre travail de destruction. On a éveillé chez mon fils l'ambition de parvenir et de dominer, qu'il ignorait. Son voyage en URSS, ses visites dans les casernes de l'armée rouge où on lui réserva un accueil enthousiaste, où il put tenir des discours, ne lui ont permis de voir que les beaux côtés de la Russie stalinienne. On ne lui a pas montré (pas plus qu'à tous ceux qui viennent chaque



« Je me rappelle avoir été surpris par l'obstination avec laquelle Orwell s'attardait sur les "complots", et son raisonnement politique m'était apparu comme une sublimation freudienne de la manie de la persécution. Il était inébranlablement convaincu, par exemple, que Staline, Churchill et Roosevelt complotaient pour partager le monde, le répartir réellement entre eux et le dominer ensemble. (Je peux faire remonter à cette époque l'idée de l'Océania, de l'Estasia et de l'Eurasia.) " Ils sont tous affamés de pouvoir ", avait-il l'habitude de répéter. »
Isaac Deutscher.

année de divers pays pour assister à la parade du 1^{er} mai) les quartiers miséreux des agglomérations soviétiques ; on ne lui a rien laissé sentir de la misère morale qui ronge tant de défenseurs de ce socialisme que vous avez créé pour les besoins de votre cause. Mon fils a cru que votre Russie était encore celle de 1917, la Russie pour laquelle battait le cœur de tous les socialistes espagnols. Ils ont gardé jusqu'à aujourd'hui leur admiration pour le peuple russe d'alors. Santiago rentra en Espagne certainement influencé par tout ce que les vôtres avaient fait défiler devant ses yeux. En Espagne, les gens que vous entreteniez ont tenté de gagner sa sympathie.

Le résultat de ces efforts, c'est la signature qu'il a apposée au bas d'une lettre dont l'horreur éclate aux yeux du monde entier. Pour que cette horreur soit plus horrible encore, celles de vos créatures qui se sont réfugiées en France ont eu l'ignominie de la publier dans les journaux dévoués à la cause de Staline. A ce moment, j'en avais déjà pris connaissance. Je n'avais pas l'intention d'y répondre, afin que personne n'apprenne l'existence d'une telle lettre et que la honte n'en rejaille pas sur mon fils. Mais, maintenant qu'elle est publiée, j'adresse la réponse à celui que je considère comme son instigateur : à vous, monsieur Staline !

J'aborderai donc le contenu de cette lettre, bien qu'il soit difficile de le faire sans tomber dans d'attristantes répétitions. Les créatures que vous aviez en Espagne ont si peu d'imagination qu'elles recourent sans cesse au même et sempiternel vocabulaire, aux mêmes arguments quelle que puisse être la mission que vous leur avez confiée. Il est vrai qu'on ne peut pas toujours apporter des points de vue nouveaux pour la défense répétée d'une cause qui demeure semblable à elle-même. De cette lettre, je cite :

« Pendant les trente-deux mois qu'a duré la résistance, le peuple espagnol a combattu avec un héroïsme et un courage légendaires. Les noms de Guadalajara, Brunete, Belchite, Teruel, El Ebro, la défense de Madrid éveillent chez tous les antifascistes du monde le souvenir des combats qui ont soulevé leur admiration, de la lutte d'un peuple animé de l'inébranlable volonté de défendre la démocratie et l'indépendance nationale. »

Après avoir copié ce passage, je relis encore une fois la lettre, et je constate que des noms aussi importants que Tarragone, Barcelone, Gérone, etc., ne sont pas mentionnés. Les Pyrénées, elles aussi, manquent ; ces Pyrénées où, au dire de Negrin, devait être livrée une bataille si formidable qu'elle arrêterait

l'avance des troupes nationalistes ; mais si l'on veut être véridique, Negrin avait raison, car dans les Pyrénées a été livrée la grande bataille de la retraite, par tous ceux qui tentaient d'échapper au fascisme... Quoi qu'il en soit, les communistes doivent avoir bien peu de mémoire pour oser citer des exemples comme Brunete. Pourquoi n'ont-ils pas rappelé le désastreux assaut du mont Carabitas, où les malheureux soldats ont été fauchés comme les blés ? Monsieur Staline, vous auriez dû ordonner que cette opération soit mentionnée ; elle a pourtant été imaginée et conduite par le « Campesino » (le paysan), le très populaire chef des milices communistes, et ordonnée par le parti. J'ignore si ce coup de main a été décidé par « Valentin » avec l'assentiment des « conseillers » russes que vous avez délégués à Largo Caballero. Je ne m'en étonnerais pas, parce que c'est à ces conseillers que nous devons la géniale opération de Brunete, qui n'a eu d'autre résultat que de coûter la vie à des milliers de soldats.

Qu'il me soit permis de revenir sur la chute de Barcelone et de la Catalogne. Quand ordonnerez-vous, chef bien-aimé du prolétariat mondial, qu'on nous donne une explication des événements de Catalogne ? Je ne puis guère me représenter que vous avez perdu le contrôle sur Negrin. Pourquoi ne l'invitez-vous pas à nous exposer la livraison de Barcelone à Franco ? Et si Negrin n'est plus d'aucun usage, et s'il a appris à vous mépriser, pourquoi ne chargez-vous pas de cette mission la « Pasionaria », Pepe Diaz, Jesus Hernandez, Lister, ou même les « conseillers » que vous avez noblement envoyés en Espagne, et sans que nous les demandions ? Soyez convaincu qu'aussi longtemps que nous ignorerons comment ces faits se sont déroulés, le parti communiste espagnol, ses conseillers et ses instigateurs seront mis au ban de la classe ouvrière.

Mais ce qui serait plus important pour vous et tous les stalinistes, ce serait de dire des choses plus originales, ou tout au moins que nous ignorons encore. Que « pendant les trente-deux mois qu'a duré la résistance, le peuple espagnol ait combattu avec un courage et un héroïsme légendaires », voilà ce que les petits enfants eux-mêmes n'ignorent pas. Si vraiment mon fils Santiago était l'auteur de cette lettre à laquelle je réponds, il ne se serait pas laissé aller à de tels lieux communs. Ces faits, il ne les ignore pas. Lorsque le soulèvement militaire a éclaté, Santiago se trouvait en France. Aussitôt qu'il eut connaissance des faits, il se hâta de rentrer en Espagne, en compagnie d'Araquistain et de Llopis, également en France. Ayant rencontré des difficultés sur la

route qu'il avait choisie pour regagner Madrid, il se joignit, dans sa fougueuse impatience de jeune socialiste (il était encore membre du parti), à une colonne qui montait prendre ses positions contre les rebelles. Pour toute arme, il ne possédait qu'un revolver. Après son arrivée à Madrid, il entra, toujours à titre volontaire, et, je dois le dire, à ma grande satisfaction, dans le bataillon « Largo Caballero », connu aussi sous le nom de bataillon « d'Octobre », et placé sous le commandement de Mangada. Sans qu'un uniforme ou quelque signe distinctif ait été nécessaire, mon fils a même rempli les fonctions de capitaine lors d'un coup de main. En même temps, comme je l'ai dit, il était membre du parti socialiste. J'ajoute qu'aussi longtemps qu'il a appartenu au parti dans lequel militait aussi mon père, aucun de ses ennemis n'a pu lui reprocher de s'être caché, d'avoir voulu se soustraire au danger. Cette accusation – que j'ai lue plus tard, je ne sais plus où – n'a été répandue qu'après son entrée au parti communiste. Personne ne l'ignorait, ni Santiago.

Chacun savait également que ce n'était pas les communistes qui avaient brisé l'avance des fascistes aux portes de Madrid, mais des forces républicaines composées en majeure partie de socialistes et de membres de la Confédération nationale du travail. L'importance des effectifs communistes peut être mesurée au nombre des voix qu'ils avaient recueillies lors des élections de Madrid, cinq mois auparavant ; ils ne dépassaient pas 12 000 ! Nous, les socialistes, nous qui nous sommes voués de toute notre âme à la défense de la démocratie et de l'indépendance de notre pays, nous savons mieux que tout autre comment le peuple espagnol s'est battu au cours de ces trente-deux mois ! Nous connaissons aussi les méthodes criminelles par lesquelles on a réduit à néant tant de courage et d'héroïsme, la lourde responsabilité des créatures qui ont répandu, qui ont appliqué les mots d'ordre staliens. Ces machinations sont connues non seulement des socialistes, mais encore du peuple espagnol tout entier, qui maudit le communisme et tous ses agents.

Mais je cite encore un passage de cette malheureuse lettre : « Et il a fallu que ces événements surviennent précisément au moment où la solidarité internationale en faveur de notre peuple se faisait plus vive ; en effet, la pression des masses travailleuses (une expression dont Santiago ne s'était jamais servi et qui n'était jamais apparue sous sa plume), encouragées par notre exemple, obligea les gouvernements réactionnaires de France et de Grande-Bretagne à

opposer une résistance de plus en plus forte aux régimes fascistes ; notre lutte stimula le prolétariat et les démocrates de tous les pays et obligea les capitulards à réviser leur attitude. »

Il serait pour le moins indiqué, monsieur Staline, que vous enjoigniez à vos disciples espagnols d'apporter les preuves de ce qu'ils avancent. Cette lettre n'en apporte aucune, et c'est plutôt à moi que le lecteur, après avoir pris connaissance de ces deux documents, tendra à donner raison. En effet, dans cette lettre dont je crois devoir vous attribuer la paternité, nous lisons que « la solidarité internationale en faveur de notre peuple se faisait plus vive » et que « la pression des masses travailleuses, encouragées par notre exemple, obligea les gouvernements réactionnaires de France et de Grande-Bretagne, etc. ». Mais on ne cite aucune preuve à l'appui. Nous autres, Espagnols, nous n'avons jamais senti les effets de cette solidarité. Cette « pression des masses travailleuses » s'est même résorbée de telle sorte que les Etats totalitaires ont pu annexer la Bohême, la Moravie, le Territoire de Memel et l'Albanie sans que personne ne s'y oppose. Au contraire, ce n'est que lorsque cette pression des masses travailleuses se fit moins forte – et les stalinistes donnèrent l'exemple – que la France et la Grande-Bretagne commencèrent à mettre un frein aux agissements

« La doctrine de la " sécurité nationale ", qui constitue le noyau idéologique des régimes militaires en Amérique du Sud, postule un antagonisme absolu entre " Occident chrétien " et " communisme athée ". De son côté, c'est au nom de la contradiction entre communisme (athée) et foi (religieuse) que le mouvement communiste international refuse l'adhésion des chrétiens au parti. La position des P.C. espagnol et catalan marque une rupture avec ces bases théoriques et pratiques et tente d'ouvrir une voie pour dépasser cette contradiction. Projet audacieux qui se heurtera sans doute, de part et d'autre, à de grands obstacles. Le P.C. catalan résume ainsi la portée de son projet politique : " Ces chrétiens ne sont hétérodoxes ni au sein du parti ni au sein de l'Eglise mais, en assumant à la fois leur rôle de communistes et de chrétiens, ils facilitent le dépassement du vieux contentieux qui historiquement a opposé aussi bien le marxisme et le christianisme que les Eglises et le mouvement communiste international. " »
Gonzalo Arroyo, *le Monde diplomatique*, janvier 1977.



de l'impérialisme. Ne voyez-vous donc pas, monsieur Staline, lorsqu'on comparera ces deux lettres, que ce n'est pas à celle que vous avez inspirée que l'on ajoutera foi, mais à la mienne ? A la mienne, qui se limite aux arguments mêmes que vous et les vôtres vous m'avez fournis ?

Il importe donc de préciser la situation telle qu'elle était au 15 mai 1939, au moment où cette lettre que mon fils a cru devoir signer a été rédigée. A la fin du même mois, un congrès du parti socialiste français, réuni à Nantes, interdit à ses membres l'appartenance aux organisations fondées et dirigées par le parti communiste, entre autres choses aux « Jeunes filles de France », à la « Ligue des femmes contre le guerre et le fascisme », aux « Amis de l'URSS », etc. Vers la même époque, un congrès du parti travailliste britannique prononça l'exclusion contre un de ses membres qui s'était rendu coupable d'avoir répandu ces mots d'ordre de front populaire, d'origine communiste, comme on le sait. Le fait que, alors qu'à notre avis les masses travailleuses exerçaient une pression sur les gouvernements, les partis socialistes de France et de Grande-Bretagne aient pris les décisions mentionnées plus haut ne permet qu'une conclusion, à savoir que ces « masses travailleuses » vous considèrent, vous et les vôtres, comme les grands responsables de la catastrophe et de la tragédie espagnoles et qu'elles ne veulent rien avoir de commun avec le communisme d'obéissance stalinienne. En outre, qu'il me soit permis d'ajouter que le recul de 20 % des effectifs de la Confédération générale du travail de France, dont Jouhaux parlait il y a quelque temps, peut être également inscrit au tableau de chasse du communisme officiel.

Mais mes raisons ne sont pas encore toutes épuisées. Qu'il me soit permis d'en citer encore une. Monsieur Staline, vous aviez connaissance de tous les détails relatifs à la guerre d'Espagne. Vous disposiez d'un ministre entièrement et ouvertement communiste, Uribe, et d'un autre qui l'était aussi, mais camouflé : Alvarez del Vayo. En outre, la présidence du conseil et la défense nationale étaient entre les mains de Negrin, qui exécutait les ordres russes. Comment est-il donc possible, bien avant que nous ne commettions la « trahison » dont nous sommes accusés, bien avant que Negrin et son gouvernement ne se soient enfuis, bien avant que ce Conseil national de défense n'ait été constitué pour livrer, comme vous le prétendez, l'Espagne à Franco et au fascisme international, comment se fait-il donc qu'au moment même où les masses travailleuses faisaient pression sur

les gouvernements et où la solidarité internationale se faisait plus active en notre faveur, le gouvernement de Negrin, au mois de février, peu après la chute de la Catalogne, ait donné l'ordre de vendre tout le matériel d'aviation se trouvant aux Etats-Unis, de le vendre même à moitié de sa valeur ? Outre l'Espagne, n'est-ce pas le prolétariat international dans son ensemble qui a été trompé ? Comment expliquez-vous le fait que, d'une part, vous ayez donné le signal d'un renforcement de l'activité internationale en faveur de l'Espagne et

ple ? Alors, pourquoi avez-vous commis la maladresse... de reconnaître que nous nous sommes tous dressés contre vous ? Eh oui, il arrive parfois aux flatteurs des peuples de laisser échapper la vérité. J'ajoute que c'est dans cette vérité qui vient d'être énoncée qu'il faut rechercher le secret de l'unité effective du peuple espagnol au cours de la guerre. Quant à l'autre vérité, monsieur Staline, celle que vos créatures ont répandue, elle n'était que mensonge. Vos disciples semblaient servir l'unité ; mais elle n'était pour eux qu'un prétexte



que, d'autre part, le gouvernement Negrin, dirigé et influencé par vous, ait donné l'ordre de vendre le matériel aéronautique, qui était pourtant plus nécessaire que jamais à la « résistance » et pour répondre à la solidarité internationale ? Vous rendez-vous compte à quel point le manque d'esprit critique de tous ceux qui exécutent vos mots d'ordre se tourne contre vous ? Dans ces conditions, il est vraiment réconfortant de penser qu'il y a encore par le monde des millions de prolétaires qui ne reconnaissent pas et ne reconnaîtront jamais votre autorité. S'ils la reconnaissaient, où en serait l'humanité ?

« Pourquoi vous êtes-vous tous groupés contre mon parti ? » C'est la question que vous chargez mon fils de poser. Tous les staliniens espagnols n'ont-ils pas répété jusqu'à satiété que le peuple était avec eux ? N'avez-vous pas cédé à l'illusion de vous croire à la tête du peu-

d'exiger de nous que nous accomplissions servilement tous leurs ordres... Mais nous n'avions pas des âmes d'esclaves, pas plus que mon fils Santiago avant qu'il n'adhère au parti communiste espagnol. Ce parti l'a réduit à l'esclavage, sans quoi il n'aurait pas signé une lettre qui est une honte pour vous et tous ceux qui voient en vous leur « chef bien-aimé ».

Mais je suis fatigué d'écrire. Tous les staliniens ne méritent pas qu'on leur consacre même la moitié du temps que cette lettre a nécessité...

Monsieur Staline, j'ai appris à mon fils à aimer la liberté. Vous l'avez ravalé au rang d'esclave. Mais comme je l'aime encore, en dépit de cette horrible lettre, je m'efforcerai, par mon exemple, de faire en sorte qu'il reprenne la place qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Wenceslao Carrillo

MANUSCRIT TROUVE A VITORIA



CE QU'IL FAUT SAVOIR DES INCONTROLES

*Après quarante années de contre-révolution
trionphante, la même peur
retrouve les mêmes mots :
pendant la guerre civile
la coalition gouvernementale
(bourgeois, républicains, socialistes,
staliniens et cénétistes)
qui écrasa la révolution pour perdre la guerre ▶*

COMMENT LE FRANQUISME DEVIENT DEMOCRATIQUE

» Quand la légalité suffit pour sauver la société, la légalité ;
quand elle ne suffit pas, la dictature. »
(Donoso Cortés,
discours du 4 janvier 1849.)

Camarades,

L'histoire moderne a renversé pour la bourgeoisie espagnole les termes de l'alternative que lui formulait il y a plus d'un siècle Donoso Cortés : quand la dictature ne suffit plus pour sauver sa domination sur la société, la démocratie. Il faut ressusciter la démocratie pour qu'au moment où la dictature se perd, la révolution ne se trouve pas.

Avec l'approfondissement permanent de la crise sociale et l'avancée *sauvage* de sa solution prolétarienne, le centre de gravité de la réalité s'était déplacé si loin de ce qui était censé la représenter que dans la sphère du pouvoir tout s'est trouvé comme déséquilibré et chaque échelon de la représentation hiérarchique en porte-à-faux. Afin de négocier leur accord avec les bureaucrates de l'opposition, les actuels détenteurs du pouvoir étatique ont dû désavouer leur propre légalité, vestige d'une époque où ils pouvaient se permettre le mépris des apparences qu'ils doivent maintenant organiser en toute hâte. Les franquistes, qui ont si longtemps humilié le prolétariat de leur triomphe, ont dû s'humilier pour que le prolétariat ne triomphe pas. Et les bureaucrates de l'opposition, qui ont couru apporter leur caution à la nouvelle légitimité démocratique du pouvoir, ont dû courir aussi après leur propre légitimité, payer de leurs personnes, flatter les travailleurs et s'abaisser devant eux, pour en être sinon acceptés, du moins tolérés. Pendant cette dernière année de course à la stabilisation démocratique du capitalisme espagnol, le parti de l'ordre – franquistes et opposition – a pu paraître aussi incohérent que cet ordre lui-même, fondé sur un mélange comique de légalité irréaliste et de réalités illégales. Mais il s'est montré profondément uni dans la pratique, par la division du travail répressif – les uns à l'extérieur, les autres à l'intérieur de la classe ouvrière – contre l'autonomie en marche.

Si nous considérons sans illusions la vérité du passé récent, nous comprendrons rapidement le futur immédiat qui s'approche. Face au déferlement des grèves de l'hiver 1976, les multiples fractions d'un régime en désagrégation et d'une opposition en agglomération se sont vues contraintes de sauver ensemble et sans perdre de temps la réalité de l'ordre capitaliste dont elles se disputaient les apparences politiques futures. Quand le passé contre-révolutionnaire se défait de toutes parts, c'est là où il avait scellé son unité, sur les cadavres des révolutionnaires de 1936, qu'il montre au mieux, dans son devenir pourrissant, la vérité de son être : son unité *réelle* se décompose en ses éléments primitifs, lesquels connaissent chacun un dernier sursaut de fausse jeunesse tandis que sa division apparente est dissoute par l'unification à laquelle la révolution contraignait ses ennemis. Quand le franquisme devient démocratique, tout ce qui s'était *succédé* en face du prolétariat doit maintenant lui être opposé simultanément. La trop évidente irréalité de cette démocratie poli-



tique née sénile étant qu'au moment où il s'agit de lancer sur le marché les diverses variantes de programmes gouvernementaux entre lesquels le citoyen sera appelé à choisir, la marge de manœuvre sociale des dirigeants, ou prétendus tels, est si réduite qu'ils ont le plus grand mal à présenter quelques nuances plausibles de pseudo-choix. De sorte que ce que les franquistes et l'opposition veulent faire passer pour un renouveau historique grandiose apparaît sans dissimulation possible comme une accumulation sordide de marchandages, raccommodages, coups bas et manœuvres, effectués fébrilement dans une atmosphère de démagogie et de décrépitude.

Ce qui aurait été il y a dix ans une preuve de force de la part de la bourgeoisie espagnole, se montrant capable de liquider son passé terroriste pour dominer sans état d'exception, manifeste aujourd'hui sa faiblesse et ses craintes au moment où elle doit préparer son avenir répressif. « La grande accolade de toute la grande famille espagnole », comme disait Franco, et la « réconciliation nationale », comme disait Carrillo, se rejoignent dans leur commune vérité contre-révolutionnaire ; et comme à de pareilles embrassades il faut des entremetteuses, l'une d'elles, Tierno Galvan, en délivrera le sens : « Le gouvernement a présenté un projet intelligent. Un pacte politique avec l'opposition pourrait diminuer les protestations sociales et économiques qui risquent de se transformer en révolte contre la forme institutionnelle de l'Etat » ; et il terminait par un appel à la constitution d'un « front unique de tous les partis démocratiques » et du régime pour la sauver (déclaration du 12 août 1976).

*appelait incontrôlés les prolétaires qui,
combattant tous leurs ennemis
de l'extérieur et de l'intérieur,
n'obéirent qu'à eux-mêmes,
jusqu'à la fin.*

*Et aujourd'hui à nouveau, avec le retour
de la révolution, la même accusation
est lancée par tous les souteneurs
du vieux monde contre ceux dont les excès
compromettent inopportunément la réorganisation*

Ce ne sera ni la première fois ni la dernière que le pouvoir dominant cherche son salut dans l'organisation d'élections pour se donner le temps de sortir de « l'une des plus grandes crises économiques, sociales et politiques du XX^e siècle ». Bien qu'il soit vrai que les « crises ne se résolvent que par des bonds en avant spectaculaires », ce grand bond en avant du spectacle ne saurait être assuré par la tenue d'élections : c'est en profondeur qu'il faut parvenir à une falsification générale des rapports sociaux. Mis à part le sous-développement des techniques du mensonge dans l'information et la culture, qui sera rapidement surmonté – il suffit de voir la massive création d'emplois dans ce secteur – ce sont les racines mêmes de la falsification sociale qui manquent cruellement avec la quasi-absence de représentation ouvrière. Malgré tous les efforts du gouvernement et du patronat, le syndicalisme a échoué devant la résistance des travailleurs à la syndicalisation. Au début de cette année, la somme totale des adhérents au syndicalisme en miettes laissé derrière elle par l'offensive prolétarienne (CCOO-UGT-CNT-USO-STV) était inférieure à 200 000 travailleurs, desquels il faut déduire une large fraction d'étudiants et de cadres. Quelle situation ridicule que celle où la CNS en ruine est abandonnée parce qu'inutile et où ce qui pouvait servir – les syndicats de l'opposition – ne se soutient pas lui-même !

Ainsi donc, camarades, une forme de la contre-révolution achève de vieillir et lorsqu'elle tente de se rajeunir par une tardive rénovation démocratique, comme aurait dit aujourd'hui le vieil Hegel, le bariolage politique ne peut que repeindre gris sur gris la grisaille crépusculaire de ce royaume des ombres.

Camarades,

Lorsque la situation à la mort de Franco cria aux capitalistes : « Faites vos jeux ! », les travailleurs répondirent par leurs grèves : « Rien ne va plus ! » Les néo-franquistes intronisés avec Juan Carlos avaient cru avoir encore le loisir d'accorder, à leur heure et à leurs conditions, une place au soleil de la démocratie aux bureaucrates de l'opposition ; mais ils ont dû accepter dès le début l'aide que l'opposition ne pouvait que leur offrir, aide qu'effectivement elle leur fournit et qui fut la cause déterminante de la liquidation du mouvement de grèves, le plus important depuis la guerre civile.

Dès l'entrée en fonctions du premier gouvernement de la monarchie, quelque cent mille travailleurs étaient en grève principalement à Madrid, en Catalogne et au Pays basque. Le mouvement s'étend en même temps qu'il se radicalise, mettant en danger, par la pratique des assemblées et la formation de piquets d'extension de la lutte, le légalisme des bureaucrates syndicaux et débordant toutes les organisations ; en janvier, la grève est présente en de nombreux points d'Espagne, mais c'est à Madrid que l'autonomie ouvrière livrera sa première grande bataille à laquelle participeront 320 000 grévistes de la construction, de la métallurgie et des services publics. Le ministre des Relations syndicales demandera une trêve et un accord USO-CCOO-UGT lui fera écho en disant « qu'il ne s'agit pas de freiner ni de radicaliser les grèves mais de trouver une sortie négociable ». Ne pouvant contrôler les grèves mais cependant capables de les isoler, les staliniens en seront les principaux liquidateurs. Ils seront les premiers à accepter les promesses des patrons, les pa-



trons les premiers à ne pas les tenir, et ces même staliniens encore les premiers à accepter qu'elles ne soient pas tenues. On verra même Ariza, licencié de Perkins, demander à ses camarades de « ne pas altérer la bonne marche du travail », illustrant caricaturalement l'impuissance des Commissions ouvrières à utiliser les grèves comme force d'appoint pour la politique stalinienne, et leur conscience d'une telle impuissance. En parvenant à briser la grève la plus importante – Standard Electrica – à l'aide de fausses informations, de votes truqués, d'accords non votés, de délégations non représentatives, et de tout ce que leur longue habitude des manœuvres leur a appris dans l'art du mensonge, ils réussissaient à rompre le front des grévistes et à le démoraliser : d'abord les grandes entreprises de la métallurgie, ensuite les petites, puis toutes les entreprises en grève. Le gouvernement militariserait les postes, les chemins de fer et le métro, et les licenciements, les sanctions, les emprisonnements et les menaces feraient le reste. Selon le principe « un repli dans l'ordre afin d'accumuler des forces pour le futur » appuyé par les méthodes que l'on sait, toutes les grèves allaient tomber les unes après les autres dans le Bajo Llobregat, à Malaga, à Valence, Vigo, dans les Asturies, à Séville, Valladolid, Barcelone, Tarragone, Elda, Alicante... Les grèves qui résistèrent comme Laforsa à Bajo Llobregat, les trois usines de Michelin, Roca à Gava, Vers, Hutchinson et Terpel à Madrid, etc., restèrent isolées et condamnées à mourir d'asphyxie. Et à Vitoria, où le mouvement des assemblées de grévistes avait atteint le point au-delà duquel tout est révolution, où toute récupération

*pacifique de leur exploitation.
Ceux qui insultent ainsi les prolétaires
révolutionnaires montrent plutôt,
par le simple fait d'en avoir encore l'occasion
et les moyens, ce qu'il reste de modération
au prolétariat. Celui-ci n'a certainement
pas à se défendre d'une telle accusation,
mais à reconnaître en elle
la vérité de ses ennemis, qui est aussi la sienne,
la vérité d'une guerre sociale où il déchaîne ▶*



lorsque celles-ci disparaissaient, et quand elles se multipliaient, son mensonge devait triompher dans toutes s'il ne voulait pas perdre dans une seule d'entre elles tout le terrain conquis dans les autres. Car les assemblées de grévistes, si imparfait que soit leur contrôle de la lutte, contiennent le projet d'une autonomie totale de la décision et de l'exécution qui doit organiser la disparition de toute représentation extérieure. En conclusion, le triste rôle que jouera l'opposition politico-syndicale tout au long de la présente période historique sera de *soutenir* par tous les moyens le gouvernement, sans jamais pouvoir lui *garantir* la tranquillité.

Camarades,

L'engagement est à la guerre ce que le paiement au comptant est au commerce. La bataille de Vitoria le 3 mars fut ce moment de vérité où tous les protagonistes de la guerre sociale durent paraître effectivement ce qu'ils étaient. Les travailleurs, sans chefs, se lancèrent courageusement dans la lutte tandis que, face à cette *innombrable* autonomie, patrons et bureaucrates se terraient dans l'immobilisme : les premiers espérant sans trop y croire qu'elle reconnaisse la médiation du syndicat vertical, dont les représentants étaient contraints par les travailleurs à démissionner, les seconds n'espérant plus qu'elle puisse leur servir à faire reconnaître la médiation de leur syndicalisme et se limitant à empêcher que leur bastion, l'usine Michelin, se joigne à la grève. En deux mois d'organisation autonome de la lutte (au moyen d'assemblées quotidiennes dans chaque usine et d'assemblées communes deux fois par semaine, ces dernières n'étant pas habilitées à prendre de décisions qui n'aient été approuvées auparavant par les assemblées d'usine), les travailleurs de Vitoria avaient réuni les conditions pratiques de leur conscience offensive possible ; adoptant pour premiers principes hors de discussion « *tout le pouvoir de la classe ouvrière à l'assemblée* » et « *tout dans l'assemblée, rien en dehors d'elle* », ils prenaient l'initiative qui peut mener à tout, c'est-à-dire à la révolution qui ne doit rien laisser à l'extérieur d'elle-même. Mais les travailleurs n'en étaient pas arrivés à reconnaître la portée de leur défi à toute la société existante, se dissimulant le sens total de leur auto-organisation, en y voyant seulement une meilleure méthode de défense. Pourtant ce qu'ils ignoraient encore, l'Etat devait déjà le savoir et la bureaucratie syndicale qui cherchait à se constituer, mieux encore. Dans le mouvement qui porte les travailleurs d'une entreprise, pour démentir ceux qui parlent en leur nom et se prémunir contre les manœuvres, à imposer le contrôle direct de leur assemblée générale, ils s'approprient un besoin nouveau, le besoin de la communication, et ce qui semblait d'abord le moyen devient le but : la communication directe dépasse la lutte défensive contre les représentations, en abolissant les conditions de séparation qui rendent nécessaire la représentation. C'est pourquoi les responsables syndicaux pouvaient dire qu'ils s'identifiaient aux buts poursuivis, mais absolument pas aux moyens employés : en effet, les nécessités de la lutte amenaient irrésistiblement les travailleurs à oublier de *revendiquer* pour *prendre* ce dont ils avaient besoin. Ce processus devait être interrompu là où il était le plus avancé : Vitoria était devenue trop exemplaire de ce que peut faire le prolétariat sans partis ni syndicats, au moment où

perd ses moyens et où seules les balles peuvent l'arrêter, les armes de la police prononcèrent le dernier mot de la démocratie et les lamentations moralisantes de l'opposition donnèrent le ton. Tous les souteneurs de l'ordre bourgeois avaient senti le vent du boulet.

La bataille commencée à Madrid et perdue à Vitoria est le premier choc du prolétariat contre l'opposition désormais adossée au franquisme : le partage des tâches répressives se met en place, la police faisant ce que les mensonges et les manœuvres des bureaucrates ne peuvent faire. Camacho parlant de la « manie des grèves » rappelle opportunément Jesus Hernandez parlant de la « manie de la collectivisation et des saisies ». La reprise du travail à Madrid et dans le reste de l'Espagne fut une victoire très coûteuse : la digue syndicale de l'opposition a été sapée à la base et se fissure de tous côtés. Les staliniens devront ainsi abandonner leur projet de prendre possession de la CNS « avec les ascenseurs en état de marche », intermédiaire devenu inutile, abandonné à son impuissance. Contraints de courir à la base après la récupération des assemblées, ils renonceront à prendre par le haut le monopole de la représentation ouvrière, et il leur faudra accompagner à la négociation avec le gouvernement et les patrons l'UGT et l'USO dont l'efficacité liquidatrice fut moindre. Et bien qu'ils aient récupéré le *syndicalisme parallèle* des comités formés dans chaque entreprise et des commissions négociatrices constituées par le haut et hors des assemblées, cela ne leur servit à rien. En effet ce syndicalisme parallèle, soumis au contrôle des assemblées, ne pouvait durer bien longtemps

*sa négation toujours plus incontrôlable,
et qui ne s'achèvera qu'avec la destruction
de tout contrôle extérieur, l'abolition de
« tout ce qui existe indépendamment
des individus » : le communisme.
Quant à nous, quelques incontrôlés de plus,
nous ne nous présentons pas devant le mouvement
actuel en lui disant : « voici la vérité, à genoux »,
comme tous les autoritarismes idéologiques
à la recherche d'une réalité à manipuler ;*

la promesse de lui en accorder était censée répondre à tous ses besoins. Le 3 mars, la grève était générale dans la ville, et les manifestations dans le centre voyaient la construction des premières barricades et les premiers affrontements violents où la police fit usage de ses armes. Les illusions pacifistes des commencements étaient bien dissipées. La police se replia en attendant des renforts. Provisoirement maîtres de la rue, les travailleurs se contentèrent de renforcer le système de barricades et, pire encore, poussèrent la naïveté jusqu'à rejoindre comme si de rien n'était l'assemblée prévue dans l'église de San Francisco. Pour qui n'a pas le goût de sanctifier idéologiquement ce qui était encore la *faiblesse* de l'organisation autonome, en dénonçant hors de propos une police qui, comme il était très facile de le prévoir, fit son travail, il faut dire que ce fut surtout l'inconscience des travailleurs qui les livra *dans les plus mauvaises conditions* à la puissance de feu de leurs ennemis : réunis dans l'église, ils écoutèrent encore les apaisements légalistes des endormeurs qui assuraient que la police n'entrerait pas « parce que les autorités ne le permettraient pas », au moment même où le guet-apens se refermait sur eux, malgré les courageuses tentatives de diversion de ceux qui étaient restés dehors. La police put ainsi reprendre l'initiative que les travailleurs lui avait abandonnée. Choissant la voie de la décision par les armes, l'Etat prenait le *risque* de mettre fin à la première forme spontanée de l'offensive prolétarienne et savait, en lui imposant à coups de fusil la conscience de l'enjeu, sur son incapacité à organiser rapidement ses propres armes et sa riposte. Le franquisme n'a pu prendre ce risque que parce qu'il était calculé avec l'opposition : les bureaucraties syndicales et politiques laissèrent venir et passer la répression sans appeler à la grève générale nationale *puisque*, pour la première fois, elles risquaient d'être écoutées et suivies, si ce n'est devancées (comme ce fut le cas dans plusieurs grèves générales locales, comme celle de Pampelune). A Vitoria même, la violence désespérée *après* la fusillade montrait que la détermination des travailleurs, bien qu'inorganisée et sans moyens, n'avait pas été anéantie. Mais la rage des gestes destructeurs n'exprime que trop bien la rage de ne pas les avoir accomplis plus tôt et avec plus d'efficacité. Le seul dépassement possible de la lutte consistait en ce que l'émeute se transforme en insurrection, et cela voulait dire appeler à la révolution dans toute l'Espagne (l'Etat fut parfaitement conscient de cela et il s'empressa de couper les communications téléphoniques de Vitoria avec l'extérieur). Les prolétaires de Vitoria n'en étaient pas encore là : leur propre communication *entre eux*, dont ils n'avaient pas songé à préparer l'auto-défense, se trouva complètement désorganisée par la répression. Il fallut que la poudre parle pour que les assemblées se taisent : le silence règne à Vitoria. La commission des travailleurs de l'usine Forjas Alavesas, qui avait lancé la grève le 9 janvier, écrivit dans son analyse de la lutte : « Le meilleur moyen de mettre fin à un conflit est de désarmer l'une des parties. Nous avons repris le travail sans obtenir satisfaction sur toutes nos revendications. D'abord parce que les mitraillettes nous y obligent. Et ensuite parce qu'ils nous ont désarmés, l'assemblée étant bien entendu l'arme fondamentale » (*Bilan de la grève de Forjas Alavesas*). Comme chaque fois qu'il prend l'initiative de l'attaque frontale, l'Etat avait obligé les travailleurs à transformer leur propre méthode de guerre en la sienne. Et pour *dominer* cette méthode de guerre sans en être dominés – comme pendant la guerre civile – pour la détourner sans la

reproduire en rien, comme ils doivent le faire de tout ce qu'ils s'approprient de ce monde, il faudra encore d'autres Vitoria à la classe ouvrière.

Camarades,

Le premier gouvernement de la monarchie est mort à Vitoria. Sa naissance n'avait pas été le résultat d'un accord entre les prétendants à l'héritage de Franco, mais celui des tractations du président de l'époque Arias Navarro avec les arrivistes les plus habiles du moment, ou les plus rapides. Les franquistes qui n'y avaient pas participé, en désaccord avec le parti du gouvernement, choisirent chacun leur propre parti en se retranchant dans les parcelles de pouvoir qu'ils avaient pu constituer dans les institutions étatiques lors du partage réalisé à la mort de Franco, et, s'ils ne pouvaient ainsi diriger le gouvernement, du moins pouvaient-ils le paralyser. Pour transformer sans convulsions les institutions franquistes, moderniser avec succès l'Etat et relever l'économie, le gouvernement devait réorganiser le franquisme comme parti de gouvernement en rajustant ses fragments les plus récupérables et gagner la collaboration de l'opposition en lui cédant une part de responsabilité, sans menacer les intérêts des forces présentes dans l'appareil étatique. Il fallait gagner des amis au-dehors et éviter que ceux du dedans ne deviennent des ennemis.

L'homme fort, en apparence, du moment, Fraga, fit ce que font les nains dans les grandes occasions : trébucher et chuter. Il se fabriqua, au moyen de nominations depuis ses ministères, un simulacre de parti personnel et voulut imposer ses conditions à tout le monde en négociant séparément avec chacun. Mais il lui manquait des forces pour gagner du temps et de l'astuce pour l'utiliser. Le mouvement de grèves en était arrivé pendant ce temps au point de pouvoir avancer d'un jour à l'autre toute sa réalité subversive : à la fin du mois de mars 1976, l'organe officiel de la démocratie officielle, *Cambio 16*, écrivait : « Après Vitoria, tout est possible » et appelait de ses vœux un nouveau gouvernement qui sache se mettre d'accord avec l'opposition et « obtenir en échange une trêve dans la rue et dans les usines ». En arrétant Camacho et quelques autres, Fraga cherchait à son malheur des excuses plutôt que des remèdes, reprochant à l'opposition de n'avoir pas arrêté la réalité, comme si elle n'avait dû surtout *la suivre* pour garder ses chances de la contrôler. Prétendant acheter l'opposition à crédit, il ne lui avait même rien donné comme moyens pour agir efficacement, car il savait qu'elle devrait de toute façon travailler pour rien quand tout vacillait devant le mouvement de grèves. Ainsi, il resta seul au *centre*, entre les franquistes unis contre lui pour sauver leur Etat et l'opposition agglutinée dans la *Coordination démocratique* pour négocier ce sauvetage avec qui voudrait l'écouter et occuper les « vides de pouvoir » que l'imminente chute du gouvernement ne manquerait pas de créer. La démobilitation du mouvement de solidarité avec Vitoria et de celui du 1^{er} Mai fut le dernier travail gratuit de l'opposition qui procura quelques semaines supplémentaires de survie au gouvernement d'Arias et donna le coup de grâce au mouvement des grèves, celui-ci laissant passer la dernière occasion de s'unifier et de reprendre l'attaque. L'échec inaugural de Fraga et de l'équipe d'Arias marque la fin des illusions autoritaires du franquisme. A

nous voulons seulement lui montrer
comment il lutte déjà, et pourquoi
il doit acquérir la pleine conscience de ce combat.
En agissant ainsi nous ne nous abaissons pas
à dissimuler notre projet,
qui n'est autre que celui de tous les incontrôlés,
et dont ils doivent posséder la conscience
pour le posséder réellement :
l'organisation de « la communauté
des prolétaires révolutionnaires qui mettent ►

l'avenir, celui-ci devra prendre au sérieux la démocratie. Comme le déclarera plus tard le nouveau président du gouvernement, Suarez : « D'un côté il y a une opposition très active, très intelligente, mais qui n'a pas l'expérience du pouvoir, de l'autre, il y a des gouvernants qui n'ont pas la moindre idée de ce qu'est la vie des partis. Il s'agit de les faire travailler ensemble, tout se ramène à cela » (*Cambio 16*, 6-12 septembre 1976).

Avec la violence ouvrière incontrôlée, la démocratie avait perdu sa première bataille avant même d'exister ; il allait lui falloir par la suite reconstituer ses forces sur ses arrières, en sacrifiant toutes les positions dangereuses et vulnérables que lui avait léguées l'ancien système de défense. Toute bataille perdue est un facteur d'affaiblissement et de désagrégation ; le besoin le plus urgent est de se concentrer et de retrouver dans cette concentration de l'ordre ainsi qu'un regain de courage et de confiance. Cette concentration ne peut bien sûr s'opérer qu'autour des forces les moins éprouvées par le combat ; il ne pouvait donc s'agir que des organisations démocratiques de l'opposition que le capitalisme espagnol avait appris à considérer en quelque sorte comme sa *réserve stratégique*. Mais, comme l'a démontré Clausewitz, « autant des réserves tactiques sont à recommander, autant l'idée de garder en réserve stratégique des forces déjà prêtes est contraire au bon sens. La raison en est que les batailles décident de la tournure de la guerre et que l'emploi des réserves tactiques précède la décision, tandis que celui des réserves stratégiques la suit ». Et de fait, cette dernière carte que le capitalisme voulait garder dans sa manche dut être jouée dès le début de la partie : entre les travailleurs et l'Etat (c'est-à-dire ses forces de l'ordre, militaires et policières), il n'y avait que le très lâche et fragile cordon des bureaucraties politico-syndicales pour supporter le premier choc de l'offensive ouvrière. Ainsi, en réalité, celles-ci ont constitué plutôt les premiers avant-postes en terrain découvert, et les forces répressives de l'Etat leur réserve tactique dont l'emploi devait effectivement décider du résultat de la bataille. Les assassins de la police pendant la « semaine sanglante » intervinrent au moment où la bureaucratie, déjà très usée par deux mois de manœuvres et de mensonges, allait être balayée. Il fallait effrayer les travailleurs pour les ramener aux raisons modératrices de l'opposition. Le 13 mars 1976, l'hebdomadaire *Triunfo*, l'organe du stalinisme ouvert, écrivait : « Il est évident que la classe ouvrière doit aussi tirer les enseignements de ces événements. Le premier est que le recours à la violence, outre qu'il est condamnable éthiquement, l'est aussi politiquement, car il fait le jeu de la réaction... Tous ceux qui ont entre leurs mains la possibilité d'influencer une classe ouvrière qui est privée de parti, privée de syndicats et dont les revendications sont constamment rejetées doivent le faire, dans le sens de recommander le calme et la tranquillité. Si les grèves, les manifestations ou les réunions tournent à l'émeute, la classe ouvrière a toutes les chances de perdre. » Le recours à l'intimidation fut l'un des moyens les plus utilisés par les bureaucrates pour en finir avec les grèves pendant la semaine suivante. Dans l'immédiat ce furent les patrons qui profitèrent le plus de la victoire des syndicats pseudo-clandestins sur les grévistes. Tout d'abord en maintenant les licenciements et les sanctions, puis en introduisant une législation spécifique contre les piquets de grève, et en obtenant la suspension de l'article 35 de la Loi sur les relations de travail, pour pouvoir licencier librement. Les syndicats laissèrent passer tout cela. Enfin, les

patrons abandonnent la CNS, se dotant de syndicats propres disposés à des lendemains qui dialoguent avec les syndicats ouvriers dont les capacités de contrôle, de division et de falsification doivent se développer au maximum et rapidement pour faire face au prochain et inévitable mouvement des masses. Il faut des dirigeants « qui soient capables et de convoquer la grève et d'ordonner le retour au travail » (Ribera Rovira, président de la chambre de commerce de Barcelone), et il y a même des recommandations spéciales : si le patron catalan Duran Farell était ouvrier, selon lui, il « serait dans les Commissions ouvrières ». Pour leur part, les syndicats ne vont pas avoir de mal à convaincre les capitalistes de leurs bonnes intentions, bien qu'ils aient beaucoup à faire pour que les travailleurs les partagent : « Pour 25 000 pesetas d'inscription, chefs du personnel et gérants de plus de cent entreprises du pays ont pu voir et écouter en direct les dirigeants des "illégaux" CCOO, USO et UGT... Ceux-ci insistèrent tous sur le dialogue : "Nous, travailleurs, ne faisons pas grève par plaisir", "Nous, travailleurs, ne voulons pas couler les entreprises", "La lutte des classes n'exclut pas le dialogue mais le présuppose"... Personne ne voulait effrayer les patrons, ce qui fit s'exclamer l'un d'eux : "Quel dommage que les travailleurs qui sont dans les entreprises ne pensent pas de même que ceux qui sont dans cette salle !" » (*Cambio 16*, 24-30 mai 1976). Mais il ne suffit pas de vouloir servir, il faut pouvoir être utile, il faut resserrer les liens pour éviter d'autres surprises comme celle de Vitoria, l'apparition de formations révolutionnaires « inconnues » et le débordement des bureaucraties syndicales. Dans les grandes villes se créent des coordinations de syndicats (comme la COS à Madrid) disposées à occuper le vide laissé par la CNS et les stalinien renoncèrent à transformer la CNS en une Intersyndicale à la portugaise ; les groupuscules de toute obédience entrèrent en masse dans les diverses centrales syndicales.

Le gouvernement a plié et l'opposition s'est repliée pour ensemble préparer la contre-attaque. La seconde équipe néo-franquiste se mettra en place avec le programme d'organiser cette progression démocratique sur le terrain social, dangereusement mis à découvert par le mouvement des assemblées qui l'a bouleversé tout entier, même s'il ne l'a occupé que partiellement ; et qu'il s'agit de reconquérir avec de nouveaux moyens et de nouveaux alliés. « Les travailleurs ont pris l'entreprise comme champ d'opération » (J. Garri-gués Walker) et c'est de cette concentration exclusive sur leur terrain direct d'unification qu'il faut les *distraindre*.

Camarades,

En Espagne, on peut dire que se posent *concentrés dans le temps* tous les dilemmes actuels des classes propriétaires du monde, qui ne pouvant sauver l'économie ni être sauvées par elle, se disputent sur la manière d'administrer son échec et, si possible, de le rendre rentable pour le renforcement de l'Etat, en le déguisant en « crise de l'énergie » ou en « crise économique ». Face à la crise de l'économie, il s'agit ici, comme partout ailleurs, de persuader les travailleurs, par l'intermédiaire des syndicats et des partis, que l'économie est l'aliénation *naturelle* qu'il convient de gérer au mieux, et non l'aliénation *historique* qu'il faut dépasser au plus tôt ; mais comme le développement de la crise du phénomène économique dans son en-

sous leur contrôle toutes leurs propres conditions d'existence », non par un quelconque « contrôle ouvrier » au moyen duquel les plus modernes serviteurs de l'Etat rêvent d'intéresser les travailleurs à la production de leur misère, mais par la réalisation insurrectionnelle du communisme, l'abolition de la marchandise, du travail salarié et de l'Etat.

semble est accéléré en Espagne par une crise économique particulière, et ses effets multipliés par l'absence de contrôle syndical, les difficultés se trouvent considérablement accrues pour obtenir l'adhésion des masses à l'austérité dramatisée et les délais encore raccourcis pour mettre en place le « développement de type nouveau » à la recherche duquel tous les pouvoirs modernes partent en campagne. Avant tout, l'économie espagnole a besoin d'un nouveau « plan de stabilisation » : elle pourra obtenir des prêts du capitalisme international, mais elle doit surtout en chercher les conditions de rentabilité face aux travailleurs, alors que chaque grève, pour peu qu'elle se prolonge, devient une affaire d'Etat, obligeant celui-ci à intervenir sans regarder aux moyens de dissuasion et posant en même temps la question de l'autodéfense. L'opposition propose comme remède la démocratie politique, c'est-à-dire qu'on lui fasse une place dans le gouvernement, non seulement pour respecter l'économie comme elle l'a fait jusqu'à présent mais pour la sauver au moyen d'un pacte social. Bref elle est disposée à cesser de *ne pas* attaquer l'économie si on veut bien lui permettre de la défendre. Mais un tel sophisme ne peut tromper le gouvernement qui voit l'opposition faire tout ce qu'elle peut contre la mobilisation et la radicalisation des travailleurs et sait bien que si elle n'en fait pas plus, c'est qu'elle ne le peut pas. Ainsi le second gouvernement de la monarchie laisse l'opposition s'illusionner avec la promesse de quelques miettes électorales, pendant qu'il se consacre à l'adaptation contrôlée des institutions. Et ce n'est pas grâce à une prétendue trahison de l'opposition que le néo-franquisme s'est stabilisé. D'abord parce que l'opposition n'était pas en mesure de l'en empêcher, ensuite parce qu'elle ne voulait pas autre chose que ce qui finalement va lui être concédé, bien qu'elle eût souhaité pouvoir se donner l'air de l'avoir conquis de haute lutte, et même cela, elle a dû en abandonner l'espoir : elle a parlé de république, puis d'un roi plus démocrate, puis d'un gouvernement constituant d'union nationale, puis de quelques ministères et aujourd'hui elle demande seulement qu'on la laisse se présenter aux élections. Il faut voir qu'avec l'action du gouvernement Suarez et la passivité de l'opposition, le régime a opéré sa retraite *dans l'ordre* et avec le minimum de pertes. Et en arrivant de la sorte à garder le contrôle de la situation politique, il a préservé ses chances de le reprendre sur tout le terrain social. Combinant habilement la tolérance dans les détails et la répression sur l'essentiel, le pouvoir a maintenu le contact avec le prolétariat qui le pressait, évitant ainsi que ses mouvements s'accélérent et tournent bientôt à une précipitation désordonnée qui l'aurait obligé, par la désagrégation interne, à des sacrifices plus importants. Le contraste est saisissant entre la fermeté inattendue du gouvernement Suarez-Gutierrez Mellado et la lâcheté confuse de l'opposition dont la prudence était le summum du courage et l'obscurité des marchandages le plus clair de la prudence. La politique étant devenue affaire de calcul, il a suffi au gouvernement de négocier séparément avec ses principales composantes pour dégonfler le bluff de la « Coordination démocratique » : en restant associé aux autres, chacun eut peur alors de perdre, ou du moins d'obtenir des avantages moindres, et la rivalité qui résulta de cette disparité les divisa inévitablement. Mais même sans cela, la coordination démocratique devait cesser d'exister *de fait* dès l'instant où le gouvernement la reconnaissait, staliniens compris, et une telle reconnaissance fut acquise avec l'ouverture du dialogue par Suarez. Le largage des partis inutiles – les maoïstes et les petits

groupes accidentels comme celui de Trevijano et les carlistes – ne sera pas un prix à payer, mais un simple délestage. L'opposition remodelée et ainsi plus présentable accourra, avec sa nouvelle « commission négociatrice », pour préparer avec le gouvernement la liquidation des grèves de l'automne, ses derniers rêves de gloire dissipés et se rappelant avec nostalgie : comme la démocratie était belle sous Franco !

Camarades,

Le prolétariat révolutionnaire existe et la longue série des grèves de l'automne au Pays basque, à Barcelone, à Sabadell, Tenerife, Valence, Madrid, Léon, Gava, etc., le démontre. Le prolétariat, qui ne connaît aucun repos et n'en laisse à personne, contraint le gouvernement à changer de tactique, et celui-ci doit aujourd'hui prendre soin de l'opposition plutôt que de lui-même afin que, même si sa position ne se renforce pas, celle de l'opposition ne s'affaiblisse au point d'abandonner le terrain social à la révolution. Nous pourrions nous demander si le gouvernement, devant la violence dans les rues et dans les usines, a eue une vision pessimiste de son futur ou l'impression d'un *chaos pré-insurrectionnel diffus* ou si tout simplement il a senti le brûlé. Le fait est que, pour une raison ou pour une autre, ou pour toutes à la fois, il a agi avec rapidité, donnant le feu vert aux syndicats et aux partis, organisant son propre parti et fixant la date des élections. Les provocations de l'extrême-droite ont servi d'alibi pour que ce qui était un accord tacite soit aujourd'hui public : les derniers événements sanglants de février ont permis à l'opposition de proclamer ouvertement son soutien au gouvernement et de lui demander en sous-main qu'il ne l'abandonne pas face à l'avalanche de grèves antisyndicales qui ne tardera pas.

En définitive, le franquisme devenu pleinement démocratique et l'opposition pleinement franquiste fermeront, avec leur démocratie, la porte à la révolution. Au prolétariat de la faire sauter.

LA REVOLUTION NE TIRE PAS SA POESIE DU PASSE

« Nous savions par avance que les comités responsables de la CNT ne pouvaient que mettre des obstacles à la progression du prolétariat. Nous sommes les Amis de Durruti et nous avons suffisamment d'autorité pour désavouer ces individus qui par incapacité et par lâcheté ont trahi la classe ouvrière. Alors que nous n'avions plus d'ennemis en face de nous, ils livrèrent à nouveau le pouvoir à Companys. L'Ordre public au gouvernement réactionnaire de Valence et le commissariat de la Défense au général Pozas. La trahison est immense. »

(Manifeste des « Amis de Durruti » du 8 mai 1937.)

Camarades,

La classe ouvrière qui va reprendre maintenant sa lutte est une tout autre classe ouvrière que celle qui s'est impétueusement lancée



dans la grève l'an passé, pour être édiflée par les fusillades de la police et les manœuvres des bureaucrates sur la signification des concessions obtenues. La plus grande conquête du mouvement des assemblées, c'est ce mouvement lui-même. La liberté que les travailleurs ont prise en commençant à se réunir et à s'organiser sans intermédiaires, la seule qui ne pouvait pas plus être accordée par le régime que revendiquée par leurs dirigeants, hante aujourd'hui la vieille société espagnole comme sa dissolution en actes : c'est l'authentique démocratie réalisée, la liberté vécue dans le dialogue anti-hiérarchique, où la révolution se trouve comme chez elle et tous ses ennemis en étrangers, non plus dissimulés, mais dénoncés par leur jargon idéologique. Là tous les problèmes pratiques se posent dans leur élément tels qu'ils peuvent être résolus. Avec l'organisation des piquets de grève, il s'agit pour l'autonomie de s'armer ; avec la dissolution après la lutte des comités élus en assemblée – que les manipulateurs veulent instituer comme représentation manœuvrable – il s'agit pour l'autonomie de ne pas fournir de nouvelles armes à ses ennemis. Mais le plus menaçant pour les bureaucrates, ce sont moins ces initiatives elles-mêmes que le fait que les travailleurs, dès qu'ils se rassemblent pour être maîtres de leur mouvement, soient naturellement amenés à les concevoir et à les mettre en pratique ; puis, par l'expérience et la vérification pratique, à les corriger et à les dépasser.

Il n'y a rien que les bureaucrates s'efforcent de saper, rien qu'ils combattent avec plus d'acharnement que la communication directe, rien qu'ils aient plus à cœur de détruire. Car ils savent qu'eussent-ils vu leurs titres de représentants homologués mille fois par le régime, ils ne posséderont rien de façon stable tant qu'existera cette liberté du dialogue exécutoire par laquelle les travailleurs se rendent eux-mêmes dialecticiens.

Fréquemment dans l'histoire, le mouvement des masses, en même temps qu'il inaugure une nouvelle époque, se reconnaît en des hommes qui l'ont représenté ou passent pour l'avoir représenté dans une époque désormais révolue. Cela vaut plus généralement pour l'image qu'une révolution naissante se fait d'elle-même et de ses objectifs, pour son langage, ses références au passé, la généalogie imaginaire par laquelle elle croit se garantir sa vérité. La contre-révolution franquiste, interdisant avec l'accès au passé révolutionnaire sa réappropriation critique, a été la meilleure alliée des bureaucraties qui en séquestraient pour leur compte la mémoire dans les versions autorisées de leurs mythographes. La falsification antifasciste, principalement gérée par les staliniens, a ainsi longtemps dominé sans partage : mieux vaut mourir debout que vivre à genoux, et mieux encore survivre à Prague ou à Moscou pour faire la traite des cadavres et capitaliser les martyrs. Désormais – la décomposition de l'idéologie antifasciste suivant celle de son repoussoir – le « son et lumière » des faux souvenirs reconstitués doit tirer de l'ombre d'autres ruines sans aucun doute plus aptes à susciter l'admiration : l'anarchisme, partout déterré comme explication anti-historique rassurante de la contestation moderne de l'Etat, ainsi réduite à l'éternel retour d'une révolte sans moyens, l'est tout de même en Espagne avec de meilleures raisons apparentes qu'ailleurs, parce qu'il y a effectivement constitué une réalité massive, forme idéologique locale de l'aliénation générale de l'ancien mouvement ouvrier qui, en d'autres lieux, se réclamait essentiellement du marxisme. La révolution tire sa poésie de son devenir où elle doit savoir

réinventer ses raisons et les imposer : ses partisans n'ont rien à défendre de l'illusoire et ennuyeux paradis des souvenirs figés. Parce qu'ils sont *présents* sans besoin d'autres justifications, ils sont les partisans de cet oubli des références obsessionnelles qui rafraîchit la mémoire historique. Ceux qui commencent à nouveau à faire l'histoire n'ont pas à l'apprendre et d'ailleurs de qui pourraient-ils l'apprendre ? Ils peuvent en connaître le résultat, qui est sa vérité, dans le mouvement de leur lutte et dans ce qui s'y oppose, où tout ce qui était déjà vrai devient vérifiable et tangible, afin que la révolution se sépare sereinement de son passé.

Pour la critique révolutionnaire, il ne s'agit pas de délivrer une nouvelle version du passé, mais de démontrer comment le mouvement réel se délivre de son passé ; non seulement d'expliquer ce qui a conduit à la situation révolutionnaire présente, mais de mettre en avant ce qui, dans la situation actuelle, explique le processus antérieur en lui donnant son sens révolutionnaire. Une telle critique doit traiter en ennemi tout ce qui valorise positivement « l'œuvre constructive » des révolutionnaires anarchistes de 1936, parce que ceux-ci ne peuvent être jugés constructeurs que dans la mesure de leur échec et de leur impuissance à détruire les critères qui aujourd'hui permettent d'apprécier sur le terrain de la rationalité économique leurs réalisations, et de prouver l'autogestion en comptabilisant les kilos d'oranges ou de riz produits par les collectivités. Quarante ans après, les « fantômes de 1937 » hantent à nouveau la démocratie. Mais ce qui est le cauchemar des dirigeants ne saurait être le rêve des révolutionnaires : si l'on rêve, c'est que l'on dort. Les prolétaires d'aujourd'hui devront se montrer *bien pires* que les insurgés de mai 1937, qui savaient déjà agir sans chefs, mais ne savaient pourtant pas agir contre eux. La subversion moderne ne peut commencer avec elle-même avant d'avoir complètement liquidé toute superstition à l'égard du passé.

Camarades,

Dans l'économie espagnole en crise, le seul secteur dont l'expansion, quoique très chaotique, entraîne une importante création d'emplois, c'est celui de la représentation politique et syndicale. Et dans cette frénésie de cours de formation accélérée visant moins à préparer les nouvelles recrues comme représentants des travailleurs que comme représentants (au sens de voyageurs de commerce) de la démocratie et du syndicalisme auprès des travailleurs, il convient de faire une place à part à la CNT ressuscitée, à cause de sa misère présente et de la grandeur passée dont elle se prétend l'héritière. Sans parler de l'argument génétique style Santillan (« En Espagne il y a une tendance quasi raciale à l'anarchisme »), l'importance de l'anarchisme dans l'ancien mouvement ouvrier espagnol a été soit attribuée abusivement aux hasards de l'anecdote (par exemple que le bakouniniste Fanelli ait été le premier émissaire de l'Internationale en Espagne), soit interprétée tendancieusement par la sociologie sous marxiste (l'importance du prolétariat agraire et des ouvriers d'industrie d'origine paysanne récente). Pour une *compréhension* plus historique, il convient de ne pas oublier que le mouvement révolutionnaire du prolétariat est à ses débuts déterminé, dans le cadre socio-économique de chaque pays, par ce qui a été le mode d'apparition formel de la bourgeoisie : c'est à la fois l'héritage pro-



grammatique et organisationnel avec lequel les prolétaires commencent à se battre, et le terrain sur lequel ils se battent et qui conditionne leurs luttes ; ainsi, l'importance de la politique dans le mouvement ouvrier organisé de chaque pays est-elle exactement proportionnelle au degré d'achèvement donné par la bourgeoisie locale à sa domination politique, à son appropriation de l'Etat. Et nul ne s'étonnera qu'en Espagne le prolétariat ne se soit pas arrêté à la politique, quand la bourgeoisie passait *ailleurs* par le compromis avec l'aristocratie foncière : la position marxiste, identifiant le prolétariat à la bourgeoisie du point de vue de la saisie révolutionnaire du pouvoir, n'était pas seulement en Espagne une illusion stratégique générale, mais une erreur tactique particulière qui méconnaissait totalement le sens des premières batailles ; incompréhension qui devait s'aggraver encore avec les sordides nécessités de la polémique antibakouniniste. Mais ce que les uns ne connaissaient pas, les autres l'ont seulement ignoré. Si l'idéologie scientifique basée sur la conception d'un schéma linéaire universellement applicable devait atteindre sa vérité bureaucratique avec la stalinienne « théorie des étapes », l'idéologie de la liberté devait, de son côté, révéler pleinement son *autoritarisme* occulte, au moment où toutes les questions qu'elle avait refoulées furent formulées pratiquement par la révolution. La justice historique destinait ainsi la question de la médiation organisationnelle, qui avait toujours été le fruit *pourri de l'anarchisme*, à en représenter la *décomposition négative*, processus de putréfaction *aboutissant, le 6 novembre 1936, à la péremptoire affirmation de Solidaridad obrera* : « Le prolétariat de la CNT collabore depuis hier au gouvernement de l'Espagne » ; l'immédiateté révolutionnaire que garantissait et promettait intemporellement l'anarchisme trouvait sa réalisation imprévue dans cette soudaine métamorphose gouvernementale du prolétariat. Mais si l'histoire, avec ce que les

masses anarchistes ont tenté malgré leurs chefs, a déjà critiqué le pire côté de l'anarchisme, il lui appartient maintenant de critiquer son meilleur côté, cette action même des masses qui appliquant le programme anarchiste (tel qu'il avait trouvé, au Congrès de Saragosse, sa dernière formulation, stade suprême dans la cohérence séparée de l'idéologie) en a seule rencontré les limites et vérifié les insuffisances. L'expérience des collectivisations n'a pu avancer assez loin son projet anti-économique que dans l'agriculture, sur la base de la pénurie et de la limitation locale comme « communisme libertaire dans un seul village » prétendant bannir, en même temps que la monnaie, le mal économique ; tandis que dans les usines, la collectivisation s'arrêtait à la prise en charge de l'organisation de la production par la bureaucratie syndicale, qui trouvait ainsi par cet « effort de guerre » la voie de son intégration à l'Etat. Ce que l'autogestionnisme contemporain voit là de précurseur, de novateur, exactement au même titre qu'une quelconque autogestion titiste, est justement ce qui n'a aucun avenir révolutionnaire et même pas trop d'avenir contre-révolutionnaire ; et ce qui est considéré comme utopie passéiste, selon l'inévitable lieu commun de l'anarchisme nostalgique d'un âge d'or – confondant le mouvement pratique avec son idéologie kropotkinienne – est, au contraire, porteur d'une authentique grandeur négative dont il faut retrouver le sens : l'anarchisme voulait supprimer l'économie. Mais on ne peut supprimer l'économie sans la réaliser. L'illusion d'une suppression de l'économie qui ne serait pas sa réalisation n'est plus aujourd'hui soutenue par un mouvement combattant pratiquement les conditions existantes, mais seulement affichée, dans l'édification et la fadeur, par le naïf réformisme écologiste. Et la CNT ressuscitée à côté du mouvement prolétarien, comme syndicat des métiers divers pour la lumpenbourgeoise en quête de certitudes idéologiques, est la poubelle historique où se jettent tout naturellement les écologistes et leurs problèmes de déchets. L'anarchisme voulait supprimer l'économie sans la réaliser ; le marxisme voulait réaliser l'économie sans la supprimer, réaliser le prolétariat comme « plus grande force productive », encore économique. Et bien sûr, aucune de ces deux positions unilatérales n'a pu réussir dans son entreprise, chacune devant faire au moment de la vérité le contraire de ce qu'elle voulait : dans la collectivisation anarchiste, l'échange, exclu formellement avec l'abstraction monétaire, était en même temps généralisé partout comme contenu concret de l'activité, la vie tout entière tendant ainsi à devenir un « problème économique » ; et dans la dictature terroriste de l'idéologie, qui postulait la rationalité suffisante de l'économie, l'identification totalitaire du pouvoir bureaucratique au prolétariat abandonne tout problème économique à la police, jusqu'au mépris démentiel des premières nécessités de la rationalité économique. Maintenant, la révolution moderne, à travers les luttes où elle commence à unifier son projet, nous montre que la suppression et la réalisation de l'économie sont les aspects inséparables d'un même dépasement de l'économie.

Le mouvement des assemblées affronte aujourd'hui, dès ses premiers pas, pour dépasser sa première forme spontanée, la tâche devant laquelle s'était arrêtée la précédente tentative révolutionnaire : la nécessité de ne pas se contenter d'occuper, mais de transformer tout de suite l'espace social envahi, le terrain de la séparation sur lequel renaissent, comme naturellement, la hiérarchie et la non-communication. Si la révolution reprend ainsi sa tâche là où elle



l'avait laissée, ce n'est pas par quelque fatalité mystique, mais simplement parce que la limite qu'elle avait rencontrée à sa fin comme insuffisance de son projet conscient, elle l'affronte désormais à son début, comme obstacle à la formulation et à l'organisation de ce projet : là où était son incapacité, est maintenant la puissance de l'ennemi, qui a entre-temps aménagé son territoire, par une espèce de tactique de la terre brûlée à l'envers, en quelque chose qu'il est presque impossible de se réapproprier. Ainsi, la fameuse formule de Bakounine : « la passion de la destruction est une passion créatrice », n'est plus l'expression lyrique d'une vérité subjective, mais la formulation exacte d'une nécessité objective : la création, sur les ruines du décor de la passivité, de la seule base d'opérations à partir de laquelle le pouvoir des assemblées peut se reconnaître et passer à l'offensive. C'est ce besoin de construire le terrain de l'autonomie qui commençait à se satisfaire le 3 mars à Vitoria, avec le vandalisme et les barricades, et qui s'exprimait sommairement dans l'interruption de la circulation sur la route nationale Irun-Madrid et sur les principales voies d'accès à la ville. Là où les marchandises cessent de circuler, les hommes commencent à se retrouver. Dans la guerre sociale, le prolétariat n'a pas seulement des problèmes de renseignement sur les positions de l'ennemi, mais aussi sur les siennes propres. Tout ce qui existe est fait pour l'empêcher de les résoudre, il faut donc détruire tout ce qui existe. Le mouvement actuel méprise la politique, mais il doit apprendre que pour la dépasser il ne suffit pas de s'en passer ; car tandis qu'il croyait pouvoir ignorer l'Etat, il n'en a pas été ignoré. Il n'a plus guère d'illusions sur le syndicalisme « démocratique » qu'on lui prépare, mais il lui faudra prendre totalement en charge ses liaisons autonomes, pour que les murs des usines ne soient pas les derniers remparts du vieux monde. Dans les assemblées de quartier, dont la pratique se généralise, s'aff-

firme la tendance à étendre le refus de l'exploitation à toute la vie quotidienne, et par là à l'approfondir en une critique radicale du travail salarié. Ces assemblées sont bien sûr la proie de tous les stalino-chrétiens qui pêchent dans les eaux sales de la survie sordide (associations de voisins) avec la ridicule consigne des « mairies démocratiques » ; mais elles généralisent aussi la passion du dialogue et l'expérience de son autodéfense. En même temps que la forme de l'assemblée est reprise partout où elle répond à un besoin réel, elle est récupérée comme caricature sans contenu partout où l'on a besoin de paraître réels : fadeur des succédanés estudiantins et progressistes, pâleur des ersatz distribués par le spectacle politique et culturel, les uns si ennuyeux, les autres si moutonniers. Ces mornes kermesses où la lâcheté et la soumission célèbrent leur rédemption imaginaire, avec sa liturgie et ses intercesseurs, ne sont ni l'expression centrale, ni même l'écho affaibli de la réelle communication libre. A l'inverse du projet de dialogue exécutoire qui naît des assemblées de travailleurs, on se satisfait ici d'une liberté d'expression qui accepte l'incapacité de rien faire et donc finalement de rien dire. Ici l'on voudrait parler de tout et l'on n'arrive à parler de rien. Là, dans les assemblées de travailleurs, on veut seulement parler de ce que l'on fait, et l'on en arrive à parler de tout, parce que l'on doit faire tout ce qui est possible, ne serait-ce que pour continuer à parler, pour que ne se rétablisse pas le monopole bureaucratique de l'expression. Contre le brouillage confusionniste, le mouvement des assemblées devra en arriver à tirer lui-même la théorie de sa pratique et *interdire* tout le reste comme bruit socialement nocif. Sa première victoire est d'avoir obligé tous ses ennemis à accepter son existence et à feindre d'en soutenir les conditions. Leur course à la récupération et leur mêlée, dans les crocs-en-jambe mutuels, les épuisent tous sans qu'aucun ne parvienne à *capitaliser*, comme ils disent, l'or de l'autonomie ; il se transforme en charbon dès qu'ils tentent d'en battre leur monnaie idéologique. Dans le mouvement d'usure accélérée des représentations extérieures, l'inflation ronge tout ce qui parle d'autonomie sans l'être : des mini-bureaucraties ectoplasmiques naissent et meurent le temps d'une grève, n'acquérant l'existence qu'au prix de leur inconsistance et le payant de leur disparition. On voit même les staliniens des Commissions ouvrières mettre un peu de conseilisme dans leur syndicalisme et beaucoup d'assembléeisme dans leurs manœuvres. En une année d'activité, les staliniens ont composé une véritable encyclopédie de la manipulation à l'usage du prolétariat, qui appelle une seule conclusion pratique : les travailleurs révolutionnaires ne doivent pas, paralysés par le formalisme démocratique, être les seuls à ne rien tenter pour faire prévaloir leurs positions dans l'assemblée. Contre l'ignominie trop voyante des staliniens, leurs rivaux gauchistes ont pu obtenir quelques éphémères succès dans la mesure où ils la dénonçaient, mais seulement aussi longtemps qu'ils se sont contentés de cela ; leur influence retombant dès qu'ils tentaient d'en faire usage. Leur suivisme opportuniste a pu leur paraître voler de victoire en victoire, mais ce n'est pas de crier « tout le pouvoir aux assemblées ! » qui fait Lénine : il ne suffit pas de reconnaître la réalité en marche, encore faut-il s'en faire reconnaître pour prétendre la contrôler et la diriger. Les dernières mésaventures du léninisme décomposé sont très bien illustrées par le comique embarras du seul groupe gauchiste qui ait survécu en suivant le courant du mouvement à Vitoria (les « Plates-formes anticapitalistes ») : il a dû soutenir contre les staliniens la dissolution des commissions représentatives pour préserver son image assembléeiste, et dans le même temps affirmer posséder avec les assemblées la base de sa mythique organisation de masse (Organisation de classe anticapitaliste, OCA) qui, de commissions représentatives en congrès de représentants, ne manquera pas de prendre le pouvoir ; en attendant, ces anticapitalistes, après que le 3 mars eut mis fin à leur marge de manœuvre récupératrice avec les débuts de la violence généralisée, se sont plus modestement ralliés au pacifisme le plus chrétien et à la version démocratique des événements : « A Vitoria, il n'y a eu aucun *affrontement* entre policiers et manifestants, mais une agression brutale contre le respect dû à un lieu sacré et contre la personne humaine » (Manifeste de la commission représentative lu par Naves le 6 mars).

Camarades,

La révolution n'est pas une démonstration mais une exécution. Les prolétaires n'ont pas besoin de justifications, car ils n'ont pas

besoin de convaincre. C'est leur propre satisfaction qu'ils cherchent : ils n'agissent pas pour satisfaire les autres. Ils ne peuvent posséder toute leur raison historique qu'en la faisant vaincre. Une fois de plus, la définition nécessaire et suffisante du conseil *moderne*, c'est l'accomplissement de ses tâches minimales : le règlement pratique et définitif de *tous* les problèmes que la société de classes est à l'heure actuelle incapable de résoudre. Tout le reste est bavardage d'impuissants ou *diversion* de manipulateurs. Aucun formalisme juridique n'est en mesure de garantir aux travailleurs organisés en conseils l'exercice de leur démocratie totale : seule la grandeur les rendra grands et la misère, misérables. Dans la pratique des assemblées, tout devient possible mais rien n'est assuré. La seule théorie des conseils d'ex-travailleurs qui soit à développer, c'est la théorie de leur *guerre* contre tout ce qui n'est pas eux, et contre tout ce qui à l'intérieur d'eux-mêmes les retient de devenir le seul pouvoir ; en commençant par cela même qu'ils prennent en charge et qui, en conditionnant leur saisie, tend à les ramener au passé. Dans cette guerre tout est très simple, mais même le plus simple est difficile. Personne n'a l'expérience des problèmes pratiques qui se présentent en foule et s'accumulent, et le temps qu'il faut pour l'acquiescer peut être le temps qui suffit pour tout perdre. Le prolétariat s'arme en désarmant son ennemi, en se réappropriant ses propres forces retournées contre lui. Mais il serait très commode de faire l'histoire et la révolution serait une sorte d'idylle s'il s'agissait d'un seul coup sans durée et si, en somme, l'ennemi se trouvait, avant même d'avoir voulu combattre, placé dans des conditions telles qu'il soit incapable de combattre. La limite à l'offensive spontanée des travailleurs est toujours la défensive organisée de l'ennemi, qui les oblige à s'organiser eux-mêmes selon leurs nécessités et leurs moyens. La véritable conduite de la guerre sociale, l'emploi libre, c'est-à-dire adapté aux besoins les plus particuliers, de tous les moyens disponibles que les travailleurs ont à leur portée, a été tenue pendant longtemps pour un sujet réfractaire à toute théorie, ne relevant que de l'improvisation spontanée du moment. La plupart du temps, ces problèmes n'apparaissent que de façon accessoire et anonyme, dans des mémoires et des récits, parce que les protagonistes eux-mêmes s'abusaient jusqu'à ne voir dans leur lutte qu'une formalité réglant enfin la réalité sur l'idéal ; on sait que cette illusion a sévi au plus haut point chez les anarchistes, aussi bien sous la forme de la conception syndicaliste – qui suppose résolu le problème de la réappropriation révolutionnaire – que sous celle d'une organisation militarisée extérieure à la classe – qui veut le résoudre par un coup de force unique et sans appel. Les moyens de la guerre sociale incluent les moyens obligés de toute guerre, mais ne s'y réduisent jamais qu'avec la réduction de la révolution à la guerre, et la militarisation que cela suppose. Comme le disait un milicien pendant la guerre civile, « ce n'est pas comme cela que nous allons vaincre, nous ». Bref, l'Espagne devra se souvenir cette fois qu'elle est le pays classique de la guérilla pour en inventer les formes supérieures qui conviennent à sa révolution moderne.

Camarades,

Ce que nous avons vécu n'a été que le faible commencement de ce qui viendra encore et durera longtemps. Pour le nouveau mouvement révolutionnaire qui naît spontanément du sol de la société espagnole modernisée, il s'agit avant tout de s'organiser et d'unifier avec cohérence la base de son projet de subversion de la société de classes. La critique sans concessions des carences encore insurmontées du prolétariat – en commençant par ses illusions idéologiques sur lui-même, sur sa lutte et sur ceux qui parlent en son nom, et par sa tactique essentiellement défensive – et la critique sans concessions de la tentative actuelle d'adaptation capitaliste, en liant son sort aux actes prolétariens radicaux – qui ne manqueront pas d'être nombreux après l'inévitable déception qui suivra les élections – et à leur devenir, doivent accepter aussi de partager leur isolement présent. Au moment où tous les trafiquants d'idées mortes « sortent de la clandestinité » pour s'empresser de tenir un stand dans le spectacle politique et culturel, cette critique trouve son milieu d'existence dans la nouvelle clandestinité de la vie réelle, sans expression officielle, où s'ébauchent de nouvelles pratiques et de nouveaux gestes de refus. Elle prépare ainsi, au-delà des illusions transitoires, le terrain sur lequel vont se rencontrer tous ceux qui, ressentant déjà le besoin de la vérité, cherchent les moyens de l'imposer pratique-

ment : au premier rang de ces moyens se trouve en effet le langage critique autonome, par lequel la révolution peut seule se comprendre elle-même sans médiation idéologique et désigner ses ennemis. Il faut en finir avec la tradition ouvriériste qui a pesé trop longtemps sur le mouvement révolutionnaire espagnol, son anti-intellectualisme. Le rejet de l'activité théorique justifié par l'idéologie plus ou moins déguisée en absence d'idées, et qui aujourd'hui revient sous la forme d'un syndicalisme *sans nom* servant aux intellectuels ouvriéristes et aux ouvriers intellectualisés, est d'autant plus criminel qu'à présent compte avant tout la conscience du nécessaire et que les armes de la critique accompagnent la critique des armes.

Encore plus dangereux dans l'immédiat sont les bureaucrates des syndicats et des partis qui ont dû tolérer la démocratie ouvrière pour être eux-mêmes tolérés par les travailleurs, sans pour autant asseoir leur syndicalisme. Ils savent qu'ils devront anéantir toutes les manifestations de l'autonomie sous peine d'être eux-mêmes anéantis. La contre-attaque a déjà commencé avec ses calomnies, ses menaces, ses délations et ses violences contre des révolutionnaires isolés. Désormais il ne s'agit plus seulement pour les bureaucrates d'abandonner à la répression les travailleurs radicaux, mais de les y livrer et de les réduire au silence, quel que soit le moyen employé. L'autodéfense contre toute police et tout service d'ordre, quelle que soit sa couleur, est à l'ordre du jour. Et la sentence des

barricades de mai 1937 également : la révolution n'a fait jusqu'ici que transformer les staliniens et leurs alliés. Il s'agit maintenant de les détruire.

Camarades,

Les armes qui servent à la défense des travailleurs *en tant que salariés* seront les dernières armes de défense du salariat lui-même. Et pour que le prolétariat passe à l'offensive avec sa *propre méthode de guerre*, il doit réaliser son autonomie, se séparant de tout ce qui le lie au vieux monde : la lutte de conquête exige des armes de conquête.

A BAS LES SYNDICATS ET LES PARTIS ! A BAS LA SOCIÉTÉ DE CLASSES !

VIVE LE MOUVEMENT DES ASSEMBLÉES ! VIVE LES PIQUETS DE GREVE !

VIVE LE POUVOIR ABSOLU DES CONSEILS OUVRIERS !

20 avril 1977

*Deux brochures ont été diffusées en Espagne
sous la signature Los Incontrolados,
la Campagne d'Espagne
de la révolution européenne
et Manuscrit trouvé à Vitoria, respectivement en mars 1976
et en avril 1977. Quoique n'en aient été présentées
jusqu'ici que de lamentables traductions,
on savait déjà qu'il s'agissait là de la critique
la plus avancée qui se soit formulée en Espagne,
dans le moment où les luttes autonomes des travailleurs
créaient la possibilité d'une lutte victorieuse
contre la mise en place
d'un contrôle syndical démocratique.
On aura apprécié cette fois pleinement,
dans cette traduction de la seconde de ces brochures,
à tous égards la plus importante,
la manière dont y sont défendues les perspectives
du mouvement des assemblées,
à travers lequel s'est exprimée la fraction
la plus radicale du prolétariat espagnol.
Ce texte, comme part invaincue d'un mouvement
provisoirement vaincu, est demeuré
depuis la base de discussion des individus et des groupes qui,
avec la liquéfaction patente de la C.N.T.,
reconnaissent dans le pouvoir
des assemblées révolutionnaires de travailleurs
la seule forme possible d'auto-organisation du prolétariat,
en Espagne et partout.
Sur les Incontrolados, qu'il suffise d'ajouter
à ce qu'ils ont excellemment dit d'eux-mêmes
que leur temps reviendra
sans aucun doute dans le cours d'un mouvement
qui doit émanciper les individus de tout contrôle extérieur.*

« Tout le monde pensait que l'Etat légué
par le franquisme était fort, et je l'ai laissé croire
pour mener la réforme au moindre coût possible
et sans intervention étrangère. »
Adolfo Suarez.



**LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL
GARANTIT DES PRIX
SANS SURPRISE
POUR CET ETE**

Les bonnes nouvelles existent aussi. En voici une qui nous vient d'Espagne : le gouvernement de Madrid a décidé de présenter aux Cortés un projet de loi supprimant la peine capitale, qui serait remplacée par quarante années de réclusion.

« Peine de mort et terrorisme », éditorial du *Monde*, 21 avril 1978.

L'Espagne, dans sa guerre civile comme aujourd'hui, a inspiré et inspire encore tant de mensonges crapuleux qu'il n'est pas à la portée du premier venu de se singulariser dans ce domaine. Pourtant, il faut rendre au *Monde* l'hommage qu'il mérite : il n'a pas de rival sur ce terrain, et son style jésuitique, fait de demi-vérités et d'insinuations, lui permet de remettre sur le marché des falsifications qui ne seraient jamais tolérées si elles étaient présentées avec la grossière sincérité des stalinien, par exemple. A une époque où il est assez facile à quiconque de connaître la nature véritable des forces en présence dans la guerre d'Espagne, et par conséquent les causes déterminantes de tout ce qui suivit, il se trouve un Léo Palacio pour écrire : « ... un an après la chute d'Alphonse XIII, le 12 avril 1931, le parti communiste espagnol n'avait pas trois mille adhérents. (...) Le jeune parti communiste orthodoxe tirait sa force du prolétariat des grandes villes : Madrid, Barcelone, Séville et Malaga. » (« Les objectifs de l'URSS dans la guerre civile », *le Monde*, 11 février 1977). Ce jeune parti aussi prolétarien qu'orthodoxe, surgi ex nihilo, n'allait pas tarder à faire merveille, au point de pousser parfois un peu loin le zèle « révolutionnaire », ou de se laisser égarer par des « rumeurs » : « En mai 1937, à Barcelone, la police du président Companys est contrôlée par le Parti socialiste unifié de Catalogne (communiste). Ce dernier entre en conflit armé avec la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et le POUM. La présence du futur chef du PC hongrois, Gerö, qui représente le Komintern, ne va pas arranger les choses. La "guerre des barricades" durera plus de huit jours. On a prétendu que les troubles avaient été provoqués par des éléments franquistes infiltrés dans les rangs de la FAI, de la CNT (anarchiste) et du POUM. Ces rumeurs servent de prétexte aux communistes pour entreprendre une chasse aux sorcières trotskistes... » Quant au Service d'investigation militaire (SIM), « pris en main par les communistes », il « oublie parfois sa mission de contre-espionnage pour travailler selon les méthodes du N.K.V.D. ». Cette étrange similitude de méthodes fait d'ailleurs qu'« on lui impute de nombreux assassinats, dont celui de Nin, et de nombreuses tortures ». Bien entendu, le lecteur, supposé irrémédiablement taré, est censé conclure que de telles imputations sont loin d'être prouvées, comme il est loin d'être prouvé que *le Monde* est le journal le plus carrilliste d'Europe...

Heureusement pour notre belle civilisation, les atrocités de la guerre d'Espagne appartiennent au passé, et le temps de la réconciliation est venu : rendant compte des *Grandes Vacances*, film espagnol de fiction qu'il qualifie de « réplique romanesque mais véridique » du film français *le Chagrin et la Pitié*, Marcel Niedergang conclut, dans *le Monde* du 15 avril 1976 :

« Quarante ans après les *Grandes Vacances*, il est grand temps que les deux Espagne apprennent enfin à se voir telles qu'elles étaient. Banales et humaines malgré l'horreur et la haine... »

Ainsi, à peine la charogne du Caudillo commence-t-elle à se liquéfier, qu'au détour d'une quelconque critique cinématographique toutes les angoisses d'un journaliste, de ses employeurs, et plus généralement de tous ceux qui avaient de bonnes raisons de craindre la fin de la dictature franquiste, ressurgissent. Eh oui, Niedergang, il va falloir t'y faire : après l'Italie, c'est maintenant en Espagne qu'aucun envoyé spécial



ne pourra désormais prétendre impunément à la tranquillité ! [L]'état virtuel de rébellion » dans lequel étaient alors de nombreuses cités industrielles de Barcelone, ou le soulèvement de Vitoria, quelques semaines plus tôt, réplique véridique mais non romanesque de soulèvements passés, faisaient la preuve que la réconciliation si ardemment souhaitée de ces deux Espagne – également « banales et humaines » ! – ne serait pas aussi simple que toute la fausse naïveté des sous-idéologues du *Monde* et d'ailleurs voulait le laisser croire. « En fait, c'est aux quatre coins de la péninsule que des incidents plus ou moins sérieux éclatent chaque jour », note *le Monde* du 2 mars. Et Niedergang, qui trouve que la réconciliation, c'est-à-dire la remise en ordre démocratique de l'exploitation capitaliste du travail, n'intervient pas assez vite, s'impatiente : « Le temps presse..., écrit-il le 6 avril. Les conflits sociaux sont explosifs dans le textile et dans la métallurgie. Un nouveau "Vitoria" peut éclater à tout moment dans l'une des immenses banlieues ouvrières : Tarrassa, Sabadell, Badalona, Baix, Llobregat, Cornella... » Ce retour fort opportun de la lutte des classes en Espagne compromettrait le désir avoué de tous les défenseurs du vieux monde, qui n'est rien de moins que la poursuite de la contre-révolution franquiste sous une forme démocratique plus « européenne » :

« Le gouvernement a cependant choisi : l'intérêt politique, c'est-à-dire l'intérêt général, doit dicter les solutions, et cet intérêt veut que l'Espagne, pièce manquante de l'Europe particulièrement nécessaire à l'équilibre nord-sud de la Communauté, équilibre auquel la France est très attachée, y trouve sa place.

« La seule condition préalable est elle aussi politique : c'est que le processus de libéralisation et même de libération amorcé, et en tout cas visiblement voulu par le roi, soit conduit jusqu'au bout et que l'Espagne de demain soit une démocratie européenne comme les autres. » (*Le Monde*, éditorial du 30 octobre 1976).

« L'une des conditions de la restauration démocratique est en tout cas une réconciliation réelle entre les deux Espagne. Malgré les contradictions et les hésitations du gouvernement, ses velléités et ses retours en arrière, il est clair que la société espagnole prend résolution dans cette direction. » (*Le Monde*, 1^{er} juillet 1976.)

Pour leur part, les journalistes du *Monde* poussent aussi très fort, et dans toutes les directions. Ils vont se relayer pour saluer avec un même enthousiasme tous ceux qui, de Juan Carlos au P.C.E., se donnent pour tâche primordiale la reconversion de la machine d'Etat franquiste :

« Prince choisi par Franco pour être un jour roi d'Espagne, Juan Carlos ne s'est pas imposé avec facilité. Manifestement mal à l'aise dans ce rôle ardu d'héritier proclamé du régime, attentif à ne pas commettre de faux pas, il a été longtemps épié, brocardé. Installé enfin, en novembre 1975, dans le personnage d'un roi dont on attend qu'il règne et ne gouverne pas, il a laissé éclater sa vraie nature : une simplicité bourbonnienne, un tempérament de militaire, une cordialité réelle, la conscience d'être appelé depuis toujours à un destin exceptionnel, la volonté d'affermir une monarchie dont il sait les avatars historiques et reconnaît les faiblesses. (...)

Jeune, sympathique, sportif, chef d'une famille type des nouvelles classes moyennes installées dans la société de consommation, Juan Carlos a conquis en peu de temps une réelle popularité. » (*Le Monde*, 28 octobre 1976.)

« Un mois seulement après la sortie de prison de son secrétaire général, M. Carrillo, le P.C.E. se trouve déjà de facto sur la même ligne que les autres formations modérées de l'opposition qui entretiennent de très bonnes relations avec le gouvernement. Deux facteurs ont contribué à cette évolution : la reconnaissance implicite par les dirigeants, et aussi par une large partie de



« Dans un régime qui meurt, l'ordre apparent fait illusion sur toutes les forces en conflit, et les maintient en équilibre. Ceux qui règnent sont tentés de tout sacrifier à une illusion si nécessaire. Les couleurs du tableau sont déjà toutes brouillées, la toile est pleine de trous, qu'on admire encore la peinture : c'est la vertu du cadre, toujours remis à neuf ; et l'or des moulures, au besoin, on le double de fer. Les révolutions que l'on prévoit de plus loin, se font en un jour ; et la veille encore, il semble plus impossible de les faire. Une apparence d'ordre doit toujours être plus stricte que l'ordre même. Jamais l'ordre ne règne si absolument dans les lois qu'au moment où les mœurs vont s'y soustraire. Quand l'édifice paraît dressé pour toujours sur des assises immuables, il va sauter en l'air par l'effet d'une seule mine. »
A. Suarès, Voici l'homme, 1948.

l'opinion, que le P.C.E. appartient décidément aux formations qui souhaitent l'instauration d'une véritable démocratie en Espagne ; la manière digne et disciplinée dont le P.C.E. a réagi à l'assassinat, la semaine dernière, de plusieurs avocats, membres du parti. Détail révélateur : le comité central du P.C.E. a fait publier dimanche dans la presse des placards de condoléances pour les policiers et le garde civil assassinés. » (*Le Monde*, 1^{er} février 1977.)

Juan Carlos se déplacera-t-il en province ? L'accueil sera toujours « chaleureux », et voici tout l'art de le décrire :

« Le roi Juan Carlos effectue, quant à lui, son second voyage en province. Il a choisi l'Andalousie, avec Séville pour première étape d'une visite qui doit durer une semaine. L'accueil qui lui a été réservé dans cette province, la plus pauvre de l'Espagne (40 % des chômeurs espagnols en sont originaires), a été chaleureux. Toutefois, la police avait dû disperser, en tirant des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes, dix mille manifestants qui s'étaient rassemblés dimanche dans les rues de Séville pour réclamer l'amnistie des prisonniers politiques. » (*Le Monde*, 31 mars 1976.)

C'est à la sobriété de ce « toutefois » pour introduire le matraquage de milliers de manifestants qu'on peut mesurer non pas tant la chaleur réelle de l'accueil que le degré quotidien de crapulerie policière auquel accèdent sans effort les journalistes les plus doués.

Leur objectera-t-on qu'Adolfo Suarez était ministre secrétaire général du Mouvement dans un précédent gouvernement ? Qu'à cela ne tienne : « M. Suarez n'est pas à proprement parler un "phalangiste", si tant est que cette qualification ait encore un sens dans l'Espagne d'aujourd'hui », assure l'un d'entre eux (*le Monde*, 6 juillet 1976). Un autre, envoyé spécial à Madrid, s'il déplore de ne pas voir s'incarner en Suarez « le président à la fois souple, froid et autoritaire, dont l'Espagne a besoin », estime toutefois qu'il « se définit plus volontiers par la technique et l'efficacité que par les préjugés idéologiques » ; et que « sa jeunesse le servira », car, fait-il valoir non sans finesse, « M. Suarez, c'est important, n'avait que trois ans quand commença la guerre civile » (*le Monde*, *ibid.*). On pourrait ajouter que si Suarez avait trois ans au début de la guerre civile, il en avait donc trente-cinq lorsque l'amiral Carrero Blanco le fit gouverneur de la province de Ségovie, et quarante-deux lorsque son ami phalangiste Fernando Herrero Tejedor le nomma vice-secrétaire du Mouvement. Mais quel qu'ait pu être son passé de loyal serviteur de l'Etat franquiste, « les propositions de M. Adolfo

Suarez sont d'une inspiration incontestablement démocratique, écrit *le Monde* du 12 septembre 1976. Les réformes constitutionnelles dont l'Espagne a besoin pour en finir avec le franquisme seront votées par un "congrès de députés" élu, avant juin 1977, au suffrage universel, libre et secret. On ne peut imaginer manière plus nette de "donner la parole au peuple" ».

Le ministre de l'Intérieur Fraga Iribarne ? « C'est un intellectuel libéral », affirme *le Monde* (4 mai 1976). Mieux : deux jours après que les forces de police ont ouvert le feu sur les ouvriers de Vitoria, tuant plusieurs d'entre eux, Marcel Niedergang trouve Fraga Iribarne « dynamique, entreprenant », et se félicite qu'il veuille « réussir le passage pacifique à la démocratie » (*le Monde*, 5 mars 1976). Il n'y a d'ailleurs qu'un intellectuel libéral et responsable des libertés publiques pour déclarer :

« Rappelez-vous que l'ensemble des détenus ne représente que neuf mille personnes sur une population de trente-cinq millions. En 1936, avant la guerre civile, il y avait trente-cinq mille personnes en prison alors que le pays comptait seulement vingt-huit millions d'habitants. Il est important de faire la comparaison. » (« Rencontre avec le ministre espagnol de l'Intérieur », *le Monde*, 4 mai 1976.)

Il n'est pas jusqu'à l'ignoble Duverger, particulièrement qualifié pour parler démocratie, qui ne veuille mêler sa voix à ce louangeur concert. Evoquant la démocratisation du franquisme, le vieil humaniste hitlérophile ne se sent plus : « Juan Carlos a remarquablement conduit cette entreprise extraordinaire », lâche-t-il le 27 novembre 1976.

Cependant, en fin connaisseur des problèmes d'ordre intérieur qui se posent de façon impérieuse à tout Etat moderne, *le Monde*, soucieux de redonner aux ouvriers les états-majors bureaucratiques qui leur avaient si bien réussi en 1937, affiche dès 1976 une tendresse toute particulière pour le P.C.E. (officiellement encore clandestin) et les centrales syndicales stalinienne et socialiste sans lesquelles l'indispensable contrôle de la classe ouvrière ne saurait être assuré avec l'efficacité requise :

« L'un des éléments qui ont fait dégénérer la situation à Vitoria est, certainement, l'obstination des patrons à ne vouloir traiter qu'avec l'organisation syndicale officielle, dont la représentativité est pratiquement nulle », note J.-A. Novais le 5 mars 1976.

Et *le Monde* ne peut songer sans effroi aux risques qu'entraînerait l'entêtement du gouvernement espagnol à ne pas vouloir reconnaître les centrales bureaucratiques :

« A Vitoria comme à Pampelune, où la classe ouvrière est de formation récente, les dirigeants des commissions ouvrières, solides, prudents, revendicatifs mais hostiles à toute aventure, découvrent un prolétariat disponible, agressif, impatient, réceptif aux slogans et aux appels d'organisations minoritaires, plus "révolutionnaires", moins soucieuses de temporiser. » (Marcel Niedergang, 6 mars 1976.)

Quelques mois encore, et c'est pire. Cette fois, *le Monde* se demande très sérieusement, et il a sans nul doute d'excellentes raisons de le faire, si, au-delà de cette classe ouvrière « de formation récente », ce ne serait pas l'ensemble des prolétaires espagnols qui souhaiteraient en finir avec le travail salarié et l'Etat. Devant la multiplication des conflits, au travers desquels les travailleurs cherchent les moyens de renforcer leur action révolutionnaire, *le Monde* — très discret sur ces conflits, ce qui lui vaut quelques désagréments à Paris — s'efforce modestement de trouver ceux qui rendraient celle-ci impossible :

« Les grandes manifestations de rue de février à Barcelone ont montré que l'aspiration à "autre chose" n'était pas le fait de minorités ou de groupuscules "téléguisés de l'étranger". Les émeutes du 3 mars à Vitoria ont brutalement mis en évidence la nécessité d'une réforme radicale des relations dans le monde du travail. Sans réforme syndicale réelle, débouchant sur le droit d'expression des syndicats démocratiques et non pas sur un replâtrage au goût du jour du "verticalisme" officiel, le train de réformes institutionnelles et politiques, déjà sévèrement contesté par la droite franquiste, n'aura guère de sens. Peut-on à la fois autoriser les "associations politiques" dans l'espoir qu'un grand parti socialiste modéré servira de "garde-fou" à un parti communiste auquel on refuse *a priori* "le droit à l'évolution", et dénier aux organisations ouvrières semi-clandestines se réclamant du socialisme le "droit d'association" ? » (*Le Monde*, 2 juillet 1976.)

La légalisation tant souhaitée étant intervenue, c'est du délire :

« Paradoxalement, les intérêts de MM. Suarez et Carrillo concordent dans l'immédiat. Pourquoi l'intelligence politique d'un libéral issu du sérail franquiste n'aboutirait-elle pas aux mêmes conclusions que la dialectique marxiste d'un dirigeant qui a pu méditer — pendant près de quarante ans — les dures leçons de l'exil ? » (*Le Monde*, 1^{er} janvier 1977.)

Oui, pourquoi ? *Le Monde*, qui feint de se poser la question, sait pertinemment qu'un bureaucrate et un monarque libéral pourront toujours

s'entendre sur l'essentiel : le partage des tâches dans l'organisation de la survie de ceux dont ils se sont assuré le contrôle. Le chancelier Helmut Schmidt ne s'y était pas trompé : « Si j'étais Espagnol, je souhaiterais que les communistes se présentent aux élections de ce pays, ne serait-ce que pour que leur importance soit publiquement révélée », déclarait-il le 7 janvier, au retour d'un séjour en Espagne. Après tout, cette concordance d'intérêts n'est pas plus extraordinaire que celle qui unit par exemple, dans tous les Etats, le psychiatre et le journaliste, le flic et le professeur ou le sociologue et le curé. La matraque de Fauvet vaut bien les électrodes de Ferdière :

« Il n'y a de pacte social possible que si l'opinion ressent que le poids des sacrifices demandés est à peu près équitablement respecté. "La classe sociale dominante devra faire des concessions", souligne devant nous — un jeune économiste proche du P.C., en ajoutant tout de suite que "le programme de l'opposition n'a rien de maximaliste". Elle demandera une revalorisation du salaire minimum et une meilleure indemnisation des chômeurs : "En juin, seulement deux cent cinquante mille chômeurs, soit à peine un tiers du total, touchaient quelque chose", fait valoir notre interlocuteur. La gauche réclamera encore au moins une amorce de réforme fiscale, ainsi qu'un meilleur contrôle des dépenses de la sécurité sociale et, de façon plus générale, des dépenses publiques. Les technocrates qui entourent M. Suarez ne font aucune objection de principe à de telles requêtes. » (Philippe Lemaître, « L'Espagne estime urgent d'attendre », *le Monde*, 15 février 1977.)

« Peut-être M. Santiago Carrillo, qui n'a pas abandonné l'idée d'un "gouvernement de coalition nationale", cherche-t-il à forcer le destin en parlant d'un "programme commun" (au pouvoir et à l'opposition). Toutes les parties n'en ont pas moins de bonnes raisons de se féliciter de ce que la presse espagnole qualifie déjà d'"accord de salut public". » (*Le Monde*, éditorial du 11 octobre 1977.)

De concordance d'intérêts en accord de salut public, le monarque libéral et le bureaucrate stalinien vont bientôt sceller leur entente dans le pacte de la Moncloa :

« Deuxième phase des négociations, le jeudi 13 octobre, entre le gouvernement Suarez et l'opposition espagnole : cette fois les chefs des partis et le premier ministre ont discuté politique. Lorsque les conversations seront terminées (elles se poursuivront la semaine prochaine), on saura si l'Espagne aura, elle aussi, son "compromis historique".

*« Du pétrole qui brûla tant de prêtres
et de laïcs, tant de cités et tant
de livres, du cuivre
dont les hordes miliciennes des mâles
et des femelles rouges fusillèrent
le monument du Sacré-Cœur,
au Cerro de Los Angeles,
de la dynamite - ô Nobel ! -
dont les immondes
mineurs asturiens firent sauter
dans les étoiles tant de couvents,
et de trésors, et d'arches d'alliance sublimes,
du caveau violé et souillé
des Carmélites de Barcelone,
de ce bûcher de haine et d'imposture,
sortiront les Destins,
terribles aux malfaiteurs
vaincus et jugulés,
agréables et réconfortants aux justiciers
de la Patrie espagnole. »
Pierre Pascal, la Phalange, 15 février 1938.*



» Le plat de résistance des conversations en cours est constitué par le plan d'urgence économique, que des commissions spécialisées, formées par le gouvernement et les principaux partis, ont commencé jeudi à étudier dans le détail. On attendait les réactions des syndicats et du patronat. Elles ont été diverses. Les commissions ouvrières (centrale communiste) ont donné un accord de principe. Cette approbation paraît confirmer le fait que le secrétaire général du P.C.E., M. Santiago Carrillo, est l'un des inspirateurs de l'initiative gouvernementale. En revanche, l'Union générale du travail (socialiste) exprime les mêmes réticences que M. Felipe Gonzalez devant les mesures de limitation des hausses de salaires envisagées. » (*Le Monde*, 15 octobre 1977.)

« Les arrière-pensées ne sont pas absentes de ces diverses prises de position. Le gouvernement a élaboré un projet d'action syndicale dans l'entreprise plus favorable aux thèses des commissions ouvrières, la centrale communiste, qu'à celles du syndicat socialiste. Les socialistes souhaitent consacrer la primauté de la section syndicale de préférence au comité d'entreprise, dans les négociations de salaires. Ils souhaitent aussi un mode d'élections syndicales qui permette à chaque centrale de connaître sa représentativité. Le gouvernement a préféré la formule du régime d'assemblée proposée par les commissions ouvrières, qui y voient de nombreux avantages, et ce choix a sans doute pesé au moment où la centrale communiste a dû se prononcer sur le plan d'austérité proposé par la Moncloa. Jusqu'ici elle a été pratiquement la seule à dire oui. » (*Le Monde*, 20 octobre 1977.)

« La première partie du pacte de la Moncloa est signée. Une trentaine de représentants du gouvernement et des partis politiques se sont assis, mardi 25 octobre, autour de la table du conseil des ministres, pour parapher un programme commun d'assainissement et de réforme économique qui liera les différents partenaires pendant près de deux ans. (...)

» Les communistes ne sont pas les moins satisfaits. M. Santiago Carrillo se défend d'avoir inspiré l'idée de ce "compromis historique" à l'espagnole. Nul ne doute, pourtant, qu'il en ait été l'un des principaux auteurs.

» Dans les circonstances exceptionnelles que connaît l'Espagne, le pacte apparaît comme la meilleure réponse possible – du moins à court terme – aux nombreux problèmes à résoudre. La gauche a un motif supplémentaire de se réjouir : elle infléchit nettement en sa faveur la politique d'un gouvernement qualifié à l'origine de centre droit, bien que son chef ait affirmé avant de le former qu'il serait orienté au centre gauche. » (*Le Monde*, 27 octobre 1977.)

Et les commentateurs du *Monde* rejoignent le porte-parole du P.C.E. dans la condamnation sévère de tout ce qui pourrait compromettre la réorganisation tranquille, sur des bases stalinomonarchiques, de l'exploitation salariale :

« Les commissions ouvrières, proches du parti communiste espagnol, ont publié, lundi, à Madrid, une déclaration dans laquelle, tout en critiquant "l'action des forces de l'ordre du Pays basque, qui contribue à créer un climat de violence", elles indiquent qu'elles n'appelleront à aucune grève nationale de solidarité avec les travailleurs basques. "afin de ne pas aggraver encore la situation en Espagne" et "pour que les élections se déroulent le plus librement possible et dans un climat de paix". Trente mille ouvriers ont cependant observé lundi des arrêts de travail dans diverses entreprises de la banlieue industrielle de la capitale espagnole en signe de solidarité avec les Basques. » (*Le Monde*, 18 mai 1977.)

« C'est bien l'indépendance qu'ils veulent, et leur crime du 8 octobre est bien un défi à l'unité de l'Espagne.

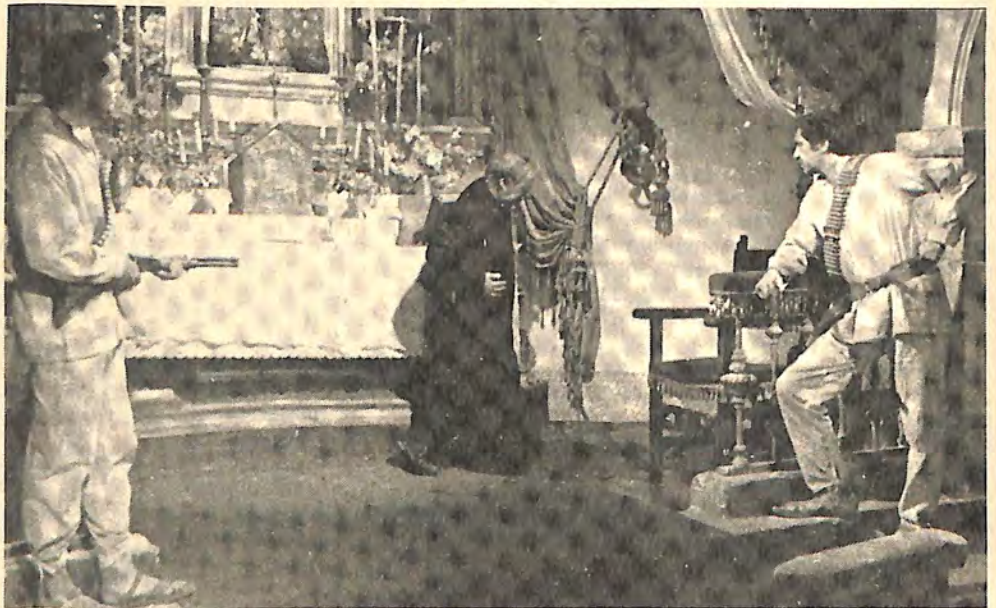
» La revendication nationaliste n'est pas de

celles qu'on peut écarter à la légère. Mais rarement a-t-on vu une organisation "révolutionnaire de libération" coupée à ce point des réalités.

Après les élections législatives du 15 juin, et alors que le Conseil de l'Europe s'apprête – sans doute cette semaine – à admettre l'Espagne en son sein, comment dénier, comme le fait l'ETA, "un quelconque caractère démocratique au nouveau régime" ? Et quel insupportable mépris dans cette disqualification des manifestations de masse, présentées comme "autant de défilés d'agneaux sous la houlette du berger et sous la garde de ses chiens".

» L'attentat de Guernica a eu pour premier effet de resserrer les rangs à Madrid. Tous les participants à la réunion de la Moncloa se sont, d'abord, entendus sur l'urgente nécessité de mettre au point une nouvelle législation contre le terrorisme. Mais on peut aussi penser que l'accord sur le "plan économique" n'aurait pas été aussi facile s'il n'y avait cette ambiance de "déstabilisation" que les extrémistes de tous bords cherchent à imposer à l'Espagne. » (*Le Monde*, éditorial du 11 octobre 1977.)

Mais quelques jours plus tard, les ouvriers espagnols s'opposent dans la rue aux mensonges soutenus solidairement par l'éditorialiste du



Monde et les participants à la réunion de la Moncloa, et cela contre les « organisateurs » mêmes de la manifestation :

« Près de cent mille personnes ont manifesté vendredi 4 novembre, à Barcelone, aux cris de "A bas le pacte de la Moncloa !" et "Vive la classe laborieuse !". La manifestation, qui s'est déroulée dans le centre-ville, avait été organisée par les principales centrales syndicales, dont les commissions ouvrières qui ont approuvé le pacte de la Moncloa, et la centrale pro-socialiste U.G.T. Les anarchistes de la C.N.T., également présents, ont tenté de provoquer des incidents. (A.F.P.) » (*Le Monde*, 6-7 novembre 1977.)

Cette dernière phrase du journaliste de l'A.F.P. mérite quelque attention, car elle est assez représentative de l'attitude généralement adoptée par l'ensemble de la presse française à l'égard de la C.N.T. Il suffit de rappeler quel sort a été réservé par les médias au meeting de San Sebastian de Los Reyes, qui réunit non sans risques, le 27 mars 1977, quelque 50 000 libertaires : il n'a donné lieu, une semaine plus tard, qu'à six lignes de compte rendu dans *le Monde*, et n'a pas suscité davantage d'échos ailleurs. A la même époque, en revanche, un événement aussi bouleversant qu'un meeting du P.S.O.E. était, le lendemain même, l'objet de commentaires prolixes et complaisants. Notre propos n'est

pas ici de juger des mérites et des carences passés et présents de la C.N.T., mais de constater que tout ce qu'il y a de symboliquement subversif dans le sigle de cette organisation – pour ne rien dire de la F.A.I. ! – provoque inmanquablement, en toute circonstance, une intervention policière en milieu journalistique : cette réaction se traduit soit par le silence de la presse, soit par la mise en circulation des « informations » les plus saugrenues, qu'il suffira de démentir un peu plus tard, lorsqu'elles seront censées avoir produit leur effet, par un de ces « rectificatifs » pitoyables dont *le Monde* détient le secret :

« Des militants anarchistes nous signalent contrairement à nos informations parues dans *le Monde* du 13 janvier, la C.N.T. (Confédération nationale des travailleurs, anarchiste) refuse de participer aux élections syndicales qui ont lieu en ce moment en Espagne. La C.N.T. préconise le boycottage "dans la logique de sa prise de position contre le pacte de la Moncloa". » (*Le Monde*, 19 janvier 1978.)

En revanche, quand il s'agit de relancer le pacte de la Moncloa, *le Monde*, toujours prêt à encourager ceux qui désirent « assainir et démocratiser la vie économique du pays », n'est pas le dernier à pousser la roue. Avec quelle complaisance il donne la parole à toutes les variétés de

cette époque. *Le Monde* ne saurait donc hésiter à apporter sa bénédiction à la journée nationale contre le terrorisme du 10 novembre 1978, organisée par « la quasi-totalité des partis politiques et des syndicats » :

« Cette quasi-unanimité indique, s'il en était besoin, que le terrorisme est devenu la première préoccupation des milieux politiques, avant le chômage, qui touche pourtant 7 % de la population active. (...)

» Le terrorisme a progressé d'une manière inquiétante et donné des arguments à l'extrême droite, qui a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes à Madrid le 3 novembre pour sa plus importante manifestation de masse depuis la mort du Caudillo. » (*Le Monde*, éditorial du 10 novembre 1978.)

Devant une telle menace, qu'importe si les principes démocratiques chers au *Monde* sont quelque peu malmenés par la loi antiterroriste du 9 novembre ! D'ailleurs, le réalisme dont ce journal ne se départit jamais l'amène aussitôt à reconnaître que certaines des dispositions de cette loi, qui donnent tout pouvoir de détention à la police sans contrôle judiciaire, « sont déjà en fait appliquées au Pays basque »...

On ne saurait conclure équitablement sans faire un sort particulier à une gamme d'articles



bureaucrates, des staliniens à l'UGT, comme aux représentants les plus éclairés du patronat ! La « transition » est menacée, mais toutes les forces de répression et d'aliénation sont heureusement disposées à collaborer, pour la plus grande gloire du capital :

« L'entente patrons-syndicats a de bonnes chances de se faire. Les commissions ouvrières et l'U.G.T. sont disposées à accepter, pour la deuxième année consécutive, une certaine stabilisation des salaires nécessaire à la relance de l'investissement. Elles admettent, avec la Confédération patronale, que l'absentéisme et l'indiscipline se sont aggravés dans les centres de travail et que des contrôles sont indispensables pour améliorer la productivité, "inférieure de 30 % à la productivité américaine", selon la C.E.O.E. (le syndicat patronal). (...)

» Nous savons que nous ne pouvons pas être irresponsables, dit, de son côté, M. Joaquin Almona, de l'U.G.T. Nos adhérents sont plus mûrs qu'il y a un an. Nous autres, Espagnols, nous sommes finalement des modérés. » (Charles Vanhecke, 17-18 septembre 1978.)

Malgré cette modération, l'ordre ne règne pas dans la rue, où les policiers trouvent parfois une mort prématurée : Fraga Iribarne, comparant la situation actuelle à celle de 1936, constate que la mortalité policière est en hausse par rapport à

sur l'Espagne, assez fréquents aux périodes de pointe de l'aliénation touristique, où l'on entretient le lecteur des charmes du pays et de ses indigènes dans un style qu'on aurait tort de croire révolu – mais combien de lecteurs, informés par les publicités du *Monde*, ont investi dans le béton hispanique à la bonne époque ? – et où le sordide le dispute au pittoresque le plus éculé :

« Histoire tourmentée, et souvent sanglante, dont on hésitera peut-être à dire que la dernière page est tournée, et qui contraste étrangement, en tout cas, avec la calme beauté d'une province de lumière et de musique, aux hommes têtus et hospitaliers. Y trouvera-t-on une raison supplémentaire de voir dans le Pays basque, sur la route du grand Sud, comme une émouvante Irlande au soleil ? » (*Le Monde*, 27-28 juin 1976.)

« "Adios", "Por Dios" ! Même s'il n'existe pas, Dieu, nous l'avons inventé : tant pis pour nous ! Il faut le prendre en charge, ou essayer de lui ressembler ! Paradoxe fatal : c'est, parmi les peuples les plus négateurs de la Terre, celui qui prononce le plus souvent son nom ! Parce que l'Espagnol est un mystique à l'état pur, un mystique migrateur qui, pour un oui, pour un non, s'embarque, quitte son pays pour mieux en parler, pour mieux l'aimer encore quand il est "ailleurs". "Ailleurs", cette non-Espagne, cette absence de sol et de chaleur, cette absence de lu-

mière, de *toros*, cette absence d'amour et de cruauté confondues qui font que l'homme, quand il les vit, ressemble un peu mieux aux dieux qu'il s'est créés. » (*Le Monde*, 28-29 novembre 1976.)

« Le réseau des *hôtels-paradores*, administrés directement par le ministère de l'Information et du Tourisme, est sans aucun doute une réussite exceptionnelle.

« On ne trouve pas l'équivalent dans le monde. Les Péruviens ont un projet, encore modeste, de parador près de Cuzco. L'idée fait son chemin à Porto-Rico. Les *pousadas* portugaises ont de l'ambition, justifiée. (...) Seuls les Espagnols ont jusqu'à présent développé systématiquement cette utilisation des belles demeures du passé en hôtels à la fois confortables et raffinés. Pas une seule faute de goût, (...) le respect rigoureux des traditions locales, enfin des tarifs sensiblement inférieurs à ceux des hôtels de catégorie semblable. Le général de Gaulle, séduit, avait dépêché en Espagne une mission spéciale afin d'étudier l'expérience des *paradores* pour l'adapter en France. Le projet, semble-t-il, a tourné court. » (*Le Monde*, 27-28 juin 1976.)

C'est que, pour *le Monde*, les millions de touristes qui ont traîné, depuis près de trente ans,

leur misère sur les plages espagnoles ont bien mérité de la civilisation, car ils ont, par leur apport économique, permis à l'Espagne de faire enfin son entrée dans le groupe des nations à visage humain. L'argent des pauvres s'est transmuté en cette liberté des pauvres qu'est la démocratie :

« Tous ceux qui ont connu l'Espagne franquiste ne peuvent manquer d'être impressionnés par les profonds changements intervenus au cours des deux dernières années. Tout en se félicitant, pour l'essentiel, de ce nouveau climat, les Espagnols s'étonnent parfois. Les plus optimistes d'entre eux pouvaient difficilement imaginer, en novembre 1975, à la mort de Franco, que l'Espagne serait avant la fin de 1978 une monarchie parlementaire analogue à celle de la Grande-Bretagne, de la Suède ou de la Belgique. (...)

» Le développement économique de l'Espagne depuis un quart de siècle est évidemment à la base de cette évolution originale. Un tourisme de masse forcené a défiguré quelques-uns des plus beaux paysages côtiers de la péninsule, mais il a contribué au "boom" des années 1960. En 1950, sous-développée, semi-agricole et obsédée par les souvenirs de la guerre civile, l'Espagne est aujourd'hui la dixième puissance industrielle du monde.

« La patience populaire, le bon sens de presque tous, l'action résolue et intelligente des nouvelles générations, rejetant la fatalité du dialogue de sourds entre vainqueurs et vaincus, ont fait le reste. » (Marcel Niedergang, 28 juin 1978.)

« Pour la deuxième année consécutive, l'Espagne s'appête à battre tous ses records d'affluence touristique. Que ce boom coïncide avec la démocratisation du pays n'est peut-être pas tout à fait un hasard. » (*Le Monde*, 17 juin 1978.)

Cette dernière réflexion, dont la profondeur et la concision devraient séduire les plus exigeants, est tirée de la présentation d'une interview, par Charles Vanhecke, du secrétaire d'Etat espagnol au Tourisme. Que ce « hasard » béni ait donc bien fait les choses – y compris, très prosaïquement, pour le budget publicitaire du *Monde* – qui pourrait en douter ? Et qu'un support idéologique de la démocratie aussi renommé puisse être en même temps une marchandise éminemment *vendable* sur un tel marché, qui pourrait encore s'en étonner ? La cohésion du vieux monde à ses exigences, auxquelles les plus belles âmes doivent savoir sacrifier.

Quand la nature déborde, le pouvoir de ses éléments s'abat sur la terre.
Le feu, l'eau et le vent, constituent aussi autant de sources d'énergie.
Mais l'homme, recherche et lutte en groupe pour dominer les éléments.
Et quand il y est parvenu, la cataracte se transforme en source, le feu en chaleur et l'ouragan en brise.

Roca

- Chaudières en fonte, boilers, radiateurs en fonte et en acier, robinets de réglage, Accessoires.
- Baignoires en fonte, Lavabos, bidets, cuvettes, WC et éviers en porcelaine vitrifiée, Accessoires, Robinetterie.
- Appareils autonomes de climatisation, Générateurs d'eau glacée, Tours de refroidissement, Ventilateurs, Batteries interchangeables, Grilles et diffuseurs, Climatiseurs, Accessoires.

Roca

la nature au service de l'homme



Roca Avda. Generalísimo Franco, 513 Telex 52832 CRICE/E
Barcelona-15 - ESPAGNE
Usines à GAWA, VILADECANS, SABADELL,
ALCALÁ DE HENARES et ALCALÁ DE GUADAIRA

Le Monde diplomatique, août 1977

**DES PROGRES
DE L'ACTION DIRECTE**



**ET DE L'ELIMINATION
DE QUELQUES NUISANCES**

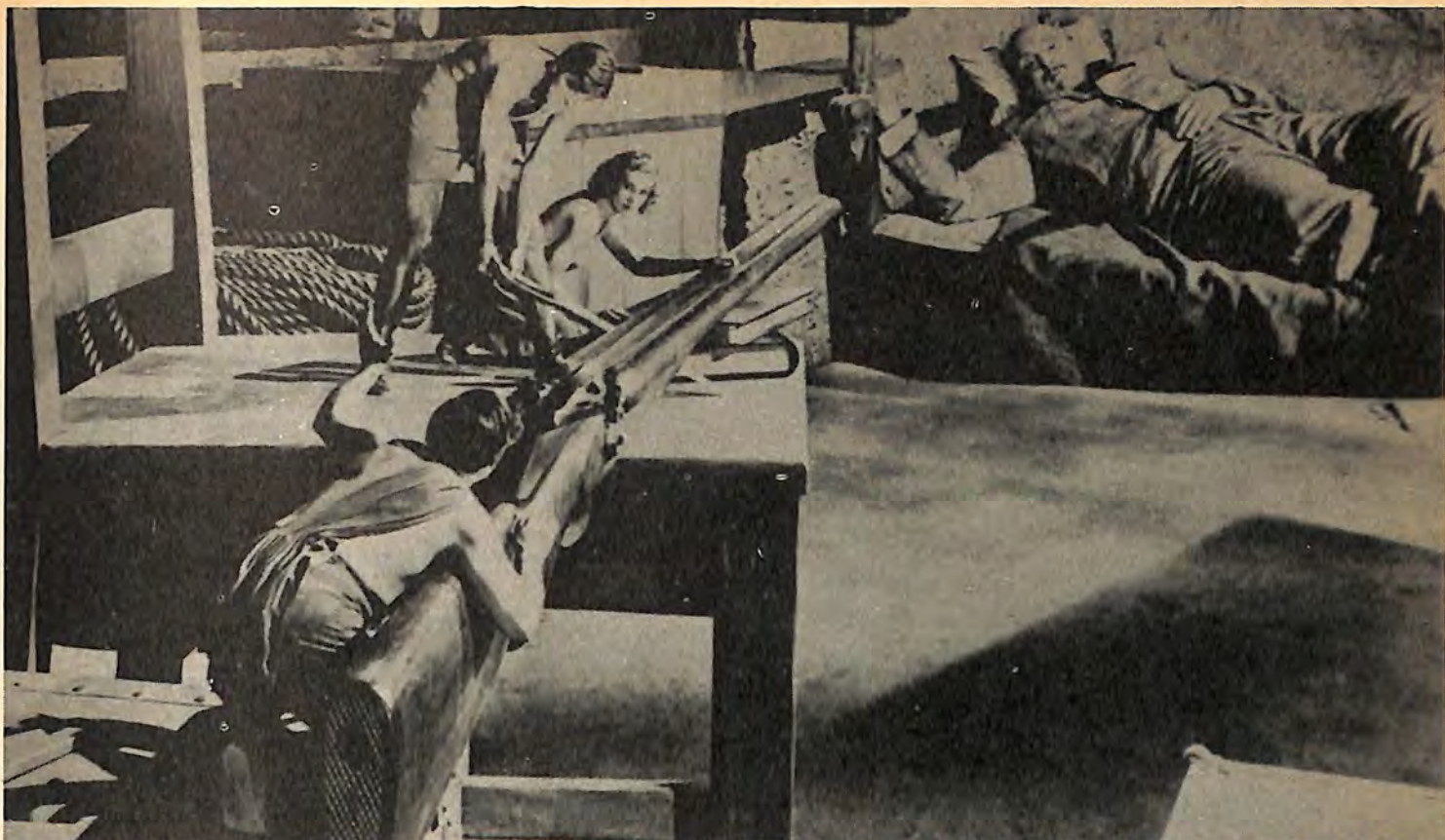
En l'espace de quelques années, l'Etat a fait successivement, et de manière irréfutable, la preuve de sa *fragilité*, révélée par le déséquilibre du système économique, lié à l'apparition, de plus en plus fréquente, de revendications ouvrières formulées en dehors du système de régulation traditionnel des syndicats ; de son *incompétence*, notamment dans le domaine technico-scientifique, dénoncée par la production massive d'une infinité de pollutions devant lesquelles il se montre chaque jour plus désarmé ; enfin, de son *impuissance* à maîtriser le fonctionnement du système capitaliste, devenue patente maintenant que la récession ne lui permet plus de se présenter comme le garant de cette abondance marchande dont il prétendait naguère tirer éternellement la justification de son pouvoir : « L'Etat ne plane plus au-dessus de la société, il participe de ses soubresauts et de ses transformations, et il ne peut rester vraiment un Etat "social" (tourné vers l'extension des consommations collectives) quand le produit à partager stagne, voire régresse dans certaines circonstances. (...) L'Etat-providence devient ainsi un Etat avare, surtout soucieux de limiter ses responsabilités d'assureur social (santé, retraite, chômage) devenues considérables, soucieux aussi de refouler les demandes venues des couches les moins favorisées de la population. » (*Le Monde diplomatique*, mars 1979.) Et à peine ses pauvres séductions sont-elles épuisées que l'Etat, réduit à sa *réalité*, suscite un même refus dans tous les secteurs de la vie sociale : « Les crises sociales qui secouent l'Europe occidentale et l'ensemble des démocraties prennent en Angleterre un relief saisissant. Dans la vie quotidienne, d'abord : des familles ont dû enterrer elles-mêmes leurs morts, en raison de la grève du personnel spécialisé ; d'autres, privées d'eau, ont été contraintes, en plein hiver, de faire fondre de la neige pour préparer le thé ; récemment, aussi, des rats ont envahi certaines rues de Londres parce que les éboueurs avaient trop longtemps cessé le travail. » (*Le Monde*, 6 mars 1979.)

Dès lors, l'inquiétude ne cesse de ronger le cœur de cette société. Le bétail salarié manifeste-t-il quelques réticences à être conduit à l'abattoir sans même bénéficier des ménagements jugés jusque-là nécessaires, pour une saine gestion, par

les bureaucrates qui veillent sur sa survie ? Aussitôt, les spécialistes du conditionnement s'interrogent et cherchent à comprendre : y aurait-il encore, dans le cadavre du prolétariat, un semblant de vie ? Il faudrait alors s'attendre au pire : « La gravité de cette renaissance de groupuscules anarchistes ne doit pas être sous-estimée. Mais les cheveux longs, la difficile digestion de théories qualifiées d' "intellectuelles", le refus de la civilisation du rendement et de la consommation... toutes ces explications avancées doctoralement pour démontrer qu'on assiste là au mal périodique – mais passager – d'une certaine jeunesse ne sont plus suffisantes. » C'est en ces termes qu'un journaliste (Jean-Pierre Dumont, *le Monde* du 14 février 1979) faisait part de ses inquiétudes au moment même où la situation, qui n'avait pourtant rien d'insurrectionnel, incitait le premier ministre français à rappeler élogieusement le « rôle naturel » – c'est-à-dire contre-révolutionnaire – des syndicats ; et ceux-ci n'avaient certes pas besoin d'un encouragement venu d'aussi haut pour recourir à leur arsenal traditionnel, du productivisme forcené au dégueulis germanophobe, afin de détourner la colère des sidérurgistes sur des voies sans issue. N'est-il pas édifiant que ceux-là mêmes dont le « rôle naturel » est de justifier un *ordre établi idéal*, cet ordre à l'avènement duquel ils incitent à œuvrer les dirigeants et les hommes d'Etat les plus lucides, en arrivent à se poser de telles questions ? C'est qu'ils constatent que « derrière l'apparente passivité du monde ouvrier, le dégoût, l'accablement s'amplifient, pour laisser place à une sourde rancœur, que la moindre étincelle peut transformer en violence ». Que la passivité ne soit plus qu'*apparente*, dans une société qui ne sait plus compter qu'avec les apparences, voilà qui est bien de nature à angoisser les manipulateurs de l'opinion les plus expérimentés.

Pourtant, les avertissements n'ont pas manqué, cependant que les signes de décomposition se multipliaient. Un peu partout dans le monde, depuis quelques années, des minorités actives ont poussé très loin le refus de cette société, mais aussi de celle que voudraient lui substituer ses contestataires officiels. On trouve d'assez beaux exemples de ces efforts dans les émeutes de Rome, en mars 1977, où des dizaines de mil-





liers d'« étudiants » attaquèrent les édifices publics après qu'un des leurs eut été tué par la police ; ou encore dans l'intervention des ouvriers de la FIAT, à Turin, en juin 1977, contre le siège de leur entreprise, au cours de laquelle furent systématiquement détruits les locaux et les échantillons de la production automobile de la firme. On peut en dire autant d'initiatives comme celle de la population de Saint-Chamond, qui, en décembre 1978, après que des ouvriers eurent été chassés par la police de l'usine qu'ils occupaient, par des vigiles masqués et accompagnés de chiens, entreprit d'en finir avec cette pauvre vermine, pur symbole de la France giscardienne, qui ne dut son salut qu'à l'intervention de ceux dont elle assumait la fonction sans en porter l'uniforme. Ou encore de l'action déterminée des ouvriers de Longwy, qui, en janvier 1979, passèrent outre aux larmoiements des bureaucrates après une intervention policière particulièrement radicale pour réagir d'une manière très révélatrice du degré de conscience auquel ils étaient parvenus. La CGT, en cette occasion, jugea bon de parler, à propos de syndicalistes encore très peu marginaux, de « professionnels de l'émeute et d'éléments extérieurs et provocateurs » : que ne devra-t-elle bientôt inventer, quand le développement de cette conscience, aidée par l'ingéniosité prolétarienne renouant avec les meilleures traditions, lui fera regretter amèrement l'époque actuelle ? Peut-être alors se reprochera-t-elle de n'avoir pas su concéder davantage en temps opportun : vains regrets, car de telles concessions ne cessent d'être dérisoires que pour devenir suicidaires.

A Longwy, en février 1979, le député stalinien local eut le bon goût de déclarer à la population : « Des groupes incontrôlés essaient d'ameuter l'opinion publique. Ne vous laissez pas faire. » Ce Porcu-là, en son langage naïf, montrait bien, une fois de plus, que lui et ses pareils comprendront toujours trop tard ce qui leur arrivera : que des individus que l'on a si longtemps contrôlés deviennent des « groupes incontrôlés » ; que l'expression de leur opinion personnelle, péniblement forgée dans les pires conditions d'une survie ignoble et désespérée, devienne une « tentative d'ameuter l'opinion publique » ; et qu'enfin leur détermination clairement affichée de ne plus

rien supporter de leurs exploiters directs ni des bureaucrates qui vendent leur force de travail devienne un désir d'inciter la population à « se laisser faire » par de louches agitateurs, voilà qui est plus éloquent que tous les discours, et qui montre la profondeur du fossé séparant les deux partis qui s'affrontent aujourd'hui. Et la décision de la CGT de faire, le même jour, fermer les portes des magasins du centre-ville de Longwy, afin de transformer celle-ci en une « ville morte », avait dans ce contexte un sens dont le symbolisme est assez clair : toute vie s'étant réfugiée dans la marchandise, dont l'absence est pour les bureaucrates synonyme de mort, ces prolétaires-là, porteurs de la peste radicale, ne méritaient de trouver sur leur chemin que portes closes. Que la radiieuse présence de la marchandise leur fût ainsi dérobée était un avertissement qui, par son caractère exceptionnel, devait leur inspirer une salutaire nostalgie et les ramener à des sentiments plus conciliants. Mais qui, aujourd'hui, pourrait encore croire que les bureaucrates ont la moindre chance de mettre un terme à la décomposition d'un monde avec le seul secours de symboles ?

A Denain, en mars 1979, la mémoire ouvrière, qui n'avait rien oublié, a fait quelques acquisitions nouvelles. Là encore, c'est en réaction contre des interventions policières particulièrement virulentes que le mouvement a débuté. Sans doute peut-on se demander quel mauvais génie pousse des hommes d'Etat dont l'imbécillité se situe seulement dans une honnête moyenne à encourager chez leurs exécutants des comportements dont l'agressivité, bien excessive en regard des objectifs, ne tourne pas nécessairement à la gloire de la société ainsi défendue, alors qu'un peu de tolérance et de libéralisme, pour parler comme ces rats, c'est-à-dire un peu moins de rudesse dans l'art d'assommer le peuple, isolerait les plus agités et affaiblirait même leur détermination ? La réponse est qu'il en va de l'Etat comme des organisations ouvrières : ils savent parfaitement que toutes les concessions n'ont en définitive d'autre effet que d'approfondir le trou dans lequel ils basculeront.

A Denain, les bureaucrates ont encore utilisé les vieilles méthodes, immuables et dénuées d'imagination, pour arrêter

93 actualités

SUPPLÉMENT

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - Section Auber-Monfort - 41, rue de la Maladrerie - 93300 Aubervilliers

PARLONS FRANCHEMENT DE CE QU'EST LA DÉGRADATION

« Je pose la question : est-ce qu'on va recommencer de nouveau comme en 1968 ? Je réponds : non, cela ne doit pas recommencer. »

(Déclaration de Georges Marchais à Strasbourg, le 25 février 1972)

Nous, militants du P.C.F., faisons nôtre, en tant qu'habitants d'Aubervilliers, Ville ouvrière, la légitime indignation de la C.N.L. (E. Dubois), devant les actes de provocation commis dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 avril 1979.

En tant que Responsables Militants du seul parti de la classe ouvrière, nous nous devons de faire toute la lumière sur le sens politique de tels actes de vandalisme.

POURQUOI ?

Il n'appartient pas à quelques énergumènes de nous donner des leçons sur ce qu'est la souffrance d'un ouvrier et sur les remèdes à y apporter. RIEN DE CE QUI EST LA MISÈRE D'UN OUVRIER NE NOUS EST ÉTRANGER, NOUS QUI EN VIVONS DEPUIS CINQUANTE ANS.

CAR ENFIN, QUE DISENT CES EXALTÉS ?

« VIVRE PARTOUT, TRAVAILLER NULLE PART ! »
« ET CES CAVERNES, IL NOUS FAUDRAIT LES PAYER ! »
QUELLES BALIVERNES ! Sont ce cela des propositions concrètes répondant aux justes aspirations du Peuple Travailleur de France ? NOUS DISONS NON !

Les ouvriers savent bien qu'ils ne peuvent échapper aux nécessités du salariat. Jamais la peur d'être exclu du monde du travail ne doit déboucher sur la volonté d'exclure le travail du monde. NOUS Y VEILLONS DÉJÀ ET NOUS ENTENDONS Y VEILLER TOUJOURS.

Bien sûr, ce monde est invivable, nous le savons tous, mais qui peut mieux que notre Parti - nous qui sommes, en quelque sorte, les techniciens du « changer la vie » - est qualifié pour transformer tous ces détails, sans bouleverser l'ordre du monde ?

QUE VISENT CES PROVOCATIONS ?

« QUAND LES PROLÉTAIRES LUTTENT, LES STALINIENS MENTENT ! »
« QUAND LES PROLÉTAIRES PARLENT, L'ÉTAT SE DISSOUT ! »
Seuls, des entragés, à la solde du Ministère de l'Intérieur, ont intérêt à discréditer le P.C.F. Ces incontrôlés Bonnet font l'affront au Peuple de France de dénigrer son Parti.
En effet, qui d'autre oserait prétendre que le P.C.F. n'est pas l'authentique Parti des Travailleurs ? LUI SEUL DÉFEND LA CLASSE OUVRIÈRE ENVERS ET CONTRE TOUS, Y COMPRIS CONTRE ELLE-MÊME, quand, comme à Longwy et Denain, brûlant les commissariats et refusant d'écouter les leaders syndicaux, elle s'en prend à l'ensemble des conditions fondées sur son existence. L'ÉTAT ET LES CLASSES.

Devant de tels actes radicaux, nous avons déjà montré par le passé notre capacité à les contenir. N'est-ce pas Nous, avec tous les Syndicats qui, en Mai 1968, avons su ramener l'ordre pour négocier dans la dignité. LES IMPORTANTS ACCORDS DE GRENELLE ?

Du C.N.P.F. à l'État Français, TOUS, nous ont reconnu ce mérite d'avoir su, dans un moment si périlleux, rétablir la paix sociale dans les usines et dans les rues. POUR PARLER FRANCHEMENT, C'EST NOTRE SPÉCIALITÉ, NOUS N'EXISTONS QUE PAR ET POUR CELA.

Alors qu'en Mai 1968, nous avons tout fait pour que ces mêmes slogans anarchisants, les « SOYONS CRUELS » et les « ABOLITION DU SALARIAT », déjà sur tous les murs, ne pénètrent pas dans nos usines, nous les laissons maintenant sur les murs de nos cités ? NON ! Nous faisons appel au sens national de tous les citoyens Français, épris de justice et de démocratie, pour combattre, ensemble, le mauvais côté de la Société.

Mais pour notre malheur, ces quelques slogans criminels rencontrent un écho, dans une population en proie au fléau du chômage et accablée par une dégradation accélérée de toutes ses conditions de vie.

C'est dans ce moment, où l'Économie peut de moins en moins donner d'emploi à un Proletariat qui refuse, de plus en plus, de travailler, qu'il s'agit d'être RESPONSABLE.

A PARLER SANS INTERMÉDIAIRE, L'ON NE PEUT ABCUTIR QU'À LA RUINE DE L'ÉTAT.

Rejoignez le Vrai Parti de la Classe Ouvrière !
Imposez, avec nous, nos solutions pour CHANGER LA VIE SANS ACHEVER L'ÉCONOMIE !

POUR UN SOCIALISME AUTO-GESTIONNAIRE AUX COULEURS DE LA NATION

En effet, nous ne voulons pas dominer ce qui tombe en ruine. Il nous faut donc, avec la plus large alliance du Peuple, essayer de sauver ce que l'on veut dominer.

Ainsi, l'on peut bien nous reprocher, dans les rangs de la Sociale-Démocratie, notre prétendu aveuglement devant les risques de la belle énergie nucléaire Française. DEMAGOGIE ÉHONTÉE !

L'on ne peut prétendre vouloir gérer l'Économie et en refuser les impératives nécessités. NOUS LE DISONS TOUT NET. Si l'on veut conserver l'État et l'Économie, il nous faut, sans délai, un véritable programme nucléaire français.

L'INDEPENDANCE NATIONALE PASSE PAR CETTE DEPENDANCE !

Les risques encourus par l'humanité ne peuvent peser en regard de cela : le seul choix responsable pour la France, c'est notre Parti qui le propose : L'AUTO-GESTION DÉMOCRATIQUE, PLUS L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE.

Toutes les nuisances produites par le gouvernement d'austérité GISCARD-BARRE amèneraient l'ouvrier à aller de plus en plus loin dans la critique du travail, si notre Idéologie, complètement indispensable du salariat, n'était pas là pour tenter de l'en dissuader.

CONTRE TOUTES LES DÉGRADATIONS ET, PRINCIPALEMENT

CONTRE LA DÉGRADATION DE NOTRE CONTRÔLE SUR LES OUVRIERS,

CONTRE LES RISQUES DE L'AUTONOMIE PROLÉTARIENNE,

VIVE LA SÉCURITÉ D'UN SOCIALISME NUCLÉAIRE !

le soulèvement ouvrier. « Dans un tract distribué vers 20 heures, l'intersyndicale appelait les travailleurs à " rentrer immédiatement dans l'entreprise pour l'occuper ". Elle proposait en outre " l'organisation d'une immense manifestation le samedi 10 mars à 17 heures, à Denain ", et annonçait la suspension, décidée à Paris, du plan de restructuration d'Usinor. La distribution de ce tract devait donner lieu à des scènes étonnantes. Certains manifestants n'en prenaient même pas connaissance, froissant et piétinant la feuille en hurlant " qu'il n'était plus temps de discuter, mais d'y aller ". » (*Le Monde*, 9 mars 1979.) Hélas, les temps changent, et tous les mensonges des bureaucrates leur restent aujourd'hui dans la gorge. L'inquiétude du journaliste déjà mentionné avait décidément bien des raisons de se donner libre cours, et il n'allait pas manquer de récider : « A Denain, et récemment à Longwy, des centaines de manifestants ont mis à sac des locaux patronaux, bloqué des routes et des voies ferrées, lancé des pierres, manié les barres de fer. Cette violence - qui, à tout moment, peut déboucher sur les excès de révolutionnaires ou de nihilistes - est d'une gravité dont il importe plus que jamais de rechercher les causes pour y remédier, plutôt que de se lamenter sur l'imaturité de minoritaires ou de se contenter de comprendre, comme l'a déclaré M. Bouloumié, " le drame de certaines familles ". » (*Le Monde*, 9 mars 1979.) En fait, si limitée que soit l'intelligence de ces gens, ils ont au moins compris que le mouvement de l'histoire est irréversible, et qu'il ne leur laisse aucun espoir. Si les explosions de colère localisées et isolées peuvent longtemps encore être réprimées et oubliées, la multiplication des centres de révolte impose à la répression une

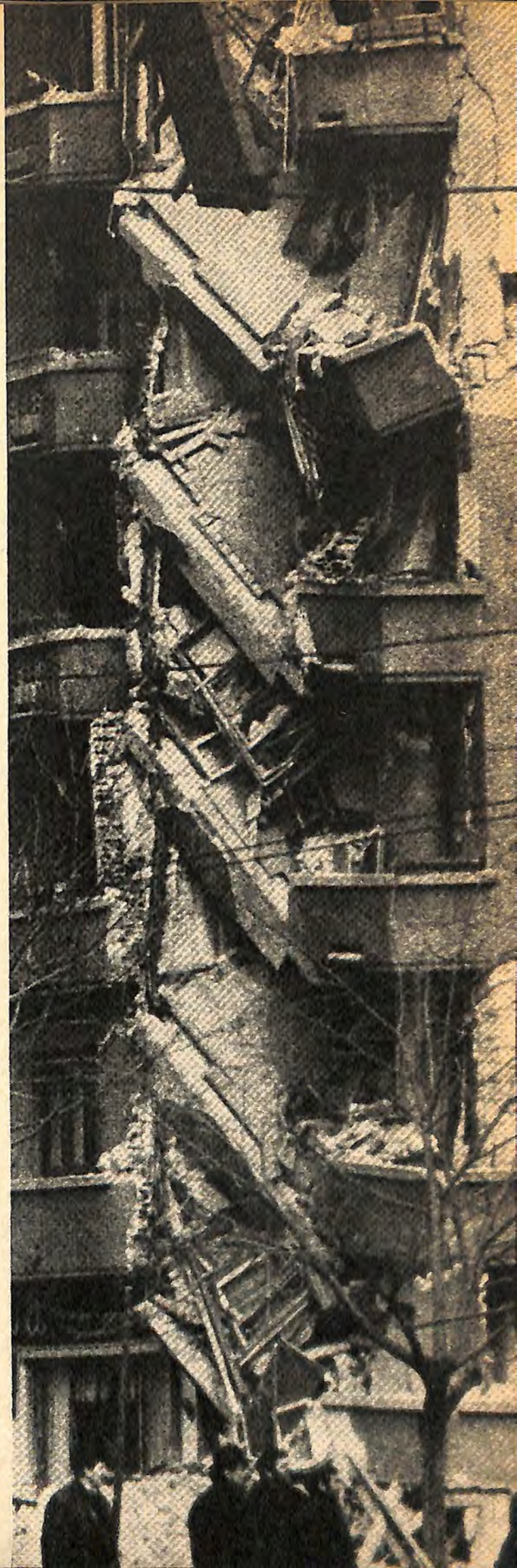
tâche insurmontable et rend de plus en plus inefficace le mensonge qui la dissimule. *Ceux qui se révoltent seront de moins en moins seuls* ; non par la vertu magique d'un désir de révolution qui s'emparerait miraculeusement des masses, mais parce que les nécessités de l'époque et la décomposition des bases mêmes de la société ne laissent d'autre choix à personne. L'extension et la radicalisation du mouvement subversif pourront donc aller de pair : c'est pourquoi la répression des moindres vellétés de révolte s'impose dès aujourd'hui aux tenants de cette société. Tel est le sens de la division du travail entre le bureaucrate cégétiste qui appelle l'ouvrier à « défendre l'outil de travail », son homologue de la FEN qui déplore que les enfants, au lieu d'aller s'abrutir au collège, participent activement à la vie du prolétariat, et les journalistes qui s'évertuent à établir une ligne de démarcation entre les bons sidérurgistes, qui, ayant obtenu « satisfaction », « ne se mêlaient plus à l'affaire, ou pratiquement plus », et les autres, les « irréductibles minoritaires », dont ils se félicitent de ce qu'ils n'étaient pas « infatigables » (Jean-Marc Theolleyre, *le Monde*, 10 mars 1979). Car cette société n'a pas de justification à opposer à ceux qui la contestent ; et elle en est réduite à compter sur la fatigue de ses ennemis, à leur indiquer les bornes qu'ils n'auront pas le courage de dépasser : « Ici, le mot-clef est " limite ". Après deux siècles d'expansion illimitée, on arrive à l'âge des limites. Il y a des " limites souhaitables à la démocratie », rappelle le professeur Samuel Huntington, un des proches collaborateurs du président Carter. Il y a des " limites à la politique sociale " des gouvernements qui ne peuvent résoudre tous les problèmes, assure le professeur Nathan

Glazer, l'un des maîtres à penser du néo-conservatisme. Il y a, comme on dit maintenant, des "limites aux espérances de l'individu". On le savait déjà. Mais c'est la première fois que les limites – par exemple de la mobilité sociale – sont reconnues comme naturelles et inévitables dans le pays où l'idéologie dominante affirmait récemment encore que "tout est possible". (Pierre Dommergues, *le Monde diplomatique*, mars 1979.)

Mais dans ce monde où tout connaît maintenant des limites, le pouvoir bureaucratique a lui aussi les siennes : malgré tous les efforts conjugués, le désarroi des stalinien devant les émeutiers d'Usinor avait de quoi réjouir les moins optimistes. L'un d'eux déclarait avec amertume à un envoyé de *France-Soir*, le 29 mars : « Que voulez-vous qu'on fasse ? Ils ne sont même pas syndiqués. On ne les connaît pas et on ne sait pas d'où ils viennent. On ne sait pas s'ils travaillent dans l'usine. Hier, j'ai été obligé de donner des gifles à un jeune de douze ans qui voulait attaquer les C.R.S. avec ses copains. »

Quant aux représentants de l'Etat, leur arrogance coutumière et leur démagogie puante dissimulent toujours plus mal leur peur du prolétariat. Le ministre du Travail, Robert Boulin, avait dès le 16 février déclaré qu'il préférerait « que ce soient les organisations syndicales, plutôt que des éléments incontrôlés », qui prennent l'initiative des mouvements en milieu ouvrier, et qu'il « faisait confiance à l'esprit des syndicats, à leur organisation et à leur calme pour exprimer les revendications des travailleurs ». Mais le syndicalisme même, lorsqu'il est toléré, fait de moins en moins l'affaire et des dirigeants syndicaux, contraints de dissimuler – de plus en plus difficilement – les débordements de ceux qui ont la faiblesse de le prendre au sérieux, et des patrons, contraints d'affronter des adversaires qui ne ressemblent pas à leurs interlocuteurs de naguère. Le 8 mars, le même ministre du Travail s'en prenait à ces « éléments incontrôlés étrangers aux sidérurgistes » qui n'acceptaient plus les règles du jeu. Au même moment, le secrétaire de la fédération de la métallurgie C.G.T. déclarait à propos des événements de Denain : « Il s'agit d'agissements de groupes paramilitaires n'ayant rien à voir avec les sidérurgistes. » Cette identité de langage unissant des adversaires spectaculaires ne manque jamais de réapparaître dans les périodes où la haine que suscitent les uns et les autres est équitablement partagée.

Que les syndicats et l'Etat soient désormais appelés à jouer des rôles étroitement complémentaires, c'est la crise de la société spectaculaire tout entière qui en est seule responsable : « L'objectif est de mettre les pauvres au travail. Qu'ils trouvent un emploi (au taux horaire le plus bas) ou qu'ils n'en trouvent pas, l'essentiel est la concurrence ajoutée sur le marché de l'emploi par ces nouveaux candidats au travail. Après le "Welfare State" et le "Welfare-warfare State", on assiste à l'émergence du "Workfare State" – l'"Etat de mise au travail" de chaque citoyen au salaire le plus bas. L'institutionnalisation par l'Etat de l'antique loi d'airain... » (*Le Monde diplomatique*, mars 1979.) Cette loi d'airain trouve son expression idéologique achevée chez un Pauwels, apologiste de ce qu'il appelle la « sociale-robotique », qui, annonçant l'entrée dans « la société post-industrielle, où les robots remplaceront les cols bleus et la télématique les cols blancs », affirme : « ...le chômage ne doit plus être considéré comme un malheur, l'effet d'une tragique fatalité ou le résultat d'une faute criminelle, mais comme le signe d'une ère nouvelle. C'est la première douleur d'accouchement d'un autre monde, où la valeur du travail humain ne sera plus la valeur de référence. » (*Le Figaro Magazine*, 10 mars 1979.) Ainsi, toute l'évolution de cette société ne saurait l'inciter qu'à faire *toujours pire* : la « fin du travail » prophétisée par Pauwels n'est pour elle que le commencement du règne des machines et de ceux qui les contrôlent, et les termes de l'alternative of-



ferte aux prolétaires sont également intolérables : ou bien le salariat classique, dans toute son horreur, dans les secteurs où la production est le plus archaïque, ou bien la mise au rebut d'un matériel ouvrier désormais périmé, dans les secteurs les plus avancés. Les agents du capital n'ont, du point de vue de leur propre survie, de préoccupation plus essentielle que de veiller à ce que la transition s'effectue dans des conditions dont la rigueur ne compromette pas l'existence de tout le système. A propos d'une nouvelle usine Bauknecht, implantée à Valmont (Moselle), un technicien expliquait complaisamment, après qu'un ouvrier eut été écrasé par une presse : « L'usine est de conception moderne, mais pas ultra-moderne. Le travail à la chaîne n'a pas pu être évité : l'automatisation totale, qui a été étudiée, aurait coûté plus de 10 milliards de centimes et n'aurait nécessité la création que de 300 emplois au lieu de 800. »

Dans une telle perspective, les organisations ouvrières ont à assumer une fonction bien précise. Il n'est pas dans leur intérêt, ni dans celui du vieux monde, qu'elles se satisfassent de négocier la rentabilisation du matériel humain, tâche vouée trop ostensiblement au mépris général ; il faut qu'elles apparaissent en contestataires d'une société qui, n'ayant d'autre dieu que le cycle production-consommation, exclut de celui-ci une minorité toujours plus nombreuse : bien entendu, cette pseudo-contestation, exercée au nom du droit au travail, n'a d'autre effet que de faire apparaître comme désirable ce qu'un nombre sans cesse croissant de prolétaires jugent aujourd'hui insupportable. Les bureaucrates qui s'acharnent ainsi à tenter de remonter le courant n'ont pas le choix ; et ils n'ignorent pas que tout renforcement temporaire de leurs appareils politiques et syndicaux ne fait que consolider l'ordre établi, et, comble de dérision, ne les rapproche même pas de la société bureaucratique qui fut naguère leur idéal. Mais seuls quelques fossiles du stalinisme ignorent encore ces douloureuses évidences : ils n'ont pas encore compris que tout le pouvoir nécessaire et suffisant est déjà entre leurs mains, et que l'objectif traditionnel de la prise du pouvoir par les « partis de la classe ouvrière », sous quelque variante modernisée qu'il se présente, n'est qu'une vieille plaisanterie tout juste bonne pour des trotskistes et qu'aucun bureaucrate responsable ne saurait prendre au sérieux. D'ailleurs, les spécimens les plus évolués de cette intéressante catégorie sont aujourd'hui disposés à aller très loin dans l'art d'adapter les exigences de leur survie aux particularismes locaux du capitalisme mondial :

« Enfin, les Italiens. Leur réputation n'est pas celle de gestionnaires. Et pourtant ! Pas question pour eux, comme le font certains syndicalistes français, de nier la réalité de la crise. (...) Dans leur contre-plan soumis voici quelques mois au gouvernement, les trois secrétaires généraux, Luciano Lama, Bruno Storti et Rafaele Vanni, allaient jusqu'à suggérer, pour rétablir la balance des paiements, un rationnement de l'essence et de la viande, l'augmentation de la T.V.A. sur certains produits d'importation, etc.

» La compensation, comme partout, c'est le pouvoir. Un responsable du Syndicat unifié des ouvriers de la métallurgie dit : « Il faut donner aux travailleurs le moyen de gérer leurs sacrifices. » (Lucien Rioux, *le Nouvel Observateur*, 16 août 1976.)

L'inconvénient majeur de cette audace dans le compromis historique est évidemment de provoquer des réactions dont la violence se situe d'emblée au niveau des prétentions affichées par les stalinistes : « Combien de fois n'a-t-on pas entendu crier : "Dehors la nouvelle police", lorsqu'un communiste tentait de prendre la parole ? Combien de fois n'a-t-on pas lu : "Les soi-disant communistes et les bonzes syndicaux, il faut les traiter pour ce qu'ils sont : des charognes" ? » (Marcelle Padovani, « Les enragés du calibre 38 », *le Nouvel Observateur*, 2 mai 1977.) L'effondrement de l'univers bureau-



A Derry et Belfast certaines barricades tiennent pendant trois ou quatre mois. L'armée essaye bien de les démolir mais chaque fois, elle doit battre en retraite devant la fermeté des femmes et des enfants qui annoncent l'arrivée des troupes en frappant sur des couvercles de poubelles. Dans la zone de Free Derry, qui regroupe les quartiers du Bogside, de Brandywell et de Creggan, la police n'a pu pénétrer qu'à de rares occasions depuis 1969. Certaines barricades sont protégées par des mines. D'autres construites en béton armé détourné des chantiers voisins. Démolies ici, elles reparaissent un peu plus loin. Derrière ces barricades, les gens mangent, discutent, vivent ensemble et parmi la jeunesse une véritable révolution sexuelle a explosé contre la morale de la famille et de l'Eglise, attitude qui va à l'encontre et de la bigoterie catholique et du puritanisme protestant, et du militantisme des IRA. A Free Derry, où le taux de chômage masculin est de 15 contre 1, 96 % des locataires font la grève des loyers et 80 % dans l'ensemble de Derry. Les expropriateurs de l'espace humain ont ainsi perdu 40 millions de francs en 1971 et le défunt gouvernement de Belfast avait fait voté une loi permettant de prélever impôts et taxes à la source (soit sur les allocations chômage, soit sur les salaires sous la responsabilité des employeurs). Mais les dossiers des loyers ont alors brûlé... Le gaz, l'eau et l'électricité sont prélevés directement sur les canalisations dans les rues défoncées. Les prolétaires, sans distinction de race, de sexe ni de religion, s'organisent en assemblées populaires, en comités de rues, en comités de Défense. Les chômeurs travaillent pour l'armement, l'éclairage, à l'entretien des barricades, etc. Sur le terrain que le spectacle n'occupe plus, la vie commence à changer.

La Grande Famine en Irlande, avril 1972.

cratique n'est pas loin, quand il ne parvient même plus à être pris au sérieux : « ...la dérision, chère aux " Indiens métropolitains », a fait tache d'huile. Elle s'exerce essentiellement contre le parti communiste et l'un de ses illustres représentants, M. Luciano Lama, secrétaire général du syndicat C.G.I.L. Pauvre M. Lama ! Même sa pipe légendaire qui inspire confiance aux classes moyennes a été moquée : " Mettons-y de l'herbe ", criaient certains, tandis que d'autres se prosternaient en chantant : " Lama sei superstar ; i sacrifici vogliamo fare " (" Lama, tu es une superstar ; les sacrifices, nous voulons les faire ").

» Le service d'ordre, imperturbable, observait avec quelque mépris ces quelques milliers de contestataires portant eux aussi des drapeaux rouges, parfois même montrant leur carte de la C.G.I.L. en criant " Gastronomie ouvrière, mangeons le patron. " » (*Le Monde*, 25 mai 1977.)

Dans le cas de l'Italie, si l'on considère que, selon un rapport présenté par le ministre de l'Intérieur en octobre 1978, la police a mis sous séquestre, au cours des quatre dernières années, 58 000 armes à feu et 43 000 kilos d'explosifs, on ad-

Regardez les 200 000 grévistes sauvages des Appalaches qui, pendant 110 jours, ont tenu en échec l'Etat américain et sa police syndicale : voilà de vrais travailleurs ! Voilà des gens qui travaillent vraiment à rendre leur vie plus belle ; des gens qui travaillent à la critique du travail et de la vie quotidienne aliénée. Suivant le vieil adage prolétarien « Qui connaît bien ce monde le déteste bien », ces ouvriers très bien payés vivant au cœur de la pseudo-richesse marchande ont recommencé à jouer le seul jeu efficace contre la misère, le grand jeu historique : la guerre sociale. Ils ont joué contre ce monde, contre la pseudo-richesse – contre la misère réelle – qu'il produit. Ils ont joué contre leur exécrable condition d'esclaves salariés (...).

Tout en découvrant en combattant leur force et leurs possibilités, ils révélaient la faiblesse de l'Etat et de tous ses défenseurs. Ils ont prouvé que lorsque le prolétariat traite tous ceux qui prétendent le diriger et décider à sa place en ennemis délibérés, son parti se renforce. Obligeant tous les ennemis de ce parti à s'unir, ils les ont démasqués. Imposant leurs règles du jeu (échec et ridiculisation de la loi martiale « Taft-Hartley » ; reconnaissance du « droit » à la grève sauvage), ils se sont donné les moyens de continuer à jouer ; les moyens de continuer à mener leur guerre contre ce qui les aliène. Leur jeu – la lutte pour la maîtrise absolue sur toute la vie ; pour la suppression de l'Etat et de la marchandise ; la critique en armes de tout ce qui prétend parler et décider à notre place – est le seul jeu qui vaille la peine.

Les Fossoyeurs du vieux monde,
octobre 1978.



mettra que la dérision ne sera sans doute pas le mode d'expression exclusif des prolétaires de ce pays.

Un peu partout se fait jour, pour ceux qui n'ont rien à perdre, l'urgence de libérer le territoire de leur existence, et l'accumulation spectaculaire d'images qui leur est imposée se retourne elle-même contre ceux qui espéraient y trouver un sur-sis : « On les a vus hier à *Holocauste*, et ils reviennent », déclarait un ouvrier de Denain en parlant des forces de l'ordre. Si minoritaires soient-ils, ceux qui n'attendent rien du monde actuel inspirent déjà assez de crainte pour ne plus être traités seulement par le mépris : « En brandissant sa carte du parti socialiste, Claude S., seize ans de Régie, s'empourpre : » Cette grève, c'est une roue sans fin. Notre usine est la meilleure de la Régie. C'est pour cela qu'on veut la saboter, la casser à l'italienne. Une poignée de jeunes énergumènes veulent mettre la pagaille, ils y réussissent. Ils sont très durs. Leur détermination est absolue. Ils n'hésiteraient pas à tuer, j'en suis sûr. Ils sont du style « bande à Baader ». Ils veulent tout casser : ils n'ont qu'un seul objectif : obtenir la fermeture de l'usine.

» Quand, à quelques-uns, nous avons demandé un vote à bulletin secret, ils nous ont rigolé au nez en hurlant : « Vous plaisantez, les grands-pères ! » Quand on a parlé des gosses, des vacances, ils ont crié : « Qu'est-ce qu'on en a à foutre ! Nous sommes remplis de dettes. »

» Savez-vous pourquoi ils refusent désormais la visite des ateliers ? C'est parce qu'ils ont sorti les extincteurs, des bou-lons, des pièces, des lances à incendie, etc. Ce sont des irresponsables criminels. » (*France-Soir*, 7 juin 1978.)

Et un porte-parole de la société libérale avancée en milieu ouvrier n'hésite pas à déclarer : « Oui, la violence, celle qui s'est manifestée à Longwy notamment, me fait très peur. Pas seulement à cause de ses effets directs. Mais aussi parce qu'elle risque de faire boule de neige. » (André Bergeron, *le Nouvel Observateur*, 5 février 1979.) La même crainte habite désormais tous les prétendants au pouvoir, tous ceux qui occupent une position privilégiée dans la société spectaculaire. L'action autonome des prolétaires contre tout le système social, telle qu'elle est menée sporadiquement aujourd'hui, mais surtout telle qu'elle est appelée à se généraliser, suscite la convergence de toutes les haines, la prolifération des méthodes de répression et d'extermination. Comme l'avait entrevu la Fraction de l'Armée rouge, elle aura pour effet d'unifier tous les antagonismes spectaculaires en une même volonté de maintenir les règles du jeu politico-social traditionnel contre ceux qui n'ont aucune volonté propre s'ils n'ont celle de le détruire.

Après la manifestation du 23 mars 1979, René Andrieu bave sans retenue : « A l'évidence, ces incidents violents ont été provoqués par des groupes ultra-minoritaires, pour tenter de jeter le discrédit sur la grande manifestation organisée par la C.G.T. pour la défense des travailleurs. Les animateurs de ces groupes ne peuvent pas être inconnus du ministère de l'Intérieur. Plusieurs ont été arrêtés. Ils n'ont rien de commun avec les travailleurs en lutte pour sauvegarder leur emploi et leur dignité. Leur attitude est injustifiable et relève des tribunaux. Toute faiblesse à leur égard serait un signe de complicité. » (*L'Humanité*, 24 mars 1979.) Et quand un Chirac déclare au même moment devant le Conseil de Paris : « Il est vrai que nous sommes tous extraordinairement préoccupés de l'action des groupes autonomes. Et je relève que tous les membres de cette assemblée se plaignent que la police n'ait pas tapé assez vite et assez fort sur ces autonomes. Nous retiendrons cette unanimité », il ne fait que traduire la même attitude dans son langage très traditionnel de minable politicien fascisant. Même un Debray-Ritzen, qui affirme, à propos des enfants : « ...il faut établir un règne éclairé – comme pour des adultes » (*le Figaro Magazine*, 9 décembre 1978), peut paraître moins ridicule dans la forme, mais il ne parvient qu'à être *moins réaliste* : aucun règne ne peut plus se maintenir s'il s'acharne à être éclairé. La même contradiction perdra les socio-technocrates du style Rocard, dont les burlesques variations sur la dialectique de l'« autogestion » et de l'efficacité dissimulent si mal les pauvres appétits de pouvoir, condamnés à demeurer perpétuellement insatisfaits. Car il faudra bien en finir avec la vieille fatalité de l'autoritarisme, de l'éternelle résurrection de l'Etat, telle qu'un François George l'évoque avec la satisfaction de l'imbécile qui croit avoir enfin compris un moment de l'histoire : « Mais l'expérience conduit à soupçonner derrière la Révolution comme une ruse du Père et du Pouvoir, qui à travers elle chercherait à se rajeunir et à se fonder derechef. On peut trouver à l'avènement de Napoléon ou de Staline bien des raisons objectives. Mais nombre de ceux qui avaient bousculé les mandarins de l'Université et les caciques de la politique dans le mouvement résolument "antiautoritaire" de 1968, moins d'un an plus tard se réclamaient du président Mao. » (*Pour un ultime hommage au camarade Staline*, 1979.)

Cet « ultime hommage » est finalement moins ironique qu'il



ne tente lourdement de le paraître : l'existence de ces petits hommes attachés à faire croire que la révolution n'est qu'une ruse du pouvoir n'est elle-même rien d'autre – l'une des dernières ruses que le pouvoir aura encore le temps de déployer. Certes, les falsificateurs peu doués vont sans doute s'acharner, à mesure que l'effondrement de toute réalité sociale deviendra plus évident, à démontrer laborieusement l'identité des contraires : « La seule différence entre Marx et les autres précurseurs du totalitarisme (Platon, Campanella, Thomas More, Babeuf, Winstanley), c'est que ceux-ci n'ont jamais prétendu revêtir d'un voile pudique de liberté l'autoritarisme absolu de leurs systèmes. Alors que Marx et les siens ont voulu, contre l'évidence, unifier liberté et nécessité, choix optionnel et talon de fer. C'est en ce sens que le marxisme, comme l'a rappelé Bernard-Henri Lévy, fonctionne comme un opium du peuple, environnant d'un camouflage fumigène les structures cristallines et monolithiques du pouvoir qu'il met sur pied pour les sociétés de demain. » (Emmanuel Le Roy Ladurie, « Schizophrénie et totalitarisme », *le Monde*, 20 février 1979.) Mais ce modernisme de drugstore, s'il peut séduire quelques cadres moyens au cerveau ramolli par les nécessités de leur survie, est bien vite noyé dans le gluau national, et Le Roy Ladurie ne crache pas sur l'apport contre-révolutionnaire du P.C.F. : « Todd n'est nullement anticommuniste au sens vulgaire de ce terme. Il reconnaît les services immenses qu'a rendus le P.C.F. à la société française : ce parti a su capter certaines énergies spécifiques qui, à l'air libre, eussent été néfastes ; il a piégé dans une cage de fer, ou faut-il dire dans une cage de Faraday, l'anxiété généralisée de divers groupes et de divers jeunes ; sans le P.C.F., cette anxiété se diffuserait de manière incontrôlée en des secteurs variés du corps social. Alors, on verrait s'implanter çà et là les métastases d'un terrorisme qui ne serait plus commodément verbal, mais tragiquement sanguinaire. »

Il faut ajouter que la « cage de Faraday » chère à ce physicien de la contre-révolution ne cesse de se renforcer, et que les staliniens français – à l'instar d'un Berlinguer demandant à ses militants, au XV^e Congrès du PCI, de « découvrir, dénoncer et dérouter les terroristes et les criminels » – apparaissent de plus en plus ouvertement comme ce qu'ils ont toujours été essentiellement : des policiers. Quand *l'Humanité* constate, pour le déplorer, que « dans ce grand mouchoir de poche qu'est la région Ile de France, le fil est coupé entre les différents services de police, alors que l'efficacité de ces derniers suppose une meilleure articulation » (29 mars 1979), il est évident que l'enfant égaré qui sert de prétexte à cette intervention

importe peu aux staliniens. Bien moins, en tous les cas, que beaucoup d'autres enfants perdus moins inoffensifs, que le P.C.F. se charge d'entourer de son étrange sollicitude dans les années à venir. Le même jour, *l'Humanité*, dont l'imagination, en un effort surhumain, substitue aux « gauchistes Marcellin » les « autonomes Bonnet », admet tranquillement son rôle de supplétif : « Bernard Deleplace (syndicat général de la police parisienne), qui se trouvait aussi place de l'Opéra, corrobore ce qui vient d'être dit, donne d'autres précisions et se satisfait que la C.G.T. fasse sur les incidents la même analyse que son syndicat. » Que veut-on faire ? questionne-t-il. Quel jeu mène-t-on contre les libertés ? Le rôle des policiers banalisés en casseurs doit être une simple tâche de renseignements pour les autres forces de police chargées d'arrêter les délinquants. Mais noyauter pour casser, cela nous ne pouvons l'admettre. » Qu'une telle convergence soit aussi cyniquement affichée rappelle opportunément la cohésion oppressive du vieux monde. Ce qui a été défini, à propos des spots publicitaires, comme le passage « de l'envahissement de la voix par le produit à la présentation de produits qui parlent » (Françoise Brune, *le Monde*, 25-26 mars 1979) prend ici un aspect particulier : celui du passage de l'envahissement du discours bureaucratique par les incitations policières à la présentation de flics staliniens qui parlent. Mais, comme d'habitude, les bureaucrates ne savent pas s'arrêter à temps dans leurs mensonges, tant est grand leur mépris de tout ce qui n'est pas de leur monde. Et ils en arrivent à des déclarations dont ils sont bien placés pour savoir à quel point elles sont fausses : « Les "autonomes" français ont à plusieurs reprises, et notamment au cours de la manifestation du 23 mars dernier, prouvé leur identité de nature avec les assassins d'Aldo Moro. » (*L'Humanité*, 21 avril 1979.) Tristes résidus semi-humains, que seule l'immense tolérance des ouvriers laisse encore bénéficier d'une relative sécurité !

Cet analyste particulièrement lucide de l'actualité qu'est Emmanuel Todd écrivait récemment : « De 1900 à 1970, insensiblement, la France est passée dans l'heureux club des nations non violentes. » Et le crétin d'ajouter : « La manifestation la plus importante de l'autonomie restera vraisemblablement le graffiti. » Ces affirmations ayant paru dans *le Monde* du 23 février 1979, il suffit de considérer les quelques actions prolétariennes autonomes qui ont eu lieu depuis lors, bien plus redoutables que n'importe quelle manifestation de l'« autonomie » spectaculaire érigée en mal absolu par les media, pour entrevoir l'immense misère intellectuelle des défenseurs de cette société.

Parfois, le dimanche, les décors s'effondrent. La survie interrompt son cours monotone, et les prolétaires commencent à prendre leur sort en main :

« Le directeur de la tuilerie de Saint-Germer-de-Fly (Oise), M. Joseph Tiers, quarante-neuf ans, a été grièvement blessé d'un coup de couteau dans le ventre par l'un de ses anciens employés, M. André Camus, qu'il avait fait expulser d'une maison de la cité ouvrière de l'usine. » (*Le Monde*, 31 décembre 1978.)

« Une femme battue, Nicole Daillet, vingt-huit ans, mère de deux enfants, a été inculpée lundi de meurtre avec préméditation et écrivain à la prison de Compiègne. Elle avait tué de sang-froid son mari, samedi dernier, dans leur H.L.M. de Pont-Sainte-Maxence (Oise), parce que sa vie n'était tout simplement plus vivable. » (*Le Matin*, 22 novembre 1978.)

« La police de Baltimore a tenté, mardi 20 février, de mettre un terme aux scènes de pillage qui se poursuivaient dans la ville paralysée par la tempête qui a couvert toute la côte ouest des Etats-Unis d'une couche de neige de 60 centimètres. Environ sept cents personnes ont été arrêtées pour pillage ou pour ne pas avoir respecté le couvre-feu instauré mardi pour la deuxième journée consécutive entre sept heures du soir et cinq heures du matin. » (*Le Monde*, 22 février 1979.)

Et lorsqu'il atteint le point au-delà duquel tout est révolution, le prolétariat, qui avance en terrain inconnu, ne peut trouver que dans l'*action directe* – puisqu'il faut enfin l'appeler par son nom – la chance de ne pas se créer de nouvelles chaînes. Quand la statue géante de Staline érigée près du parc municipal de Budapest fut abattue par les insurgés hongrois en 1956, seules ses bottes, hautes de deux mètres, demeurèrent fixées au piédestal. Le sens du présage était clair, et rien de ce qui a suivi ne l'a démenti. En revanche, les émeutiers polonais, en juin 1976, n'ont pas sous-estimé leur adversaire, ni laissé à celui-ci le temps de passer à l'offensive ; et ils ont marqué la préhistoire moderne par un soulèvement exemplaire, et reconnu comme tel par tous : « Le mouvement de juin ne fut pas seulement une " grève générale " et il n'entre

pas non plus dans la rubrique d'un " mouvement ouvrier traditionnel ". Les événements dépassèrent le cadre du secteur productif – la révolte ne s'arrêta pas aux portes des usines, mais s'étendit à la rue dans un conflit direct avec l'Etat. Le mouvement était offensif et non pas défensif. A Ursus les travailleurs entreprirent le sabotage du trafic ferroviaire, exerçant un contrôle direct sur l'activité économique ; on sait qu'à Radom les manifestants tentèrent de s'armer en pillant les arsenaux, dont le contenu avait malheureusement été mis en lieu sûr dès le début des troubles. La composition du mouvement était révélatrice, les femmes (dont 70 % travaillent en Pologne) et les jeunes participant massivement. Le spectre des pétroleuses revint hanter les bureaucrates : le maire de Radom accusa " des femmes hystériques et des hooligans ivres " de la mise à sac et de l'incendie du siège local du parti. » (*L'Internationale inconnue, la Guerre civile en Pologne*, octobre 1978.)

En France, nous n'en sommes certes qu'aux premiers stades de l'action collective contre toute forme de représentation, mais déjà s'organise cette lutte contre la « délinquance » dont l'« impérieuse nécessité » s'impose « dans la mesure où, sous couvert de protection des citoyens, par l'appel au front uni contre la criminalité, on tente de rassembler dans une même peur ceux qui s'opposent dans leur rapport de classe » (P. Lascoumes, *le Monde diplomatique*, janvier 1978). Aussi ne suffit-il pas, comme le déclaraient ceux qui se présentaient comme le « Groupe Makhno » dans un communiqué à la presse en juin 1977, de « ne pas laisser à l'extrême droite le monopole de la critique contre le stalinisme, ni à *l'Humanité rouge* le monopole de la dénonciation du social-impérialisme de Brejnev » ; ni, comme le « Comité d'action contre les crâpules atomiques », en juillet 1977, de dénoncer « la persistance d'E.D.F. dans l'antidémocratie » ; ni encore, comme le « Groupe pour l'extension du 1^{er} mai aux jours suivants », en 1978, d'appeler « les travailleurs de tous les pays à se reposer », puisqu'il est reconnu « que deux heures par jour et par individu assureraient l'abondance pour tous ». Critiquer le stalinisme ou le « social-impérialisme », combattre le travail ou les structures « techno-fascistes », toutes ces intentions correspondent certes à des nécessités réelles, même si la terminologie dans laquelle elles s'expriment est trop souvent des plus incertaines ; mais elles ne doivent pas être laissées aux ambitions médiocres et à l'activisme informe des spécialistes, ni des néo-militants qui essaient aujourd'hui de se placer sur le marché de l'« autonomie » : faute d'être liées à un projet de critique globale du vieux monde par l'action directe, elles sont vouées à reproduire les anciennes mystifications sous un vernis moderniste. Bien plus lucides sont les « sorcières » italiennes qui criaient : « Aujourd'hui dans la rue pour avorter, demain pour tuer ! »

Toutes les luttes parcellaires conduisent au même piège ; il est vain de s'acharner à instruire le procès de telle ou telle structure sociale, qui a été condamnée depuis des décennies, alors que c'est la société tout entière qui, dans sa décomposition accélérée, donne naissance aux larves les plus monstrueuses, qui ne crévent que pour en laisser apparaître de plus repoussantes encore : seules les idéologies les plus éculées, dont même les curés de campagne ou les étudiants se satisfont à peine, y trouveraient leur compte, du progressisme tiers-mondiste à l'écologie gâteux, de l'antifascisme œcuménique aux variantes les plus invertébrées de l'anarchisme. Il n'est pour s'en convaincre que de méditer l'exemple donné par cette « coordination parisienne des groupes autonomes » qui, peu après la manifestation du 23 mai à Paris, eut l'idée saugrenue de donner une conférence de presse, dans les meilleures traditions spectaculaires. Ceux qui se sont exprimés en cette occasion se sont vantés d'avoir, « en tant que force politique », « négocié leur place dans les rangs de la C.F.D.T.



DES "OUVRIERS" ATTAQUENT LE COMMISSARIAT DE LONGWY.

QUE FAIT LA POLICE ?

17 NOVEMBRE : CAEN : une manifestation dégénère en pillage. Des éléments incontrôlés sont signalés.

14 JANVIER : PARIS : des milices autonomes sèment la terreur à Saint-Lazare.

21 JANVIER : USINOR : 300 ex-ouvriers saccagent leur usine.

30 JANVIER : LONGWY : des casseurs déguisés en ouvriers attaquent le commissariat.

ET DE SAINT-CHAMOND A SAINT-NAZAIRE CA CONTINUE.

Le gouvernement et le patronat refusent de prendre leurs responsabilités et affichent ignorer l'importance du désordre; la CGT doit-elle laisser la situation se dégrader ?

NON les syndicats ne doivent pas demeurer seuls à contrôler les conflits sociaux.

OUI à l'autogestion des conseils de police pour en finir avec les émeutes.

OUI à la reprise victorieuse du travail.

NON aux saccages d'usines.

OUI aux luttes sectorielles.

NON à l'extension des conflits.

s'ils cassent nos usines, s'ils suppriment le travail au lieu de l'humaniser,
qu'autogèrerons-nous ?

HALTE AUX CASSEURS

TOUS A LA BOURSE DU TRAVAIL, 3 rue du Château d'eau - Paris 10ème -

LE 16 FEVRIER 20H

POUR CHANGER LA VIE SANS METTRE EN PERIL L'ECONOMIE.

CGT



Les attaques que mène contre son ennemi le parti pour la suppression du prolétariat doivent être pour lui un moyen de constituer ses forces et non au contraire les affaiblir. les grévistes sauvages des Appalaches l'ont récemment démontré en arrachant à l'Etat et aux syndicats les moyens de les attaquer mieux. En plus de la rage il faut de la méthode. La colère doit devenir intelligente. Plus que la barre de fer ou la bombe les armes essentielles du parti pour la suppression du prolétariat sont la communication directe, le refus de toutes les médiations, de tous les dirigeants, l'association anti-hiérarchique active, la discussion critique ininterrompue. Le degré d'autonomie réelle que nous saurons atteindre par rapport aux cadavres du passé, principalement du mensonge économiste et de tous ses adorateurs, décidera de l'avenir de notre parti.

Bavardera le dernier qui bavardera le mieux.

*Des bavards incorrigibles,
Paris, janvier 1979.*

Longwy ». « A Longwy, ont-ils ajouté, la très grande majorité des militants C.F.D.T. se situent d'ailleurs sur nos positions. » Ainsi, ils peuvent estimer avoir remporté leur « première victoire politique » (*le Matin*, 28 mars 1979). On pouvait croire qu'un tel langage, et les préoccupations qu'il trahit, appartenait au passé : il n'en est malheureusement rien, et bien des velléités radicales sont encore appelées à disparaître dans le borbier insondable du militantisme.

La bataille de Narita, au cours de laquelle des milliers d'individus de toute origine ont déployé des prodiges d'ingéniosité et de courage, illustre bien, à cet égard, les limites du militantisme le plus conséquent ; celui de gens qui ont mené un combat véritable, et qui ont été vaincus par l'idéologie. Mais elle reste aussi exemplaire par cette image, la plus belle que l'on puisse en garder, non par goût du pittoresque ou du romantisme, mais *parce qu'elle contient l'avenir* : celle d'une « poignée de sauvages jaillissant des égouts et fracassant les radars à coups de marteau » (*VSD*, 19 mai 1978). C'est la décomposition même de la société qui impose aux prolétaires d'être résolument modernes, et de traiter toutes les idéologies comme des obstacles à l'abolition de leur condition. Aujourd'hui, le capital ne se contente plus de leur imposer l'exploitation économique et toutes les modalités de leur survie : il prétend, par la terreur nucléaire, planifier leur mort. L'acci-

dent survenu à la centrale de Three Mile Island (Pennsylvanie) en mars 1979 est de nature à ôter tout espoir à ceux qui pourraient être tentés de composer avec cette société : elle est déjà à envisager d'évacuer un million de personnes dans une région soumise au couvre-feu à la suite d'un simple incident, que les disséminateurs de la peste nucléaire s'emploient, tel le ministre de l'Industrie français, à expliquer que si la situation n'est pas pire encore, c'est sans conteste possible « une manifestation de la qualité de la sûreté » ! Il faudra beaucoup d'autres batailles de Narita, avec les illusions écologiques en moins et une vision globale de cette autodestruction planifiée en plus, pour mettre ces gens-là hors d'état de nuire, ainsi que leurs complices stalinien, dont le délire productiviste et patriotique trouve là un champ d'application particulièrement fertile : « Nous réaffirmons notre opposition à toute forme de moratoire qui non seulement permettrait, comme dans les années 60, aux groupes multinationaux de renforcer leur emprise sur ce secteur décisif, notamment dans le domaine du retraitement et dans celui du surrégénérateur, mais aussi parce qu'il aggraverait dramatiquement les risques de pénurie qui pèsent sur l'approvisionnement des Français. » (*L'Humanité*, 1^{er} mars 1979.) Les stalinien devront refaire leurs calculs : les centrales nucléaires, elles aussi, deviennent *incontrôlées*.

« Avec les vieilles méthodes, avec les vieilles certitudes, on ne peut plus gouverner ni un pays ni même une école maternelle », avouait Diego Novelli, maire stalinien de Turin, au XV^e Congrès du P.C.I. Le roi est nu, et les bureaucrates n'ont d'autre choix que de nier cette nudité jusqu'à l'absurde. N'en arrivent-ils pas déjà à affirmer l'impossibilité de la révolution, eux qui naguère s'en réclamaient pour mieux l'écraser : « Ceux qui croient au " grand soir ", à la révolution, se font des illusions dans un pays développé comme le nôtre. » (Georges Marchais, *L'Express*, 14-20 octobre 1974.) Mais le cœur n'y est plus. La décomposition de la société n'épargne pas le pouvoir, qui pourrit par la tête ; l'agonie des dirigeants n'est que le symbole d'une dégradation généralisée de toutes les fonctions sociales : « ...dans ses conversations avec les dirigeants occidentaux (ses interlocuteurs des pays socialistes ne bavardent guère), le secrétaire général participe de moins en moins à la discussion et se contente souvent de lire un texte préparé à l'avance et tapé sur des machines à gros caractère. Depuis quelque temps, M. Brejnev porte à l'oreille une prothèse auditive, et son élocution, qui n'a jamais été parfaite, ne cesse de se dégrader au point que les traducteurs ont parfois du mal à saisir ses propos. Son attention se relâche : il lui est arrivé à plusieurs reprises, dans des discours officiels, de " sauter " un feuillet de son texte sans même s'en apercevoir. Gros mangeur il y a quelques années encore, le chef de l'Etat soviétique semble avoir aussi les plus grandes difficultés à mastiquer... » (Jacques Amalric, *le Monde*, 29 mars 1979.)

Certes, les jeux ne sont pas faits : la tâche des révolutionnaires d'aujourd'hui, qui n'est rien de moins que l'abolition du règne de la séparation et de la marchandise à l'échelle planétaire, est immense ; innombrables sont ceux qui y laisseront leur existence, comme les révoltés d'autrefois, dans la tristesse ou dans l'horreur. Mais ce monde qui anéantit les meilleurs de ceux qui l'habitent et empoisonne mortellement la vie de tous n'offre aucune autre perspective. Le premier ministre demandait récemment à Télévision de France d'achever la couverture totale du territoire en éliminant les milliers de « zones d'ombre » où le spectacle ne peut affirmer sa domination parce qu'un accident de terrain vient masquer l'émetteur : chaque individu, s'il refuse de n'être rien, peut devenir un de ces accidents de terrain, et *l'extension à l'infini des zones d'ombre* s'impose à tous comme le seul objectif digne de notre temps.

LES SYLLOGISMES DEMORALISATEURS

RENVERSEMENT DES PREUVES DE L'INEXISTENCE DE LA
REVOLUTION PORTUGAISE
DONNEES PAR LES IDEOLOGUES EXTREMISTES

Une revue qui s'appelle *la Guerre sociale* a publié dans son second numéro, en mars 1978, un article intitulé « Les luttes de classes au Portugal », et dont le but est de démontrer combien se sont abusés ceux qui ont cru voir là quelque chose comme une révolution prolétarienne. « Cette émergence laborieuse et avortée d'un pouvoir populaire sur les usines et les quartiers qui a tant épaté les gauchistes et les populistes de tout poil ne nous éblouit pas » (*la Guerre sociale*, n° 2, p. 55). Ces exigeants connaisseurs rejettent donc comme l'expression d'une même jobardise tout ce qui s'est écrit sur le sujet avec quelque intention révolutionnaire avant la tardive manifestation de leur lucidité. Et entre autres *la Guerre sociale au Portugal*, publié en juin 1975.

Il serait certes excellent que les textes révolutionnaires, quand il y en a, soient plus souvent améliorés par la critique réelle, et dans ce cas précis qu'un livre qui ne s'était vu opposer que la bêtise intéressée du *Monde* ou de *Libération* soit enfin critiqué au nom d'intérêts tous contraires. Mais nous allons voir que cette critique, qui se veut formulée d'un point de vue révolutionnaire – si l'on peut dire, puisqu'il consiste à affirmer qu'il n'y a pas eu de révolution au Portugal –, n'est pas révolutionnaire, et n'est même pas une critique. L'intérêt de ce texte est plutôt que s'y trouvent cristallisées à l'état solide, et même très épais, diverses sottises révolutionnaires qui flottent à l'état diffus dans l'air pollué du temps ; et accessoirement de montrer, par l'aigreur de pion qui s'y donne libre cours, que si cette *Guerre sociale*, qui avait réservé jusque-là l'exercice de son ardeur polémique au méta-bordiguiste Camatte, s'était bien gardée de toute allusion à la théorie révolutionnaire *moderne* (n'en apprenant l'existence à ses lecteurs qu'à propos d'une contestation d'héritage portant sur un texte vieux de dix ans), ce n'était pas par un compréhensible souci de ses rédacteurs de se déterminer par leur propre opération plutôt que par référence à ce que d'autres ont accompli, mais tout simplement parce qu'il y sont *hostiles*. Ils ont sans aucun doute leurs raisons pour cela. Mais ces raisons subjectives de leur hostilité restent cependant dissimulées, et ils en appellent contre mon texte à l'objectivité des faits. Le résultat, que tout lecteur de bonne foi peut apprécier dans l'article paru sous la signature de « Karamazov », étant qu'ils se montrent aussi mensongers sur le Portugal que sur eux-mêmes.

« Il est une façon de parler des choses pour n'en rien dire de sérieux. C'est le cas du talentueux Jaime Semprun dans *la Guerre sociale au Portugal* (avril 1975). Talentueux, puisque Semprun fait dans le talent comme Voyer dans le génie, Migeot dans la stratégie, et Lebovici dans la révolution. »

Dans son admirable concision, l'exorde de la diatribe karamazovienne va droit à l'essentiel et désigne d'emblée le ressort caché qui fait mouvoir l'artificieux étalage de talent auquel je me suis imprudemment livré.

Il s'agit donc de sérieux, et de talent. L'un m'est absolument refusé, nous verrons plus loin au nom de quels critères ; l'autre m'est concédé, mais à des conditions à vrai dire très restrictives. Ce ne peut être en effet qu'un talent d'un genre bien particulier, relevant de l'affectation raccrocheuse, de la parade fallacieuse (l'expression « faire dans » implique tout cela, et quelques autres choses encore, aussi peu estimables), *puisque* du même acabit que divers autres trucages, tous également énormes et maladroits. Il n'y a donc rien là

à discuter, le regard doit glisser au-delà de cet objet inessentiel qu'est le texte lui-même pour suivre « Karamazov » jusqu'à la révélation de la *substance* dont un tel talent n'est qu'un *accident*. *In cauda venenum* : c'est la fin de ce paragraphe qui en délivre le sens, la série d'équivalences posées entre mon talent, le génie de Voyer et la stratégie de Migeot aboutissant à la révolution de Lebovici, révolution dont la réalité est effectivement plus difficile à établir que celle de la révolution portugaise, chacun en conviendra.

Je n'ai pas à discuter ici de ce que « Karamazov » appelle le génie de Voyer et la stratégie de Migeot, mais à noter que les choses ainsi désignées ont pour seule détermination commune, entre elles et avec mon « talent », d'avoir à divers moments été portées à la connaissance du public par l'entremise des Editions Champ libre, lesquelles semblent bien constituer la seule réalité permettant de mettre de quelque manière en relation l'existence de la révolution et celle de Lebovici. Voilà donc pourquoi tout ce qui apparaît dans ces livres doit être identiquement entaché de simulation (mais quand la cuisinerie marxéuse s'étale dans *le Mouvement communiste* de Barrot, ouvrage publié par les soins de ces mêmes trompeuses éditions, faut-il penser qu'elle est simulée ?).

Je n'avais jamais songé jusqu'ici à me sentir le moins du monde responsable du génie de Voyer ou de la stratégie de Migeot, non plus que du mouvement communiste de Barrot ou de la révolution de Lebovici ; mais je vois trop la force de la logique karamazovienne pour ne pas rougir d'une aussi coupable insouciance. *Puisque...*, *comme* : voilà des trouvailles d'un talent authentique ; car si le talent est l'adéquation réussie de la forme au contenu, quel talent dans ce raccourci télescopant audacieusement la qualité d'un texte, celles d'autres textes publiés par le même éditeur, et les motifs prêtés à cet éditeur, pour faire sentir directement ce que la vulgaire démonstration aurait eu le plus grand mal à établir, à savoir que tout cela se vaut, est également révoltant et ne doit être distingué en rien.

On savait que la théorie la plus récente de l'édition avait considérablement simplifié la question très complexe du jugement d'un texte en la réduisant à celle du jugement de son éditeur. Cette théorie radicale se trouve ici appliquée avec toute la conséquence qui convient selon le principe de la responsabilité collective : on était déjà responsable de son éditeur, et de tous les mobiles occultes que les théoriciens peuvent lui découvrir à partir de ce fait avéré et ignominieux qu'il a de l'argent pour publier des livres, on le sera aussi désormais de tout ce que cet éditeur a pu choisir de publier par ailleurs. Et il suffira que les émules de « Karamazov » se départissent du reste de timidité qui modère encore fâcheusement la nouveauté révolutionnaire de sa théorie pour qu'on voie quelle vaste carrière s'ouvre là à la cohérence radicale : imprimeurs, diffuseurs, libraires, tout sera mis au compte de l'auteur, et l'on verra alors combien se compromettent lamentablement avec ce qui existe, qui ne sont pas ceux que l'on pensait. Mais je laisse développer à de plus compétents que moi cette théorie véritablement *matérialiste* de l'édition.

J'avoue humblement n'avoir jamais pensé qu'il me faudrait un jour me justifier de l'accusation de talent, quoique j'eusse assurément dû concevoir qu'une telle singularité, si elle venait à se manifester, ne manquerait pas de susciter la vigilante méfiance des farouches égalitaristes modernes, tous partisans conséquents de la démocratie du non-talent. Mais alors même qu'il m'accable, je ne peux espérer me laver de cet affreux soupçon en faisant voir les nom-



LA METHODE DES IDEOLOGUES EXTREMISTES : ECHANTILLON

« Il n'y a pas eu de révolution en France en 1968, et le simple fait de théoriser la « révolution de mai » montre que l'on est en dehors de tout mouvement réel. »
Jean Barrot, le Mouvement communiste, 1972

« On ne dira qu'un mot du petit pamphlet sarcastique et souvent délirant de Jaime Semprun (la Guerre sociale au Portugal) qui voit dans les événements de Lisbonne "le premier acte" de la révolution mondiale. L'art de la polémique est trop précieux pour qu'on ne salue pas, au passage, l'un de ses produits, même si le fond n'est pas à la hauteur de la forme.

Les réflexions pointues sur les rapports singuliers unissant "M.F.A. et staliniens", "les nouveaux riches de la politique et leur tuteur idéologique" ne manquent pas de sel.

Au moins au second degré, et du point de vue de ceux que l'auteur appelle, tout au long de ce petit texte bâclé, les "ridicules exégètes du Monde".»
Jean-Claude Guillebaud, le Monde, le 29 juin 1976.

breux défauts de mon texte, quand ce n'est pas dans un objet aussi fragile et incertain que se trouve la preuve de mon talent supposé, et l'explication de sa nature mauvaise, mais dans une circonstance extérieure aussi avérée, et universellement blâmée, que l'existence des Editions Champ libre. Je me vois donc contraint d'accorder à « Karamazov » que je suis incapable de rien produire qui démente catégoriquement son imputation. Je peux d'autant moins nourrir le vain espoir de dissimuler cette indélébile tache de sang intellectuelle qui souille quiconque a été, est ou sera en relation directe ou oblique avec ces funestes éditions, que ma servilité à leur égard, et les complaisances qu'elle me vaut, viennent encore d'être prouvées tout récemment par la publicité qu'elles ont gracieusement donnée à la correspondance où je m'exprimais le plus exhaustivement à ce sujet.

Après qu'il a ainsi, d'entrée, disqualifié absolument les thèses défendues dans *la Guerre sociale au Portugal*, on s'étonne presque que « Karamazov » montre encore la mansuétude de les discuter quelque peu. Aussi est-ce plutôt à en dénoncer l'ineptie qu'il s'emploie, par un montage de citations qui n'a sans doute pas pour but, quoique cela ressorte au mieux de la comparaison avec leur environnement immédiat, de faire apprécier au lecteur avec quelle ostentation j'exerce mon détestable talent. Non, les citations ont ici valeur démonstrative, et la démonstration porte sur le contenu : diligemment escortées de commentaires adéquats, elles visent à mettre en lumière la ridicule absurdité d'un texte dont l'auteur a cru devoir, contre toutes les calomnies et tous les mensonges, prendre la défense de la révolution portugaise ; et ceci sans attendre que *la Guerre sociale* en ait délivré la peu engageante vérité, celle de « ces formes bizarroïdes qui émergent sur un terrain social aride et rocailleux » (*G.S.*, n° 2, p. 55).

« Mais son livre, qu'est-il d'autre que la mise en style d'une version appauvrie du conseilisme ? »

Ici, au-delà de la question du style qui semble obséder ce malheureux graphomane, il faut avant tout savoir pour savourer cette mordante ironie que *la Guerre sociale* a hérité du vieux bordiguisme ce point d'honneur idéologique d'être absolument et en toutes circonstances hostile à l'organisation des travailleurs en conseils révolutionnaires. Voilà comment les rédacteurs de cette revue se distinguent du reste de l'ultra-gauchisme, et ils sont bien conscients qu'il leur faut s'accrocher fermement à cet article de foi pour ne pas être confondus avec le *vulgum pecus* : « Nous ne prétendons pas que la révolution communiste soit chose facile. Et, précisément, pour nous, il s'agit de ne pas en escamoter la difficulté en faisant intervenir un intermédiaire : Etat ouvrier, période de transition, conseils, parti ou conscience prolétarienne, auxquels on confie la mission de la résoudre » (*G.S.*, n° 2, p. 3). Et s'il est fait référence à ces conseils que des travailleurs peuvent se laisser lâchement aller à former pour escamoter la difficulté de leur révolution, peu importe à ces penseurs de la révolution communiste *sans moyens* que ce soit pour, d'un même mouvement, les redéfinir à la lumière de leurs tâches modernes et critiquer historiquement leurs limitations dans le passé ; ou au contraire pour valoriser positivement ces limitations comme *nec plus ultra* de l'émancipation, à la manière des idéologues autogestionnistes. « Karamazov » et ses frères ne s'embarrassent pas de ces distinctions : tous ceux qui veulent pervertir la pureté de leur mouvement communiste en posant intempestivement la question des *médiations nécessaires* sont à vouer à l'exécration pro-

létarienne au même titre que Rocard ou Mario Soares.

Faute d'une débauche de talent dont on ne saurait sans une grande mauvaise foi faire le reproche à ces vertueux penseurs, on appréciera la *sérieux* de leur pratique radicale de l'amalgame : « Etat ouvrier, période de transition, conseils, parti ou conscience prolétarienne », tout cela est à mettre dans le même sac, celui des « intermédiaires ». La confusion ici opérée entre *intermédiaire* (au sens de Kollontai : « Une troisième personne décide de votre sort : voilà l'essence de la bureaucratie ») et *médiation* identifie le plus sérieusement du monde une chose à son contraire : ce qui sépare et ce qui unifie, ce qui prive les prolétaires de leurs moyens et ce qui leur donne, l'impuissance à maîtriser directement sa propre action et la conquête du terrain pratique de la conscience. (Mais il est vrai que la conscience prolétarienne n'est elle-même pour ces guerriers sociaux qu'un lamentable leurre ; pourtant ils nous informent plus loin doctement que « le nombre de ceux qui se seront assimilés au préalable la théorie révolutionnaire – et auront donc clarifié et aiguisé leurs aspirations communistes – importera fort dans les affrontements à venir » – *G.S.*, n° 2, p. 4. Cette théorie révolutionnaire sur laquelle doivent s'aiguiser les aspirations communistes n'est évidemment pas un « intermédiaire » bien gênant puisqu'elle n'existe nulle part ailleurs que dans leur revue ; et c'est donc du nombre de ses lecteurs dont il s'agit ici, ce qui a effectivement peu à voir avec une quelconque « conscience prolétarienne ».)

Ainsi envisagée comme devant se réaliser sans aucun autre moyen historique que la « théorie révolutionnaire » de *la Guerre sociale*, ni aucune conscience de ses buts chez ses protagonistes, la révolution communiste est effectivement d'une difficulté *absolue*, propre à décourager de plus vaillants guerriers que ces sociaux-là ; mais eux-mêmes n'en sont pas autrement affectés, car ainsi le souci de la faciliter un peu ne risque pas de les troubler dans leurs assurances confortables et leurs travaux semi-érudits.

Pour preuve de mon conseilisme appauvri, le défenseur du bordiguisme enrichi fait donc une première longue citation de mon texte : « Inutile de passer ici en revue les centaines de "Lip" qui sont, depuis des mois, la vie concrète de milliers et de milliers de travailleurs. Qu'il suffise de dire qu'une grande partie du Portugal vit grâce à la capacité d'auto-organisation des travailleurs, et ne survit que grâce à celle des soldats. Et quand un pays ne peut plus être gouverné *contre* les travailleurs, il ne peut bientôt plus être gouverné *par eux* ou *en leur nom*. Mais pour que la représentation prenne la place de la classe, au train où vont les choses, ou plutôt ce qui les fait danser, il faudra une répression ouverte. »

Puis il enchaîne : « Sous la plume de Semprun, tout est clair. Inutile de passer en revue ce qui risquerait de déranger quelque peu une vision qui se contente d'opposer la classe (bonne) et sa représentation (mauvaise). »

Quoique je ne cherche certainement pas à être obscur, je ne pense pas devoir en l'occurrence être félicité de ma clarté : le lecteur en est beaucoup moins redevable à mon talent particulier qu'à la révolution portugaise elle-même, qui a, comme toutes les révolutions tant qu'elles vont de l'avant, *tout clarifié* en obligeant ses divers ennemis, au premier rang desquels les staliniens, à se déterminer par rapport à elle. Au-delà du « contentement » que chacun peut naïvement trouver là, s'il n'a pas le scepticisme aussi radical que les idéologues

du communisme vrai, l'étonnant serait seulement, si l'on pouvait encore connaître quelque étonnement dans ce genre, qu'il se trouve des gens pour refuser de voir cette clarification qu'opère la classe prolétarienne quand elle s'oppose à sa représentation et commence à démentir ceux qui parlent en son nom, ou pour voir là une « vision ». Un quelconque Max Gallo disait de même au sujet de l'hypothèse selon lui extravagante, formulée dans le *Précis de récupération*, d'une prochaine révolution russe : « La Russie elle-même connaîtra les soulèvements prolétariens : balayés alors Sakharov et Soljenitsyne. Au profit de qui ? Peut-être des Conseils Ouvriers, que l'auteur, dans un livre précédent, a vus au travail dans la révolution portugaise » (*l'Express*, 26 janvier 1976). Mais là où le prudent historien du mensonge immédiat se contentait d'insinuer que j'étais seul, dans mon délire, à avoir vu ce que tant d'autres, bureaucrates, policiers, journalistes, ont très bien vu aussi quoiqu'ils n'en parlent guère, de plus profonds savants peuvent conclure à la « vision » avec toute l'assurance que procure la base axiomatique de principes comme ceux-là : « Ou la communisation est possible, ce qui dépend du développement des forces productives locales, et de la situation mondiale, ou elle ne l'est pas – et, dans ce cas, il n'y a pas une porte de sortie qui s'appellerait autonomie ouvrière. » (*G.S.*, n° 2, p. 61) ; « L'opposition bureaucratie/autonomie ouvrière ne contient pas l'opposition capitalisme/communisme » (*G.S.*, n° 2, p. 65).

Ainsi, après avoir calculé l'impossibilité de la « communisation », et si les travailleurs s'obstinent cependant dans de vaines luttes autonomes, nos idéologues doctrinaires peuvent toujours se consoler en affirmant que ces luttes antibureaucratiques ne « contiennent pas » l'opposition « capitalisme/communisme ». On se contie mal devant ces marottes de sectaires débitées sur le ton d'oracle de l'infailibilité scientifique. Les spécialistes du formalisme des abstractions vides ramènent la contradiction entre la réalité et leurs schémas préétablis à une comparaison des validités méthodologiques respectives de deux oppositions formelles ; et depuis ces sommets de l'abstraction, la réalité leur paraît d'un contenu bien pauvre. Si l'on ne rougissait pas de recourir à Hegel pour critiquer quelque chose comme la pensée de « Karamazov », on montrerait là la *ratio-cination*, qui sait si bien, avec sa sagesse arbitraire acquise ailleurs, se comporter négativement à l'égard du contenu qu'elle appréhende, le réfuter et le réduire à néant ; puis, pour avoir tout de même un contenu, ramasser quelque chose d'autre n'importe où et s'adonner à la vanité de son savoir.

On voit bien cependant que « l'opposition capitalisme/communisme », telle que ces guerriers en font paisiblement usage, contient absolument tout et peut leur permettre de pontifier indéfiniment sur tous les sujets avec un égal bonheur théorique : « Le problème pour le communisme n'est pas d'instaurer l'égalité des hommes et des femmes » (*G.S.*, n° 2, p. 25) ; « La révolution communiste n'est pas le heurt de deux armées, comme cela se voit généralement dans les conflits guerriers, et dont l'une défendrait le vieux monde et l'autre annoncerait le nouveau » (*G.S.*, n° 2, p. 40) ; « Le communisme n'est pas le prolongement du capitalisme ni un programme à appliquer : c'est dans son mouvement de destruction qu'il engendre de nouveaux rapports » (*G.S.*, n° 2, p. 40) ; « Le but de la révolution communiste n'est pas de fonder une structure sociale, un système d'autorité démocratique ou dictatorial, mais une activité différente » (*G.S.*, n° 2, p. 41) ; « La révolution communiste ne se fonde pas sur l'opposition gouvernés/gouvernants. Quand bien même les hommes s'autogouverneraient, le principe de séparation à la racine de l'Etat et de la politique subsisterait. Le communisme ne particularise pas ce principe, il le supprime » (*G.S.*, n° 2, p. 41). Mettons un terme à cette avalanche d'affirmations péremptoires en remarquant comment les idéologues, emportés par la logique de leur spécialisation intellectuelle de producteurs de principes, et aussi matérialistes puissent-ils se prétendre, doivent voir un principe « à la racine de l'Etat », et dans le communisme la suppression de ce principe.

Mais nous aurions tort de disputer mesquinement un tel détail, qui relève plutôt du malheureux lapsus, alors que vient de nous être si généreusement révélée la définition du communisme : il n'est ni l'égalité des hommes et des femmes, ni le résultat d'un conflit, ni le prolongement du capitalisme, ni un programme à appliquer, ni une structure sociale, ni un système d'autorité démocratique ou dictatorial, ni le dépassement de l'opposition entre gouvernants et gouvernés. Le communisme n'est rien de tout cela, et il est bien d'autres choses encore qu'il n'est pas. Bref, Il est Celui qui n'est pas, et ce qui est n'est pas Lui. Alléluia !



« En raison des grandes qualités de dirigeant du chah, l'Iran est une île de stabilité dans une des régions du monde les plus troublées. C'est là un hommage à vous-même, Majesté, à votre direction, au respect, à l'admiration et à l'amour que votre peuple vous porte. (...) Il est important que nous continuions de bénéficier de la solidité de votre jugement et de vos bons conseils. »

Jimmy Carter, le 31 décembre 1977.

« Qui aurait eu l'amitié du roi d'Angleterre, du roi de Pologne et de la reine de Suède, aurait-il cru manquer de retraite et d'asile au monde ? »

Pascal, 1658.

« Le chah d'Iran a rejeté la responsabilité des émeutes dans le pays sur les "marxistes-islamiques", au cours d'une conférence de presse jeudi 17 août, à Téhéran. "Mais le processus de démocratisation se poursuivra", a ajouté le souverain iranien, qui avait regagné deux heures plus tôt Téhéran après avoir pris quarante-deux jours de vacances au bord de la mer Caspienne. »

Le Monde, le 19 août 1978.

« "Le chah s'est repris et a retrouvé son assurance ; il se montre plus confiant dans l'avenir tout en ayant conscience que la partie demeure difficile." Ainsi s'exprimaient, vendredi 10 novembre, les hommes politiques qui se sont entretenus avec le souverain depuis la formation du gouvernement du général Azhari, lundi dernier. L'un d'eux ajoute : "Jusqu'à dimanche, le chah était extrêmement abattu et découragé. Persuadé d'avoir toujours agi pour le bien du pays, il avait éprouvé un violent choc moral devant le soulèvement populaire. « Je ne comprends pas, » ne cessait-il de répéter." Le souverain aurait été en outre affecté par le nombre des privilégiés du régime et des courtisans qui s'étaient empressés de quitter le pays dès que la situation avait commencé à se dégrader et qui étaient allés jusqu'à critiquer le monarque. Bien qu'il soit, dit-on, un lecteur assidu de Machiavel, un tel retournement n'aurait pas dû le surprendre. Il en aurait conçu de l'amertume, disant à ses interlocuteurs : "Quand ils sentent le danger, les rats abandonnent le navire." »

Le Monde, le 11 novembre 1978.

« Gouverner c'est mettre vos sujets hors d'état de vous nuire et même d'y penser ; ce qui s'obtient soit en leur ôtant les moyens de le faire, soit en leur donnant un tel bien-être qu'ils ne souhaitent pas un autre sort. »

Machiavel, Discours sur la première décade de Tite-Live.

« L'important, c'est de savoir ce que veulent les gens qui se font massacrer par milliers. Est-ce qu'ils demandent un simple changement de gouvernement ? (...) Nous ne sommes pas nécessairement contre une monarchie



constitutionnelle. Mais malheureusement, le peuple estime qu'aucune réforme ne peut être réalisée avec le souverain actuel. Avec son fils, cela n'est pas impossible. C'est le suffrage universel qui en décidera. »

Karim Sandjabi, *le Monde*, le 5 janvier 1979.

« Je me sens fort éloigné du monstre de la démocratie. J'en appelle au peuple à seule fin de susciter un mouvement rapide et régulier, circonscrit à l'intérieur de sa propre sphère. »

Edward Bowles, 1643.

« On a l'impression que le chah est parti depuis un an, et rares sont ceux qui croient encore à son retour. Ses portraits ont disparu de la plupart des grands hôtels, et le Park Hotel, qui appartient à l'oncle de l'impératrice, a collé sur la grille d'entrée une grande photo de Khomeiny (...) Enfin, le comité de coordination des grèves, désigné par l'ayatollah, a appelé les grévistes à dédouaner les produits agricoles, en particulier les céréales, et annoncé qu'il allait également demander aux dockers de décharger les bateaux. En outre, la production pétrolière est légèrement remontée (...). Le chef religieux, qui a fait descendre des millions de personnes dans la rue, démontre ainsi qu'il peut aussi à tout moment ordonner la reprise du travail. »

Le Monde, le 6 février 1979.

Ce qui peut surprendre dans la subtile partie d'échecs qui se joue actuellement, c'est que les forces antagonistes demeurent discrètement en contact. Jeudi soir, le général Gharabaghi et le chef de la SAVAK, le général Moghadam, ont rencontré pendant quatre heures M. Sahabi, président du comité de coordination des grèves et proche collaborateur de M. Bazargan. Le chef d'état-major lui a expliqué, en présence de M. Bakhtiar, qui s'est ensuite retiré, que l'armée ne pouvait accepter un premier ministre qui ne serait pas investi par le Parlement. »

Le Monde, le 10 février 1979.

« Rien, suivant la seule raison, n'est juste de soi, tout branle avec le temps. La coutume fait toute l'équité, par cette seule raison qu'elle est reçue. C'est le fondement mystique de son autorité. Qui la ramènera à son principe l'anéantit (...) L'art de fronder, bouleverser les Etats est d'ébranler les coutumes établies en sondant jusque dans leur source pour marquer leur défaut d'autorité et de justice (...) Il ne faut pas qu'il (le peuple) sente la vérité de l'usurpation. Elle a été introduite autrefois sans raison, elle est devenue raisonnable. Il faut la faire regarder comme authentique, éternelle et en cacher le commencement si on ne veut qu'elle prenne bientôt fin. »

Pascal, 1658.

Le lecteur anxieux de penser par lui-même la réalité appréciera les immenses avantages d'une méthode qui lui permet d'emblée la définition de ce qui existe par ce qui n'existe pas, et vice versa. Ainsi, dès qu'il aura appris à manier en virtuose cette « opposition capitalisme/communisme » qui contient absolument tout ce qui est et tout ce qui n'est pas, il pourra passer à la classification historique de tout événement passé ou présent dans la catégorie qui lui convient. Il ne risquera pas de ressembler à ces « chercheurs modernes » qui « abordent la question sociale avec plus de sophistication : il leur faut toujours tout compliquer pour justifier la poursuite de leurs travaux », et qu'ont justement dénoncés des chercheurs aussi honorablement vieillots que Jean Barrot et Denis Authier (*la Gauche communiste en Allemagne*). En effet il s'apercevra bien vite que tous les événements historiques étant définis par le fait d'avoir existé, ils sont également tous entachés de cette souillure ineffaçable de l'existant qui interdit au penseur rigoureux de les ranger ailleurs que dans la catégorie du capitalisme. En posant ainsi, en opposition à toute théorie ou pratique distincte et accomplie, ou cherchant son accomplissement, son savoir unique que dans l'absolu du communisme tout est différent, il parviendra à l'extrémisme absolu dans la nuit duquel toutes les révolutions sont grises, non-communistes, capitalistes en un mot.

Qu'il voie déjà, pour exciter son zèle, comment « Karamazov » démontre la supériorité de son communisme sur ceux qui « voient la révolution en marche lorsque le prolétariat ne manœuvre que sous la contrainte des lois du capital » (*G.S.*, n° 2, p. 55). En effet, en se révoltant contre « la contrainte des lois du capital », le prolétariat est encore déterminé par ce qu'il nie, c'est cette contrainte qui le fait agir, ce n'est pas en lui-même qu'il a trouvé une « aspiration communiste » qui, convenablement aiguisée par la théorie révolutionnaire, l'aurait transporté instantanément et sans intermédiaire au-delà des lois du capital et de leur contrainte. Cette misérable sujétion indigné le penseur du communisme absolu : comment, le prolétariat n'est-il pas mû par un pur enthousiasme pour le communisme ? Il a là quelque intérêt matériel et non théorique ? Alors il est perdu pour la révolution, en vérité, « Karamazov » vous le dit : « Cette vague de contrôle et de gestion ouvriers qui déferle sous des formes multiples, sauvagement ou avec le soutien des bureaucrates, n'est pas révolutionnaire. Il s'agit de défendre des emplois menacés, de se battre pour la production. Que font les ouvriers qui y participent, sinon s'accrocher au salariat ? (...) Plus que d'une lutte offensive d'appropriation, il s'agit, soit, sous l'égide des bureaucrates, de pallier aux carences du capital, soit de défendre l'emploi sauvagement. La hausse importante et généralisée des salaires mettrait brutalement en question la rentabilité de nombre d'entreprises » (*G.S.*, n° 2, p. 58).

Ainsi ces inoffensifs travailleurs ne font que « pallier aux carences du capital », parce que le capital a cette « carence » de mal supporter « la hausse importante et généralisée des salaires ». Il est vrai que la « carence » fondamentale du capital, qui explique toutes les autres, c'est d'être un rapport social contradictoire dont le prolétariat est le pôle négatif, le « mauvais côté » dont la lutte met « brutalement en question la rentabilité de nombre d'entreprises ». Finalement la « carence » du capital, c'est de contenir le prolétariat, et le « palliatif » à cette « carence », c'est encore le prolétariat, la contradiction devenue consciente. Quand le prolétariat « pallie » cette « carence », c'est donc, en même temps qu'il lutte pour l'existence, à ses propres conditions d'existence qu'il s'en prend. Le prolétariat exécute la sentence que le capital prononce contre lui-même en engendrant le prolétariat.

Ne serait-ce que pour faire braire ces ânes dogmatiques, citons le rusé léniniste Brecht, meilleur dialecticien en quelques lignes sans « théorie » qu'ils ne le seront jamais avec tout leur pédantisme : « Sur le cours des choses : To-Tsi observait avant le grand bouleversement que les maîtres de forges furent perdus quand ils ne purent plus continuer d'exploiter les forgerons. Les forgerons, qui, pour obtenir par la force de meilleurs salaires, avaient souvent refusé de travailler, faisaient pression – maintenant que les ateliers étaient arrêtés faute de fer et parce que les maîtres de forges craignaient de ne plus recevoir d'argent du gouvernement pour les véhicules de guerre – pour que l'exploitation continuât. Vivre, pour eux, c'était être exploité ; ils craignaient maintenant pour leur vie. Ils se soulevèrent contre les maîtres de forges et les chassèrent en quelque sorte parce que ceux-ci se refusaient à continuer de les exploiter » (*Me-Ti, livre des retournements*).

Tout cela ne fait guère l'affaire de nos idéologues extrémistes, car leur affaire c'est la « théorie révolutionnaire », et ce genre de réalités s'en passe fort bien. Pour assurer le salut de leur « théorie révolutionnaire », il leur faut un capital débarrassé de toute « carence », un capital aussi absolument capitaliste que leur extrémisme est communiste. Alors seulement, par le miracle « dialectique » d'un renversement total, le prolétariat sera-t-il purifié de toute souillure matérielle d'intérêts partiels, lavé de toute relation équivoque avec le capital, et, transporté au-delà de réalités contradictoires relatives, nimbé de gloire, pourra-t-il enfin fonder la Jérusalem terrestre du communisme vrai. En somme ils demandent *seulement* au « mouvement communiste » de reproduire dans la réalité pratique la pauvreté et le schématisme de leur propre opération intellectuelle, dernière version, desséchée et mécaniste, de l'Esprit du Monde. On retrouve là la prothèse idéologique de tous les handicapés sous-marxistes qui, dans le calme contemplatif, veulent attendre d'une « aggravation des contradictions » par laquelle la réalité rejoindrait la simplicité immobile du concept, que se vérifie *absolument* la critique révolutionnaire, sans qu'il soit trop besoin de s'occuper à la faire vaincre *relativement*, c'est-à-dire dans l'histoire réelle. Avec tout leur marxisme racorni, ils sont plus idéalistes que Hegel, qui avait du moins l'honnêteté de reconnaître que le passage du concret au concept est toujours une chute. Pour eux, c'est le concret qui démerite quand il ne se conforme pas à leurs catégories figées.

Avant de reprendre le fil de l'exégèse karamazovienne, il faut relever une autre ineptie qui traîne partout dans le révolutionnarisme contemporain : l'emploi, par des gens manifestement incapables de lire la théorie dialectique de Clausewitz, mais qui veulent tout de même poser aux experts militaires, de la notion d'offensive comme catégorie fétichisée. Valoriser ainsi l'offensive en dehors de sa relation au développement du conflit et à l'évolution dans le temps du rapport des forces, qui seule détermine sa valeur tactique et stratégique, c'est échafauder un principe abstrait au nom duquel on reprochera sentencieusement aux travailleurs leur timidité. Le burlesque de ces stratèges de Café du Communisme, empêtrés dans les notions hypostasiées au moyen desquelles ils croient se montrer théoriciens de la guerre sociale, apparaît pleinement quand ils affirment que les travailleurs ne font que « défendre des emplois menacés » lorsqu'ils organisent leur contrôle sur les entreprises dont la rentabilité est compromise par une « hausse importante et généralisée des salaires » ; car qui a imposé cette hausse des salaires insupportable pour l'économie, sinon ces mêmes travailleurs ? Les enfants de troupe de *la Guerre sociale* écrivent ailleurs : « Il y a eu des occupations de logements et des suspensions de paiement, des arrêts de péage (entre autres au « Pont Puig Antich ») et des grèves avec remise en marche gratuite des transports. Mais ces mesures anti-propriétaires ne sont pas le début d'une instauration, même timide, du communisme. Ce ne sont pas des innovations portugaises. Elles sont des réponses aux besoins et aux pressions des masses et des militants, liées à des iniquités flagrantes, à des urgences pressantes, et surtout à des facilités immédiates quand la répression étatique s'affaiblit » (*G.S.*, n° 2, p. 54). Ainsi ces lamentables « facilités » auxquelles se sont paresseusement laissés aller les travailleurs portugais étaient « surtout » le résultat de l'affaiblissement de l'Etat. Mais pourquoi s'affaiblissait-il donc ? On pourrait aussi bien dire qu'en juillet 1936 les travailleurs espagnols furent si timorés qu'ils ne s'emparèrent des usines qu'après le départ des patrons. Mais pourquoi les patrons s'enfuirent-ils donc ? (En vérité il est presque impossible d'imaginer une sottise que ces gens n'aient effectivement proférée avec assurance : « Les collectivisations ? Elles ont géré, non sans un certain enthousiasme révolutionnaire, ce qui n'en restait pas moins du capitalisme. Les travailleurs ont pris tant bien que mal la place des patrons : leurs tendances communistes sont restées surtout velléitaires » – *G.S.*, n° 2, p. 41 ; et ils sont plus péremptoirs encore lorsqu'ils traduisent, pour l'édification des indigènes ibériques, des textes de paléo-bordiguistes belges selon lesquels, comme le résume froidement le frère jumeau de « Karamazov » qui les préface, « il n'y a pas eu de révolution en Espagne en 1936-1939 ». Enseignement plein de sens pour ceux qui se préparent sans doute déjà à prouver l'inexistence de la prochaine révolution espagnole.)

En fait, dans toute crise révolutionnaire, et quel qu'en soit le rythme, l'initiale offensive spontanée des masses se heurte toujours, au bout d'un temps plus ou moins long selon la désagrégation de

« En quelques heures folles et sanglantes, le problème de la transition en Iran, qui avait vu s'affronter deux premiers ministres rivaux, a été réglé par les armes. Le raz de marée populaire qui déferle depuis des mois à la voix de l'ayatollah Khomeiny a fini par tout emporter : le gouvernement vacillant de M. Bakhtiar, la résistance des "durs" de l'armée et des derniers partisans du chah, et même, c'est l'aspect paradoxal de cette journée qui consacre la fin de la monarchie en Iran, les conseils de modération des chefs religieux. Un seul "déravage" – l'attaque d'éléments "khomeinystes" de l'armée de l'air par des soldats de la garde impériale – aura suffi à faire explo-



ser une situation que rien ni personne ne pouvait plus contrôler. Le triomphe éclatant de l'ayatollah Khomeiny n'est pas, de toute évidence, survenu dans les conditions qu'il souhaitait (...) Pillant les arsenaux, la foule s'est armée (...) Désarmer une population enfiévrée par son triomphe est une tâche qui ferait reculer le plus solide des gouvernements (...) Remettre le pays au travail, forger des institutions sur un consensus autre que le refus de la dictature passée, sont des tâches gigantesques.»

Le Monde, le 13 février 1979.

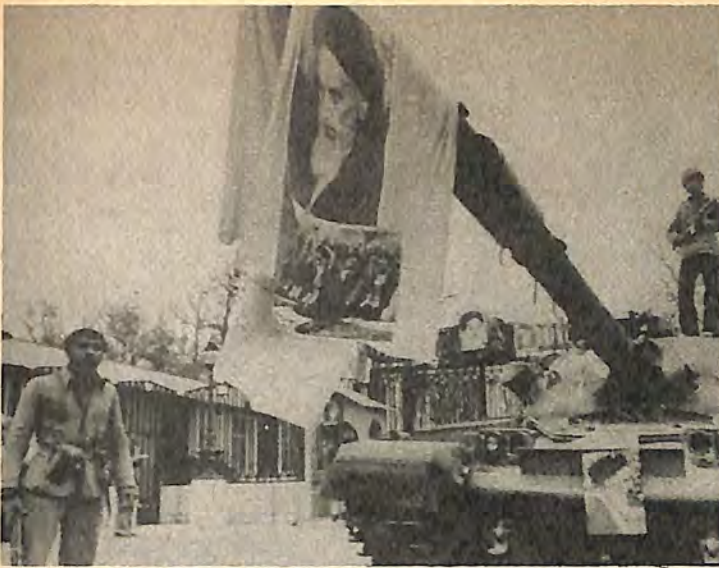
« Le nouveau gouvernement devra également compter avec les comités de travailleurs dans des secteurs clés : pétrole, aviation, banques centrales. Au cours des grèves, les comités ont à la fois appris à analyser les mécanismes économiques et pris conscience de leur pouvoir. Or, avec le soutien de la base, ils entendent donner un cours radical à la révolution et ne semblent pas prêts à accepter de faire le jeu de la petite bourgeoisie au nom de l'unité islamique. On n'en veut pour preuve que les difficultés éprouvées récemment par M. Bazargan, à Abadan, lorsqu'il a demandé aux ouvriers du pétrole d'accroître la production pour répondre aux besoins du pays.»

Le Monde, le 15 février 1979.



« Ils ont jeté tous les mystères et tous les secrets de l'art de gouverner en pâture au vulgaire, comme autant de perles aux pourceaux, et ils ont enseigné à la soldatesque comme au peuple à en pénétrer si loin les profondeurs que tout gouvernement s'en trouve ramené à la confusion des principes primitifs de la nature... Ils ont ainsi rendu le peuple si curieux et si arrogant qu'il ne retrouvera jamais assez d'humilité pour se soumettre à une autorité civile (...) Il ne peut exister aucune forme de gouvernement sans mystères appropriés et ceux-ci ne demeurent des mystères qu'à condition d'être dissimulés. L'ignorance, et l'admiration qui en est la conséquence, engendrent la dévotion et l'obéissance civiles.»

Clement Walker, History of Independency, 1649.



« Pour la première fois, l'ayatollah Khomeiny est publiquement contesté : "Nous avons déserté, dit un soldat, à l'appel de l'imam. Maintenant, il nous dit : retournez dans vos casernes, sans se préoccuper du sort que nous réserverons aux officiers supérieurs qui n'ont pas changé de mentalité." L'assistance crie trois fois "Sahih Ast" (tu dis la vérité). Un professeur représentant des enseignants du secondaire développe un thème analogique : "L'ayatollah Khomeiny nous avait demandé de faire la grève en dénonçant le système d'enseignement et les livres pourris du régime impérial. Maintenant, il appelle le peuple à reprendre le travail samedi et nous demande de retourner à l'école. Mais le système n'a pas changé et les livres sont les mêmes." »

Le Monde, le 17 février 1979.

« Il n'y a guère d'homme capable de lire l'anglais, guère de femme s'apprêtant à aller à l'église, qui n'ait l'audace d'en remontrer au pasteur, et



nous sommes réduits, soit à prêcher ce qu'ils veulent entendre, soit à ne point être entendus lorsque nous prêchons. »

Thomas Adams, 1630.

« Tous les orateurs réclament la constitution de comités comprenant les représentants des mouvements qui ont participé à la lutte armée, des soldats, des officiers subalternes et des éléments des "forces populaires d'avant-garde". Ce sont ces comités qui éliraient ensuite les officiers et les chefs d'unités. Ce mouvement de contestation, qui semblait au départ facile à circonscrire, a apparemment plus de portée qu'on ne l'imaginait. »

Le Monde, le 17 février 1979.

« Tous les pouvoirs confiés reviennent, en cas de forfaiture, à ceux qui les délèguent, comme à leur centre propre : et là où est commise semblable forfaiture, l'on est dégagé de toute obéissance ; en appeler à ceux qui délèguent est justifié, sans qu'il y ait là mépris ou désobéissance à l'égard des pouvoirs... Car, en tel cas, on en appelle non pas du pouvoir, mais des personnes : loin d'abandonner ce pouvoir, on le suit jusqu'en sa retraite et jusqu'à sa source... Toute autorité s'incarne, pour ce qui est de son fondement en la charge elle-même, et en les personnes pour son simple exercice : si bien que lorsque les personnes, en leur exercice du pouvoir, dégénèrent,

l'ennemi et le nombre de tentatives de résistance qu'il lui faut pour se reprendre, à une contre-offensive qui transforme le nouveau rapport de forces de potentiel en effectif. A ce moment c'est dans l'organisation de sa défense que ce qui s'est constitué comme camp de la révolution peut puiser la conscience de ses possibilités et les moyens de les réaliser, pour passer de nouveau à l'offensive. Jamais ne cesse l'action que les deux camps exercent l'un sur l'autre, et tout au long de ce processus les valeurs respectives de l'offensive et de la défensive doivent nécessairement varier à chaque moment et pour chaque camp.

Ainsi lorsque le 25 novembre 1975 est finalement venue la contre-offensive qu'aucune des variantes successives du burlesque pouvoir portugais n'avait réussi à mettre sur pied depuis un an et demi, les travailleurs révolutionnaires ont surtout été vaincus par ceux qui ont su les empêcher de prendre eux-mêmes en main leur défense. Staliniens et militaires de gauche ne pouvaient plus faire simplement échouer le coup comme le putsch de Kapp, et ils ne voulaient surtout pas le faire échouer comme le soulèvement de Kornilov. Par la diversion, le brouillage et la confusion, ils sont parvenus à désorienter les travailleurs, et les commandos de Neves, lorsqu'ils sont passés à l'action, n'ont fait qu'encaisser ce que d'autres avaient fait payer au prolétariat.

Prétendre découvrir la méthode de guerre spécifique du prolétariat dans l'offensive, c'est soit extrapoler une banalité de base sans emploi ici (les travailleurs ne peuvent rien posséder qui soit vraiment à eux avant d'avoir tout pris), soit échafauder un méthodisme particulièrement dérisoire, parce que portant sur ce qui n'est pas du ressort de la méthode : la passion unie à la capacité, c'est-à-dire le génie. Ce que fait le génie des masses en révolution, voilà la plus belle de toutes les règles, et ce que la théorie peut faire de mieux, c'est de montrer pourquoi il en est ainsi, et comment. C'est pourquoi des gens qui refusent de voir ce qui a été la grandeur de la révolution portugaise, et donc déjà sa victoire, s'interdisent par là même de comprendre ce que fut sa défaite. Il n'y a pas de grandeur historique pour les valets de plume qui doivent tout rapetisser aux dimensions de leur « théorie ».

On voit donc que nos penseurs de la guerre sociale ne sont si prompts à affirmer qu'il ne s'agit pas d'une « guerre classique » que pour s'épargner d'avoir à penser en quoi il s'agit aussi d'une lutte armée soumise aux nécessités de toute lutte armée, et pouvoir ainsi sauter directement dans l'éther de leur « mouvement communiste », où tous les vulgaires problèmes militaires sont abolis avant même que l'on ait eu le déplaisir de les considérer.

« L'affaire portugaise est d'importance, puisque cette deuxième offensive révolutionnaire moderne, la première étant mai 68, "ridiculise (...) toutes les illusions sur la révolution". Et l'auteur semble effectivement n'avoir qu'un but : non pas comprendre ce qui se passe, mais tout rejeter dans le ridicule et tenter, lui et son prolétariat mythique, de se tenir au-dessus. »

Après m'avoir généreusement crédité de l'opposition entre la classe prolétarienne et sa représentation, produit de mon seul délire visionnaire, « Karamazov » me prête donc le but non moins irresponsable selon lui de tout rejeter dans le ridicule. Encore une fois le respect de la vérité m'oblige à refuser de m'attribuer toute la gloire d'une entreprise dont la réussite n'a que bien peu dépendu de moi. Cela aussi, c'est la révolution portugaise qui l'a accompli, et non mon talent personnel : c'est elle qui a successivement rejeté toutes les combinaisons politiques de ses ennemis dans un ridicule dont, à l'heure actuelle, ils ne se sont pas encore vraiment relevés. Là où « Karamazov » veut voir une espèce d'entreprise esthétique de dérision littéraire, il y a le caractère objectivement comique d'une situation où tous les dirigeants ont dû faire autre chose que ce qu'ils voulaient. La cruelle ironie de l'histoire, qui rejette toute l'organisation dominante de la vie dans le ridicule dès que les prolétaires commencent à prendre leurs affaires en main, on la voit encore aujourd'hui en Iran ; et partout ailleurs, dans les nombreuses occasions où les classes dirigeantes se ridiculisent très bien toutes seules, sans même que la révolution s'en mêle. Ce ne sont pas les mauvaises intentions satiriques, aussi talentueuses soient-elles, qui ridiculisent le plus efficacement le vieux monde, mais la réalité. Et cela est si vrai que pour ne pas se sentir lui-même trop ridicule, « Karamazov » doit nier farouchement cette réalité, sans pourtant jamais parvenir à se rassurer complètement.

« Au Portugal émerge l'autonomie prolétarienne. Les chatoiements stylistiques, les paradoxes multipliés, les détournements répétés ne font que reprendre et mettre en scène cette façon unique et fautive de considérer les événements. Mettre en scène, car il s'agit bien d'une reconstitution théâtrale. Ce ne sont pas des forces sociales et politiques qui sont en jeu, mais des personnages qui se bousculent et surtout se trompent les uns les autres : Spinoza, le MFA, le PCP, le prolétariat. »

Pour que rien ne vienne gâcher le bonheur théoricien de « Karamazov », il faut donc que le « prolétariat mythique » dont il m'a somptueusement accordé plus haut la propriété ne soit avec son autonomie que le résultat de mon ingénieuse mise en scène : non seulement j'ai des visions, mais j'excelle à utiliser tous les poisons du style pour les faire partager à d'autres. « Karamazov », quant à lui, pense que l'on ne se prémunira jamais assez contre les séductions délétères d'une expression cohérente et d'un langage maîtrisé. L'austérité de ses mœurs stylistiques nous est déjà connue (« Le Portugal est un pays petit et pauvre ») mais il a encore à cœur de nous convaincre que son interprétation ne saurait sans une grande mauvaise foi être confondue avec une mise en scène trompeuse, une reconstitution théâtrale de la réalité, car il s'attache lui-même soigneusement, par des contradictions grossières et calculées, à lui ôter toute apparence de plausibilité. Ainsi « cette façon unique et fautive de considérer les événements », constater l'émergence de l'autonomie prolétarienne, était précisément la sienne quelques pages auparavant : « Au Portugal, une fraction assez large du prolétariat des grandes entreprises et du secteur moderne (postes, chantiers navals, compagnie aérienne, presse) s'est trouvée en opposition, non seulement au patronat, mais aussi à la bureaucratie ouvrière (P.C., Intersyndicale). Ces travailleurs ont tenté et plus ou moins réussi, notamment à travers le comité interentreprises et ses manifestations, à s'organiser de façon autonome » (p. 54-55). Mais on ne peut cependant le confondre avec un vulgaire partisan de l'autonomie ouvrière, car lui savait bien, de toute éternité anti-conseilliste, que cela ne donnerait rien de bon, puisque le Portugal, « ce petit pays, peut-être fier mais sûrement pauvre, ne pouvait devenir un phare ou un modèle pour le reste du monde » (p. 54) ; pourtant, par ailleurs : « On ne peut régler la question au nom de l'arriération du Portugal. Le capital est une réalité mondiale et ses effets sont planétaires » (p. 2) ; et il est vrai que « l'autogestion portugaise était une version modernisée des ateliers nationaux de 1848 » (p. 59). Ces chatoiements stylistiques, dont les soudaines fulgurances s'anéantissent réciproquement dans un vacarme d'opéra-comique, sont à mon talent de démiurge, pour ce qui est de la mise en scène, ce que les œuvres complètes de Bordiga sont à la pizza napolitaine, pour ce qui est du caractère digeste. Auprès d'un tel bredouillis ergoteur, tout doit sembler théâtral, car rien ne saurait faire moins de concessions à la simple cohérence formelle de l'exposé.

Toute analyse historique comporte nécessairement une part de relation des faits, et toute relation sélectionne, privilégie certains faits plutôt que d'autres. Ce qui peut seul en manifester la vérité, c'est le devenir historique qui démontre que les faits choisis étaient bien les plus importants, que la tendance dominante était bien celle qui avait été discernée. On peut sélectionner les faits du point de vue du valet de chambre, en les regardant par le trou de serrure du dogmatisme anti-conseilliste, ou à partir de n'importe quel choix politique. (A partir de cette réalité du choix, les mêmes ordures qui affirment que « le langage est fasciste » peuvent soutenir que toute relation historique est une fiction, pour noyer leurs petites falsifications particulières dans l'impossibilité absolue de restituer la vérité.) La cohérence interne de l'analyse reste cependant, bien évidemment, la condition nécessaire à ce que cette analyse soit elle-même cohérente avec la réalité. Il est à noter qu'avec la décomposition de la cohérence séparée des idéologies, les idéologues se montrent de moins en moins capables de satisfaire même cette première condition insuffisante. « Karamazov », quant à lui, dédaigne absolument, en véritable extrémiste qu'il est, de la remplir : il doit souffler alternativement le froid et le chaud, car il lui faut à la fois déprécier la révolution portugaise pour montrer l'exigence de son sérieux théorique, et la faire valoir pour ranimer quelque peu le prétexte à cette démonstration. L'unique tâche d'un partisan de la vérité consistait, face à un tel mouvement, non à jouer au maître d'école mais plutôt à étudier le caractère qui lui est propre. Pour cela il faut avant tout une certaine perspicacité et une certaine passion révolutionnaire, tandis

passant de la sécurité à la tyrannie, leur autorité dès lors cesse ; et celle-ci ne se retrouve que dans son fondement originel, à l'emplacement de sa source - et cette source est le peuple, le corps politique représenté... En effet... tous les pouvoirs humains légitimes ne sont que confiés, conférés et transmis par accord commun et conjoint... Et par naissance tous les hommes sont égaux et identiquement nés pour jouir de la même propriété et de la même liberté, chacun, par instinct naturel, visant à sa sécurité et à son bien-être... »

Richard Overton, Appel interjeté contre cette Représentation dégénérée qu'est devenue la Chambre des Communes auprès du Corps politique Représenté que constitue la généralité du Peuple Libre, 1647.



« Les Homafars (militaires de l'armée de l'air) ont déjà obtenu le limogeage de leur commandant en chef, le général Mahdiyoun, nommé récemment en remplacement du général Rabii, qui a été arrêté. Ils réclament la destitution de son successeur à peine désigné, le général Azarbazin. Il ne fait pas de doute non plus que l'ayatollah Khomeiny, sentant la popularité de ce mouvement, a cherché à le désamorcer en faisant exécuter quatre des généraux les plus haïs de la population. Il aura cherché ainsi à démontrer que le pouvoir révolutionnaire ne fuit pas ses responsabilités tout en se donnant des arguments pour refuser éventuellement les comités populaires. Mais les bases de la contestation sont plus profondes. »

Le Monde, le 17 février 1979.

« C'est pourquoi, fidèles agitateurs, prenez bien soin de conserver ce pouvoir et cette confiance que vous accorde et transmet l'ensemble de l'armée... Que rien ne soit fait ou conclu sans votre connaissance, car la cause démocratique pourrait être livrée, de quelque clandestine et souterraine façon. Ne savez-vous pas qu'il y a chez vous un plan, visant à enlever des mains du simple soldat tout pouvoir de représentation par les agitateurs... »

Richard Overton, ibid.



« Sur le plan économique, la reprise est plus apparente que réelle. Le vice-premier ministre chargé des relations publiques, M. Entezam, a lancé mercredi un cri d'alarme : il a révélé qu'aucune des grandes entreprises ne fonctionne. Les ouvriers ont certes repris le chemin de l'usine, mais ils passent leur temps à tenir des réunions politiques. "Si cela continue, dit M. Entezam, ce sera la catastrophe." »

Le Monde, le 23 février 1979.



« Le moins qu'on puisse dire est que l'armée est très malade : aucune unité n'est intacte, la structure militaire est ébranlée et le régime a lancé un ultimatum aux soldats absents des unités pour qu'ils regagnent leurs casernes, faute de quoi ils seront considérés comme des déserteurs (...) Deux conceptions s'opposent. Celle du gouvernement provisoire, qui entend affirmer l'autorité de l'Etat et refuse d'accepter le principe des élections des chefs par la base, de crainte que des éléments d'extrême-gauche ne s'infiltrerent dans les rouages de direction. Celle de nombreux travailleurs et des étudiants, qui ne sont pas tous influencés par l'extrême-gauche : ils reprochent au cabinet de ne pas être "un vrai gouvernement révolutionnaire" et soulignent que les élections qu'ils réclament permettraient d'assurer une vraie relève, la base ayant appris à connaître dans la lutte les cadres les plus compétents et les plus valeureux. »

Le Monde, le 24 février 1979.

« Puisqu'il n'y a aucun remède, il vous faut tout recommencer au départ... Et vous n'ignorez pas la manière ! Vous avez déjà fait un bon commencement, dont nous nous réjouissons. Vous avez parmi vous des hommes aussi aptes à gouverner que d'autres sont faits pour être chassés. Et d'un mot vous pouvez créer de nouveaux officiers. La nécessité n'a pas de loi, et contre elle il n'est point de prétexte. La sécurité du peuple est au-dessus de toute loi. »

John Wildman, Appel à tous les soldats, 1647.



« La population s'est habituée au rythme accéléré des événements et sur son élan elle veut que la révolution soit parfaite et totale tout de suite. Or avant même d'entreprendre des réformes de structures il faut remettre le pays en marche, et ce n'est pas facile après cinq mois de grève. Le premier ministre ne cache pas que de nombreux secteurs sont encore en léthargie. Pour ne parler que de l'administration, il faut nommer des chefs dans tous les secteurs et à tous les niveaux. (...) Il faut trouver de nombreux responsables, et ce n'est pas simple », dit-il. Les mouvements d'extrême-gauche ont cependant suggéré des élections par la "base", qui a appris à connaître dans la lutte les chefs intègres et compétents susceptibles d'assurer la relève. M. Bazargan s'élève avec véhémence contre cette conception : "Cela ne se fait dans aucun régime, qu'il soit capitaliste ou communiste. Comment la base peut-elle élire le chef qui doit ensuite la commander ? J'ai demandé à la base de faire des suggestions, mais il revient ensuite à l'autorité de choisir et d'investir les chefs." "De même pour l'armée. Elle est malade, elle a perdu confiance en elle. Il faut, certes, l'épurer et la réorganiser, mais l'élection des chefs militaires par des comités révolutionnaires risquerait de l'achever." »

Le Monde, le 28 février 1979.

« Je ne laisserais jamais un peuple prendre conscience de sa propre force. »
Luke Robinson, à la Chambre des Communes,
en décembre 1656.

que pour l'autre opération une phraséologie toute prête, immergée dans une creuse prétention, suffit amplement. Si même on parvenait à démêler et à mettre de côté tout ce qui chez « Karamazov » procède simplement de la rancœur et de la mauvaise foi, il resterait son incapacité à penser dialectiquement : quand il réussit à voir la *différence*, il ne voit pas l'*unité*, et quand il réussit à voir l'*unité*, il ne voit pas la *différence*. Quand il établit des caractères distinctifs, ils se pétrifient immédiatement entre ses mains ; et il considère comme la mise en scène la plus condamnable de faire prendre feu à ces concepts secs comme du bois en les choquant les uns contre les autres.

Mais la pensée de « Karamazov » est si riche de mesquineries véritablement modernes qu'à la suivre on se laisserait aisément emporter loin de la désuète révolution portugaise et de son autogestion façon 1848. Poursuivons, rattrapons et finissons-en.

« Dans cette bouffonnerie, le prolétariat autonome est évidemment le favori. Plus rusé que tous les autres, il ruse au point de dissimuler son autonomie même. "Au mépris outré de la bureaucratie répondit cette ruse du prolétariat de s'avancer masqué, derrière les mots d'ordre mêmes de l'Etat et des partis." Ce faisant, les ouvriers ne perdent pas leur temps, puisque "livrant le combat sur le terrain de la production et de la vente des marchandises, ils commençaient à toucher à leur racine pratique les mystères de l'économie politique". A force de ruser lui-même avec les illusions du prolétariat, il en devient presque électoraliste : "Aujourd'hui, le résultat des élections montre que si le pouvoir croyait ainsi gagner du temps, c'est en fait la classe ouvrière qui a su les utiliser au mieux pour se donner le temps de gagner... En votant pour les socialistes, les travailleurs ont d'abord voté contre les staliniens. Mais la ruse de leur raisonnement a été d'imposer en même temps le résultat qui compliquait le plus la tâche de l'Etat, et qui, portant à leur comble ses contradictions et ouvrant une nouvelle phase de luttes et de tractations politiques, leur donne ainsi de nouveaux délais pour poursuivre leur organisation autonome sur le terrain social." »

Avec une lourde ironie, « Karamazov » affecte de croire que je prête au prolétariat la conscience subjective de choisir machiavéliquement les prétextes particuliers qui lui permettront de réaliser son but total. J'ai plutôt montré, dans ce cas précis, comment le « prétexte » fourni par les bureaucrates, le mot d'ordre d'épuration des fascistes, avait été l'*occasion* pour les travailleurs de prendre conscience de leur but total ; les travailleurs de la Lisnave, qui ne « font » pourtant pas dans le talent comme Karamazov « fait » dans la théorie, n'avaient d'ailleurs rien dit d'autre en septembre 1974 : « En menant cette lutte politique, l'épuration, elle – la classe ouvrière – prend conscience de lutter non seulement pour la chute des structures fascistes dans la Lisnave mais aussi contre toute la bourgeoisie exploiteuse » (*Premier communiqué à la population*). Mais peut-être ces travailleurs, à force d'escamoter la difficulté de leur révolution par la pratique d'assemblées révolutionnaires, s'étaient-ils laissé contaminer par le sybaritisme conseilliste. Pourtant « Karamazov » lui-même reconnaît ailleurs que « c'est une règle courante et non une exception portugaise qu'il – le prolétariat – ne déclenche pas les mouvements, mais profite de troubles provoqués par d'autres » (p. 57). « Karamazov » ne veut cependant pas du tout qu'il y ait là, dans cette manière de profiter « de troubles provoqués par d'autres », une quelconque ruse de la raison, car il lui faudrait alors reconnaître dans le prolétariat la classe de la conscience qui peut réaliser la raison historique, l'unité du particulier et de l'universel. On comprend bien qu'il ne veuille pas entendre parler de « conscience prolétarienne », fâcheux « intermédiaire » entre ce particulier et cet universel : il doit en effet maintenir fermement séparés et sans relations équivoques les intérêts particuliers qui sont ceux de prolétaires bornés et inconscients, et les intérêts universels, qui sont l'affaire des seuls « théoriciens ». Lesquels propriétaires de l'universalité peuvent ainsi se permettre, en décernant leur *satisfecit* idéologique aux pillards de juillet 1977 à New York, de faire néanmoins la fine bouche : « Les limites du mouvement sont liées aux causes mêmes de son apparition : c'était plus une bonne occasion, dont il fallait profiter, qu'une insurrection » (p. 71). On n'a jamais vu, « Karamazov » lui-même vous le dira, d'insurrection qui n'ait « profité » d'une « bonne occasion ». C'était là sans doute son péché originel, sa limitation définitive : aurait-elle existé sans aucune sorte d'occasion, elle aurait peut-être su attendre les inflexibles théoriciens de la *Guerre sociale*. Las ! c'est bien le monde existant qui fournit au prolétariat des occasions de se soulever, et à vrai dire on ne voit pas

très bien qui d'autre pourrait lui en fournir. Le monde existant est l'occasion de se révolter contre lui : il tend ainsi aux prolétaires un piège grossier, ce sont les meilleurs, car sinon ceux-ci se révolteraient pour de tout autres motifs, comme de donner raison à la *Guerre sociale*.

Sur un tout autre plan, il faut relever que cette inénarrable *Guerre joviale* est bien injuste avec l'utilisation des prétextes, alors qu'elle sait elle-même si bien profiter d'occasions aussi dérisoires que la révolution portugaise pour faire une démonstration grandiose de ses capacités théoriques. Moi-même, qui parviens ici à dire tant de choses réjouissantes à partir d'un tel prétexte, je crois démontrer excellemment que les limitations les plus sordides ne sauraient lier irrémédiablement la réflexion dont elles sont l'objet.

Ce roublard de « Karamazov », dans sa croisade contre la ruse de la raison prolétarienne, s'enhardit finalement jusqu'à me taxer d'électorisme, ou presque. A qui fera-t-il croire que le simple fait d'apprécier le résultat d'élections – et précisément en l'occurrence « le cuisant échec des staliniens » – revient à se montrer électoraliste, et peut-être même partisan du vote pour le parti socialiste ? On pourrait tout aussi *candidement* assimiler à un défenseur des syndicats quiconque prétend évaluer l'ampleur d'une grève syndicale, et en tirer quelques enseignements. Mais la candeur de « Karamazov » est feinte, et il sait très bien de quoi je parle : il ne se voit pas vraiment en train de ressusciter la lutte anti-électorale de Bordiga dans le Comintern. Que les élections d'avril 1975, qui de toute manière ne pouvaient sauver à elles seules la contre-révolution quand c'étaient toutes les conditions de la démocratie représentative qui manquaient, lui aient de plus compliqué la tâche en approfondissant son incohérence et en précipitant la déroute des staliniens, voilà qui a été suffisamment prouvé par l'été qui a suivi pour qu'il soit tout à fait inutile de le démontrer à qui ne veut pas le voir. Et que le temps qu'ils avaient ainsi gagné n'ait pas permis aux travailleurs de développer leur organisation autonome au point de la mettre en mesure de vaincre, voilà qui de toutes les façons ne constitue pas un sujet de réflexion pour « Karamazov », puisqu'il possédait par avance toutes les garanties scientifiques de cette incapacité.

« Les ruses ont cependant leurs limites et le prolétariat des difficultés d'expression : » Au cours de cette phase de clarification rapide se fait cruellement sentir l'absence d'un courant radical *organisé* qui sache, à chaque moment décisif du processus, concentrer en quelques hypothèses et en quelques objectifs pratiques ce qui est dans toutes les têtes et déjà sur toutes les lèvres. » Pourquoi ce qui est sur les lèvres ne jaillit pas, et pourquoi un tel courant ne surgit pas de l'étude pratique de l'économie politique et de la découverte de son « irrationalité fondamentale » ? Mystère. Et, de toute façon, que proposerait ce courant ? Le livre de Semprun « qui pour être rapide n'en est pas pour autant hâtif » ne lui ferait certainement pas gagner beaucoup de temps dans la découverte d'objectifs pratiques et révolutionnaires. »

« Karamazov » fait mine maintenant de s'étonner d'un défaut de mon abusive « mise en scène » lorsque je n'explique pas l'absence d'un courant radical *organisé*. Il y a pourtant un bien simple motif à cette absence d'explication : c'est que ce genre de « hasard » n'appelle aucune sorte d'explication. L'histoire serait de nature fort mystique, et même « Karamazov » comprendrait sans ruse aucune la raison qui y est à l'œuvre, si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. L'accélération ou le ralentissement d'un mouvement révolutionnaire dépendent beaucoup de « hasards » comme le caractère des individus qui y défendent les positions les plus radicales. Et ainsi au Portugal, un malheureux « hasard » a fait que ceux qui s'étaient regroupés dans le Conseil pour le développement de la révolution sociale, et avaient su au cours des premières semaines exprimer toutes les possibilités du moment, n'ont pas été capables par la suite d'influer sur le cours des événements. L'auraient-ils fait que cela n'aurait sans doute pas rencontré l'agrément de « Karamazov », puisque ce n'aurait pu être que pour aider à formuler le programme du mouvement des assemblées révolutionnaires de travailleurs, dans lesquelles « Karamazov » refuse absolument de reconnaître la forme des Conseils modernes : « La lutte de classes au Portugal a fait surgir une multitude d'organisations et de comités unitaires de base, généraliser la pratique de l'assemblée générale. Pourquoi des soviets ne se sont-ils pas constitués à partir des multiples commissions de travailleurs d'entreprises ? Pourquoi les conseils ouvriers de Lis-

bonne et de Porto n'ont-ils pas pris la suite de ceux de Pétrograd et de Budapest ? » (p. 62).

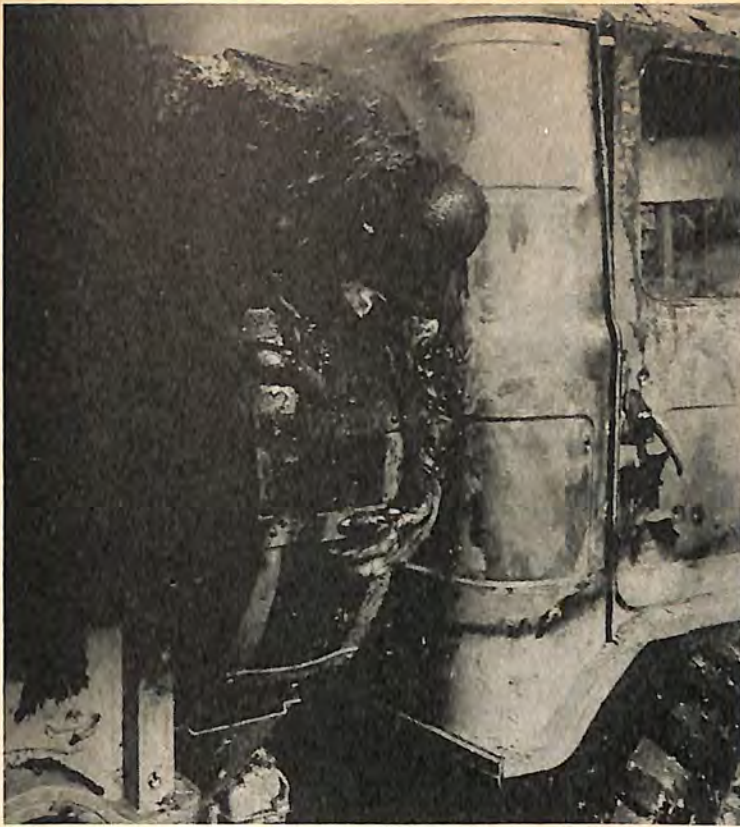
D'ailleurs, quoique sa « théorie » ne laisse jamais rien sans explication, et explique même tout *par avance*, le fait de laisser inexpliqué un « mystère » comme l'absence d'un courant radical organisé ne semble pas trop troubler le sommeil néo-bordiguiste de « Karamazov » : « Constatons que l'intensité de l'agitation n'a pas suffi à faire apparaître une fraction communiste et lui a donc encore moins permis de jouer un rôle important » (p. 54). Cette fraction communiste, si elle était apparue, n'aurait pourtant pas manqué de « fixer les objectifs qui auraient assuré une transformation même partielle, même provisoire, de la société, et aurait fait franchir un saut qualitatif à la lutte » (*ibid.*). Ce « saut qualitatif » aurait même probablement été le *salto mortale* du bordiguisme absolu, avec le tremplin théorique d'objectifs de ce genre : « Le bouleversement de la société ne sera possible que si le prolétariat met en œuvre sa fonction sociale contre le capital, utilisant sa fonction dans l'économie comme arme dissolvant les rapports économiques » (p. 40) ; « Aujourd'hui plus qu'hier, de toute manière, le prolétariat ne peut réellement s'autonomiser par rapport aux bureaucraties qu'en s'autonomisant par rapport au capital lui-même. Il ne s'autonomise qu'en détruisant sa condition, en se dissolvant » (p. 61). Ces dissolutions qui s'entredissolvent sont les plus concrets des objectifs que puissent formuler les théoriciens du communisme instantané (au sens du nescafé).

Il faut enfin préciser que le propos essentiel de *la Guerre sociale au Portugal* n'était évidemment pas, comme tout lecteur de bonne foi l'aura compris, de formuler de Paris des objectifs pour un courant radical au Portugal, mais de prendre internationalement la défense de la révolution portugaise, au moment où il pouvait être décisif qu'elle trouve des alliés, et avant tout en Espagne. (Une traduction espagnole, médiocre mais sans falsifications, est parue peu de temps après ; mais pas encore assez vite, puisque seulement en décembre 1975.) Il n'en reste pas moins que ce n'était pas faire obstacle à l'organisation d'un courant radical, où qu'il doive agir, que de présenter une explication cohérente du processus qui avait mené la révolution portugaise au point de pouvoir faire sauter l'Europe de sa place. Cette compréhension, j'ai montré qu'il était possible de l'avoir sur le moment. Quant à *la Guerre sociale*, elle montre tout aussi irréfutablement qu'il est possible de ne pas l'avoir trois ans après.

« Tout l'art de Semprun consiste à voir la chose dans son contraire et à sauter par-dessus les problèmes, plutôt que de tenter de les éclairer. Dialectique et pub-théorie. L'assurance du ton ne garantit pas la sûreté de la prévision : » Si ce qui se passe aujourd'hui au Portugal, et la façon dont cela se passe, peut influencer lourdement sur l'avenir de la révolution sociale en Europe et dans le monde, c'est que pour la première fois dans un pays non bureaucratique, les staliniens n'ont pas pour rôle d'organiser la défaite du prolétariat et d'être vaincus avec lui (militairement comme en Espagne en 1936, ou politiquement comme en France en 1968), mais d'être eux-mêmes directement *victorieux du prolétariat*. »

Le lecteur aura sans doute remarqué ce spirituel néologisme de « dialectique » que Karamazov a forgé loin de toute influence moderne, et dont la paternité saurait d'autant moins lui être contestée qu'il a tenu, de crainte de n'être pas compris, à fournir des exemples en explicitant au mieux le sens : « L'anticapitalisme généralisé consistait là encore à éviter que soit posée la question de la nature et de la destruction du capitalisme » (p. 54) ; « Le nouvel Etat se trouvait face à sa faiblesse administrative. Mais il conservait aussi la force de son prestige. Sa faiblesse même lui devenait une sorte de force empêchant que soit posé le problème de sa destruction » (p. 63). Confiant en son imparable dialectique, « Karamazov » pensait peut-être de même que sa faiblesse empêcherait que se pose la question de le combattre. Eh bien il s'est trompé, là comme ailleurs.

On voit aussi que « Karamazov » use avec une insigne modestie du léger avantage que lui donne sur moi le fait de se mettre à penser trois ans après la bataille, tout en s'accordant encore avec libéralité le droit à l'erreur : « Rien ne nous garantit l'infaillibilité, et nous sommes sujet à erreurs et à inattentions » (p. 72) ; la majesté de ce pluriel n'étant sujet qu'au singulier, nous en sommes amenés à croire que la trinité « Joseph Boër, Jack Cade, Dominique Karamazov », officiellement responsable de cette publication, fonctionne comme un Dieu unique en trois personnes, et à attendre d'un prochain con-



Les lauriers de notre pays sont tous flétris, et des météores épouvantent les étoiles fixes du ciel ; la lune blême montre un aspect sanglant à la terre, et des prophètes à la mine décharnée murmurent qu'un formidable changement est en route ; les riches font grise mine, et les gueux dansent et sautent de joie - ceux-là tremblant de perdre ce dont ils jouissent, ceux-ci se préparant à en jouir par violence et guerre. Ces signes annoncent la mort ou la chute des rois...

Shakespeare, Richard II, acte II, scène 4.



Tous assassinés - car dans le cercle même de la couronne qui ceint les tempes mortelles d'un roi, la mort tient sa cour, et là, trône la bouffonne, raillant son pouvoir et ricanant de ses apparences, lui concédant un souffle, une petite scène pour jouer au monarque absolu, se faire craindre et tuer d'un regard, le pénétrant de suffisance et de vaine gloire comme si cette chair qui sert de rempart à notre vie était d'impenétrable airain ! Puis, après s'être ainsi divertie, elle en finit ; d'un coup d'épingle, elle perce ce rempart et... adieu le roi !

Ibid., acte III, scène 2.

cile les éclaircissements qui s'imposent sur quelques points de doctrine comme l'incarnation en Barrot du Saint-Esprit de Bordiga, ou la transsubstantiation des espèces. Mais bien qu'ayant renoncé pour son propre compte au dogme de l'infaillibilité théorique, le bordiguiste-révisionniste s'en prend à ce qu'il présente comme un manque de « sûreté de la prévision ». Personne ne peut sérieusement exiger d'une prévision qu'elle indique non seulement les tendances essentielles d'un développement, mais aussi leurs combinaisons épisodiques. Pour ce qui est des tendances essentielles, « Karamazov » sait très bien que j'avais précisé par ailleurs, au sujet des divers protagonistes possibles de la contre-révolution : « Tous doivent bien accepter comme seule solution l'organisation rapide d'un capitalisme d'Etat, et ils ne se disputent que sur les modalités juridico-idéologiques de sa propriété, qui peuvent aller du monopole bureaucratique à une version mitigée de type scandinave, en passant par l'autogestion à la yougoslave » (*la Guerre sociale au Portugal*, p. 88). Il était clair, et je l'ai dit, que ce taux de bureaucratisation du nouveau pouvoir serait déterminé avant tout par la lutte elle-même, par les forces qu'il y emploierait : les staliniens avaient bien pour rôle d'être directement victorieux du prolétariat, et s'ils n'ont pas réussi à l'assurer, ce n'est pas pour avoir manqué d'essayer. L'hypothèse de leur réussite devait être maintenue, à ce moment, comme je l'ai fait, parmi d'autres et en la nuancant par l'analyse du résultat des élections où « Karamazov » a voulu voir un ralliement à l'électoratisme : « Mais sur ces détails, comme sur l'essentiel, rien n'est encore joué, car ce sont les armes qu'il devra employer contre le prolétariat qui modèleront le nouveau pouvoir, comme ce sont les armes qu'il a dû employer jusqu'ici qui l'ont modelé et l'ont fait ce qu'il est » (*la Guerre sociale au Portugal*, p. 89).

Me serais-je trompé dans la prévision des combinaisons épisodiques du développement de la contre-révolution beaucoup plus lourdement que je ne l'ai fait en surestimant la puissance de la « contre-révolution stalino-militaire », que « Karamazov » n'aurait toujours pas lieu d'exulter devant ce pronostic erroné, lui qui non seulement ne s'est pas mis en position d'avoir à risquer la moindre prévision, mais qui alors même qu'il écrit longtemps après l'été 1975, ne se

risque pas à la moindre explication, ni de l'échec de cette variante stalino-militaire de la contre-révolution ni de quoi que ce soit d'autre. « C'est dans la situation géographique et surtout économique du Portugal qu'il faut chercher les causes de la limite du processus social » (p. 55), et ces recherches économiques, géographiques, et peut-être même géologiques « sur un terrain social aride et rocaillieux » permettent d'aboutir à la grandiose conclusion qu'en définitive « le problème de fond, c'est que l'absence de révolution prolétarienne n'est pas le fait d'une répression militaire, mais celui des carences propres du prolétariat. Si le prolétariat était devenu révolutionnaire, alors il se serait trouvé dans une situation excellente pour débaucher et rallier à ses objectifs bon nombre d'officiers et de soldats » (p. 66). S'il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, c'est que le prolétariat n'est pas devenu révolutionnaire. Nous tenons là le fin mot de la science karamazovienne. Mais le caractère sublime de la tautologie ne garantit même pas la sûreté de la constatation : car il y a bien eu une révolution prolétarienne au Portugal, comme n'importe qui peut s'en persuader aisément à peu près partout ailleurs que dans *la Guerre sociale* ; et même dans *la Guerre sociale*, s'il sait lire entre les lignes de son délire incohérent. Car finalement, la seule explication des furieuses dénégations de nos idéologues devant la présence de la révolution moderne au Portugal, c'est que cette révolution portugaise qui est partout, du Nicaragua à l'Iran, en même temps qu'elle met fin à tous les sous-développements, dévalue d'un seul coup et sans appel les titres de propriété scientifiques sur l'intelligence historique qu'ils avaient studieusement accumulés ; et les met en faillite avec leur affaire de pallier les « carences propres du prolétariat » par leur « théorie », alors que le prolétariat entend de se délivrer de toutes ses « carences » sans intermédiaires. Bref, si la révolution portugaise existe, ils ne sont rien ; et comme on a vu qu'ils n'étaient rien, qu'un peu de misère défraîchie, c'est donc que la révolution portugaise existe. Voilà la conclusion à laquelle devait nécessairement arriver tout lecteur de cette revue n'ayant pas l'intelligence définitivement polluée par les sophismes modernes.

Jaime Semprun

L'EXISTENCE HUMAINE



**UNE ERREUR
QUI SERA
REPARÉE**

Karen Silkwood a foi en l'énergie nucléaire. Elle envisage de faire carrière chez Kerr-Mc Gee lorsqu'elle y entre en 1972. Puis elle découvre les dangers du plutonium ; peu à peu, elle se met à critiquer la direction de la société. Ses collègues respectent sa conviction, sa sincérité. En 1974, ils l'élient au comité préparatoire local du Syndicat international des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'atome (OCAW).

Le 26 septembre 1974, quelques mois après son élection, Karen est invitée au siège de l'OCAW à Washington. Elle explique aux dirigeants et responsables nationaux que la société Kerr-Mc Gee est négligente, malhonnête et dangereuse. Steve Wodka, jeune expert des problèmes médicaux professionnels, contribue à persuader Karen de travailler discrètement pour leur compte afin de rassembler des preuves sur les agissements de la société qui corroboreraient ses allégations. On découvre bientôt ses activités d'espionnage. Au cours de la première semaine de novembre elle est contaminée trois jours de suite par le plutonium. Une tentative, conclut-elle, de la société pour l'intimider.

Larry Olson, 44 ans, agent du FBI depuis de longues années, affirmera qu'elle fut sciemment contaminée. Karen Silkwood avait découvert un marché noir du plutonium. (...)

Elle refuse d'abandonner sa tâche. Le 13 novembre elle rassemble le résultat de ses recherches dans un classeur et se met en route pour un Holiday Inn d'Oklahoma City. (...) Le policier qui découvrit le corps de Silkwood en contrebas de l'autoroute 74, à peu de distance de l'usine, prétend avoir remarqué des documents éparpillés dans la boue. Il les a ramassés et les a rangés dans le coffre de la Honda. Le lendemain, lorsque Wodka, Stephens et Burnham vont chercher la voiture dans un garage, le classeur et les documents qu'il contenait ont disparu.

(...) Kerr-Mc Gee ne voulait pas que cette morte devienne un martyr, un cri de ralliement antiatomique. Et elle jure qu'elle n'a pris aucune part dans cet accident mortel.

« Le cas Karen Silkwood », *Newsweek*, 1979

Les experts américains ont calculé qu'en l'an 2000, au rythme d'augmentation des besoins tels qu'ils s'exprimaient au début des années 70, il faudrait installer une centrale nucléaire tous les 10 kilomètres le long de la côte californienne !

Le Monde, 13-14 avril 1975.

Pour tous les congressistes comme pour le premier ministre, M. Chirac, il ne fait aucun doute que l'énergie nucléaire est, pour le moment au moins, seule capable de prendre le relais du pétrole. « Seule l'énergie nucléaire peut préserver l'indépendance énergétique de l'Europe et permettre la survie du monde moderne », estime, dans son introduction, le président d'honneur de la conférence, M. François-Xavier Ortoli.

Le Monde, 22 avril 1975.

Les scientifiques qui ont inventé les produits utiles mais dangereux, les industriels qui les fabriquent et les manipulent, les fonctionnaires chargés de réglementer ces activités, parviendront-ils à dissiper la méfiance qui, désormais, les entoure comme une invisible pollution ?

Marc Ambroise-Rendu, « Cette méfiance qui pollue », *le Monde*, 21 avril 1977

La conscience collective, l'inconscient même se figent dans une attitude de refus qui risque à tout moment de déboucher sur d'autres formes d'action. Sur la naissance par exemple d'un parti antinucléaire, sur la prise en compte plus ou moins démagogique de ce thème d'opposition par des formations classiques, sur des manifestations importantes, sur des contestations et obstacles juridiques, comme cela a commencé de

se produire notamment en Suède, en République fédérale, en Grande-Bretagne... Les maladroites, les silences, les petits truquages minables pour arracher l'acquiescement d'un conseil municipal ou emporter l'adhésion de quelques personnalités locales, voire nationales, sont regrettables et compliquent l'équation, mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, ce sont la méfiance, l'angoisse, la peur et la mauvaise conscience qui se conjuguent, en ce moment même, quoi qu'on dise, quoi qu'on veuille, quoi qu'on fasse, pour conduire à un rejet passionnel plus que rationnel dont les conséquences économiques et sociales seront à coup sûr très lourdes.

Pierre Vianson-Ponté, « La conscience collective », *le Monde*, 15-16 mai 1977

La Nuclear Regulatory Commission (N.R.C.), l'agence fédérale américaine chargée de la sûreté et de la réglementation concernant les réacteurs nucléaires, vient d'indiquer, dans un bref communiqué publié à la fin de la semaine dernière, qu'elle ne considérerait plus comme « digne de confiance » l'estimation des risques d'accident pouvant survenir à un réacteur, réalisée dans une étude qu'elle avait supervisée et publiée en 1975. Cette étude, baptisée Reactor Safety Study, commandée en 1972, avait donné lieu à la rédaction de près de trois mille trois cents pages de documents, et est connue sous le nom de rapport Rasmussen, du nom du professeur Norman Rasmussen, directeur du département d'ingénierie nucléaire au Massachusetts Institute of Technology, qui en a assumé la direction. (...)

La N.R.C. précise cependant que ses équipes continueront, dans leur travail, de s'appuyer sur certaines parties du rapport. Elle affirme d'autre part sa confiance dans la « méthodologie de base » utilisée par ses auteurs. Dans l'immédiat, indique-t-elle, il est hors de question pour elle d'affirmer que les risques d'accident sont plus élevés ou moins élevés que ce qu'indiquait le rapport ; simplement, la marge d'erreur est probablement plus large que ce que l'on croyait.

Le Monde, 26 janvier 1979

Si nous avons des difficultés durables à construire dans la moitié ouest, il faudra bien adapter le réseau de transport, construire des centrales à charbon, ce qui n'est pas la solution la plus économique, et appliquer des tarifs plus élevés dans l'Ouest que dans l'Est. Actuellement, des élus peuvent refuser en toute impunité une centrale nucléaire. Cela n'a pas de conséquences financières pour leurs administrés, car, à l'exception de la très haute tension, le courant est vendu à un prix unique sur l'ensemble du territoire. (...)

Notre hypothèse est que la production et la consommation vont se rééquilibrer par grandes régions. C'est sur cette hypothèse que nous travaillons pour préparer la nouvelle convention tarifaire de 1981. Mais s'il n'y avait pas de rééquilibrage, nous serions bien forcés d'en tenir compte dans les tarifs. C'est sûr ! Il ne s'agit pas de « punir » ceux qui ne veulent pas de centrales nucléaires. Ça ne nous regarde pas. Il s'agit de dire : voilà ce que ça coûte.

Interview de Marcel Boiteux, président du conseil d'administration d'E.D.F., *le Matin*, 30 janvier 1979

Un lecteur de « France-Soir », M. Alfred M..., m'a écrit une lettre très judicieuse. D'après lui, les gens qui, aujourd'hui, s'opposent à la construction des usines productrices d'énergie nucléaire parce que cela pourrait être dangereux pour le voisinage sont les dignes descendants des gens qui, jadis, s'opposaient aux chemins de fer. Le principal argument de ceux-ci avait trait, aussi, à la santé. Ils prétendaient avec la plus extrême conviction qu'une vitesse vertigineuse de quarante kilomètres à l'heure exposerait inévitablement les passagers à

d'affreuses maladies mentales, peut-être à la mort. Ils étaient tout à fait persuadés que l'homme ne peut respirer normalement à quarante à l'heure. Chateaubriand, qui n'aimait pas les locomotives, les traitait de « chaudières errantes ».

Heureusement, le roi Louis-Philippe, puis l'empereur Napoléon III, qui avaient la peau dure, ne se laissèrent pas entamer et la France se couvrit de voies ferrées, ce qui abîma un peu le paysage, mais améliora beaucoup l'existence des Français. Les voyages en train constituèrent un notable progrès sur les voyages en diligence.

Il est fâcheux que nos princes de maintenant n'aient pas eu la peau aussi dure que Badinguet et l'homme à la tête en forme de poire. Il est désolant qu'ils se soient laissés intimider par les manifestations de rue et les boniments variés contre « le nucléaire ». Lorsque le peuple demande des choses déraisonnables et qu'on les lui accorde, on se rend coupable de démagogie. Retarder le programme nucléaire à cause de quelques défilés et de quelques pancartes a été, hélas ! une bien grande faiblesse démagogique, qui va nous coûter bien cher, en argent et en liberté.

On le voit à présent avec une clarté implacable. Si l'on avait construit au galop et autoritairement nos usines atomiques, nous serions déjà maîtres de notre énergie, ou nous le serions bientôt.

Jean Dutourd, « La troisième guerre »,
France-Soir, 13 mars 1979

La commission américaine de réglementation de l'énergie nucléaire (Nuclear Regulatory Commission) a ordonné le 13 mars l'arrêt immédiat de cinq réacteurs nucléaires. Selon la N.R.C., le système de refroidissement de ces réacteurs pourrait être inopérant en cas de tremblement de terre.

Selon la commission, une erreur dans la programmation utilisée pour dessiner les centrales – il y a plus de sept ans – a eu pour conséquence une insuffisance des supports pour les tuyaux de refroidissement. Or si ces tuyaux lâchaient, deux des trois principales lignes de défense contre des accidents majeurs du réacteur feraient défaut.

Le Monde, 15 mars 1979

L'alerte générale a été déclenchée mercredi matin dans la centrale nucléaire de Three Mile Island, en Pennsylvanie (Etats-Unis), de la vapeur radioactive s'étant échappée du bâtiment du second réacteur de la centrale, à la suite de la rupture d'une pompe d'alimentation en eau d'un des systèmes de refroidissement. La Commission de réglementation nucléaire à Washington s'est bornée à déclarer : « Il y a eu un incident sur cette centrale. »

Le Matin, 29 mars 1979

S'il y a eu un net accroissement de la radioactivité à l'intérieur de la centrale et même à l'extérieur, dépassant de beaucoup les limites autorisées, on est resté au-dessous des taux qui sont considérés comme véritablement dangereux. Les cinq cents employés de la centrale sont soumis à des contrôles : aucune précaution particulière n'est nécessaire pour les habitants du voisinage. (...)

On peut néanmoins être inquiet sur ce qui serait advenu en cas d'accident plus grave. L'alerte extérieure semble bien n'avoir été donnée que trois heures après l'accident. Des déclarations contradictoires ont été faites.

Le Monde, 30 mars 1979

Des voitures de police équipées de haut-parleurs circulaient hier soir dans les rues de toute la zone mise en état d'alerte, cependant que la radio et la télévision multipliaient les appels demandant aux habitants de se tenir prêts à évacuer immédiatement leur travail ou leur foyer. La décision

d'évacuation des neuf cent cinquante mille habitants de toute cette zone ne sera prise en fait que si le taux de radioactivité atteignait le seuil de tolérance pour l'homme.

Mais le gouverneur de cet Etat fortement industrialisé qu'est la Pennsylvanie hésite encore à décréter l'exode d'un million de personnes lancées sur les routes à l'aveuglette. Ces hésitations du gouverneur sont d'autant plus compréhensibles qu'on ne connaît pas encore dans le détail les causes de cet accident – le plus grave de l'histoire de l'énergie atomique aux Etats-Unis – ni surtout ses conséquences humaines.

Le Matin, 31 mars 1979

Cela devait arriver. Il n'est pas d'exemple qu'une source d'énergie ait pu fonctionner impunément depuis qu'elle existe. Les moulins à vent ont bien dû emporter quelques têtes, le charbon a des milliers de victimes à son passif et les barrages hydro-électriques ont parfois cédé. (...)

L'accident de Three Mile Island aura des conséquences d'un autre ordre. Pour la première fois, les ingénieurs chargés de la sécurité vont pouvoir travailler non plus sur des fictions mais sur la réalité, et des progrès ne manqueront pas de s'en suivre. D'autre part, le public comprendra de moins en moins qu'on ne lui explique pas les dangers de la production d'électricité nucléaire, qu'on ne diffuse pas largement les plans arrêtés « en cas de malheur ».

Car la peur vient aussi du mystère dans lequel les pouvoirs publics veulent tenir l'opinion. Celle-ci est suffisamment mûre pour savoir que, sans les apports de l'énergie atomique, au moins pendant un certain temps, c'est l'économie tout entière qui sombrerait au niveau du sous-développement. L'énergie électro-nucléaire n'a encore jamais tué. En revanche, un brutal changement de cap dans les programmes nucléaires augmenterait sensiblement le nombre des chômeurs. Qui l'accepterait ?

Le Monde, éditorial des 1^{er}-2 avril 1979

La situation s'est gâtée aux premières heures de la matinée de vendredi, lorsqu'une nouvelle émission de gaz radioactif a été détectée aux abords de la centrale, suivie peu après de deux autres. Ce rebondissement a pris tout le monde au dépourvu, créant un vent de panique jusque parmi les responsables. Le gouverneur de Pennsylvanie, M. Thornburgh, envisagea même d'évacuer la population des quatre comtés avoisinants, soit un million de personnes. (...)

Pour commencer, les responsables de la centrale ont dû admettre vendredi que les émissions radioactives pourraient se répéter encore pendant cinq jours. Certains experts n'ont pas exclu un rebondissement plus catastrophique encore, une fusion du cœur du réacteur, qui percerait ses parois et s'enfoncerait dans la terre, en émettant un important nuage radioactif. Déjà, on considère qu'environ un quart du combustible nucléaire a été sérieusement endommagé et a en partie fondu. Les nombreuses explications techniques données pendant toute la journée de vendredi, y compris à la télévision, donnent l'impression d'une grande incertitude chez les experts. Tous ont confirmé que les diverses solutions disponibles pour venir à bout du sinistre comportent, toutes, des risques. (...)

Les porte-parole de la compagnie Metropolitan Edison, qui exploite la centrale, ont été à la pointe de la « désinformation », multipliant les assurances aussi catégoriques que rassurantes, aussitôt démenties par les faits. Déjà, la compagnie avait attendu plus de trois heures, mercredi matin, pour prévenir de l'accident la Commission de réglementation nucléaire (N.R.C.). Elle a attendu plus d'une journée avant d'admettre que des employés avait été exposés aux radiations, et elle prétendait encore vendredi, contre l'évidence, que les émissions de gaz radioactifs étaient « contrôlées ». Mais les responsables de la N.R.C., tout comme les autorités locales,



ont été eux aussi en retard sur l'événement. Le désir d'éviter la panique, voire de ne pas trop compromettre l'énergie nucléaire aux yeux du grand public, l'a souvent emporté sur les exigences de l'information. Les fuites de vendredi ont notamment fait l'objet d'informations contradictoires, de préférence rassurantes.

Le Monde, 1^{er}-2 avril 1979

La centrale de Three Mile Island, l'une des plus modernes des soixante-douze centrales nucléaires américaines actuellement en fonctionnement, est en effet d'autant plus vulnérable à l'erreur humaine que les risques d'erreurs mécaniques ont pratiquement été éliminés. (...)

« Nous tenons la situation bien en main », disent les uns. « Avant deux jours ce sera la catastrophe », disent les autres. L'incohérence des mesures prises par les autorités locales n'étant pas de nature, il va sans dire, à rassurer les 950 000 habitants de la zone mise en état d'alerte. Témoin la valse-hésitation à laquelle se livre depuis trois jours le gouverneur de Pennsylvanie. Vendredi : proclamation de l'état d'urgence et évacuation forcée des femmes enceintes et des enfants en bas âge habitant dans un rayon de huit kilomètres autour de la centrale. Samedi matin : annulation de la mesure d'évacuation des femmes et des enfants (sur les 11 000 habitants de Middletown, 2 000 ont déjà bouclé leurs bagages). Samedi soir : proclamation du couvre-feu à Middletown de 21 heures à 7 heures du matin, et propos apaisants simultanés du gouverneur de Pennsylvanie affirmant « qu'aucune catastrophe imminente n'est prévisible ». (...)

« Le risque d'explosion du réacteur est à prendre de plus en plus au sérieux si le taux d'oxygène du champignon de gaz radioactifs emprisonnés dans le réacteur continue à augmenter », affirmait par exemple samedi soir John Hendries, président de la Commission fédérale de réglementation nucléaire (N.R.C.). « Le taux d'oxygène dans la cuve de gaz n'a rien de dangereux, et d'ailleurs le volume de la bulle est en train de diminuer », répliquait deux heures plus tard Harold Denton, le directeur des opérations de la N.R.C. Ce que craignent en

effet maintenant les habitants de Middletown restés sur place, c'est que profitant de l'obscurité et du couvre-feu imposé par les autorités, les responsables de la centrale n'évacuent discrètement la nuit prochaine une partie du champignon de gaz radioactifs pour éviter une explosion catastrophique.

Le Matin, 2 avril 1979

Le Matin. – Quels enseignements le gouvernement français tire-t-il de l'accident d'Harrisburg ? Envisage-t-il de modifier sa politique d'équipement électro-nucléaire ?

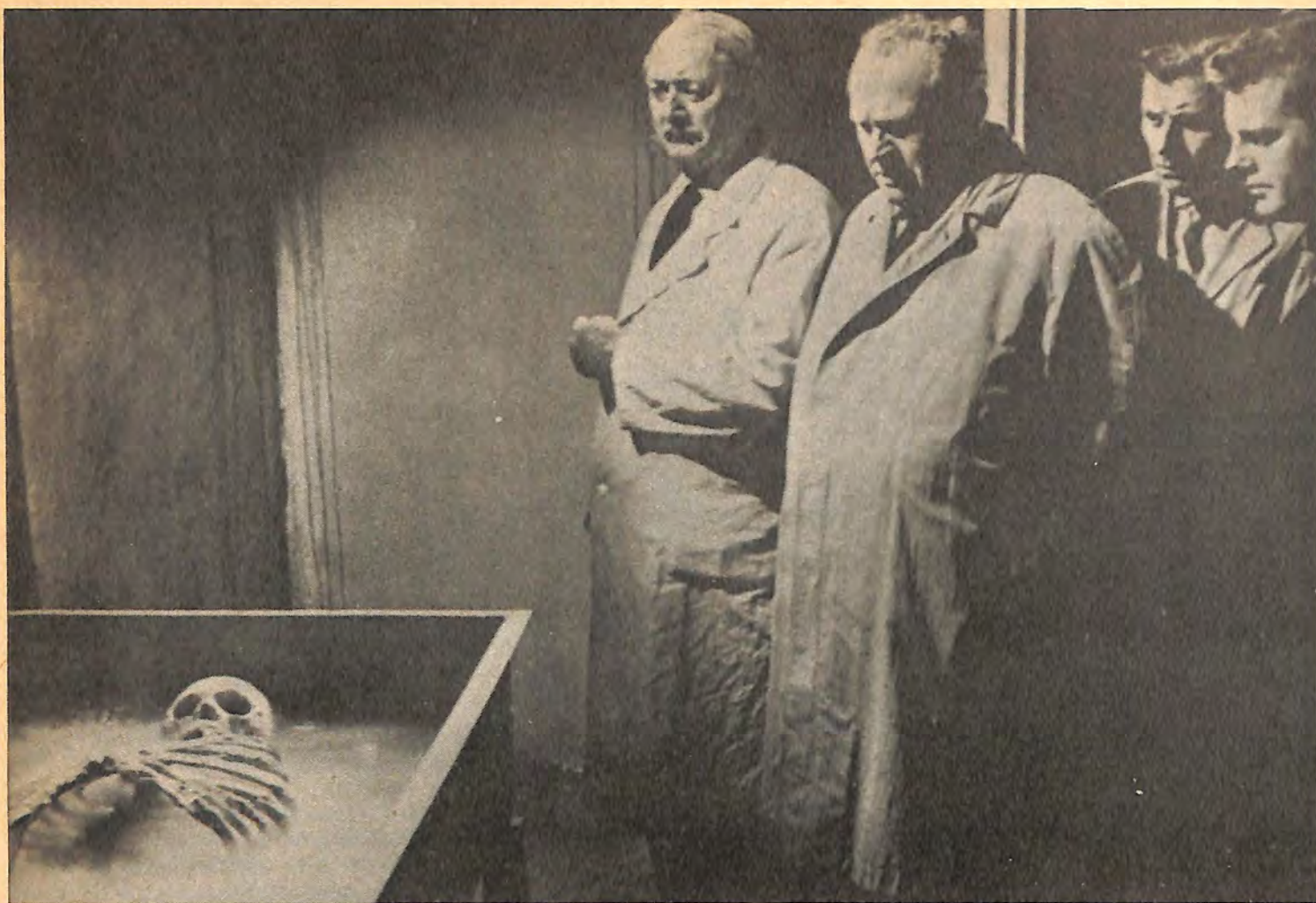
André Giraud. – Je crois qu'il faut regarder la situation en face, avec sang-froid, sérieux et modestie. A première vue, je ne vois pas de raison de bouleverser notre programme. Après l'accident d'Harrisburg, l'électricité d'origine nucléaire apparaît aussi nécessaire pour notre équilibre énergétique qu'elle l'était avant. Et du point de vue de la sécurité, il faut tout de même rappeler qu'il n'y a pas eu la moindre victime à Harrisburg bien que l'accident ait été du type le plus grave et le plus dangereux qui puisse arriver à une centrale.

Interview d'André Giraud, ministre de l'Industrie, ancien directeur du Commissariat à l'énergie atomique,
le Matin, 2 avril 1979

Les industriels semblent vouloir être les derniers à comprendre la nouvelle situation, si l'on en juge, du moins, par leurs déclarations publiques. Le président de la Gulf Oil, une compagnie pétrolière qui a de gros intérêts dans l'industrie nucléaire (ses profits ont accusé une hausse de 44 % au cours du dernier trimestre de 1978), a déclaré dimanche qu'il n'était pas ébranlé par l'accident, mais par la « sur-réaction » du public et des autorités. Selon lui, il faudra peut-être rectifier certaines choses, mais après tout, « toute activité humaine comporte des risques, y compris lorsqu'il s'agit de marcher dans la rue et de conduire une voiture ».

Le Monde, 3 avril 1979

Sur une table une belle brochure en quadrichromie traîne : elle vient d'être éditée et diffusée par la chambre de commerce



et d'industrie de Nantes, quelques jours avant les ennuis de la centrale américaine. On ironise, à propos d'un éditorial intitulé : « Quand l'utilisation des eaux de refroidissement des centrales nucléaires fait pousser la salade et redonne vie aux brochets. »

Le Matin, 4 avril 1979

L'erreur humaine ! Elle est partout, et, pour l'énergie, pas seulement dans le nucléaire. A bord des pétroliers géants, véritables usines électroniques flottantes, conduits par un équipage de quelques techniciens, tout est prévu également : la route, la vitesse, la tempête, le vent, l'accident et la sécurité absolue du navire. Là aussi, il ne peut rien arriver que la machine n'ait été programmée pour prévoir, correction faite le cas échéant par les hommes. C'est ici que surgit le paramètre inexistant ou dérisoire de l'erreur humaine, imprévue. Et le pétrole se déverse, empoisonnant la mer et les côtes. Par suite d'une erreur humaine.

Le pétrole encore. Les forages à grande profondeur ont entraîné des accidents, en mer du Nord notamment, mais pas d'énormes catastrophes. Un jour, au cours d'un forage dans une mer close, en Méditerranée par exemple, il suffira qu'un des tubes de forage, un seul, casse – tous les techniciens vous le confirmeront – et ce sera le jet incontrôlable, l'empoisonnement de la mer tout entière. Certes, tout est prévu, rien de tel ne peut arriver, les experts sont formels. Sauf l'erreur humaine imprévisible. (...)

Et ainsi de suite dans les gestes de la vie de chaque jour aussi. Il est prévu que le feu rouge vous arrête au carrefour. Mais, distrait, vous regardez le feu qui est sur le côté, et qui est vert. Vous démarrez à contretemps, c'est l'accident dû à l'erreur humaine. On n'en finirait pas.

Faut-il pour autant déclarer les centrales décidément trop

dangereuses, les arrêter, renoncer au relais de l'électricité nucléaire ?

Pierre Viansson-Ponté, « L'erreur humaine »,
le Monde, 4 avril 1979

« La nécessité du programme nucléaire n'est aucunement modifiée par l'accident de Three Mile Island, mais nous continuerons à y apporter le meilleur soin en matière de sécurité. »

En commentant, hier, les décisions arrêtées par le Conseil des ministres, André Giraud, ministre de l'Industrie, a ainsi confirmé que le gouvernement n'était pas décidé à remettre en question l'accélération du programme électro-nucléaire annoncée le 6 février dernier par le président de la République. Le plan prévoit donc la construction, entre 1980 et 1985, de neuf réacteurs nouveaux capables de produire 10 500 mégawatts.

« Il y en aura peut-être un dixième », a précisé André Giraud.

Le Matin, 5 avril 1979

L'après-midi, ils ne sont guère plus de trois cents à avoir répondu à l'appel des « anti-nucléaires ». Bien peu sont de la région. Les manifestants arrivent plutôt de New York, de Philadelphie, de Washington, les villes les plus proches, deux heures de route. Venu là en spectateur, un ouvrier de la centrale me confirme : « Des étrangers tout ça. De quoi se mêlent-ils ? Les radiations, c'est notre affaire. Nous sommes assez grands pour prendre nos responsabilités. Qu'ils nous laissent donc régler nos problèmes, nous ne sommes pas encore morts... » (...)

« Vous voyez, me dit James, elle n'a pas encore explosé,

notre centrale... » Il semblait franchement heureux de faire cette constatation. Il plaisantait : « Regardez, c'est du solide, ce n'est pas une fuite qui va détruire tout ça. »

(...) « La centrale, c'est notre gagne-pain, m'a-t-il dit. Avant qu'elle soit construite, je travaillais dans une exploitation agricole de la région. Je gagnais l'équivalent de 3 500 à 4 000 francs. Ici j'arrive à dépasser 6 000 francs. Et je ne suis pas technicien, je ne travaille qu'à l'entretien... Avec mon salaire et celui de ma femme, on va pouvoir envoyer nos enfants à l'université. Chez nous, ce n'est pas gratuit, les études supérieures. Jamais je n'aurais pu espérer ça avant. Si la centrale ferme, tous nos rêves s'écroulent. »

VSD, 5 avril 1979

Le public retient pourtant de l'incident une autre leçon : les installations nucléaires ne sont décidément pas « comme les autres » et l'incertitude qui s'y attache – tant en ce qui concerne leur fonctionnement que la nature des risques encourus – impose des sauvegardes particulières. Après tout, la fameuse bulle de gaz n'était apparemment pas prévue dans les divers scénarios d'accident envisagés, et elle s'est évanouie sans que les experts puissent vraiment expliquer pourquoi. Pendant deux jours, entre vendredi et dimanche, toutes les autorités du pays ont donné l'impression qu'elles étaient impuissantes à maîtriser de mystérieuses forces à l'œuvre dans un cylindre de béton. Quel que soit le bien-fondé de ces impressions, elles ne seront pas dissipées par les habituelles professions d'« optimisme technologique » dont on est si friand ici.

Ce malaise « de type nouveau » se renforce d'un autre élément : une erreur humaine, celle d'un opérateur qui a débranché pendant quelques minutes le système de refroidissement de secours, semble avoir largement contribué à aggraver l'accident. Ou va-t-on, si l'homme est devenu une « gêne » pour les machines qu'il a fabriquées ? C'est pourtant la conclusion à laquelle est parvenue la Commission de réglementation nucléaire, qui a conseillé lundi aux responsables des autres centrales du même type de « veiller à ce que les opérateurs n'entravent pas le fonctionnement automatique des dispositifs de sécurité sans raison valable ».

Le Monde, 5 avril 1979

« Jusqu'ici, naturellement, il est difficile de savoir dans tous les détails ce qui s'est passé réellement dans ces réacteurs. D'après moi, cependant, les commentaires publiés exagèrent beaucoup l'ampleur de l'incident qui s'est produit. (...) »

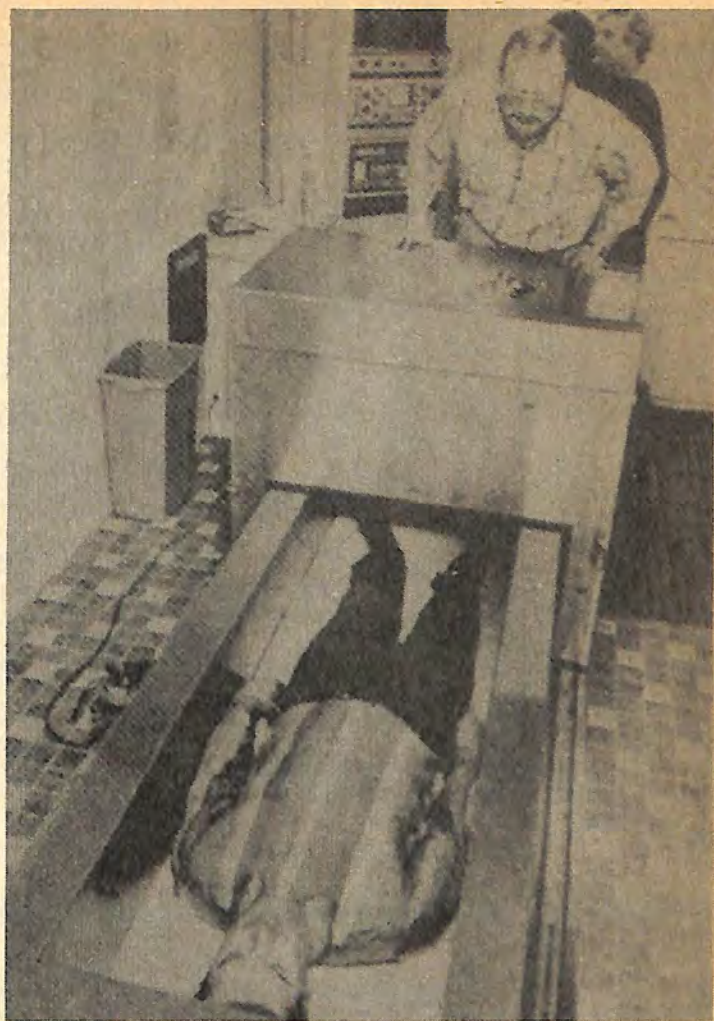
« Je pense que cet incident, qui est d'autant plus regrettable au moment où se développent justement des discussions sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, conduira à améliorer davantage encore les mesures de sécurité et malgré tout ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de cette énergie. »

« En France, comme chez nous et dans les autres pays développés, il n'y a pas d'avenir possible sans un large emploi de l'énergie atomique. »

Anatole Alexandrov, président de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.,
l'Humanité, 5 avril 1979

Sans rien entendre à la physique, un doute vous prend lorsque tel oiseau de mauvais augure parle sans rire de la « tragédie de Pennsylvanie ». Quelle tragédie jusqu'à l'instant où je trace ces lignes ? Pas un mort bien sûr, pas un blessé, pas un intoxiqué. Un tuyau bouché dans une gigantesque marmite où bouillonne, c'est un fait, une bien inquiétante mixture qui pourrait, en fuyant à l'extérieur, provoquer une irradiation dont personne d'ailleurs n'a pu précisément annoncer la nocivité !

(...) Comme la machine à vapeur, l'électricité, le train, la voiture et l'avion, l'énergie atomique, indispensable alors que



Contrôle du taux de radioactivité, à l'aide d'un scanner, sur un fermier vivant dans la région de Middletown, après la défaillance de la centrale nucléaire de Three Mile Island.



se tarissent les réserves de pétrole, engendrera ses drames, ses martyrs et ses morts. Ce sera la peste et le choléra de notre temps puisqu'il est établi depuis l'aube des âges qu'on ne vit pas sans payer tribut.

Force est de constater pourtant que, depuis un peu plus de trente ans qu'on en use autrement qu'à faire la guerre, elle n'a pas encore provoqué d'hécatombe.

Jean Gorini, *VSD*, 5 avril 1979

La nationalisation de l'ensemble des industries nucléaires s'impose. Seule, elle peut empêcher que les exigences du profit l'emportent sur la nécessité d'assurer la fiabilité et la sûreté des centrales.

Michel Hulot, secrétaire général adjoint de l'Union nationale des syndicats CGT de l'énergie atomique, *le Matin*, 7 avril 1979

Nous sommes ainsi en train de vivre un paradoxe. Alors même que l'homme a appris à mieux dominer les fléaux naturels, il commence à entrer dans la dépendance d'un nouveau type de catastrophes produites par les outils sur lesquels il s'appuyait justement pour s'affranchir et s'émanciper des violences de la nature. Ce ne sont plus les inondations et les tremblements de terre qui nous menacent (ils sont devenus prévisibles), ce sont les pannes et les ratés des hyper-organisations. Contrairement aux organismes vivants qui produisent l'ordre à partir du désordre, les systèmes techni-

ques complexes engendrent des catastrophes à partir d'une organisation théoriquement sophistiquée.

Je me demande même si ce ne sont pas parfois les mêmes, aux Etats-Unis, qui réclament la multiplication des rondes de police et qui protestent contre les centrales nucléaires. Il faut au contraire remettre le besoin de sécurité à sa place : exiger plus de sécurité dans les systèmes techniques et accepter plus de risques dans le fonctionnement de la société. Aller vers une société plus décentralisée, acceptant mieux les conflits et les différences sociales tout en rendant les collectivités humaines plus autonomes vis-à-vis des grands systèmes qui les menacent.

Pierre Rosanvallon, chargé de cours à l'université Dauphine, un des animateurs de la revue *Faire*, auteur de *l'Age de l'autogestion* et du *Capitalisme utopique*, *le Matin*, 7 avril 1979

« Oh ! vous savez, ça ou la guerre... » Ici, le fatalisme semble être le sentiment dominant face aux centrales. Pour les habitants du petit village de Dampierre, comme des villages avoisinants, EDF apparaît comme un géant tentaculaire contre lequel on ne peut rien. « Que voulez-vous qu'on fasse, déclare Albert Poussière, l'adjoint au maire. Cette centrale nous est tombée sur la figure, en plein krach pétrolier, sans qu'on nous demande notre avis. Nous, on est des fourmis... »

Le Matin, 7 avril 1979



une CENTRALE NUCLEAIRE dans le TROU des HALLES ?

Pour construire le socialisme de demain

La construction des centrales nucléaires à la campagne a rencontré des difficultés qu'il ne faut pas mettre entièrement sur le compte de la mentalité particulière des habitants des campagnes. Les résistances des gens concernés sont bien légitimes dans la mesure où les surprofits des sociétés se font toujours au détriment de la qualité des constructions, et donc de la sécurité. Toutefois, certains d'entre eux ne sont pas suffisamment conscients des nécessités en énergie de la société moderne. Pour construire le socialisme de demain nous avons besoin de nos propres ressources énergétiques.

Paris aussi doit produire son énergie

Il existe en France des ressources traditionnelles et il est dans nos intentions de les conserver. Nous avons toujours préservé les mines de charbon et les centrales hydroélectriques, nous voulons maintenant doter la région parisienne de ses propres ressources en énergie. Pour que la "région Ile de France" ne vive plus sur le dos des autres régions mais puisse apporter à la communauté nationale sa propre contribution à notre politique énergétique, il faut une centrale nucléaire dans la région parisienne.

Avec les élus de la gauche enfin un véritable contrôle!

Avec la victoire de l'union de la gauche, et un parti socialiste fort, les "incidents" dus à la course effrénée au profit ne seront plus possibles. Plus de fuites de gaz radio-actif comme à Pierrelatte deux fois cette année ou récemment dans le Colorado. Dans le socialisme que nous voulons pour la France, pas de contamination radio-active, comme celle qu'on a voulu dissimuler dans l'Oural.

Un débat a eu lieu à l'intérieur du parti socialiste, et nous voulons porter ce débat dans tout le pays. Nous pouvons affirmer, face aux craintes exprimées par certains, qu'un véritable contrôle sera enfin possible sur les modalités et les buts d'une nouvelle politique nucléaire. Plus de gaspillage d'énergie dû au transport des mégawatts dans les lignes haute tension qui défigurent le paysage. La région parisienne doit produire l'énergie qu'elle consomme.



Il faut changer la vie!

Une centrale nucléaire "propre" en milieu urbain s'intégrera naturellement au paysage parisien, et le contrôle policier qu'implique une telle installation est déjà en place, alors qu'il est encore à créer en province. Créer des emplois et améliorer votre cadre de vie, c'est répondre aux vœux de tous les parisiens. On nous a imposé le Centre Pompidou, ce monument de fausse esthétique industrielle, énorme consommateur d'énergie. Exigeons une centrale nucléaire, conçue par les jeunes architectes les plus révolutionnaires, à qui le socialisme donnera enfin l'occasion de s'exprimer.

De l'énergie pour tous

A cause de sa proximité de la Seine, l'espace libre du tristement célèbre "trou des halles" nous semble l'endroit le plus favorable pour la construction d'une centrale de 3200 MW. D'après les calculs de nos ingénieurs, le refroidissement d'une centrale de 3200 MW c'est ce que peut absorber la Seine, à condition de mettre en place un système nouveau de récupération des calories, qui pourra permettre de chauffer entièrement la Chambre des députés. Après tous les projets fantaisistes du pouvoir gaulliste et giscardien, voici un projet réaliste pour le cœur de Paris.

De l'énergie pour faire travailler tous les parisiens et améliorer leur cadre de vie !



J'adhère au Parti Socialiste

Nom:

Prénom:

Adresse:

Profession :

N° de Sécurité Sociale: _____

A renvoyer
Bureau national des adhésions Parti Socialiste
7 bis, Place du Palais Bourbon
75007 Paris
ou à remettre à un militant de votre
connaissance

DERNIERE MINUTE



L'AGENCE AMERICAINE PENDANT LA CRISE : UN AUTO PORTRAIT DESABUSE

Les comptes rendus des réunions de la *Nuclear Regulatory Commission* pendant la crise de Three Mile Island révèlent que l'agence, deux jours après l'accident nucléaire de Pennsylvanie, n'avait toujours pas la moindre idée sur la manière de traiter le problème.

« Nous sommes en plein brouillard », se plaignait à ses collègues le président de la commission, Joseph Hendrie, alors qu'il s'efforçait d'informer le gouverneur de Pennsylvanie sur la situation. « Ses informations sont confuses ; quant aux miennes, elles sont inexistantes... »

Pourtant les comptes rendus montrent que la commission, en contact permanent avec les attachés de presse de la Maison-Blanche, Jody Powell et Gerard Rafshoon, fit tout son possible pour que ce soit essentiellement une information « rassurante » qui parvienne au public. « Quel est l'amendement (de la Constitution) qui garantit la liberté de presse », demanda à un moment M. Hendrie à ses collègues. Eh bien, je suis contre. »

Les comptes rendus révèlent également que les membres de la commission ne faisaient aucune confiance à la compagnie autorisée par eux à gérer la centrale nucléaire, qu'ils hésitaient à ordonner l'évacuation massive de la zone menacée et que leurs propres experts en évacuation ne savaient pas comment les gens vivants aux abords de la centrale pourraient être déplacés vers des zones plus sûres, si cela se révélait nécessaire.

L'examen des comptes rendus fait également apparaître que l'accident de Three Mile Island posa de nombreux problèmes qui n'avaient pas été envisagés lors de la mise en marche du réacteur. « Nous avons été confrontés à des types de défaillances », déclara à la commission un conseiller technique, dont la possibilité n'avait à aucun moment été prise en compte par nos analyses. »

Préoccupé par les lâchers de gaz radioactif hors de la centrale, le gouverneur de Pennsylvanie Richard Thornburgh demanda à Mr. Hendrie : « Y a-t-il quelqu'un dans ce pays qui connaisse les conséquences sur la santé d'un tel lâcher de gaz ? - Non, pas au sens où cela aurait été étudié et véritablement compris d'une quelconque manière. »

Les comptes rendus ont été divulgués jeudi par le *House Interior and Insular Affairs Committee*. Le comité a contraint l'agence à les livrer en la menaçant d'une assignation judiciaire dans le cas contraire. Plusieurs centaines de pages rendent compte d'une réunion pratiquement ininterrompue de la commission, depuis les premières heures du 30 mars, deux jours après l'accident, jusqu'au 4 avril.

Les documents font apparaître une succession de réunions confuses et informelles, sans cesse entrecoupées d'appels téléphoniques et de rapports des assistants de la commission. Le seul moment où les membres de la commission se consacraient avec une attention soutenue à un sujet précis était celui où ils discutaient, parfois pendant des heures, des termes des communiqués.

Quand les membres de la commission se réunirent le 30 mars, ils durent faire face à la formation dans la centrale nucléaire de Pennsylvanie d'une bulle d'hydrogène qui menaçait de chasser l'eau du circuit de refroidissement, avec le risque de provoquer la fusion (du noyau d'uranium du réacteur).

« Nous n'avons aucune solution », informa par téléphone Roger Mattson, le directeur des systèmes de sécurité de l'agence, présent sur les lieux. Les meilleurs techniciens de l'agence sont là, Joe, et ils n'ont pas le moindre début de réponse. »

Plus tard dans la soirée, après que les membres de la commission se furent mis d'accord sur un communiqué suggérant qu'ils contrôlaient la situation,

un autre conseiller technique informait par téléphone que « l'inspiration subite qui leur est venue il y a deux heures ne semble pas avoir de résultats, et ils sont toujours au travail sans que nous ayons rien de nouveau ».

Un des problèmes était que les fonctionnaires de la commission ne faisaient aucune confiance au personnel technique de la Metropolitan Edison Co., l'entreprise propriétaire de la centrale, pour maîtriser la situation. « La Metropolitan n'a pas les capacités techniques nécessaires », affirma M. Hendrie. Ayant appris que l'entreprise recevait l'aide d'ingénieurs employés par la maison-mère, il ajoute : « Il n'y a personne dans cette boîte qui soit suffisamment capable, en tout cas parmi les opérateurs. »

Harold Denton, le fonctionnaire le plus important de la commission présent sur les lieux, partageait ce point de vue et se plaignait de ce que l'entreprise ait été si lente à réagir à la crise. « Nous avons eu l'impression ce matin que la firme n'a même pas conscience des problèmes que nous posent la bulle, les avariées, ce qui se passera si nous devons laisser échapper les gaz, etc. », déclara M. Denton par téléphone aux membres de la commission, le 30 mars.

Ce matin-là, M. Mattson était si préoccupé par le risque de fusion qu'il plaïda avec force pour une évacuation massive : « Nous nous sommes trouvés en face d'un accident auquel nous n'avions pas été préparés et je ne vois aucune raison de ne pas faire évacuer la population. Je ne sais pas ce que vous voulez protéger en refusant l'évacuation. »

Les avertissements répétés de M. Mattson amenèrent les membres de la commission à envisager la manière de procéder à une évacuation. Après de longues recherches au cours desquelles divers membres du personnel répondirent que ce problème n'était pas de leur ressort, ils mirent finalement la main sur le fonctionnaire responsable des plan d'évacuation. « Avons-nous quelque idée précise de ce qui peut se passer aujourd'hui », demanda Victor Gilinski, membre de la commission ; y a-t-il des endroits où envoyer les gens ? »

L'expert en évacuation, Don Collings, n'en savait rien. « J'imagine qu'il y en a, mais vous savez, c'est le genre de chose que l'on décide à la dernière minute. »

Alors qu'ils tentaient de se faire une idée de l'état dans lequel se trouvait le réacteur, les membres de la commission se penchèrent à nouveau sur la question de l'usage des mass media. M. Hendrie s'entretint plusieurs fois par téléphone à ce sujet avec M. Powell, et insista maintes fois sur l'importance de parvenir à un communiqué satisfaisant pour l'attaché de presse de la Maison-Blanche.

Plus tard, dans la journée du 30 mars, les membres de la commission commencèrent à discuter le texte d'un communiqué relatant les événements du jour. Richard Kennedy, l'un des membres, qui s'efforçait d'imposer un communiqué minimisant les faits, affirma : « Je pense que l'objectif est d'être rassurant... Il faut faire sentir aux gens qu'en tout cas nous sommes attelés à la tâche. »

Finalement, les membres de la commission tombèrent d'accord pour affirmer qu'il n'y avait pas de « danger immédiat » à la centrale et ils déplacèrent l'information sur le lâcher de gaz radioactif, qui, dans le brouillon du communiqué, se trouvait dès le premier paragraphe, pour le faire figurer au dernier paragraphe de la version définitive.

International Herald Tribune, 14-15 avril 1979.

LE ROMANTISME RADIEUX DE L'AN 2000



Le nucléaire est un choix :
choix de société, choix économique.
Aucun système n'est totalement dépourvu de risques,
qu'il s'agisse d'une voiture
ou d'une centrale nucléaire.
L'avantage de la centrale est
qu'elle n'est pas mise entre toutes les mains.
(« La peur irraisonnée du nucléaire »,
le Figaro, 15 décembre 1978.)

ANTHOLOGIE DE L'HORREUR



Aujourd'hui, de Gaulle mort, des communistes à l'extrême droite, à bien peu d'exceptions près, tous les Français sont gaullistes. Ainsi s'est vérifiée une autre des prophéties de ce poète de l'action qui se trompait parfois dans ce qu'il faisait, mais jamais dans ce qu'il disait : « Tout le monde a été, est ou sera gaulliste. » Par quel miracle historique, par quelle nécessité nationale s'est édifiée peu à peu une unanimité si rare à notre époque et dans notre pays ? (...)

Un libérateur. Deux fois le général de Gaulle a libéré les Français. De l'occupation étrangère, d'abord. C'était le plus difficile. Mais aussi le plus facile. Et puis, d'une certaine façon, il a libéré les Français d'eux-mêmes : il les a fait entrer dans le monde moderne.

Jean d'Ormesson, *Le Figaro*,
9 novembre 1978

Lorsqu'on visite l'exposition de Gaulle à l'Hôtel de Ville, on est frappé par le grand nombre de jeunes gens et même d'enfants qui sont là. Ils sont graves et émus comme les vieux briscards de la France libre. Ils inscrivent leur nom et leur âge sur le livre d'or. Le général les fascine. Ils n'ont pas connu de Gaulle et ils sont gaullistes. En les voyant, on songe au slogan que criaient les petits émeutiers de mai 68 : « De Gaulle au musée ! » (...)

L'idée de patrie doit être une chose bien profonde pour que, en dépit de tous les efforts qu'on fait depuis tant d'années pour la tuer, elle ne soit pas encore tout à fait morte. Le plus beau est que c'est dans le cœur des enfants qu'elle revit. Les enfants vont « voir de Gaulle » parce que de Gaulle est le dernier grand homme de notre vieille histoire, parce qu'il se faisait une certaine idée de la France et qu'ils sont curieux de cette certaine idée-là. Ils se disent obscurément qu'en allant voir de Gaulle, ils trouveront quelque chose de précieux, qui les aidera à vivre, qui leur donnera de la fierté et grâce à quoi ils se sentiront, enfin, bien dans leur peau de Français.

Le gaullisme, c'est très ancien. Cela existait avant de Gaulle. Tous les vrais gaullistes savaient que cela continuerait à exister après lui. Nous en avons la dernière preuve. Il y en aura d'autres. Mai 68 au musée !

Jean Dutourd, *France-Soir*,
5-6 novembre 1978

18 h 30, samedi 9 décembre, porte de Versailles, un public heureux, celui des festivals pop réussis. Au programme : Carlos Santana. Mais ce soir, la vraie vedette n'est pas le petit guitariste moustachu sur fond de bongos. Valéry Giscard d'Estaing parle.

« Un homme cool », apprécie Christian, 16 ans (...).

Paradoxalement, leur démarche qualifiée de « syndicale, pour la défense des intérêts de la jeunesse », avec toute l'ambiguïté qu'elle comporte (gagner au PR une majorité de jeunes, dans tous les milieux sociaux, en dépit d'une image « beaux quartiers » persistante sans que l'étiquette se fasse pesante, mais sans pour autant y renoncer), s'avère positive. Pourquoi ? « Parce que nous sommes des haut-parleurs. A l'écoute d'aspirations que nous transmettons au pouvoir. Sans complaisance. Simplement, il se trouve que nous croyons à un projet de société et que ce projet est incarné par un homme : Giscard. »

Le rejet de la politique politicienne, l'ancre dans la vie quotidienne, c'est cela, « Autrement ». « Demandez l'impossible », barbouillaient les petits enfants de 68 sur les murs. Les petits enfants de 78, eux, ne veulent pas se casser les dents.

Le Figaro Magazine,
9 décembre 1978

« Salut ! » C'est le premier mot de Valéry Giscard d'Estaing aux vingt-cinq mille jeunes entassés dans le gigantesque bâtiment 4 du Parc des Expositions. Le seul choix de ce « Salut ! » décontracté et avenant, expression totalement « dans le coup », démontre à quel point notre président de la République est à l'écoute de la jeunesse d'aujourd'hui. Non seulement il devine ses aspirations, mais il connaît son langage... Certains lui remirent quelques cadeaux, telle cette maxime peinte à la main sur un ruban de soie : « Lorsque le pouvoir de l'amour remplacera l'amour du pouvoir, l'homme aura un nouveau nom : Dieu » (...) Il n'y eut pas une seule fausse note et le choix des vedettes de variétés était idéal : le groupe Santana, et surtout Gérard Lenorman qui créa une nouvelle chanson dont il a écrit le texte et la musique, « La France chante ». Le Président lui demanda de la chanter deux fois. On peut parier que « La France chante » deviendra le nouvel hymne d'une jeunesse comme l'avait été il y a trois ans « La Ballade des gens heureux ».

« Une jeunesse qui a confiance
en l'avenir »,

Jours de France,
16-22 décembre 1978

Des pays comme l'Uruguay, le Chili, où la lutte des classes a été et demeure intense, ont stagné à des niveaux de vie très bas : l'Argentine, en trente années de luttes de classes, a vu baisser de 3 à 1 le niveau de vie de son peuple. A l'inverse, sans lutte des

classes, la Suisse, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et bien d'autres pays ont amélioré, autant et plus que la France, le sort des ouvriers. (...)

Ce qui donne un niveau de vie « décent », ce n'est pas la revendication (elle est présente partout), c'est la production, et donc le progrès technique, l'organisation des entreprises... (qui ne sont efficaces que dans les pays à haut niveau de vie).

Eugène Ionesco nous a donné ici même de bien mauvaises nouvelles de l'intelligentsia américaine. Comme ni l'Angleterre ni l'Allemagne ne semblent très sensibles aux idées nouvelles, que l'Italie et l'Espagne sont absorbées par leurs problèmes intérieurs, on peut penser que c'est à la France que l'histoire donne la chance inespérée d'annoncer au monde, comme elle le fit il y a deux cents ans pour le premier, le second siècle des Lumières.

Jean Fourastié,

« La révision
des idées dominantes »,
Le Figaro, 29 décembre 1978

Certes, la diffusion de l'informatique n'apportera pas, par elle-même, cette nouvelle politique économique. Mais, en contribuant à desserrer le goulot provoqué par le déséquilibre extérieur, elle en fournit l'occasion. A court terme, elle peut cristalliser les craintes de chômage. Mais, bien gérée, elle est, à moyen terme, la chance majeure d'un meilleur emploi.

La France a besoin à la fois d'un Etat d'autant plus ferme que son action sera mieux cantonnée, et d'une société souple et spontanée. Les louanges et les reproches sont inopérants s'ils ne s'adressent qu'à l'une ou l'autre de ces affirmations.

En effet, ce couple mêlant le régalien et le libertaire est indissociable. Sans convivialité, sans une décentralisation permettant d'exprimer les nouveaux besoins et d'inventer les nouvelles activités, c'est l'emploi qui souffrira, dans des conditions telles que la société ne tolérera plus le poids de l'Etat.

Mais, sans un Etat préparant l'avenir et défendant la société contre les pressions, notamment extérieures, les univers conviviaux seront éliminés ou asservis : ils deviendront des ludions flottant au gré de toutes les dominations.

Peut-on attendre des idéologies françaises, familières des dichotomies, un acquiescement à cet hybride que constitue la détermination japonaise, alliée à la spontanéité italienne ?

Simon Nora et Alain Minc,
« Continuons le débat »,
Le Monde, 19 septembre 1978

A l'occasion du centième anniversaire de sa naissance (21 décembre 1879), Staline fait sa rentrée dans le calendrier-éphéméride des éditions soviétiques *Politizdat*, spécialisées dans l'édition des textes politiques. Dans l'édition de 1979 de ce calendrier, apparaît à la date du 21 décembre le portrait – dessiné – de l'ancien secrétaire général du PCUS avec la mention : « Centième anniversaire de la naissance de J.V. Staline. » Avec, en outre, au verso une longue notice biographique. Staline y est défini, en trente-huit lignes, comme l'un des « éminents dirigeants » du mouvement communiste qui a appliqué les idées de Lénine dans le domaine de la politique étrangère et de la collectivisation. La notice souligne qu'il a contribué à la lutte contre « les trotskistes, les opportunistes de droite et les nationalistes bourgeois ».

Une rapide mention est faite, à côté de ces « aspects positifs », du culte de la personnalité, avec lequel le Parti « a définitivement rompu ».

« Le retour de Staline »,
Le Matin, 25 décembre 1978

Dans le village d'Arroyo Seco, au fond d'une petite vallée entourée de collines aux pentes douces et d'une teinte vert sombre, on se souviendra longtemps de la visite de Fidel à l'école secondaire installée à la campagne Velasco 1 qui, avec les plantations qui l'entourent, donne maintenant un cachet particulier au paysage.

Tous veulent évoquer le souvenir de ces minutes inoubliables sur les terres irriguées où ils travaillent : « Je le voyais s'approcher du champ et je n'en croyais pas mes yeux. Je me disais : Fidel avec nous ?... et tout le monde a couru le recevoir. Il était quatre heures juste », déclare Nerys Mendez au milieu des cris de ses camarades, qui voulaient tous parler en même temps.

« Je lui ai dit que j'allais obtenir les meilleures notes de ma classe aux examens afin d'être admise au détachement pédagogique », signale Francisca Velasquez Gonzalez, une de ces jeunes adolescentes qui savent que l'avenir est entre les mains des professeurs.

Elle avait expliqué au commandant en chef qu'elle avait la vocation de l'enseignement. « Je me suis engagée vis-à-vis de lui à devenir une excellente institutrice », dit-elle, les yeux brillants d'émotion.

Granma, 23 février 1975

– C'est Maurice Thorez, en fait, qui vous a choisis ?

– Oui, Maurice ne m'a jamais dit pourquoi, mais il devait penser que je ferais un bon militant... Toujours est-il qu'après les élections législatives du 2 janvier 1956, je suis devenu secrétaire de la Fédération du Val-de-Marne (Seine-Sud, à l'époque)... Au XIV^e Congrès du Parti, la même année, j'ai été élu au Comité central... Quant à Thorez, c'était un homme profondément humain et sensible. J'aime me sentir dans la filiation de sa pensée...

G. Marchais
(interviewé par Harris et Sédouy),
L'Express, 14-20 octobre 1974

La pensée de Marx n'est pas plus responsable du Goulag que les Évangiles et la doctrine du Christ ne le furent de l'Inquisition, des massacres d'Indiens, de cathares, de protestants ou de juifs. Il est temps que le parti communiste français passe de l'âge théologique à l'âge politique et cela non pas pour gagner des voix, mais parce que cela doit correspondre à sa vocation profonde.

Marx a pensé que la religion était l'opium du peuple, parce que l'Église catholique au dix-neuvième siècle justifiait, du fait de son rôle dans le siècle, cette façon de voir. Il eut certainement raison de mettre l'accent sur le rôle fondamental de l'économie en dernière instance, mais il sous-estima l'importance des phénomènes idéologiques ouvrant la voie à l'économisme. La foi est une structure, une dimension essentielle de l'esprit humain que ni le progrès scientifique ni le progrès social ne feront disparaître. Ce n'est donc pas un anachronisme, mais une permanence pleine de vie et d'avenir.

Le parti communiste ne peut être un club de libres-penseurs ou d'athées.

Jean Elleinstein,
« Ce qui dure encore
dans le P.C. français »,
Le Monde, 23 février 1979

Les motifs de l'accusation – complot et haute trahison – qui étaient faux, comme cela est prouvé aujourd'hui, ont cependant, il y a quarante ans, servi de justification pour écarter, éliminer, exécuter les dirigeants et des centaines de milliers d'autres communistes opposés à la politique de Staline.

Après la dénonciation par Khrouchtchev, lors du vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique, en 1956, des crimes de la période stalinienne, si plusieurs dirigeants condamnés à l'époque furent réhabilités, beaucoup d'autres ne le furent pas. Boukharine, pourtant l'une des figures les plus marquantes, est de ceux-là.

Aujourd'hui, puisque la thèse du complot n'est plus officiellement soutenue en U.R.S.S., nous comprenons d'autant moins que la réhabilitation de Boukharine, comme réparation morale, soit refusée.

Jean Burles,
membre du Comité central du P.C.F.,
L'Humanité, 28 novembre 1978

Tout d'abord, il faut se féliciter du soin et de l'abondance toute nouvelle avec lesquels Jean Elleinstein résume dans sa vaste introduction la carrière politique de Trotsky (jusqu'en 1929). Il n'y a là, bien sûr, nulle découverte. Les faits sur lesquels il s'appuie sont connus, ont été diffusés depuis longtemps. Mais il a tenu à montrer qu'il faut les connaître, et en restituer honnêtement le sens pour agir sur nos contemporains, les jeunes d'aujourd'hui. Je ne lui fais pas reproche des réserves politiques qu'il enregistre au sujet de certaines positions politiques adoptées par Trotsky (par exemple lors de la discussion syndicale en 1921, ou des conséquences de la Nouvelle Politique économique). L'essentiel est d'avoir situé pour un large public une période cruciale du conflit qui opposait Trotsky à Staline, ainsi qu'à Boukharine, culminant dans une expul-

sion du parti équivalant à une mise hors la loi. Du même coup, la voie s'ouvrait à une évolution qui fit certes de l'U.R.S.S. une grande puissance, mais oppressive à l'intérieur comme à l'extérieur, cessant peu à peu d'anticiper sur cet « avenir radieux » dont Alexandre Zinoviev vient de nous donner la vraie formule.

Pierre Naville,
« Elleinstein réhabilite Trotsky »,
Le Monde, 2 mars 1979

C'est dans cette zone trouble de l'inconséquent que résident sans doute les sources profondes de ce mélange de bonne et de mauvaise foi, de tendresse et de véhémence, d'humanisme et de stalinisme, qui caractérise la vie et l'œuvre de Georges Cogniot. Version contemporaine et militante du doc-



teur Jekyll et Mr Hyde. Une zone où se situe certainement la part qui nous manque pour connaître et comprendre ce secret intime qui fut sans doute l'un des moteurs puissants de son dévouement et de sa fidélité militante. Un esprit de parti qui conduit parfois à de dangereuses extrémités, mais qui ne manque pas d'une certaine grandeur lorsqu'il anime des Georges Cogniot, ces milliers d'hommes et de femmes de qualité qui ont fait la force militante incomparable du P.C.F.

Philippe Robrieux,
« L'énigme du parti pris »,
Le Monde, 7 mars 1979

L'homme nouveau ? Guevara en rêvait avant de partir vers ses maquis africains et boliviens. La raison et les contingences l'ont évidemment emporté. Ni héros ni lâche, le Cubain moyen s'accommode prosaïquement d'un régime qui lui assure ses « besoins élémentaires » mais lui mesure ses possibilités de déplacement. Le mieux est pour demain : un logement plus confortable, une voiture peut-être, des vacances à l'étranger sans doute. En 1968, les comités de défense de la révolution et les cellules de base du parti débattaient de l'opportunité des « stimulants matériels ». En 1979, les notions classiques de budget, de productivité, de rendement, de profit sont de nouveau à l'honneur. L'offre et la demande régissent le marché interne et le salaire n'est



plus lié à la « norme ». Le lointain objectif de la « société communiste » n'est pas abandonné mais le régime tient compte de la « nature humaine » et du « poids du passé », défini par Marx.

Marcel Niedergang,
« La révolution cubaine a vingt ans »,
Le Monde, 6 janvier 1979

A propos des « dérapages » dont parlent Jeanneney et Julliard, on pourrait écrire un « à la manière de... » renversant totalement les points de vue. Il s'agirait d'une caricature, bien entendu, comme tous les pastiches. Dans les trente-quatre dernières années, les dérapages les plus graves ne seraient-ils pas la publication du rapport Fechteler (quoique ce « faux » ait exprimé une vérité qui n'est plus contestée) et le virage sur la politique extérieure qui a fait critiquer sous de Gaulle la politique d'indépendance nationale que le journal défendait auparavant ? Les histoires plus récentes du



Démonstration du fonctionnement d'un bras artificiel contrôlé par la pensée à l'Institut de technologie de l'Illinois : les impulsions électriques émises par le cerveau de l'opérateur sont reçues par le système sensoriel du membre artificiel et traduites simultanément en mouvements identiques.

Cambodge, de la Chine, du Portugal paraissent mineures, en comparaison. D'autant qu'elles ont fait scandale après coup, grâce à un habile montage en épingle. Qu'on en soit réduit à reprendre indéfiniment trois ou quatre erreurs sur plus de trois mille numéros du *Monde* de Jacques Fauvet, cela aussi doit être souligné.

Maurice Duverger,
Le Nouvel Observateur,
29 janvier 1979

Chine nouvelle, 22 juin. « Lieou Kouei-tche, 42 ans, travaille dans les chemins de fer depuis 1956, dans la Chine du Nord-Est. Elle a toujours dépassé son plan de production, tant mensuel qu'annuel. Actuellement, elle est en train d'accomplir la tâche prévue pour 1982... Elle s'est acquittée de son travail annuel de la façon suivante : 224,1 % en 1973, 210,7 % en 1974, 296 % en 1975, 266,7 % en 1976... En 1974, les Quatre ont provoqué l'arrêt du travail et de la production... Quelques mauvais éléments ont incité les ouvriers à débrayer. Lorsqu'ils sont allés consulter Lieou Kouei-tche, elle leur a répondu d'un ton ferme : "L'usine appartient à la classe ouvrière chinoise et à notre pays socialiste. On n'a aucune raison d'abandonner son poste et de cesser le travail pour le socialisme." Plus tard ces mauvais éléments lui ont collé l'étiquette d'"agneau révisionniste". Non seulement elle n'en a pas été écrasée, mais elle a redoublé d'ardeur au travail, se fixant la tâche suivante : accomplir un travail de 700 minutes en 480. Pour y parvenir elle grignote chaque minute et chaque seconde : c'est en dehors des heures de travail qu'elle aiguise les couteaux et graisse les machines. Elle consacre ses 8 h pleines à l'usinage des pièces détachées pour locomotives... Si les tâches sont urgentes, elle sacrifie ses heures de congé... »

« La Chinoise 78 »,
Libération, 29 novembre 1978

La rédemption par le travail, c'est aussi un thème qui, paradoxalement, a eu un certain succès. Les Laotiens ne sont pourtant pas des stakanovistes-nés. On dit ironique-

ment qu'ils aiment se reposer en écoutant le riz qui pousse. Mais qu'on mette les intellectuels au travail, cela n'a pas toujours déplu. Tout le monde la pelle à la main, pour souder la Révolution. Positif. Seulement, ce travail est conçu d'abord comme moral, comme politique. A tel point qu'il finit par perdre son sens. Comment supporter de construire un barrage à la main, quand il y a des tracteurs à côté, qui ne servent à rien ?

J'étais là quand les responsables du Front patriotique ont décidé que l'école de médecine devait avoir son potager, sa basse-cour, son bassin à poissons. Parfait. Les étudiants et les professeurs ont creusé un trou de quatre mètres sur vingt, un labour effroyable. Et puis on a commencé à y déverser de l'eau. Faute de revêtement cimenté, elle se perdait immédiatement. Aucune importance. Les hommes continuaient à apporter de l'eau. C'était l'acte qui comptait, pas le résultat. Un peu comme les cailloux cassés au bain mais, là, c'était pour la Révolution, pour la liberté. Même chose avec les canaux d'irrigation. Souvent, pas toujours, ils allaient à contre-pente et l'eau ne passait pas. Chacun faisait semblant de ne pas s'en apercevoir.

D. et M.-N. Sicard,
« Laos : au nom de Marx et de Bouddha »,
Le Nouvel Observateur,
5 février 1979

M. Francis Palmero, sénateur des Alpes-Maritimes (union cent.), a mis en cause, vendredi matin, 21 avril, dans une question orale, le choix d'un texte « subversif » proposé à trois cent quarante candidats au brevet d'études professionnel de micro-mécanique, dans l'académie de Paris. « Les services de l'éducation, a notamment déclaré M. Palmero, sont sortis en cette affaire de leur devoir de laïcité, en donnant pour sujet un texte de Raoul Vaneigem sur "ceux qu'on assassine lentement dans les chambres de tortures mécanisées du travail". »

Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation : « Ce sujet d'examen ne paraît pas avoir été choisi dans une intention provocatrice mais par inadvertance. Le regroupement du service d'examens des trois académies de la région parisienne devrait exclure le renouvellement de pareils faits. Il est réconfortant de constater que les élèves ont réagi avec bon sens. »

Le Monde, 23-24 avril 1978

A Phum-Taloh, les cadres avaient dit : « Les Youns (terme péjoratif pour désigner les Vietnamiens), nous en ferons de l'engrais. » « Au début de 1978, dit San Kanda, un réfugié, une trentaine de familles ayant du sang vietnamien ont été exécutées hors du village. J'ai vu la fosse de 15 mètres sur 2 mètres où leurs cadavres trempaient dans l'eau avec des herbes qui servent à faire l'engrais et des bouses de vache. On arrosait avec. »

Une histoire qui paraît incroyable. Mais pourtant, dans un camp, distant de plusieurs centaines de kilomètres de celui où nous a parlé ce témoin, un réfugié, arrivé en novembre, d'une tout autre région, déclare : « Dans mon village, à partir de juillet

1977, ceux qui mouraient de maladie ou de vieillesse étaient mis à tremper dans un bassin de 5 mètres sur 3 mètres. L'eau dans laquelle ils avaient macéré était redistribuée dans un bassin plus petit. On y mettait à tremper, pendant une nuit, les bottes de jeunes plants de riz à repiquer pour leur donner de la vigueur. Cela sentait très mauvais, mais les hommes chargés de cette besogne ne pouvaient pas refuser. Il n'y avait pas de savon pour se laver les mains.»

Il ajoute : « A partir d'août 1978, les Khmers rouges nous ont fait ouvrir les tombes dans le canton de Phnom-Srok. Il y avait des équipes chargées de ce travail. A plusieurs reprises, au même endroit, elles ont brûlé une pile d'ossements d'environ 1,50 mètre de haut. On a dit que les cendres devaient servir d'engrais.»

Le Monde, 24-25 décembre 1978

Parmi les exportations de la Corée du Sud, une seule est appelée à diminuer au cours des prochaines années : celle des bébés. Ainsi en a décidé le président Park,

dollars l'unité, a récemment révélé la presse nipponne.

Philippe Pons,
« Embargo sur les bébés »,
Le Monde, 31 mars 1977

Le parquet de Paris a demandé, le 20 septembre, à la brigade de protection des mineurs, d'ouvrir officiellement une enquête sur les agissements d'un avocat libanais, M^c Paul Awad, qui, selon l'hebdomadaire *La Vie*, aurait vendu des bébés d'origine libanaise à des familles françaises.

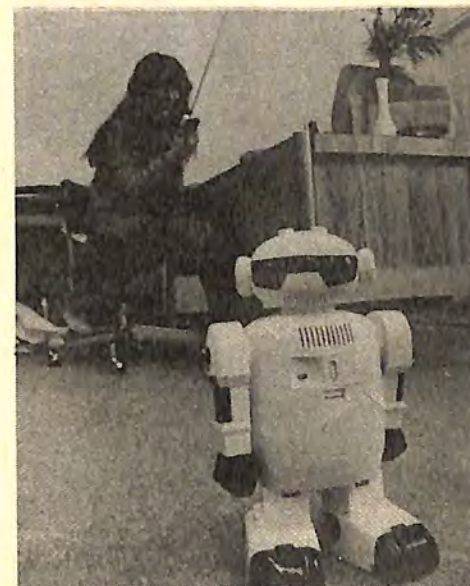
Une journaliste de l'hebdomadaire, Mme Colombelle, doit faire une déposition au siège de la brigade de protection des mineurs, afin d'éclairer les policiers sur les circonstances qui lui ont permis de connaître ce « marché clandestin de bébés libanais vendus à Paris 25 000 F l'un ».

Le Monde, 23 septembre 1977

Marilyn Chambers, 25 ans, starlette porno américaine, a fait de son corps une société par actions. Les parts offertes sur le

deutschmarks. Puis en 1963, le ministère de M. Mende versa 60 000 marks, et, au cours des dix années suivantes, lui et ses successeurs virèrent 400 millions de marks à Berlin-Est. Actuellement, la somme versée pour le rachat de 15 000 détenus depuis 1962-1963 dépasse le milliard de marks-ouest, ce qui prouve que les prix ont monté. Bien que la rançon à verser par détenu moyen se situe toujours aux environs de 40 000 marks-ouest, le prix moyen du détenu s'élève aujourd'hui à 70 000 marks. L'Est « vend » en effet certains détenus qualifiés ou célèbres à des prix exorbitants.

L'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, préposé à cette traite des hommes, justifiait



« La France va devenir un pays de 50 millions de sujets, plus les sujets électroniques. Les robots. Le problème est d'ordonner le fonctionnement de ces deux populations. André Giraud, cité dans l'Express, 9-15 décembre 1978.



« courroucé », dit-on, par les « discours mensongers » que Pyongyang répand à propos du programme d'adoption à l'étranger mis sur pied à Séoul. Les quatre agences internationales d'adoption, agréées par l'Etat coréen, ont en conséquence reçu instruction de diminuer de 20 % par an, jusqu'en 1981, leur contingent d'enfants envoyés à l'étranger.

Il est vrai que la Corée du Sud a été ces dernières années le premier « exportateur » mondial de bébés (en moyenne cinq mille par an depuis 1968). Les principaux pays receveurs sont les Etats-Unis et la Suède. (...)

En fait, le brusque coup de frein donné à l'envoi d'orphelins à l'étranger coïncide aussi avec la révélation, aux Etats-Unis, d'une sombre affaire de vente par la Corée du Sud de fœtus en « conditions de vie » à des laboratoires de l'armée américaine faisant des expériences en matière de guerre bactériologique. Depuis six ans, la Corée du Sud expédiait, via le Japon, quatre mille fœtus par an aux Etats-Unis, au prix de 25

marché sont au nombre de 200 000, chacun des titres valant 10 F. Dans sa singulière transaction, Marilyn est conseillée par son ami et manager Chuck Trayner, qui vante la marchandise comme « un investissement très intéressant ». Trayner s'attend à une belle affaire : « Dès à présent, les revenus annuels brut de Marilyn dépassent le million de dollars. »

L'Express,
13-20 septembre 1977

« Marchés d'esclaves » ou « opération humanitaire » ? Le rachat de détenus politiques à la R.D.A. par le gouvernement de Bonn provoque des remous. En décembre 1977, Amnesty International précisait dans son rapport annuel n'avoir jamais participé à ce troc infamant. Forte de la caution morale de cette association humanitaire, une opposition à ce « trafic d'hommes » que couvre un voile pudique se dégage en République fédérale. (...)

Le premier rachat a eu lieu en 1962 sous son prédécesseur, Barzel. Coût : 199 000

les prix dans une interview (...) en alléguant la réparation du dommage infligé par ces « criminels » à la société socialiste. Il a été question également du coût des études effectuées en R.D.A. par certains prisonniers. En réalité, le prix est fixé à l'Est en fonction de six critères : le poids de la condamnation, les années de prison qui restent à purger, la « valeur économique » du détenu, sa santé, son âge et sa position sociale.

En général, les détenus purgent la moitié de leur peine ou davantage avant d'être « cédés ».

Le Figaro, 13-14 janvier 1979

C'est bien connu : la vie n'a pas de prix. Pourtant, pour les agents d'assurances ou pour les spécialistes de la sécurité routière, ce postulat « sentimental » n'a guère de sens. Pour les premiers, la vie d'un individu se mesure et même se tronçonne à coups d'indemnités – suivant les tarifs de la compagnie. Pour les seconds, cela se pèse (suivant un rituel presque immuable) en termes de coût pour la collectivité.

Le décompte détaillé du prix de la douleur – ou de la vie – les titulaires d'une carte de l'American Express, par exemple, le trouveront dans la corbeille d'un contrat-sinistre proposé par une compagnie d'assurance américaine, la Saint Paul Fire and Marine Insurance. Quel est-il ? : « Décès : 125 000 francs ; perte des deux mains ou des deux pieds : 125 000 francs ; perte totale des deux yeux : 125 000 francs ; perte totale d'une main *et* d'un pied : 125 000 francs ; perte totale d'une main *ou* d'un pied : 62 500 francs ; perte totale d'un œil : 62 500 francs. »

Tout autre est le prix d'une vie pour la société. Les fins limiers le trouveront, estimé à 790 000 francs, au détour d'une récente étude d'un ingénieur des Ponts et Chaussées, ancien secrétaire général adjoint de la Délégation à la Sécurité routière, Michel Le Net. De quelle façon a-t-il procédé pour en arriver là ?

En composant un savant cocktail où sont mélangés froidement – mais rigoureusement – divers ingrédients : coût du manque à produire pour la collectivité, coût des soins médicaux fournis, des funérailles, préjudice subi par les proches, indemnités versées aux parents...

A partir de ce « prix du mort », l'étude évalue alors le coût des accidents de la route en France.

Le Point, 13 novembre 1978

Elle s'appelle Amanda Lear. Pour elle, l'art et le business, c'est la même chose. Son métier, elle appelle ça le « music-business ». Presque inconnue en France, sauf des happy few parisiens, la reine blanche du disco est une vedette en Allemagne, en Italie et aux Etats-Unis, où quatre de ses chansons ont été des hits. Agressivement belle, dotée d'une voix qui fait passer des frissons, Amanda Lear ne se contente pas d'être un produit élaboré dans le laboratoire d'une

maison de disques ou un cocktail efficacement dosé de sophistication et de sensualité. Sachant parfaitement ce qu'elle vaut, Amanda Lear garde la tête froide. Cyniquement, elle spéculé sur sa propre hausse à la bourse du disco. Elle dit d'elle : « Je suis un produit. Comme le papier hygiénique. »

« Quand je donne une interview à Londres, ils disent : "Amanda, c'est, disons, la choucroute, c'est la musique disco faite à Munich avec des ordinateurs"... Et moi je dis : "Mais oui, vous avez absolument raison, c'est fait par computer ; en effet, c'est fait à Munich ; et on en a vendu un million." »

« Andy Warhol l'a dit : "Art is business, business is art." C'est-à-dire que ce qui est multiplié à des millions d'exemplaires, au bout d'un moment, devient de l'art. Nous vivons dans une société de consommation, j'en suis tout à fait consciente, et je me sers de la société de consommation pour la dominer, plutôt que d'être anarchiste. J'aime travailler en Allemagne parce que l'Allemagne est complètement dominée par la technologie. »

Le Matin, 22 septembre 1978

Un ami m'a raconté qu'il était à l'aéroport de Francfort quand les haut-parleurs ont annoncé les morts de Stammheim. Les gens ont applaudi, certains se sont mis à chanter « So ein Tag, so wunderschön wie heute »... (Oh le beau jour). Chanson à boire et chant de gloire repris en chœur en cas de victoire d'une équipe allemande dans un championnat de football.

Thomas Brach

Le Monde, 8 mars 1975

Selon la D.s.t., qui est, on le sait, responsable du renseignement et du contre espionnage sur le territoire français (les groupes autonomes) ont des rapports fréquents, en France et à l'étranger, avec des

mouvements terroristes internationaux, notamment les mouvements pro-palestiniens, les terroristes de l'E.t.a. et surtout avec la bande à Baader. Le centre de ces rendez-vous clandestins qui attirent surtout les militants avides d'action et séduits par l'exemple de Baader et ses amis serait la région de Grenoble. Depuis quelque temps, des théoriciens allemands effectueraient de fréquents séjours dans le Dauphiné où ils ont rencontré des dirigeants des mouvements anarchistes français.

La meilleure preuve de cette organisation et de cette coordination, disent les policiers, c'est l'existence d'un « Monsieur Terreur » que les services français estiment avoir identifié, sans avoir toutefois réussi jusqu'à présent à réunir les preuves qui le conduiraient devant un tribunal. Théoricien du terrorisme urbain, ce professeur français, qui aurait eu autrefois des liens étroits avec Daniel Cohn-Bendit, serait l'inspirateur de plusieurs comités de soutien aux prisonniers politiques, tant en France qu'en Italie ou en Allemagne.

Jean-Claude Halle,

Paris-Match, 26 janvier 1979

Il existerait en Allemagne, avec sans doute des ramifications dans le monde entier, une société de surveillants et de vengeurs assez analogues à la Sainte Vehme qui poursuivait jadis de sa vindicte meurtrière ceux qui n'agissaient pas selon ses préceptes. Peut-être d'ailleurs existe-t-il une véritable filiation entre les deux associations occultes. Baader et sa bande auraient été en relations suivies avec cette mystérieuse fraternité qui, plus d'une fois, aurait à n'en pas douter armé sa main. On se souvient en effet de certains meurtres des terroristes qui paraissaient gratuits sinon peu en rapport avec leurs idéaux (ou du moins ceux que leurs meneurs affichaient !).

Peu avant son arrestation, des divergen-

« Le problème est de mettre moralement et matériellement la société française en état d'affronter une période dure et dangereuse auprès de laquelle les jours présents, quoique moroses, apparaîtront peut-être comme le temps de la douceur de vivre. » France-Soir, 28 février 1978.



ces seraient apparues entre les membres de l'énigmatique société et leur tueur. Les vendeurs le condamneraient à mort. Il fut incarcéré, mais grâce à leurs puissantes influences et à leurs membres disséminés partout, ils purent lui procurer ainsi qu'à ses complices tout ce dont les uns et les autres disposaient à la prison de Stuttgart. Les terroristes prirent tout cela pour une aide bienveillante de leurs anciens amis qui désiraient adoucir leur captivité. En fait, ces derniers créèrent entre les prisonniers un monde clos dans lequel ils purent à loisir introduire des informations suggestives, des objets significatifs. Peu à peu, et selon des procédés dont nous n'avons pas notion, ils conduisirent leurs futures victimes par suggestopédie intensive à cet état proche du suicide qui n'a pas seulement les caractéristiques de la dépression nerveuse et que l'on peut effectivement produire par les modes que nous connaissons actuellement de l'hypnose.

Jean-Louis Degaudenzi,
Nostra Magazine,
14-20 décembre 1977

Leur première tâche est de réécrire l'histoire de la guerre du Vietnam. Ce qui est chose relativement aisée, puisque la presse et les universitaires s'en sont toujours tenus à l'histoire mythique officielle (...). Plus difficile est de faire porter la responsabilité morale de la guerre aux victimes. Une entreprise presque sans espoir, un peu comme si les nazis avaient essayé de rendre les juifs responsables des fours crématoires. Mais, intrépides, les propagandistes américains se sont attaqués à ce problème, non sans succès. A tel point qu'un président américain peut se montrer sur les écrans de télévision pour affirmer que nous n'avons aucune dette envers les Vietnamiens, parce que « les destructions ont été mutuelles ».

Noam Chomsky,
Le Monde diplomatique, mars 1979

Cela a commencé par des manifestations au cours desquelles on a foulé aux pieds la dignité des hommes et pas seulement en Allemagne, mais dans d'autres pays. N'oublions pas aussi toutes les difficultés qui ont entraîné la crise économique à la fin des années 20. On cherchait à cette époque des boucs émissaires pour expliquer les malheurs que chacun subissait et on voulait pouvoir en décharger la responsabilité sur quelqu'un (...).

Ces étapes ont conduit à la négation du droit, à la négation de la Constitution et, en définitive, ont débouché sur le meurtre, sur l'assassinat de millions de personnes. Il me semble que cela est particulièrement important, surtout en cette période où il y a un regain de terrorisme dont souffre en particulier mon pays. Il est important que ces choses soient rappelées à l'opinion publique. Il faut que les jeunes voient bien quel est le parallélisme de ces enchaînements d'étapes psychologiques qui ont conduit jadis à des millions de morts, et qui aujourd'hui conduisent à des actes terroristes qui entraînent aussi des morts de centaines et de milliers de personnes (...).

Helmut Schmidt à Antenne 2,
le 6 mars 1979

(...) le stéréotype du délinquant français se définit autour des axes suivants : c'est un homme, jeune de préférence, d'origine prolétaire ou sous-prolétaire, ayant commis un vol et condamné à une peine de prison ferme avec de fortes présomptions de récidive. S'il est étranger (Maghrébin, Portugais ou Yougoslave), cela jouera comme condition facilitante.

Pierre Lascoumes,
« Classes dangereuses »,
Le Monde diplomatique,
janvier 1978

La présence du ministre de l'intérieur Christian Bonnet hier matin, à l'inauguration d'un laboratoire d'essai des dispositifs de protection contre le vol à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), montre l'intérêt attaché par le gouvernement à une auto-protection technique efficace dans chaque foyer et dans chaque entreprise française contre les cambrioleurs.

Tous les systèmes de protection : blindages, serrures perfectionnées, chambres for-

vous apporter ce témoignage pour votre initiative qui contribuera incontestablement à renforcer la protection des biens dans notre pays. »

10 novembre 1978

Un flic. « Du bas de l'échelle : un flicard. » Cinq ans de « maison ». « Je suis rentré à vingt ans. Pas par vocation. Mais j'ai raté mon C.A.P. de maçon. Que faire ? Mon père est ouvrier, les boîtes, ça ouvre, ça ferme... La police c'est la sécurité de l'emploi, la paye est sûre. J'imaginai la super-boîte, tout sur ordinateur : on a des Citroën à trois vitesses, qui ont fait deux fois le tour du cadran. Pas de trousse de premier secours, pas de quoi faire une bande, pour une coupure un peu sérieuse on met un mouchoir. Dans mon arrondissement on est trois dans un car de police-secours pour 300 000 habitants. C'est l'usine, on bâcle le travail.

« Raz-le-képi »,
L'Humanité-Dimanche,
8 mars 1978

(...) des policiers ne peuvent accepter tous les risques, y compris le risque suprême, que s'ils ont le sentiment que leur combat est celui de la société tout entière.

Or comment auraient-ils ce sentiment dans l'état actuel de dégradation des mœurs et du civisme où nous sommes, quand s'est répandu dans toutes les classes et toutes les générations, imbécile et désastreux, le racisme anti-flic, quand les magistrats, les jurys et le public, témoignant d'un laxisme grandissant, laissent tomber ceux qui ne peuvent les protéger s'ils ne se sentent soutenus.

Dominique Jamet,
L'Aurore, 22 janvier 1979

Devant la multiplication des actions terroristes menées contre des représentants de l'ordre, le parti communiste espagnol a décidé de lancer une campagne de solidarité avec les forces de police. « Les attentats contre des policiers qui sont les serviteurs du peuple, a déclaré Santiago Carrillo au cours d'une conférence de presse tenue hier à Madrid, sont les héritages du fascisme et il convient de les dénoncer massivement. »

Le Figaro, 25 octobre 1978

A la suite du compte rendu sur les violences qui ont suivi la manifestation du 1^{er} mai à Paris et la citation d'un jeune qui faisait état de la présence d'anarchistes (*Le Monde* du 3 mai), le groupe anarchiste de Seine-Saint-Denis nous a envoyé un démenti.

Après avoir rappelé que la Fédération anarchiste avait organisé le matin du 1^{er} mai une « manifestation qui a réuni plus de mille cinq cents personnes et qui, du début à la fin, fut pacifique », le groupe ajoute :

« (...) La Fédération anarchiste est composée d'un ensemble assez dense de groupes de travailleurs coordonnés entre eux, et réunis sur des bases autogestionnaires et fédéralistes. Nous revendiquons et assumons l'héritage du socialisme anti-autoritaire français et mondial. Nous combattons la société sur tous les terrains : économique,

Pour bien nourrir votre chien, c'est à vous d'avoir du flair.



Conçus et mis au point par des vétérinaires, les Aliments Vitaminés des Laboratoires Néocarnis ont trois caractéristiques importantes :

- Matières premières de très haute qualité sans adjuvant artificiel excluant d'autant les réactions d'intolérance
- Procédés de fabrication identiques à ceux de l'alimentation humaine avec ses garanties sérieuses de propreté et d'hygiène.
- Incorporation du Premix Néocarnis, de vitamines, de sels minéraux et d'oligo-éléments assurant la couverture des besoins physiologiques du chien.

Néocarnis. L'aliment juste.

tes, laboratoires de détection, etc., ne pouvaient plus être laissés au hasard des propagandes commerciales et devaient faire l'objet d'une vérification technique relative à l'efficacité réelle. (...)

La variété des systèmes de détection est d'ailleurs considérable. Il a été possible hier de voir fonctionner des appareils à détecteur de vibrations et de déplacement à ultrasons, à micro-ondes ; des capteurs de bruit ultra-sensibles, des sondes sismiques, des détecteurs à hyper-fréquence, des barrages infrarouges et des matériels endoscopiques (détection interne profonde).

Christian Bonnet a d'ailleurs précisé à ses hôtes que pour appuyer cette action d'autoprotection pacifique, il avait décidé de supprimer pratiquement l'obligation antérieure de l'autorisation administrative préalable visant les « hurleurs », c'est-à-dire les dispositifs d'alarme sonore émettant leur bruit sur la voie publique.

Le ministre a félicité publiquement les assureurs pour la création de ce laboratoire national : « Je suis heureux, a-t-il conclu, de

culturel, social (...). Depuis plus d'un demi-siècle, nous rejetons, et combattons, toutes les formes que puisse revêtir le terrorisme. Nous sommes contre la violence gratuite, et beaucoup d'entre nous sont contre la violence tout court. Nous rejetons toute responsabilité d'organisation ou de participation, en ce qui concerne la grande casse du lundi 1^{er} mai 1978.

» L'autonomie des travailleurs, c'est dans les usines, dans les communes, en marge des états-majors syndicaux et des partis politiques, qu'il faut l'organiser. Pourquoi pas dans un éventuel futur syndicat autonome révolutionnaire ? Quoi qu'il en soit, la casse de lundi a-t-elle profité à l'autonomie des travailleurs ? Nous pensons qu'elle a aidé à ensevelir un peu plus nos idées... sous les pavés et sous l'amalgame anarchiste = casseur = terroriste. »

Le Monde, 9 mai 1978

Le crime ne fait pas le bonheur. Dix ou douze millions par mois non plus. *Paris-Match*, qui approche les malfaiteurs les plus



Dans un libre-service de Philadelphie : le commerçant ne se sépare plus de son revolver.

dangereux sans perdre un atome de sa pureté, diagnostique : « Il ne sera jamais un homme libre. » La morale est sauve (...). De toute façon, personne n'est plus révolutionnaire que Mesrine. (...) La revendication, c'est visible, ne se conçoit que comme ça : les armes à la main. Les ouvriers avec leurs syndicats, leurs grèves et tout sont finalement de grands lâches. (...)

L'Humanité, 28 juillet 1978

(...) l'image du policier moustachu a vécu. Trois cent quatre-vingt-quatorze inspecteurs, deux cent quarante et un enquêteurs, dix-huit commissaires et maintenant cinquante gardiens de la paix : la police se féminise lentement mais sûrement (...)

Pour la majorité des candidates, filles d'ouvriers ou de paysans, devenir policier constitue une véritable promotion. Pour Odette, « c'est l'occasion rêvée de pouvoir enfin quitter ma loge ». La jeune femme est concierge (...) Son mari, plombier-zingueur à Albi, ne trouve pas de travail. Il devient policier. Il a enfin « un vrai et beau métier ».

Elle doit se contenter d'une place de gardienne d'immeuble qui lui permet d'élever ses deux filles sans passer par une nourrice. Dès qu'il apprend qu'on recrute des femmes gardiens de la paix, son mari la convainc qu'elle peut, elle aussi, tenter sa chance.

Commissariat ou voie publique ? Odette n'a aucune préférence : « Je ne me suis d'ailleurs pas posé la question. » Elle ne sait qu'une chose. Elle se fera respecter. « Je fais déjà marcher mes enfants à la baguette. Les gens ce sera pareil. » Porter une arme ne l'effraie pas. Odette espère que son uniforme – jupe ou pantalon au choix – sera « plus seyant que celui de mon mari, mieux coupé surtout ». La coquetterie ne perd donc pas ses droits.

Le Figaro, 1^{er} novembre 1978

Parti avec plus d'une heure de retard derrière les dirigeants des syndicats policiers et notamment MM. Jean Chaunac, secrétaire général du S.G.P., et Henry Buch, secrétaire général de la F.A.S.P. (Fédération autonome des syndicats de police), le cortège a



Le premier supermarché automatique du monde, à 30 km de Tokyo.

emprunté le boulevard Henri-IV. Un défilé bon enfant, d'où émergeaient ça et là quelques banderoles et quelques calicots sur lesquels on pouvait lire : « La sécurité de la population passe par la sécurité des policiers ! » « Plus de bla-bla-bla, des réalisations ! », « Violence-répression-violence : non ! », ou enfin : « La peur rapporte, mais à qui ? »

D'autres pancartes réclamaient des moyens, du matériel, du personnel, des locaux, des crédits. (...)

On réclamait même sur l'air des lampions la démission du ministre de l'intérieur. Le « ras-le-bol » des policiers prenait ainsi des allures politiques, voire contestataires : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! »

Le Monde, 23 janvier 1979

M. François Romerio, président de l'association Légitime Défense, a été entendu jeudi matin, 30 novembre, à l'Assemblée nationale par le comité d'études parlementaires sur la peine de mort que préside

M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris.

M. Romerio a précisé sa proposition de rétablissement du bague dans un territoire d'outre-mer. Elle consisterait à recréer la peine de relégation et « à utiliser la main-d'œuvre pénale afin qu'elle déploie son énergie et sa force pour mettre en valeur des territoires avec toute l'humanité désirable ». (...)

M. Romerio a développé ses arguments en faveur du maintien de la peine de mort disant notamment : « Nous devons acquitter la peine de mort au bénéfice du doute, car si elle est dissuasive et qu'on la supprime le nombre de crimes augmentera, alors que si elle n'est pas dissuasive et qu'on la maintient, on risque de guillotiner pour rien. Donc, si le sang doit couler inutilement, mieux vaut que ce soit celui des criminels. »

Il a évoqué les capitulations successives des pouvoirs publics devant le crime « qui font passer dans l'opinion un réflexe de peur justifié qui entraîne la légitime défense ». Il redoute qu'il y ait « plus de victimes par la légitime défense que par la guillotine ». Il estime, d'autre part, que l'abolition de la peine de mort entraînerait « un nouvel abaissement de toutes les peines ». « Or, dit-il, nous avons déjà une faiblesse de répression qui ne peut plus être accentuée. » (...)

Quant aux objections religieuses, il a évoqué « le caractère rédempteur de la peine de mort infligée au Christ qui est tel que chaque messe est une exécution capitale ». Il a même déclaré : « La croix est la guillotine du début de notre ère. Il faudrait donc supprimer la croix dans les églises. En théologie, la condamnation du Christ n'est pas une erreur judiciaire. »

Le Monde, 1^{er} décembre 1978

Condamné à mort par le tribunal spécial nazi siégeant à Strasbourg le 26 novembre 1943, j'ai connu les affres qui assaillent un promis à la guillotine, car les nazis eux aussi guillotinaient, c'est donc en connaissance de cause que je m'exprime.

Eh bien, aussi surprenant que cela puisse paraître, je suis pour le maintien de la peine capitale et je m'en explique par le fruit de ma propre expérience. (...)

Placé devant la mort que l'on attend avec angoisse chaque matin à l'aube, on devient un autre être. Pour ma part, je fus d'abord révolté, puis résigné, aidé en cela, je dois le dire, par l'aumônier de la prison. Mais si je devins résigné, je n'en réfléchissais pas moins, et Dieu sait quelles réflexions peuvent vous venir à l'esprit en de tels moments.

Aussi je puis affirmer que cette peine de mort est, contrairement à ce que prétendent les abolitionnistes, une peine réellement exemplaire. (...)

Transféré ensuite à la centrale d'Ensisheim, je pus alors côtoyer souvent de vrais criminels de droit commun et tous, *oui tous sans exception*, m'exprimèrent leur effroi de la peine à laquelle je venais d'échapper. Preuve irréfutable de l'efficacité que cette peine avait sur l'esprit de ces « chevaux de retour ».

Robert Eckert, journaliste,
Le Nouvel Observateur,
16 août 1976

ces seraient apparues entre les membres de l'énigmatique société et leur tueur. Les vendeurs le condamneraient à mort. Il fut incarcéré, mais grâce à leurs puissantes influences et à leurs membres disséminés partout, ils purent lui procurer ainsi qu'à ses complices tout ce dont les uns et les autres disposaient à la prison de Stuttgart. Les terroristes prirent tout cela pour une aide bienveillante de leurs anciens amis qui désiraient adoucir leur captivité. En fait, ces derniers créèrent entre les prisonniers un monde clos dans lequel ils purent à loisir introduire des informations suggestives, des objets significatifs. Peu à peu, et selon des procédés dont nous n'avons pas notion, ils conduisirent leurs futures victimes par suggestopédie intensive à cet état proche du suicide qui n'a pas seulement les caractéristiques de la dépression nerveuse et que l'on peut effectivement produire par les modes que nous connaissons actuellement de l'hypnose.

Jean-Louis Degaudenzi,
Nostra Magazine,
14-20 décembre 1977

Leur première tâche est de réécrire l'histoire de la guerre du Vietnam. Ce qui est chose relativement aisée, puisque la presse et les universitaires s'en sont toujours tenus à l'histoire mythique officielle (...). Plus difficile est de faire porter la responsabilité morale de la guerre aux victimes. Une entreprise presque sans espoir, un peu comme si les nazis avaient essayé de rendre les juifs responsables des fours crématoires. Mais, intrépides, les propagandistes américains se sont attaqués à ce problème, non sans succès. A tel point qu'un président américain peut se montrer sur les écrans de télévision pour affirmer que nous n'avons aucune dette envers les Vietnamiens, parce que « les destructions ont été mutuelles ».

Noam Chomsky,
Le Monde diplomatique, mars 1979

Cela a commencé par des manifestations au cours desquelles on a foulé aux pieds la dignité des hommes et pas seulement en Allemagne, mais dans d'autres pays. N'oublions pas aussi toutes les difficultés qui ont entraîné la crise économique à la fin des années 20. On cherchait à cette époque des boucs émissaires pour expliquer les malheurs que chacun subissait et on voulait pouvoir en décharger la responsabilité sur quelqu'un (...).

Ces étapes ont conduit à la négation du droit, à la négation de la Constitution et, en définitive, ont débouché sur le meurtre, sur l'assassinat de millions de personnes. Il me semble que cela est particulièrement important, surtout en cette période où il y a un regain de terrorisme dont souffre en particulier mon pays. Il est important que ces choses soient rappelées à l'opinion publique. Il faut que les jeunes voient bien quel est le parallélisme de ces enchaînements d'étapes psychologiques qui ont conduit jadis à des millions de morts, et qui aujourd'hui conduisent à des actes terroristes qui entraînent aussi des morts de centaines et de milliers de personnes (...).

Helmut Schmidt à Antenne 2,
le 6 mars 1979

(...) le stéréotype du délinquant français se définit autour des axes suivants : c'est un homme, jeune de préférence, d'origine prolétaire ou sous-prolétaire, ayant commis un vol et condamné à une peine de prison ferme avec de fortes présomptions de récidive. S'il est étranger (Maghrébin, Portugais ou Yougoslave), cela jouera comme condition facilitante.

Pierre Lascoumes,
« Classes dangereuses »,
Le Monde diplomatique,
janvier 1978

La présence du ministre de l'intérieur Christian Bonnet hier matin, à l'inauguration d'un laboratoire d'essai des dispositifs de protection contre le vol à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), montre l'intérêt attaché par le gouvernement à une auto-protection technique efficace dans chaque foyer et dans chaque entreprise française contre les cambrioleurs.

Tous les systèmes de protection : blindages, serrures perfectionnées, chambres for-

vous apporter ce témoignage pour votre initiative qui contribuera incontestablement à renforcer la protection des biens dans notre pays. »

10 novembre 1978

Un flic. « Du bas de l'échelle : un flicard. » Cinq ans de « maison ». « Je suis rentré à vingt ans. Pas par vocation. Mais j'ai raté mon C.A.P. de maçon. Que faire ? Mon père est ouvrier, les boîtes, ça ouvre, ça ferme... La police c'est la sécurité de l'emploi, la paye est sûre. J'imaginais la super-boîte, tout sur ordinateur : on a des Citroën à trois vitesses, qui ont fait deux fois le tour du cadran. Pas de trousse de premier secours, pas de quoi faire une bande, pour une coupure un peu sérieuse on met un mouchoir. Dans mon arrondissement on est trois dans un car de police-secours pour 300 000 habitants. C'est l'usine, on bâcle le travail.

« Raz-le-képi »,
L'Humanité-Dimanche,
8 mars 1978

(...) des policiers ne peuvent accepter tous les risques, y compris le risque suprême, que s'ils ont le sentiment que leur combat est celui de la société tout entière.

Or comment auraient-ils ce sentiment dans l'état actuel de dégradation des mœurs et du civisme où nous sommes, quand s'est répandu dans toutes les classes et toutes les générations, imbécile et désastreux, le racisme anti-flic, quand les magistrats, les jurys et le public, témoignant d'un laxisme grandissant, laissent tomber ceux qui ne peuvent les protéger s'ils ne se sentent soutenus.

Dominique Jamet,
L'Aurore, 22 janvier 1979

Devant la multiplication des actions terroristes menées contre des représentants de l'ordre, le parti communiste espagnol a décidé de lancer une campagne de solidarité avec les forces de police. « Les attentats contre des policiers qui sont les serviteurs du peuple, a déclaré Santiago Carrillo au cours d'une conférence de presse tenue hier à Madrid, sont les héritages du fascisme et il convient de les dénoncer massivement. »

Le Figaro, 25 octobre 1978

A la suite du compte rendu sur les violences qui ont suivi la manifestation du 1^{er} mai à Paris et la citation d'un jeune qui faisait état de la présence d'anarchistes (*Le Monde* du 3 mai), le groupe anarchiste de Seine-Saint-Denis nous a envoyé un démenti.

Après avoir rappelé que la Fédération anarchiste avait organisé le matin du 1^{er} mai une « manifestation qui a réuni plus de mille cinq cents personnes et qui, du début à la fin, fut pacifique », le groupe ajoute :

« (...) La Fédération anarchiste est composée d'un ensemble assez dense de groupes de travailleurs coordonnés entre eux, et réunis sur des bases autogestionnaires et fédéralistes. Nous revendiquons et assumons l'héritage du socialisme anti-autoritaire français et mondial. Nous combattons la société sur tous les terrains : économique,

Pour bien nourrir votre chien, c'est à vous d'avoir du flair.

Conçu et mis au point par des vétérinaires, les Aliments Vitaminés des Laboratoires Néocarnis ont trois caractéristiques importantes :

- Matières premières de très haute qualité sans adjuvant artificiel excluant d'autant les réactions d'intolérance
- Procédés de fabrication identiques à ceux de l'alimentation humaine avec ses garanties sérieuses de propreté et d'hygiène.
- Incorporation du Premix Néocarnis, de vitamines, de sels minéraux et d'oligo-éléments assurant la couverture des besoins physiologiques du chien.

Néocarnis. L'aliment juste.

tes, laboratoires de détection, etc., ne pouvaient plus être laissés au hasard des propagandes commerciales et devaient faire l'objet d'une vérification technique relative à l'efficacité réelle. (...)

La variété des systèmes de détection est d'ailleurs considérable. Il a été possible hier de voir fonctionner des appareils à détecteur de vibrations et de déplacement à ultrasons, à micro-ondes ; des capteurs de bruit ultra-sensibles, des sondes sismiques, des détecteurs à hyper-fréquence, des barrages infrarouges et des matériels endoscopiques (détection interne profonde).

Christian Bonnet a d'ailleurs précisé à ses hôtes que pour appuyer cette action d'autoprotection pacifique, il avait décidé de supprimer pratiquement l'obligation antérieure de l'autorisation administrative préalable visant les « hurleurs », c'est-à-dire les dispositifs d'alarme sonore émettant leur bruit sur la voie publique.

Le ministre a félicité publiquement les assureurs pour la création de ce laboratoire national : « Je suis heureux, a-t-il conclu, de

culturel, social (...). Depuis plus d'un demi-siècle, nous rejetons, et combattons, toutes les formes que puisse revêtir le terrorisme. Nous sommes contre la violence gratuite, et beaucoup d'entre nous sont contre la violence tout court. Nous rejetons toute responsabilité d'organisation ou de participation, en ce qui concerne la grande casse du lundi 1^{er} mai 1978.

» L'autonomie des travailleurs, c'est dans les usines, dans les communes, en marge des états-majors syndicaux et des partis politiques, qu'il faut l'organiser. Pourquoi pas dans un éventuel futur syndicat autonome révolutionnaire ? Quoi qu'il en soit, la casse de lundi a-t-elle profité à l'autonomie des travailleurs ? Nous pensons qu'elle a aidé à ensevelir un peu plus nos idées... sous les pavés et sous l'amalgame anarchiste = casseur = terroriste. »

Le Monde, 9 mai 1978

Le crime ne fait pas le bonheur. Dix ou douze millions par mois non plus. *Paris-Match*, qui approche les malfaiteurs les plus



Dans un libre-service de Philadelphie : le commerçant ne se sépare plus de son revolver.

dangereux sans perdre un atome de sa pureté, diagnostique : « Il ne sera jamais un homme libre. » La morale est sauvée (...). De toute façon, personne n'est plus révolutionnaire que Mesrine. (...) La revendication, c'est visible, ne se conçoit que comme ça : les armes à la main. Les ouvriers avec leurs syndicats, leurs grèves et tout sont finalement de grands lâches. (...)

L'Humanité, 28 juillet 1978

(...) l'image du policier moustachu a vécu. Trois cent quatre-vingt-quatorze inspecteurs, deux cent quarante et un enquêteurs, dix-huit commissaires et maintenant cinquante gardiens de la paix : la police se féminise lentement mais sûrement (...)

Pour la majorité des candidates, filles d'ouvriers ou de paysans, devenir policier constitue une véritable promotion. Pour Odette, « c'est l'occasion rêvée de pouvoir enfin quitter ma loge ». La jeune femme est concierge (...) Son mari, plombier-zingueur à Albi, ne trouve pas de travail. Il devient policier. Il a enfin « un vrai et beau métier ».

Elle doit se contenter d'une place de gardienne d'immeuble qui lui permet d'élever ses deux filles sans passer par une nourrice. Dès qu'il apprend qu'on recrute des femmes gardiens de la paix, son mari la convainc qu'elle peut, elle aussi, tenter sa chance.

Commissariat ou voie publique ? Odette n'a aucune préférence : « Je ne me suis d'ailleurs pas posé la question. » Elle ne sait qu'une chose. Elle se fera respecter. « Je fais déjà marcher mes enfants à la baguette. Les gens ce sera pareil. » Porter une arme ne l'effraie pas. Odette espère que son uniforme – jupe ou pantalon au choix – sera « plus seyant que celui de mon mari, mieux coupé surtout ». La coquetterie ne perd donc pas ses droits.

Le Figaro, 1^{er} novembre 1978

Parti avec plus d'une heure de retard derrière les dirigeants des syndicats policiers et notamment MM. Jean Chaunac, secrétaire général du S.G.P., et Henry Buch, secrétaire général de la F.A.S.P. (Fédération autonome des syndicats de police), le cortège a



Le premier supermarché automatique du monde, à 30 km de Tokyo.

emprunté le boulevard Henri-IV. Un défilé bon enfant, d'où émergeaient ça et là quelques banderoles et quelques calicots sur lesquels on pouvait lire : « La sécurité de la population passe par la sécurité des policiers ! » « Plus de bla-bla-bla, des réalisations ! », « Violence-répression-violence : non ! », ou enfin : « La peur rapporte, mais à qui ? »

D'autres pancartes réclamaient des moyens, du matériel, du personnel, des locaux, des crédits. (...)

On réclamait même sur l'air des lampions la démission du ministre de l'intérieur. Le « ras-le-bol » des policiers prenait ainsi des allures politiques, voire contestataires : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! »

Le Monde, 23 janvier 1979

M. François Romero, président de l'association Légitime Défense, a été entendu jeudi matin, 30 novembre, à l'Assemblée nationale par le comité d'études parlementaires sur la peine de mort que préside

M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris.

M. Romero a précisé sa proposition de rétablissement du bague dans un territoire d'outre-mer. Elle consisterait à recréer la peine de relégation et « à utiliser la main-d'œuvre pénale afin qu'elle déploie son énergie et sa force pour mettre en valeur des territoires avec toute l'humanité désirable. (...) »

M. Romero a développé ses arguments en faveur du maintien de la peine de mort, disant notamment : « Nous devons acquitter la peine de mort au bénéfice du doute, car si elle est dissuasive et qu'on la supprime le nombre de crimes augmentera, alors que si elle n'est pas dissuasive et qu'on la maintient, on risque de guillotiner pour rien. Donc, si le sang doit couler inutilement, mieux vaut que ce soit celui des criminels. »

Il a évoqué les capitulations successives des pouvoirs publics devant le crime « qui font passer dans l'opinion un réflexe de peur justifié qui entraîne la légitime défense ». Il redoute qu'il y ait « plus de victimes par la légitime défense que par la guillotine ». Il estime, d'autre part, que l'abolition de la peine de mort entraînerait « un nouvel abaissement de toutes les peines ». « Or, dit-il, nous avons déjà une faiblesse de répression qui ne peut plus être accentuée. » (...)

Quant aux objections religieuses, il a évoqué « le caractère rédempteur de la peine de mort infligée au Christ qui est tel que chaque messe est une exécution capitale ». Il a même déclaré : « La croix est la guillotine du début de notre ère. Il faudrait donc supprimer la croix dans les églises. En théologie, la condamnation du Christ n'est pas une erreur judiciaire. »

Le Monde, 1^{er} décembre 1978

Condamné à mort par le tribunal spécial nazi siégeant à Strasbourg le 26 novembre 1943, j'ai connu les affres qui assaillent un promis à la guillotine, car les nazis eux aussi guillotinaient, c'est donc en connaissance de cause que je m'exprime.

Eh bien, aussi surprenant que cela puisse paraître, je suis pour le maintien de la peine capitale et je m'en explique par le fruit de ma propre expérience. (...)

Placé devant la mort que l'on attend avec angoisse chaque matin à l'aube, on devient un autre être. Pour ma part, je fus d'abord révolté, puis résigné, aidé en cela, je dois le dire, par l'aumônier de la prison. Mais si je devins résigné, je n'en réfléchissais pas moins, et Dieu sait quelles réflexions peuvent vous venir à l'esprit en de tels moments.

Aussi je puis affirmer que cette peine de mort est, contrairement à ce que prétendent les abolitionnistes, une peine réellement exemplaire. (...)

Transféré ensuite à la centrale d'Ensisheim, je pus alors côtoyer souvent de vrais criminels de droit commun et tous, *oui tous sans exception*, m'exprimèrent leur effroi de la peine à laquelle je venais d'échapper. Preuve irréfutable de l'efficacité que cette peine avait sur l'esprit de ces « chevaux de retour ».

Robert Eckert, journaliste,
Le Nouvel Observateur,
16 août 1976

Dans quelques jours peut-être, une femme, une Américaine du Texas, sera le premier condamné à mort des Etats-Unis à être exécuté à l'aide d'une piqûre de Penthotal. Cette drogue, on l'appelle aussi « sérum de vérité » parce qu'elle a parfois servi à faire parler – ou à tenter de faire parler – des suspects. (...)

Elle sera la première personne à être ainsi exécutée aux Etats-Unis depuis qu'une loi « humanitaire » du Texas a remplacé la chaise électrique par le Penthotal. (...)

Dans ce cas, on peut être « pour » ou « contre » la chaise électrique, pour ou contre le Penthotal ou la guillotine en France. Le sénateur Caillavet a d'ailleurs récemment déposé une proposition de loi qui alignerait la France sur le Texas. (...)

Le 8 septembre donc, Mary Lou devra subir la fameuse injection, ou plutôt quatre injections à la fois, dont une seule sera mortelle, effectuées par quatre personnes différentes, qui, comme les tireurs des pelotons d'exécution dont certains fusils peuvent être chargés à blanc, ne sauront pas qui d'entre elles a vraiment donné la mort.

France-Soir, 3-4 septembre 1978

Une jeune femme d'une trentaine d'années, qui est, elle, en liberté, va mettre au monde, en février prochain, un enfant dont le père est en prison depuis cinq ans.

Cette insémination artificielle avec un condamné pour donneur constitue, si elle est confirmée, une « grande première », non pas, évidemment, du point de vue médical, mais dans l'univers pénitentiaire.

France-Soir, 21 novembre 1978

Totalement ignoré jusqu'alors, l'îlot de Clipperton, territoire inhabité de 6 kilomètres carrés, à 1 300 kilomètres des côtes mexicaines, en plein océan Pacifique, a toutes les chances de devenir très célèbre.

La raison : le ministre de la Justice Alain Peyrefitte, convaincu de la suppression à plus ou moins longue échéance de la peine de mort, fait étudier actuellement par ses services le projet d'implantation d'un pénitencier sur cet atoll corallien. Celui-ci recevrait les condamnés à une peine de longue détention, ou de détention perpétuelle remplaçant la peine capitale, et qui ne pourraient faire l'objet d'aucune remise pour quelque raison que ce soit (...)

C'est essentiellement le caractère isolé de ce caillou rocheux, très plat, de forme elliptique, de trois kilomètres sur deux, qui a motivé le choix d'Alain Peyrefitte. Il était en effet hors de question d'envisager l'implantation d'un tel pénitencier sur un territoire habité. La remise en état du bague de Cayenne, envisagée un instant, a été repoussée en raison de toute l'imagerie qu'elle suscitait.

Mais la construction prévue d'une prison moderne ne rendra pas pour autant le séjour facile. Balayé de mai à octobre par des pluies et des tornades, Clipperton possède un climat des plus humides, difficile à supporter.

Le Figaro, 2 novembre 1978

Le disco, c'est l'avenir. Je vais changer de métier. Un patron de « Palace » périphé-

rique m'a livré son secret : « Ce qu'il faut, c'est de la lumière et des décibels. La moquette à ramages, la banquette de pelotage en velours, tout ça, les jeunes, ils s'en foutent. Ils brûlent les sièges, déchirent les tapisseries, écrasent les chewing-gums sur la moquette. Je ramasse tout les matins vingt à trente seaux à champagne de mégots. Pour eux, faut pas de belles choses. La disco de demain, c'est le Mammouth de la nuit : trois à quatre mille places en libre service, ticket à l'entrée, grill permanent, ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, du jeudi soir au lundi matin. Pas de décor, pas de sièges,



Couple de colons rhodésiens.

rien. Les gens, ça leur est égal de s'asseoir par terre. Ce qu'ils veulent, c'est en avoir plein les yeux et plein les oreilles. »

Le Nouvel Observateur,
12 mars 1979

« Ai-je l'air d'un ministre de l'intérieur ? », demande avec quelque malice M. Francesco Cossiga en nous raccompagnant à la porte de son bureau. Répondre « oui » serait offenser ce père de famille catholique, à la voix chaleureuse, qui se déclare pascalien et cite Mounier au détour d'une phrase sur les combats de rue. Un tableau de la Vierge avec Jésus domine d'ailleurs la pièce aux multiples téléphones, dont les grésillements menacent, à tout moment, d'annoncer on ne sait quelle catastrophe. (...)

Que pense le ministre de la réputation d'insécurité que son pays s'est taillée ?

« On se trompe, répond-il, en imaginant que la criminalité, le désordre et le terrorisme sont des phénomènes exclusivement italiens. A la prochaine réunion des ministres de l'intérieur de la C.E.E., j'attirerai l'attention de mes collègues sur les conséquences que peut avoir, ici ou là, la volonté des terroristes de "déstabiliser" une situation nationale (...) »

Le Monde, 13 mai 1977

La tension sociale dans notre pays devient de plus en plus préoccupante, les ma-

nifestations, les échauffourées et les raids sur les édifices publics se multiplient. (...)

Nous savons faire la différence entre les voyous et ceux qui ne demandent qu'à travailler. Mais chacun comprendra que nous devons faire notre devoir, c'est-à-dire protéger les personnes et les biens – y compris les biens publics.

Quelle que soit la motivation qui habite ceux qui pensent que tout casser apportera une solution au grave problème de l'emploi et aux nombreux autres, il est certain que le gouvernement ne cédera pas en fonction du nombre de flics qui seront envoyés au « tapis ». Sa réaction sera sans doute de mettre en œuvre d'autres moyens. Alors la porte sera ouverte à toutes les aventures dont la première conséquence, la plus grave, sera la mise à mal de la démocratie ; c'est alors dans un bain de sang qu'il nous faudra la reconquérir.

Roger Cousin,
secrétaire général du syndicat
national indépendant et
professionnel des C.R.S.,
« Nous devons faire notre devoir »,
Le Monde, 1^{er} mars 1979

L'aventure policière revêt dès lors les charmes d'un petit jeu de société auquel on peut s'adonner en famille. Chaque foyer se transforme en commissariat, lieu où l'on s'amuse follement, comme chacun sait. Tout spectateur devient inspecteur pour un soir et peut essayer son flair soit pour épater ses petits, soit les faire tordre de rire s'il commet des bourdes trop flagrantes. Mais à tous les coups, il est un gagnant : c'est l'écran. Pour une fois, il est transparent. Le public participe au spectacle. Il n'est plus passif. Il ne se contente plus d'avaloir dans son fauteuil des images pré-digérées. Il a l'impression de mener le jeu. Ce n'est plus l'inspecteur, c'est le spectateur qui mène l'enquête.

« Le public mène l'enquête »,
France-Soir, 17 novembre 1978

Un policier doit forcément, et sans complexe, se placer du côté de la conformité, mais il doit être ouvert, capable de comprendre le besoin de changement. Il doit avoir suffisamment de lucidité pour se dire qu'il y a autre chose que les normes. Tous les policiers devraient s'efforcer de faire ce travail intellectuel, il le faudra. Le policier doit avant tout éviter la névrose d'autoritarisme. Il doit faire, comme dit Pascal, son travail avec les pensées de derrière la tête, et relativiser, toujours, son action.

Commissaire divisionnaire
André Solères,
in *Le Nouvel Observateur*,
26 avril 1976

Les manifestants ont attaqué en plein centre de Téhéran le domicile d'un ancien colonel de la SAVAK. Saccageant toute la villa, ils ont pu la visiter et découvrir alors un spectacle atroce. (...)

Cet ancien fonctionnaire de la police politique s'était constitué son propre musée de l'horrible. Dans sa cave, ce monstre avait reconstitué pour son plaisir une salle de tor-

« La théorie radicale a été confirmée.
Elle s'est immensément renforcée.
Elle doit maintenant se faire reconnaître partout
pour ce qu'elle est, briser tous les nouveaux efforts
des récupérateurs aux abois.

Ceux qui la portent, déjà n'avaient à faire aucune concession.
Il leur faut devenir encore plus exigeants,
à partir de la position de force que l'histoire leur donne. »

René Viénet, Enragés et situationnistes
dans le mouvement des occupations,
Paris, 1968.

« L'auteur décrit ce à quoi il a plus ou moins participé,
tout au moins ce qu'il a vécu :
des époques peu étendues, des figures individuelles
d'hommes et de faits...

Il ne suffit pas d'avoir été le contemporain des événements
qu'on raconte ou d'en être bien informé.

L'auteur doit appartenir à la classe
et au milieu social des acteurs qu'il décrit ;
leurs opinions, leur manière de penser
et leur culture doivent être les mêmes que les siennes. »

Hegel, la Raison dans l'Histoire,
cité par René Viénet, in Enragés et situationnistes...



René Viénet serrant la main
du président de la République de Taïwan

tures semblable à celle dans laquelle il avait
« travaillé » pendant des années.

Les journalistes ont pu visiter ce « mu-
sée ». Il y avait la table chauffante, une
plaque d'acier électrique qu'on peut rendre
brûlante et sur laquelle on étend l'homme
qu'on torture. Il y avait des chaussures en
fer avec des vis qui permettent de broyer les
pieds des victimes. Il y avait des fouets, des
crochets de boucherie, des bouteilles à
l'énorme goulot, il y avait une collection
d'ongles arrachés, des photos de visages dé-
figurés, une main d'enfant coupée.

Le Figaro, 2 janvier 1979

Grimaud a raison de rappeler comment
l'expulsion de Cohn-Bendit déclencha direc-
tement la période des affrontement les plus
durs. (...) Le préfet de police ne pouvait que
maintenir ou rétablir l'ordre au plus faible
prix possible ; ce qu'il fit avec une intelli-
gence et une sensibilité exceptionnelles.

Alain Touraine,

« Mai 68 vu par le préfet
de police de l'époque ».

La Quinzaine littéraire,
1^{er}-15 juin 1977

Un anarchisme doux, et le parlementa-
risme... Je ne vois pas du tout pourquoi il se-
rait déshonorant d'être parlementaire.

Laurent Dispot, auteur
de « La Machine à terreur »
interviewé par Gilles Lapouge
au cours de l'émission
« Agora », sur France-Culture,
le 29 décembre 1978

Grâce aux Français, un bateau pourrait
bientôt sillonner la mer de Chine afin de re-
cueillir les réfugiés vietnamiens fuyant leur
pays. C'est l'initiative sans précédent qu'ont
lancée mercredi à Paris une vingtaine de
personnalités très diverses.

« Pour la première fois Jean-Paul Sartre
et Raymond Aron ont signé le même texte »,
a lancé le nouveau philosophe Bernard-
Henri Lévy, encadré d'Yves Montand et
d'Alain Geismar. « J'ai une terreur des péti-
tions. Je n'en signe jamais. Mais cette fois
c'est un problème humain qui ne peut lais-

ser personne indifférent », a estimé de son
côté Guy Béart, prêt à participer avec d'au-
tres artistes à un grand gala pour recueillir
des fonds.

France-Soir, 24 novembre 1978

Monsieur, j'ai un ami, Daniel Cohn-
Bendit. Il n'est pas poursuivi par la justice
ni passible de prison : une simple mesure
administrative lui ferme l'accès du territoire
français depuis plus de dix ans. Je ne sup-
pose pas que vous lui attribuez la faculté
d'avoir « mené » ce qui fut, entre autres cho-
ses plus importantes, la grève la plus grande
(par le nombre des grévistes) de l'histoire du
monde. Le cardinal Marty, Jacques
Chaban-Delmas, Pierre Mendès-France,
Michel Debré, Georges Ségué, Raymond
Aron et bien d'autres ont déploré cet ostrac-
isme. Qu'est-ce qui vous retient ? Vous
faut-il un coupable pour mai 68 ? Jusqu'à
l'an 2000 ? La question que je vous pose est
celle-ci : entre nous, n'est-ce pas toujours le
petit juif qui trinque ?



Mon ami, votre injustice. La nouvelle
lutte pour les droits de l'homme, pour la li-
bre circulation des individus et des idées
fera probablement la décision du siècle. Du
moins voilà mon sentiment. A quoi bon en
parler ensemble si le cas le plus simple et le
plus facile vous laisse déjà insensible et sans
ressort ? (...)

Permettez une dernière prière : non loin
de votre palais expose jusqu'au 12 septem-
bre Jean Ipoustéguy. Puissiez-vous passer
par là. Parce que là une admiration coupe le
souffle et chuchote : à ne pas manquer.

Je suis, monsieur le président, votre
humble et respectueux concitoyen.

André Glucksmann,
lettre ouverte à

Valéry Giscard d'Estaing,

Le Monde, 6 septembre 1978

L'économie a beau être prospère, l'infla-
tion contenue, les jeunes Taïwanaises qui li-
sent la « Far Eastern Economic Review »,
allongées en blue-jean sur le gazon de leur
campus, et qui flirtent sans complexe un
peu partout en ville, sont bien surprises
quand on leur explique que l'image de leur
pays à l'étranger est à peine meilleure que
celle d'une dictature latino-américaine.

Rien n'est moins mérité : non seulement
Taiwan obtient sur tout chapitre une meil-
leure note que la République populaire de
Chine (justifiant mieux qu'ils ne l'imaginent
les déclarations des dirigeants du P.c.c. di-
sant qu'il faut « prendre exemple sur Tai-
wan »), mais encore c'est, de tous les pays
d'Asie du Sud-Est, probablement celui où la
population est la plus instruite, la plus pro-
gressiste, et la plus proche des mentalités
européennes, tout en maintenant très vive la
culture chinoise. L'une des plus libres
aussi : il est possible de rencontrer le même
jour le président de la République et un op-
posant notoire. (...)

Les opposants gardent une sérieuse dose
d'humour, bien différente de la simple poli-
tesse du désespoir, tellement évidente dans
le régime communiste. C'est devant une
bière et sans la moindre dose de dogma-
tisme que les opposants évaluent les chan-
ces d'une libéralisation accrue du gouverne-

ment. Taiwan est un pays moderne parce que son opposition est également moderne.

René Viénet,
L'Express, 6 janvier 1979

De retour de Chine, où il a passé douze jours à Pékin, Chang-hai, Hangchow, Tientsin, sur l'invitation du gouvernement chinois pour donner une orientation nouvelle à la mode en Chine, l'infatigable Cardin m'a avoué avoir été conquis par les Chinois.

Il a senti chez les jeunes Chinois « le désir d'être comme les Américains et les Européens ». Ce ne sera pas facile, reconnaît Cardin, de faire une révolution vestimentaire : « Lee Chinoises, affirme-t-il, manquent de sensualité. On pourrait faire une meilleure coupe de leur pantalon disgracieux et féminiser les femmes. »

Le couturier présentera fin mars 1979 une collection réalisée à partir de tissus chinois qu'il a ramenés de Pékin et qui sera présentée dans un grand théâtre de Pékin par des mannequins français et chinois.

Edgar Schneider,
Jours de France,
30 décembre 1978

— Vous travaillez en même temps à *l'Humanité*, à *Charlie-Hebdo* et vous faites des dessins publicitaires. N'est-ce pas une contradiction ?

— Ça ne me pose aucun problème. Je me sens très bien dans ma peau. Je fais dans *l'Huma* ce que je devrais faire dans *Charlie-Hebdo* et dans *Charlie-Hebdo* ce que je devrais faire dans *l'Huma*. Mais c'est difficile de dessiner des « bites » dans *l'Huma* et des faucilles et des marteaux dans *Charlie-Hebdo*.

— Vous avez été le seul à évoquer dans *l'Humanité* la contestation au sein du P.C. Comment a-t-on laissé passer ce dessin ?

— Le dessin défendait le parti communiste. Il n'y a eu aucun problème. Depuis je ne conteste plus, je trouve les contestataires minables. Elleinstein le premier.

— Etes-vous membre du P.C. ?

— Non. S'inscrire au P.C. est une chose sérieuse. Tous les jours on s'aperçoit que certains ont pris cette décision à la légère. J'observe les communistes, je prends des notes. Quand je me jugerai digne d'être un communiste à part entière, je leur demanderai de me faire l'honneur de m'accueillir parmi eux.

Georges Wolinski,
Paris-Match, 8 décembre 1978

Pionniers de la contestation démocratique en Chine, les plus célèbres détenus politiques chinois — le groupe « Li Yize » — rejettent l'étiquette de « dissidents » et appuient le régime et sa politique actuelle.

Le pouvoir ayant désormais reconnu leurs mérites, ils continueront par des voies officielles à dresser le bilan de la révolution culturelle dans leur province du Guangdong, en Chine méridionale.

Les trois contestataires du groupe Li Yize sont (Li) Zhengtian, trente-trois ans, diplômé de l'institut des beaux-arts de Canton, Chen (Yi) Yang, trente-deux ans, ancien « jeune instruit », citadin envoyé à la

campagne, et Wang Xi (Zhe), trente ans, ouvrier chauffagiste.

Responsable important de Radio-Canton, Guo Hongzhi avait en effet « patronné » l'affichage, en 1974, du manifeste de « Li Yizhe » qui réclamait, deux ans avant la chute de la « bande des Quatre », la « démocratie et la légalité » pour le peuple. Ce manifeste avait eu un grand retentissement en Chine et à l'étranger, où il a été publié en plusieurs langues.

Emprisonnés le 2 mars 1977, cinq mois après l'arrestation de la « bande des Quatre », ils ont été libérés en janvier 1979 et réhabilités la semaine dernière de façon éclatante.

En réponse à une question sur le rapprochement fait à l'étranger entre eux-mêmes et les dissidents soviétiques, ils ont déclaré : « Nous ne sommes pas des opposants au parti communiste chinois (...) »

Le Monde, 16 février 1979

(...) recomposer un sujet révolutionnaire, en amalgamant des jeunes et des moins jeunes, des hommes, des femmes et des homosexuels, des chômeurs manuels et des chômeurs intellectuels, des prolétaires abstentionnistes, des lycéens révoltés, des étudiants voués à la désoccupation, des militants professionnels et des dilettantes désirants, des locataires et des prisonniers, j'en passe et des meilleurs, débouche moins sur une classe — car où sont les critères communs puisque ni la place dans le procès de production, ni celle dans les rapports de distribution, ni même l'âge ou le sexe ne sont identiques ? — que sur une nation en formation.

Une nation est un groupe humain qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre en commun, disent les dictionnaires. A certains égards, c'est à une sorte de sentiment nationaliste qu'on peut, en partie, attribuer la sympathie ambiguë, l'écho positif et même l'appui que reçoivent les organisations de lutte armée de la part de la nation, ou plutôt de la tribu des exclus.

Cependant, chacun sait où mène ce genre de dynamique et de stratégie. Qui dit guerre de libération nationale dit conquête d'un territoire. Chaque jour le modèle israélien est là pour prouver qu'il s'agit d'une voie sans issue.

Aussi faut-il, d'urgence, inventer une nouvelle stratégie qui évite ce piège d'où le pire sortira à coup sûr. Il faut inventer une nouvelle violence qui ne détruise pas l'autre. Il faut une stratégie qui vienne cependant à bout de maîtres qui terrorisent l'humanité et saccagent la planète.

Une stratégie, enfin, fondée non pas sur la conquête de l'espace vital, mais sur l'occupation du temps. « Le temps, c'est l'espace pour l'épanouissement des facultés », disait le vieux Marx.

Jacques Baynac,
Libération, 20 mars 1978

Les nouveaux romantiques ont désormais leur Académie. Sous l'égide de Frédéric Mitterrand, Brice Lalonde, Gonzague Saint-Bris (fondateur-président) et Patrick Poivre d'Arvor, Francis Huster, Michael Denard, Jean-Marie Benoist, Jean-Louis

Rambures, Ricardo Bofill et Etienne Roda-Gil préparent des états généraux au cours desquels sera décerné un Prix européen. Le but de ces dix nouveaux « immortels » : incarner le romantisme en toute liberté, retrouver un idéal salutaire. « Mai 1848 a fait Musset, précisent-ils, Mai 1968 nous a faits. Voici venu le temps du romantisme radieux de l'an 2000. »

Le Figaro Magazine, 25 novembre 1978

Qui crée la surprise en déployant sur son terrain — terrain nouveau et choisi par lui, ici le « social » par opposition au « politique » — une stratégie radicalement nouvelle finit par imposer à son adversaire ce terrain, une stratégie symétrique, et même les moyens inventés. Au bout du compte, quel que soit le vainqueur, c'est la nouveauté qui triomphe plus ou moins.

Or justement, une occasion favorable va bientôt se présenter. Imposer la bataille sur le nouveau terrain de la révolution sera possible dès que le brouhaha électoral sera dissipé. Car, quel qu'en soit le vainqueur, il devra s'attaquer aux salaires et rehausser la productivité. Alors seront données les conditions d'un choc entre l'Etat capitaliste et ses tenants (bourgeois ou bureaucratiques) et un bloc anticapitaliste et antiétatique. Les marginaux trouveront l'alliance des féministes et des diverses catégories d'exclus et de mécontents du travail. Leurs luttes accroîtront la crise de la valeur et la crise des valeurs. Elles mettront en relief l'irréalisme du salariat. Elles pourront déboucher sur le refus massif du travail, si d'ici là, le travail de clarification et d'explication théoriques a été fait. Finalement sera donnée une chance de conquérir le temps, de se réapproprier l'espace.

Jacques Baynac,
« Misère de la "nouvelle philosophie",
Libération, 25 juillet 1978

Le 22 janvier 1943 Artaud quitta Ville-Evrard et le 11 février je l'accueillis à Rodez et l'invitai à ma table. Après la période d'observation coutumière, je pus établir un premier diagnostic qui en substance n'était pas et ne pouvait pas être différent de celui de mes confrères : « délire chronique extrêmement luxuriant... préoccupations magiques... personnalité double... idées de persécution avec périodes de réactions violentes ».

A Rodez, je faisais des électrochocs avec des internes, j'en faisais aussi avec Latrémolière en clientèle privée. Or, ce que le mot même à de maladroit et d'horrible (il peut très bien évoquer l'idée de chaise électrique chez ceux qui n'ont aucune idée de ce qui est en cause) ne semblait pas tellement troubler nos clients. A leurs yeux nous étions, Latrémolière et moi, docteurs tout simplement. Nous partions de très bonne heure le matin, mais comme parfois des voisins curieux s'amassaient sur notre passage, nous tenions ostensiblement des propos de représentants en postes de radio. Avant de regagner l'asile, nous faisons dans un bistrot ou l'autre un vrai repas, comme il est de coutume à Rodez et comme le climat l'exige : mangeant du lard poêlé ou du tri-

pou, c'est-à-dire des tripes comme on les prépare dans la région, avec un poireau au milieu. (...)

J'ai pu obtenir des guérisons innombrables par une série de cinq à douze électrochocs à raison d'un tous les deux jours. Il y avait à l'origine une contrepartie possible d'accidents : os cassés, fracture de la colonne vertébrale avec tassement (...) on a recensé aussi des troubles de l'épaule, de graves morsures de la langue (faciles à prévenir en glissant entre les dents un « boudin » de ouate enveloppé de caoutchouc) et la luxation du maxillaire inférieur - phénomène parfois constaté également à la fin des banquets, quand on a trop ri. (...)

On me demandera ce qu'il en fut d'Artaud. Je réponds que les électrochocs l'ont toujours tiré de sa torpeur et de son accablement, car il se remettait à écrire et à dessiner. Que les mêmes électrochocs n'aient pas atteint son être profond, c'est une autre affaire, et du reste je n'y prétendais bien sûr

pas. Je dirai même qu'à tout le moins les électrochocs lui ont permis de persister dans sa production fantasmatique.

Parfois, je regrette la période où les électrochocs étaient pratiqués ainsi, avec, je le répète, d'excellents résultats dans l'ensemble.

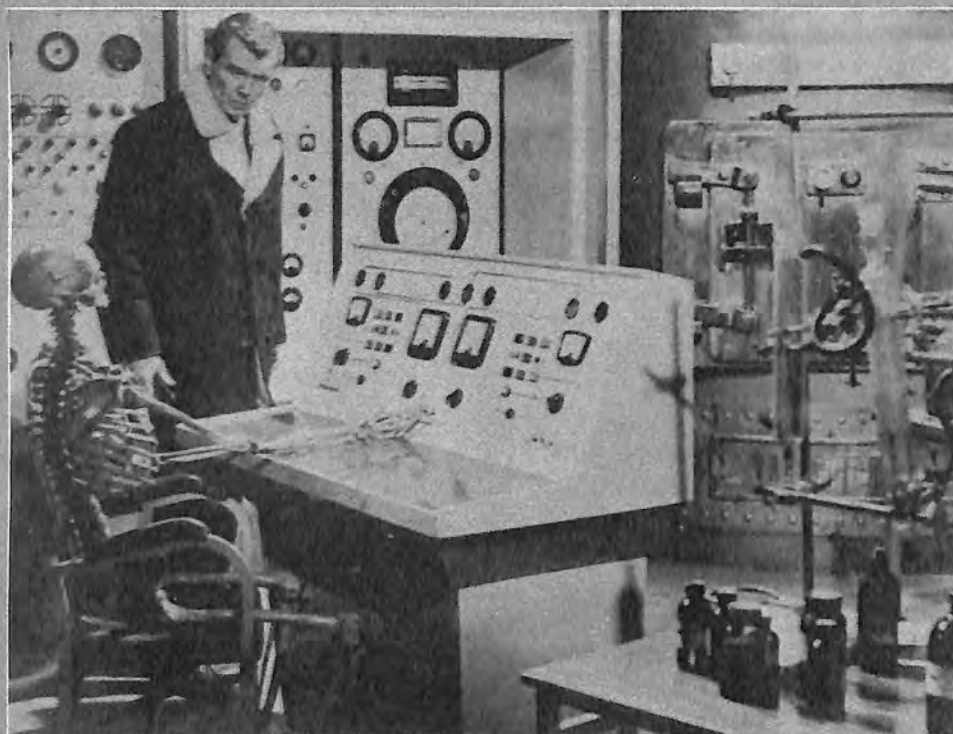
Gaston Ferdière,
Les Mauvaises Fréquentations,
Paris, 1978

Première victime du disco, une jeune Allemande de seize ans, Annette F., est morte d'épuisement après avoir dansé trois heures d'affilée à la Big Apple, une discothèque de Berlin-Ouest spécialisée dans ce genre de musique. « Ce n'est pas la première fois qu'une danseuse perd connaissance, dans l'ambiance surchauffée qui règne ici, a expliqué le gérant de l'établissement. Mais d'habitude, un petit tour à l'extérieur suffit à lui faire retrouver ses esprits. »

Le Matin, 19 mars 1979



On reprochera aux auteurs de cette encyclopédie d'être partis d'idées préconçues. Sans se contenter de répondre que le problème n'est pas d'où l'on part, mais où l'on arrive, ils affirment hautement que leurs premiers principes, préalables à toute investigation, et que leur imposent sans doute leur vie et leur passé, ne sont pas de nature à empêcher l'étude sérieuse et objective de la réalité. Ainsi de leur conviction qu'il n'y a pas, sur cette planète, assez de place pour les Etats et pour eux ; et que ce sont les Etats qui doivent disparaître. Non seulement cela ne leur semble pas un *a priori* subjectif susceptible d'entacher la rigueur de leur travail, mais ils vont même jusqu'à juger que ce sont tous ceux qui s'estiment dans une quelconque mesure satisfaits des Etats et de leur gestion du monde existant qui se sont au contraire disqualifiés



aux yeux du plus simple réalisme. Tout montre en effet, avec autant de discrétion qu'une fuite radioactive dans une centrale nucléaire, que dans un avenir très proche il n'y aura plus assez de place sur cette planète pour l'existence de l'humanité et celle des Etats ; et selon ceux-ci c'est plutôt l'humanité qui devrait disparaître. Quand toute l'organisation dominante de la vie crie si fort, et avec de tels moyens, « Plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin ! », il devient nécessaire d'envisager que la délirante prétention des dirigeants à durer autant que l'humanité soit couronnée de ce succès que l'histoire humaine s'achève avec eux.

Le lecteur admettra donc que lorsque des goûts personnels se trouvent à ce point en accord avec une urgence à laquelle on ne contestera pas le caractère d'objectivité puisqu'elle n'est autre que la survie de l'espèce, ces goûts peuvent légitimement être dits marqués au sceau de la nécessité historique la plus profonde. La tâche que prescrit cette nécessité historique, c'est l'abolition de l'Etat et des rapports marchands dont il est le gardien. On peut trouver que c'est beaucoup. On peut trouver que c'est trop. Pourtant notre époque ne pourra faire moins.

(Extrait du « Discours préliminaire »)

ENCYCLOPEDIE DES NUISANCES



TOME PREMIER Discours préliminaire

Tableau de la vie humaine à la fin du XX^e siècle

Le tome premier de l'Encyclopédie des nuisances paraîtra fin 1979. Ceux qui souhaiteraient être informés dès sa parution, ou, mieux encore, désireraient participer à la suite de cette entreprise, peuvent adresser toute demande, ou tout document (textes, images, etc.), aux Editions de l'Assommoir, 9, passage Cardinet, 75017 Paris.

Cependant, nous ne saurions trop insister pour que les spécialistes qui n'auraient pas au moins pour but la ruine de leur spécialité nous évitent : ils auraient tôt fait d'être démasqués et rejetés dans leur irréductible misère.

Le feutre du cadavre bouge encore

Je vais mal et vous, vous allez bien ? Sans désirs, sans initiatives, attiré par ceux qui bougent, réfractaire au mouvement, je vous rencontre, je vous croise, vous bougez, vous, vous avez envie de bouger, vous n'essayez pas de comprendre le cours des choses, le brouillard, j'ai un peu parlé dans le quartier, j'ai parlé de pseudo-projets, somnambule, léthargique, je me suis dit doucement que j'allais trouver des gens avec qui chercher le cours des choses et des remèdes, je me suis laissé entraîner, par sympathie, dans des mouvements qui n'étaient pas les miens, je suis assis dans un grand fauteuil, les idées situationnistes étaient dans toutes les têtes, mais toutes les têtes n'étaient pas situationnistes, vous n'essayez pas de comprendre le cours des choses ? Julius fait des projets qu'il ne réalise pas non plus, il bouge davantage, il cherche des gens plus activement que moi, dans une dérive continue...

Je me méfie, une de vos marottes, sous ces cieux, est de vouloir unir, je vous soupçonne d'être incapables d'imaginer qu'on puisse être uni autrement que sous l'uniforme, d'avoir comme disait je ne sais plus qui une conception répressive de l'unité, j'avais écrit sur les murs de la cuisine du local : « On défend en commun le droit de rester divers », la phrase rencontra l'imbécillité critique, nous n'avons jamais su nous parler... Je n'invite presque personne dans mon désert...

...Jean-Christophe entrant dans le local, nous discussions un peu de la totalité et du parcellaire. Il disait que la critique à partir d'un point de vue de Juif, de femme, d'homosexuel ou de malade ne pouvait être que parcellaire, que la radicalité ne pouvait être critiquée radicalement que du point de vue de la totalité, je lui disais que sa critique du parcellaire était fautive et que sa totalité était vide, je lui disais que si la parcelle était vue à la lumière de la totalité, la critique qui partait de la parcelle n'était pas par-

cellaire, je lui disais qu'on pouvait aussi partir de la totalité, mais que si cette totalité ne contenait pas la parcelle, sa critique restait dans l'éther. Je lui disais que si je connaissais parfaitement un grain de sable, je connaîtrais l'univers, et que s'il connaissait parfaitement l'univers, il connaîtrait ce grain de sable, je lui disais que connaître parfaitement un grain de sable et connaître parfaitement l'univers, c'était la même chose. Ils vivent dans une misère effroyable dans le quartier, je ne vis pas la même misère que la leur, une part de moi-même me le reprochait, je me disais que je déconnais, que ma vie était déjà invivable, et que s'il fallait encore que je me prive de salle de bains... !

...Isaac jauge la radicalité d'un moment dans le sang. Ni le sang ni le chaos n'ont beaucoup de prestige aux yeux d'Isidore. Il constatait que des mers de sang n'avaient coulé que pour changer la couleur de la merde et que de multiples chaos n'étaient sorties que des caricatures de l'ordre ancien. Isidore se souvenait qu'en 1968 la radicalité s'était passée de cadavres. Une foule d'individus voulaient une nouvelle époque, ces individus s'étaient rencontrés pour chercher. Il n'y avait pas d'odeurs de cadavres.

...J'avais besoin d'idées simples, je ne les ai pas, vous ne les avez pas, vous ne

Les Editions de l'Assommoir considèrent que l'épaisseur habituelle du livre contribue à la prolifération des mots inutiles et à faire de l'écriture publique un domaine réservé à des spécialistes épuisés. Elles accueilleront donc avec plaisir toute communication dont la concision égalerait la pertinence, justifiant ainsi sa publication.

les cherchez pas, les pétomanes gauchistes qui faisaient dans ce temps-là un vacarme nauséabond s'amusaient avec leurs idéologies, ils avaient l'air content, il aurait fallu, pour être internationaliste, distinguer les bons nationalistes des mauvais, le nationalisme palestinien était baptisé révolutionnaire, le nationalisme juif était baptisé réactionnaire, dans un enthousiasme putride. Les prophètes gauchistes me foutaient en rage. Je cherchais des perspectives internationalistes, le souhaitable. Dans le quartier, il n'y avait pas de gauchistes, il y avait des nihilistes. Je me suis entendu dire que nous sommes tous des êtres humains, qu'il n'y avait pas de problèmes ! Les réponses des idéologues sont pourries, les nihilistes goment les questions...

Les idéologies ne sont pas incassables. La critique peut empêcher des hommes de matérialiser des idéologies avant leur heure, avant l'heure où des hommes peuvent les réaliser...

...Je me disais qu'il y a des majoritaires qui permettent cordialement à des minorités de faire partie de la majorité, qui accordent à des minorités un droit à l'aliénation, je me disais qu'il y a des majoritaires racistes qui refusent à des minorités ce droit à l'aliénation. Je me disais qu'il y a des minoritaires incapables devant des majoritaires d'affirmer le désir et la nécessité qu'ils ont d'exister.

Je me disais que le passé devrait être connu pour tenter de protéger le futur, la réalité est inconnue, les charlatans n'avaient eu devant eux que le silence, des avalanches de mensonges étaient tombées...

...Je ne cherche plus la compagnie de Julius, il ne cherche plus la mienne, il continue de vagabonder, mou et destructeur, sans volonté, je me dis qu'il m'a soupçonné de vouloir exister là-dedans, il se vautre dans sa misère, je me dis qu'il communique...

Isidore

